

TÉMOIGNAGE

Les Martiens prennent Shanghai

(Page 2)

ITALIE

Dollars si... Missiles no...

(Page 9)

LIBAN

Face au « non » syrien

(Pages 10 et 11)

BRÉSIL

Ce flic qui défie l'Escadron de la mort

(Page 4)

DÉBAT

Joxe, Lajoinie et l'exécutif

(Page 13)

ROLAND-GARROS

L'autre match : le combat des managers

(Page 16)

Dans « le Monde Dimanche » quatre pages de radio et de télévision

L'Elysée et ses gendarmes

En août 1982, l'Elysée les avait présentés comme des « terroristes internationaux ».

Après neuf mois de détention,

les trois « Irlandais de Vincennes » ont été libérés.

La justice a ainsi mis de l'ordre dans une affaire qui met plus en cause le fonctionnement

du Groupe d'intervention de la gendarmerie nationale (G.I.G.N.)

que le terrorisme. Une fausse manœuvre dont le pouvoir aurait bien fait l'économie...

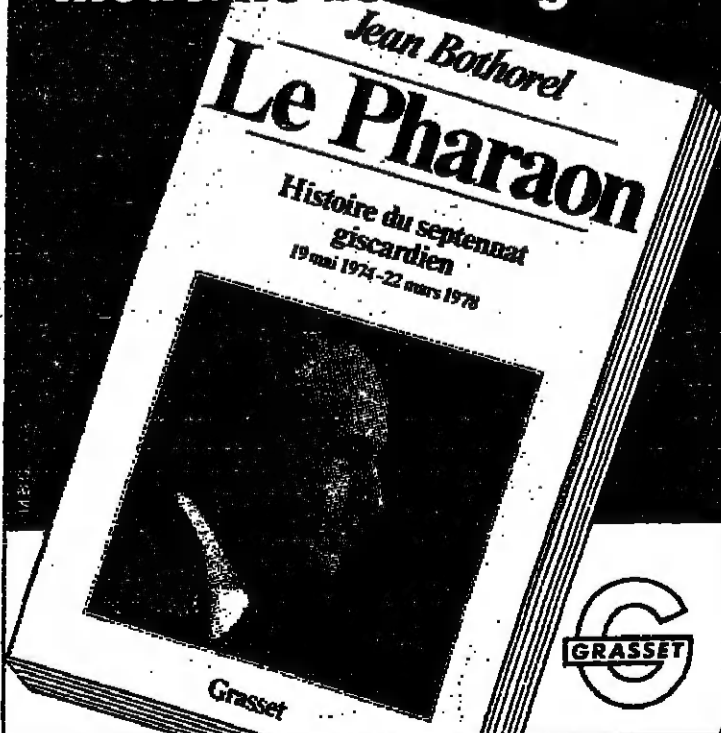
Non, les affaires politico-policieres ne se répètent pas à l'identique. L'étouffoir ne fonctionne pas toujours. Telle est la première leçon de l'affaire des « Irlandais de Vincennes ». On en connaît les ingrédients : une « course au chiffre » dans la lutte antiterroriste, en pleine vague d'attentats de l'été 1982, sur fond de rivalité entre la gendarmerie et la police ; un « coup spectaculaire » organisé par le capitaine Paul Barril, chef par intérim du G.I.G.N. sur la foi d'un renseignement irlandais ; des « gros poissons » qui n'en sont finalement pas ; et, surtout, tant d'irrégularités, de contradictions et de mystères qu'on en vient à douter de l'authenticité des preuves matérielles — explosifs notamment — produites contre les Irlandais.

Durant neuf mois, malgré les révélations de la presse, malgré les pressions de la défense soutenues par la Ligue des droits de l'homme, malgré les joies des inculpés, malgré l'opiniâtreté d'un juge d'instruction tenace, la justice avait couvert : appel du parquet sur les demandes de mise en liberté, refus de les ordonner de la chambre d'accusation jusqu'au mercredi 18 mai pour Mary Reid, rejet de la requête en annulation de la procédure des avocats... Or voici qu'elle se ressaisit, après le témoignage, accusateur pour le G.I.G.N., d'un ancien gendarme, jeudi, confirmé vendredi par l'un de ses collègues toujours en fonctions.

EDWY PLENEL

(Lire la suite page 15.)

La politique, forme moderne de la tragédie



Les « pétroliers » et le goût amer de la justice

Fin du deuxième round dans le procès des ententes pétrolières à Marseille. Des P.-D.G., amers, dénoncent une politique qui les « obligeait » à être délinquants.

De notre envoyé spécial

Marseille. — Comme chantait l'autre sur un sujet assurément affolant, le procès des ententes pétrolières, qui va entrer la semaine prochaine dans la phase des réquisitoires et des plaidoiries, fait un peu : « Tout, tout, tout, vous saurez tout sur le pétrole... ». De fait, on sait maintenant beaucoup d'une politique d'Etat et de ses conséquences dans ce secteur très particulier de l'économie. On est tenté à glacer sur les origines de ce monopole délégué de l'Etat, institué par la loi du 30 mars 1928. On peut répondre sans hésitation qu'elle permettait aux pouvoirs publics d'avoir la maîtrise de l'approvisionnement et, par le biais des compagnies en place, de créer un marché national protégé, ce qui n'allait pas sans des contraintes. On sait tout, encore, des quotas de

vente qui furent imposés aux uns et aux autres, de leur consentement sans joie à ce système complexe qui tendait à renforcer la position des sociétés françaises par rapport aux multinationales à capitaux étrangers, qui ne pouvaient que faire la grimace.

Mais ce que l'on ne sait pas encore et que les juges de la sixième chambre du tribunal de Marseille vont avoir à dire, c'est si, à ce jeu-là, la libre concurrence, règle de droit commun, pouvait encore s'exercer. Car c'est bien de pratiques anticoncurrentielles qu'il s'agit de répondre les trente-neuf P.-D.G. ou collaborateurs d'une quinzaine de compagnies, les françaises comme les autres. Ils n'en sont pas encore revenus. Ils supportent vraiment très mal de se trouver aujourd'hui dans la position de prévenus. Ils le supportent d'autant moins bien que tout cela est pour origine ce petit bonhomme omniscient qui s'appelle Roger Bodourian et qui, un jour d'avril 1971, déposa une plainte accusant tout crûment les pétroliers de l'avoir « étranglé ». lui, le petit distributeur, qui par ses rabais à la clientèle contrariait leurs desseins, perturbait leurs pratiques et leur tranquillité. Et ils gardent aussi, dans le privé, une sacrée dent contre ce substitut de Marseille, Etienne Cecaldi, qui fit tant parler de lui en estimant que M. Bodourian avait soulevé un lièvre après lequel il convenait de courir d'urgence, et qui, comble d'ironie cruelle, vient de se voir nommer au beau milieu de leur procès, préfet de police de Nice.

Oui, vraiment, ils en ont gros sur le cœur et, au temps des suspensions dans la salle des pas-perdus, ils ne se privent pas de le faire savoir. C'est une bien maigre consolation que de voir mener à côté de leur procès celui de M. Bodourian, poursuivi, lui, pour banqueroute et abus de biens sociaux. Sans doute sont-ils assez satisfaits de cette concomitance qui a montré que le David lancé contre les Goliath n'avait rien d'un ange et que sa déconfiture eut des causes moins honorables que les seules ententes pétrolières.

JEAN-MARC THÉOLLEYRE

(Lire la suite page 15.)

AU JOUR LE JOUR

Terreur

Quarante et un fûts de dioxine font frémir les peuples d'Europe. Nul n'en veut. Comment s'en débarrasser ? En les utilisant intelligemment.

Puisque la France cherche à renforcer, au moindre coût, son potentiel de dissuasion, on ferait l'économie de quelques ogives nucléaires si l'on plaçait ces bidons redoutables en haut de nos fusées, braquées comme il convient. Moscou en tremble d'avance.

BRUNO FRAPPAT.

« Le Monde » sera mis en vente normalement le lundi de Pentecôte 23 mai

DERNIÈRE ÉDITION

Le Monde

Fondateur : Hubert Beuve-Méry

Directeur : André Laurens

QUARANTIÈME ANNÉE — N° 11917

4,80 F

DIMANCHE 22 — LUNDI 23 MAI 1983

5, rue des Italiens 75427 Paris Cedex 09 — Tél. : 246-72-23

Seize morts et près de deux cents blessés à Pretoria

L'Afrique du Sud sous le choc

De notre correspondant

Johannesburg. — Seize tués et près de deux cents blessés, dont certains dans un état grave, tel est le bilan de l'attentat à la bombe perpétré, vendredi 20 mai, à une heure d'affluence, dans le centre de Pretoria. Il s'agit du plus meurtrier des attentats jamais commis en zone urbaine sud-africaine.

Une importante quantité d'explosifs aurait été déposée dans un véhicule garé sur l'artère principale de la ville, face à un complexe mi-administratif, mi-commercial, qui abrite notamment le quartier général de l'armée de l'air. L'immeuble a été fortement endommagé, et les vitres d'un bâtiment voisin, où se trouve la direction des renseignements militaires, ont volé en éclat.

La capitale de la République sud-africaine a été le théâtre, vendredi 20 mai, de l'attentat le plus violent et le plus meurtrier de son histoire, l'explosion d'une voiture piégée ayant fait, selon un dernier bilan, seize morts — dont sept noirs — et cent quatre-vingt-dix blessés. Ce développement tragique devrait avoir de graves répercussions, notamment en provoquant un durcissement du régime de l'apartheid engagé sur la voie de réformes déjà timides.

Plusieurs militaires, mais aussi de nombreux civils, noirs et blancs, comptent au nombre des victimes. Trois enfants, dont les jours ne sont pas en danger, ont été hospitalisés. L'engin a explosé à 16 h 32, à l'heure où l'avenue est traditionnellement prise d'assaut par les milliers d'employés noirs et blancs qui

viennent de terminer leur journée. Comme à l'ordinaire, les gens se pressaient dans les magasins pour leurs achats du week-end. Une véritable panique a immédiatement suivi le bref silence de mort qui s'est abattu sur la ville siôt après l'explosion. Entre les voitures en flammes, les épais nuages de fumée noire, au milieu des cris de terreur et des gémisse-

ments des blessés, de très nombreuses ambulances, sirènes hurlantes, arrivèrent rapidement sur les lieux. Médecins et secouristes commencèrent à donner les premiers soins aux victimes, sur les trottoirs jonchés, sur plusieurs centaines de mètres, de débris. Les blessés les plus graves furent vite évacués, tandis que les morts, ou plutôt ce qui restait de certains cadavres affreusement mutilés, étaient recouverts de linceuls provisoires.

Parvenue sur les lieux dans la minute même, la police boucla sur le champ le centre de la capitale avant d'entreprendre de minutieuses recherches d'éventuelles autres bombes.

PATRICE CLAUDE.

(Lire la suite page 3.)

Le P.S. pour un code de conduite entre gouvernement et syndicats

Au lendemain de l'annonce du deuxième plan de rigueur, le parti socialiste a entrepris une série de consultations avec les syndicats. Ainsi a-t-on pu s'expliquer, de part et d'autre, sur les critiques dont faisait l'objet l'action gouvernementale. La situation s'est clarifiée, dit-on du côté du P.S., où l'on souhaite que soit établi un code de concertation entre le gouvernement et les syndicats.



Il a fallu une certaine audace, voire du courage, au parti socialiste pour entreprendre, au lendemain de l'annonce du deuxième plan de rigueur, une série d'entretiens avec les organisations syndicales de salariés. Quand on est parti de gouvernement et que ce gouvernement se voit porter l'estocade par des syndicats tant sur le contenu de sa nouvelle politique économique et sociale que sur l'état de déliquescence de la concertation, les conditions d'un dialogue idéal ne se trouvent pas réunies. Situation d'autant plus délicate que, par nature, les relations entre les syndicats et les partis politiques sont complexes.

C'est pourtant un bilan globalement positif que les dirigeants du P.S. dressent de leurs rencontres avec les syndicats. Une divine surprise presque : il n'y a eu ni clash, ni rupture, ni « déclaration de mini-guerre sociale ». A l'issue des entretiens avec F.O., la C.F.D.T., la C.G.T., la FEN, la C.G.C. (la date d'une entrevue avec la C.F.T.C. doit être fixée prochainement), un membre du bureau exécutif du P.S. constate : « Ces rencontres ont été beaucoup plus riches et profondes qu'il y a un an, où elles avaient été plus rudes. Le climat a été franc, quelquefois passionné mais jamais inamical. L'esprit de contentieux n'a pas régné. »

La consultation syndicale du P.S. semble avoir eu, en fait, pour la formation de M. Lionel Jospin,

un triple intérêt. En premier lieu, elle a pris la juste mesure des préoccupations des syndicats. Chacun, avec sa personnalité propre, a avancé inquiétudes et propositions, critiques et attentes, mais tous se sont retrouvés, avec des expressions différentes, sur quelques aspirations comme la réforme de la fiscalité, le développement de la formation professionnelle, la relance de la politique industrielle et la mise en œuvre d'une politique permettant d'enrayer la montée du chômage et créer des emplois (1).

Ces rencontres ont également permis au P.S. de préciser sa conception du rôle des syndicats — comme de discorde avec la C.F.D.T. — dans la société française depuis le changement de mai 1981. Les dirigeants socialistes partent d'un double postulat : la base sociale — et donc électorale — du P.S. et celle des organisations de salariés sont à peu près identiques ; les « avancées » sociales réalisées depuis deux ans sont telles qu'une organisation syndicale doit être plus satisfaite d'un gouvernement de gauche que d'un gouvernement de droite.

MICHEL NOBLECOURT.

(Lire la suite page 12.)

(1) Le secteur entreprises du P.S. doit présenter à la fin du mois de mai des propositions sur l'emploi.

Dates

RENDEZ-VOUS

- 22 mai. R.F.A. : Réunion à Bad-Hersfeld d'anciens membres de la formation d'élite SS Leib-Tandarte (jusqu'au 23).
- 23 mai. Paris : Visite du président chypriote, M. Kyprianou.
- 24 mai. Vienne : Réunion des ministres des finances de l'OPEP.
- Japon : Négociations avec les États-Unis sur l'industrie automobile.
- Cuba : Congrès international sur l'informatique dans les pays en voie de développement.
- Paris : Discussions à l'Assemblée nationale du projet de loi sur l'enseignement supérieur.
- Manifestations des étudiants et enseignants.
- 24-25 mai. Bruxelles : Conseil des ministres des affaires étrangères de la C.E.E.
- 25 mai. Luxembourg : Réunion des ministres européens de l'industrie.
- Suède : Visite de la reine Elisabeth d'Angleterre.
- Chine : Visite du président de la Banque mondiale, M. Clausen.
- Afrique : 20^e anniversaire de l'O.U.A. Début des activités de l'Agence panafricaine d'information.
- 25 mai. Berlin-Est : Ouverture du procès Heinz Barthel.
- 26 mai. Algérie : Centenaire de la mort d'Abd el Kader.
- Bruxelles : Conseil des ministres de la C.E.E.
- 27 mai. États-Unis : Rencontre du président Reagan avec le chef du gouvernement japonais M. Nakasone, puis avec le premier ministre britannique M. Thatcher.
- 28 mai. États-Unis : Sommet à Williamsburg des sept pays les plus industrialisés (jusqu'au 30).

SPORTS

- 23 mai-5 juin. Tennis : Internationaux de France à Roland-Garros.
- 25 mai. Football : Finale de la Coupe d'Europe des clubs champions à Athènes : Juventus de Turin-Hambourg.
- 26 mai-4 juin. Basket : Championnat d'Europe masculin en France.
- 28 mai. Rugby : Finale du championnat de France à Paris. Nice-Béziers.
- 28 mai. Cyclisme : Bordeaux-Paris.

Le Monde

Service des Abonnements
4, rue des Italiens
75427 PARIS CEDEX 09
C.C.P. Paris 4287-23

ABONNEMENTS
3 mois 6 mois 9 mois 12 mois

FRANCE
341 F 554 F 767 F 989 F

TOUTS PAYS ÉTRANGERS
PAR VOIE NORMALE
601 F 1 074 F 1 547 F 2 020 F

ÉTRANGER
(par messagerie)

L - BELGIQUE-LUXEMBOURG
PAYS-BAS
381 F 634 F 887 F 1 140 F

IL - SUISSE, TUNISIE
454 F 779 F 1 105 F 1 430 F

Par voie aérienne
Tarif sur demande.

Les abonnés qui paient par chèque postal (virements) voudront bien joindre ce chèque à leur demande.

Changements d'adresse définitifs ou provisoires (deux semaines ou plus) : les abonnés sont invités à formuler leur demande une semaine au moins avant leur départ.

Joindre la dernière bande d'envoi à toute correspondance.

Veuillez avoir l'obligeance de régler tous les sous-progrès en espèces d'importation.

LES TARIFS DU MONDE A L'ÉTRANGER

Algérie, 3 DA ; Maroc, 3,50 dr. ; Tunisie, 500 m. ; Allemagne, 1,50 DM ; Autriche, 16 sch. ; Belgique, 25 fr. ; Canada, 1,10 \$; Côte d'Ivoire, 340 F CFA ; Danemark, 6,50 kr. ; Espagne, 100 pes. ; E.-U., 35 c. ; G.-B., 60 p. ; Grèce, 60 dr. ; Irlande, 90 p. ; Italie, 1 200 L. ; Japon, 350 ¥ ; Liban, 0,250 L.L. ; Luxembourg, 27 f. ; Norvège, 2,50 kr. ; Pays-Bas, 1,75 fl. ; Portugal, 60 esc. ; Roumanie, 25 F CFA ; Suède, 7,75 kr. ; Suisse, 1,40 F ; Yougoslavie, 65 d.

5, RUE DES ITALIENS
75427 PARIS CEDEX 09
Tél. MONDIPAR 650572 F
C.C.P. 4287 - 23 PARIS
Tél. : 245-72-23

25 MAI 1949

Les Martiens prennent Shanghai...

« Les Martiens à Shanghai ! » Je me rappellerai toujours cette exclamation d'un vieux Français de Chine, embusqué avec moi dans l'encoignure d'une porte pour observer l'incroyable événement. Des soldats qui ne pillent pas, ne volent pas, ne violent pas, on n'avait jamais vu ça en Chine... Les voilà ! Là-bas, au pied des grands buildings de la banque et du commerce, ils arrivent vers nous en bon ordre par Nanking Road, en file indienne. En tenue de toile verte, rapides, silencieux sur leurs sandales de paille ou leurs espadrilles, ils progressent par petits groupes, méthodiquement, le long des trottoirs. Ils avancent par sauts de puce, observent aux carrefours, surveillent les toits, visiblement préparés au combat de rue. Les patrouilles se protègent mutuellement, l'une s'arrêtant d'un côté de la rue pour couvrir celle qui marche de l'autre côté. Un détachement fouille un immeuble d'où on a tiré. De rares civils chinois autour de moi se serrent contre des portes closes, observant la scène, muets. Les éléments de pointe défilent devant nous, uniformes maculés de boue, casque de modèle japonais, vieux fusils, mais aucun véhicule motorisé.

Ils arrivent au quai du Bund sur le fleuve Wampou, perpendiculaire à leur marche, et s'y arrêtent, installant immédiatement des mitrailleuses qui pointent vers les positions des troupes de Tchiang Kai-chek un peu plus haut sur le plan de la ville. Moins d'un quart d'heure après l'achèvement de l'opération, voici les téléphonistes courant sur leurs pantoufles pour dérouler au milieu de la chaussée la première ligne de campagne. Des sentinelles sont postées aux entrées des principaux édifices, où flottent des drapeaux blancs. Et toujours de nouveaux groupes arrivent à la queue leu leu. Les hommes finissent par s'arrêter ici et là au pied des buildings, et par tomber endormis devant les portes, non sans s'être dévisés le cou au spectacle des vingt ou vingt-cinq étages qui les dominent : évidemment ces soldats-paysans n'avaient jamais vu cela. Uniformes délavés couleur de jus d'herbe, sandales usées, vieilles mitrailleuses, c'est bien l'armée de guérilla qui sort du fond des rizières. L'armée du peuple conquérant la citadelle du capitalisme chinois, cela aussi, c'est les Martiens à Shanghai. Conquête sans artillerie, sans tanks, sans blindés, et qui, en ce premier jour du moins, prennent cette ville sans bataille... Sans acclamations non plus, sans enthousiasme populaire, mais dans le silence des rues presque vides. Les vivats pour la libération seront organisés un peu plus tard. Shanghai est l'image même de cette Chine fourbue qui passe au communisme parce qu'elle est tombée au plus profond de la pagaille et du désespoir. Ce n'est plus qu'une humanité chaotique, misérable et cynique, où tout a fait failli. « Qu'ils arrivent vite, ça ne pourra jamais être pire ! », disaient les gens pendant le siège, l'énervant siège de près d'un mois qui a précédé leur arrivée.

Un siège à la chinoise

Le siège de Shanghai aura sans doute donné pour la dernière fois l'image d'une Chine ancienne où la guerre était encore pour une bonne part une farce tragique, comique qui se jouait entre généraux. Du côté communiste, Chen Yi, compagnon de Mao, attendait tranquillement que la ville fût assez mûre ou pourrie pour la cueillir avec un minimum de pertes. De ce côté-ci, Tang En-po, féal de Chiang Kai-shek, annonçait quotidiennement par une bruyante propagande de sanglantes batailles et de grandes victoires, imaginaires. « Shanghai sera un second Stalingrad ! », proclamait le maire, sans rire. Mais quand on parcourait le périmètre de la cité assiégée, le seul signe de préparatifs pour cette dernière bataille héroïque était pour le moment la « Grande Muraille de Shanghai », comme disaient les journaux, c'est-à-dire une interminable barrière de gros piquets pointus de bois blanc, espacés de 30 centimètres, qui

encerclait la ville sur 20 kilomètres. On l'avait fabriquée avec le bois que l'Amérique avait donné à la Chine pour se construire une flotte de jonques nécessaires à sa subsistance. Valeur défensive du vaste ouvrage : zéro. Pour circuler dans cette zone de défense, il fallait un passeport nationaliste. Aussi n'en était-je fabriqué un en prenant un menu de restaurant chinois et en le timbrant des énormes sceaux rouges de la bibliothèque française. Les sentinelles, ne sachant pas lire, s'inclinaient très bas devant ce document, et, entré dans la zone des armées, j'avais la surprise de découvrir que sur des kilomètres de « front », dans les blockhaus, les tranchées, les postes d'observation, il ne manquait qu'une chose : des troupes pour les occuper. Les soldats ? Très peu nombreux ou absents. Les officiers ? « Ils sont en ville », disaient les troupes. Heureusement, les communistes semblaient résolus, eux aussi, à rester dans le style des guerres du théâtre chinois. Selon les meilleures règles de la Chine de tous les jours, ils avaient soin de laisser

demain, 42 millions le surlendemain. La planche n'allait plus assez vite, les billets n'avaient plus assez de zéros, les caisses des banques étaient vides, et il y avait une famine constante de moyens de paiement. C'est pourquoi on avait vu disparaître toutes sortes de pièces d'argent de la Chine d'hier et d'avant-hier. « Grosse tête », « petite tête », « dollar de Sun Yat-sen », « dragons » des diverses provinces, dollar mexicain, thaler autrichien, etc., chacune avait un cours différent. La ville entière était transformée en une gigantesque rue Quincampoix, où sur les trottoirs des centaines de spéculateurs improvisés pratiquaient le négoce acharné des innombrables coupures, des dollars américains interdits, et surtout des pièces d'argent, qu'ils faisaient sonner d'une main dans l'autre : tout Shanghai retentissait de ce tintement ininterrompu. La cote changeait d'heure en heure, et des cyclistes faisaient constamment la navette entre l'est et l'ouest pour crier les cours au passage à leurs correspondants sur le trottoir.

Dans les tramways de la com-

les taxis étaient figurés par des centaines de pousse-pousse et vélos-pousse transportant combattants et bagages. Malheureusement, leur galopade effrénée ne se dirigeait pas vers le front, mais en sens inverse. Puis ce fut, toute une nuit, un tourbillon grondant de convois et de troupes en mouvement vers le port de Woosong, c'est-à-dire vers la fuite. Là-dessus il y eut un grand « défilé de la victoire », et les habitants, sur le parcours, eurent ordre de pavoiser abondamment ; mais, cette fois aussi, le défilé allait en direction du rembarquement. Les drapeaux restèrent d'ailleurs aux fenêtres, si bien que quelques jours après, au nouveau pavlovisme obligatoire pour la libération, il allait suffire aux malins habitants de donner deux ou trois tours à la lampe pour enrouler un peu l'étoffe et obtenir ainsi de beaux drapeaux rouges, l'étoile bleue du Kouomintang, au coin de l'étamine, ayant disparu à jamais.

Enfin, le 25 mai, c'est l'arrivée des troupes de Chen Yi, sans combat, par l'ouest de la ville. Mais il y aura tout de même une bataille de Shanghai, au cœur de la cité, pendant trois jours. Cela commence dans l'après-midi du 25, quand un bataillon de troupes d'élite de Tchiang Kai-chek, pour un baron d'honneur, oppose une résistance imprévue sur la ligne de défense habilement installée en pleine ville derrière le canal de Soochow. Leurs deux meilleurs points d'appui sont formés par deux blocs d'appartements modernes où résident plus de cinq cents étrangers, qui se trouvent ainsi pris au milieu de la bataille. L'un de ces immeubles est le Broadway Mansions, pseudo-gratte-ciel, d'où les défenseurs battent d'un feu d'enter tout le quartier d'alentour. Les communistes renouent le lendemain à l'attaque frontale et prennent leurs adversaires à revers par un grand mouvement tournant à travers la ville. Débordés, une partie des nationalistes décrochent et s'enfuient vers Woosong, bien que leurs camarades leur tiennent dessus du haut.

A l'Embankment Building, l'autre point d'appui, les troupes des terrasses consentent à hisser le drapeau blanc, cédant aux objurgations des résidents étrangers, qui négocient pour eux par téléphone avec les communistes. Mais leurs camarades du quatrième étage font échouer les pourparlers. La négociation reprend à l'aube du jour suivant sous la menace d'une artillerie que les communistes exotés ont amenée pendant la nuit. Broadway Mansions lâche et persuade les fanatiques de l'autre building d'en faire autant, dans la matinée. Arrivant un peu plus tard sur les lieux du combat, je peux constater que le bilan du vacarme de trois jours se solda, du côté des étrangers, par un blessé seulement, et des dégâts matériels. Evidemment les communistes ont montré une grande patience, et cette prudence ne fera que se confirmer dans les journées qui vont suivre.

Les hommes invisibles

Ces Martiens, on se raconte sur eux des histoires étonnantes. Décidément, ils n'ont pas les filles, ils ne pillent pas, ils couchent sur le trottoir. Ils refusent le bol de riz ou de thé qu'on leur offre, et s'ils prennent le tramway, ils paient leur billet. Des soldats ayant mangé devant une maison et laissé quelques traces, l'un d'eux cogne à la porte : une vieille apeurée les invite à l'intérieur, mais le brave soldat voulait seulement un balai, pour nettoyer le seuil avant de repartir. Des soldats campent devant une banque ; les employés leur disent d'entrer. Réponse : « Surtout pas, il y a la dedans de l'argent, nous aurions des tas d'ennuis ».

Voici bien une autre surprise : les Martiens ne sont pas seulement dans l'armée, ils apparaissent aussi dans l'administration. Civils en uniforme, sans plis d'insignes que les militaires, anonymes et inclassables, ils se glissent sans rien déranger dans les bureaux pour y installer bientôt un travail acharné et des vertus

insolites : austerité, incorruptibilité. Vêtu et nourri par le parti, le cadre de ces débuts est pauvre, couche sur la dure, et, dans les innombrables escarpements réquisitionnés, préfère le plancher aux lits trop mous qui l'empêchent de dormir. Ces conquérants sont en très petit nombre, perdus dans la masse des cinq millions d'habitants. Shanghai est gouvernée par une centaine d'hommes invisibles. La multitude ne va-t-elle pas noyer cette minuscule élite ? Non, c'est le très petit nombre qui va la domestiquer, la contenir, la dominer. Rusés, les nouveaux maîtres ne prêchent pas le communisme, mais la doctrine d'une « première étape », la « nouvelle démocratie », qui ménage provisoirement les bourgeois et les capitalistes. Mais déjà le régime annonce qu'il n'est pas simple qu'avec les souples, qu'il sera intraitable avec quiconque lui résiste.

Un immense cours d'adultes

Le maître mot du moment est la rééducation. Shanghai, dès juillet, est devenue un gigantesque cours d'adultes. Chacun apprend les idées qu'il convient d'avoir. Le peuple entier prononce les oui et les non qu'on lui souffle. A ceux qui résistent ou dont le passé est trop lourd, on applique une méthode qui commence à faire trembler la Chine — son nom fera le tour du monde — le lavage de cerveau. Les persécutions, les camps, viendront plus tard, à leur heure. En cet été brûlant, la révolution commence par des chansons. Dans de grands défilés organisés, la jeunesse, seule dans la population à montrer un enthousiasme sincère et bruyant, brandit au-dessus des têtes les portraits infernaux des gongs. Pour qui sait lire une folie, celle-ci présente déjà une image entièrement nouvelle de la cité, dont les habitants sont en train de subir une réorganisation par classes sociales, ouvriers, quartiers, usines, etc. Ouvriers, ménagères, étudiants, intellectuels, artisans, défilent en détachements disciplinés et encadrés. Shanghai donne une fascinante démonstration de ce qu'on peut appeler la technique de la captation des masses.

Combien de temps va durer tout cela ? La Chine n'est-elle pas le pays qui conquiert toujours ses conquérants ? Voilà la grande question que débattent les derniers Blancs que nous sommes à Shanghai. Il y a parmi nous deux écoles : ceux qui pensent que les Chinois seront toujours Chinois, bien trop individualistes, intelligents, mercantiles, pour donner au communisme une adhésion sincère et durable ; et ceux qui croient — j'en suis sûr — que le marxisme a déjà en Chine vingt années de progrès irréversible, et que, en tout cas, il va tout frapper de sa marque. Il arrive dans un univers social décomposé par l'effrayante série des ratages historiques de la Chine depuis le début du siècle, République de Sun Yat-sen, révolution trahie de Tchiang Kai-chek, guerre sino-japonaise, intervention passagère des Américains, guerre civile entre nationalistes et communistes ; ces ébranlements ont tout abattu et préparé un terrain finalement favorable à l'implantation de la révolution. Cela dit, il est clair en ces débuts que, pour le marxisme lui-même, la révolution chinoise risque d'être, à long terme, une aventure périlleuse. En écrivant cela aujourd'hui, je ne fais pas une prédiction après coup. Les dangers apparaissent clairement dès le départ : concurrence avec l'Union soviétique, déviations éventuelles dans l'action et la doctrine par l'influence du milieu chinois, embûche possible sur des problèmes trop énormes, etc. Mais c'était là les dangers à long terme, et si la Chine devait attendre un jour au-delà du marxisme, c'était bien en tout cas par le marxisme et à travers lui qu'elle allait évoluer avec ses cinq ou six cents millions de Chinois.

ROBERT GUILLAIN.
(Lire la suite page 4.)



Dessin de FRANCHINI

ouvertes aux troupes assiégées deux larges portes, l'une par voie de terre, au sud, l'autre par voie de mer, à l'est, afin qu'elles aillent au diable. Le long « suspense » qui pesait sur Shanghai avait enfin une raison cachée, qui était déjà le secret de Polichinelle : la ville assiégée négociait sa reddition. Avec Chen Yi ? Non pas, mais avec son défenseur Tang En-po. Selon la vieille tradition, les guildes, les banques et les gros financiers discutaient à l'apremment avec lui du nombre de barres d'or qui pourraient le persuader de décamper sans faire de malheur, sans livrer bataille.

Les barres d'or, seuls les puissants en avaient encore, et en abondance. Le Shanghaien moyen n'avait plus le sou et se débattait avec un fléau peut-être pire que la guerre : l'inflation. Moins d'un an auparavant, Chiang Kai-shek, fils de Chiang Kai-chek, avait forcé les habitants, sous la menace des fusils, à verser leur or pour la patrie. L'or avait filé à Taiwan, et ce cambriolage n'avait laissé aux citoyens que de détreux assignats dont le cours tombait de jour en jour. Au milieu de mai, l'inflation avait pris une allure catastrophique. Le cours du « gold yuan » (comme on appelait cyniquement la nouvelle monnaie), longtemps maintenu entre 4 et 7 millions pour... 1 dollar américain, avait plongé 12 millions le 19 mai, 20 millions le len-

pagnie française, les receveurs spéculaient avec la recette de leur sacochette et revendaient leurs avoirs aux deux bouts de la ligne en empochant les bénéfices. Pour nous Européens, comme d'ailleurs pour la plupart des Chinois, se posait un problème difficile, celui du porte-monnaie. Le mien était tout simplement un gros sac de jute pour mettre les pommes de terre, que je jetais sur mon épaule le matin en sortant du logis. Il était tout gonflé, du moins au départ, d'un grand nombre de « gold yuans », grosses comme une brique ou un pavé et valant chacune au moins une vingtaine de millions. Mais ici et là on voyait s'étaler dans le ruisseau des centaines de ces billets orange et vert, portant la tête chauve du « généralissime » Chiang Kai-chek, et personne ne les ramassait : rien ne pouvait mieux exprimer la chute, dans l'estime populaire, de l'ancien héros de la Chine.

Les taxis-pousse de la Marne

A partir du 20 mai, tout indiquait que — enfin ! — la fin était proche. Il y eut soudain une extraordinaire activité militaire en pleine ville, prélude évident au grand déménagement des défenseurs. Cela commença par un glorieux équivalent chinois des fameux taxis de la Marne, mais

Etranger

L'ATTENTAT DE PRETORIA

Cycle infernal en Afrique australe

Est-il encore concevable d'éviter une conflagration générale en Afrique australe ? L'horrible attentat dont Pretoria vient d'être le théâtre incite au pessimisme, quels qu'en soient les auteurs. Car tout porte à croire que le régime sud-africain y répondra par un durcissement, à l'intérieur comme à l'égard de ses voisins qui abritent les exilés du Congrès national africain (A.N.C.).

Le gouvernement de M. Pieter Botha a immédiatement réagi en mettant l'attentat sur le compte de l'A.N.C. et en annonçant qu'il n'hésiterait pas à lancer de nouveaux raids contre les locaux que ce mouvement occupe dans les pays voisins. On peut donc s'attendre à une reprise de ces actions de commandos que les Sud-Africains ont menées, par le passé, contre le Lesotho et le Mozambique, deux refuges de l'A.N.C. Pretoria qualifie déjà l'attentat de « lâche épisode de la guerre communiste » contre l'Afrique du Sud.

Sur le plan intérieur, M. Botha n'en éprouvera que plus de mal à faire accepter, par la communauté blanche, son projet pourtant timide de réforme constitutionnelle visant à associer deux minorités, les Indiens et les Métis, à l'exercice du pouvoir. Voilà dix jours, des élections partielles avaient déjà souligné l'audace d'une extrême droite afrikaner hostile à tout changement. Son chef de file, M. Treurnicht, a aujourd'hui encore davantage de chances de se faire entendre de Blancs transférés par un attentat sans précédent, en plein centre de la capitale.

Le raidissement prévisible de la communauté blanche sud-africaine devrait avoir d'autres conséquences. M. Botha va voir sa marge de manœuvre encore plus limitée dans la négociation du conflit namibien, déjà bien mal partie. Le dialogue engagé directement entre Pretoria et Lusaka - sans doute la négociation la plus encourageante à ce jour - pourrait aussi en pâtir. Enfin, l'appel offert par l'Afrique du Sud à plusieurs oppositions armées dans la région - notamment l'UNITA, en Angola, et la Résistance nationale du Mozambique - pourrait être renforcé, contribuant davantage à la « déstabilisation » de régimes sans grande expérience et faibles.

L'administration républicaine américaine aura eu beau prêcher un « dialogue constructif » avec Pretoria, aucune détente ne semble apparaître dans la région. Bien au contraire, entouré d'une ceinture de pauvreté noire, le « pouvoir pâle » sud-africain se considère, de plus en plus, comme le bastion d'une croisade anticomuniste et se trouve mille bonnes raisons de remettre à plus tard des réformes dont une bonne partie des Blancs ne voit pas l'intérêt et qu'une minorité de plus en plus influente juge nocives.

En l'absence d'une réelle volonté occidentale d'obtenir de Pretoria l'abolition progressive du développement « séparé », on ne voit pas comment l'Afrique australe pourrait durablement se stabiliser. Ce constat n'aurait pu être fait sans la série de victoires, qui se succèdent de voir les Occidentaux gâcher ainsi l'énorme atout que représentent les richesses - et l'intérêt stratégique - de la partie australe du continent africain.

Un pays sous le choc

(Suite de la première page.)

Une rumeur selon laquelle un second engin aurait été découvert avant de détonner n'a pas été confirmée. Passé littéralement au peigne fin, le quartier tout entier a été décrété zone interdite jusqu'au samedi soir au moins.

Les volontaires de la défense civile ont été appelés à la rescousse pour secourir les commandos antiterroristes dépêchés sur place et les militaires en tenue camouflée. Pretoria avait, vendredi soir, l'étrange apparence d'une ville en état de siège.

La classe politique blanche a unanimement condamné les auteurs de l'attentat. Le Conseil sud-africain des églises (S.A.C.C.), qui mène une lutte non-violente contre l'apartheid, a très explicitement fait de même. Sans précédent, l'attentat a fait passer une onde de choc intense dans tout le pays.

Inviter la nation à se mobiliser

« Cet acte de terrorisme dirigé contre des innocents », a déclaré M. Pieter Botha, premier ministre, « confirme une nouvelle fois que nous sommes confrontés à un assaut total inspiré par les communistes ». Bien que l'enquête en soit à ses premiers pas et que personne n'a jusqu'ici revendiqué l'attentat, les autorités sont convaincues qu'il est l'œuvre de partisans du Congrès national africain (A.N.C.). « Un lâche épisode de la guerre communiste lancée contre nous », a commenté le ministre de la Défense, le général Magnus Malan, après avoir invité la nation à « changer son mode de vie » et à se mobiliser.

« La guerre révolutionnaire au profit des pauvres qui nous est livrée peut se transformer, à tout moment, en un conflit conventionnel », a-t-il ajouté, avant d'indiquer que le gouvernement « n'hésitera pas à lancer de nouveaux raids » contre les bases arrière de l'A.N.C. dans les territoires voisins. Le ministre de la loi et de l'ordre (police), M. Louis Le Grange, s'est contenté de rappeler que M. Olivier Tambo, président exilé de l'A.N.C., avait annoncé l'an dernier une intensification des attaques en 1983.

PATRICE CLAUDE.

Etats-Unis

M. Reagan prononce un violent réquisitoire contre le régime cubain

De notre correspondant

Washington. — M. Reagan a prononcé à Miami un violent réquisitoire contre Cuba, le vendredi 20 mai, présentant le régime castriste comme « un échec » économique, un « nouveau fascisme » et un « nouveau colonialisme ». Ce discours était surtout à usage interne : pousser le Congrès à soutenir la politique de la Maison Blanche en Amérique centrale et garder la sympathie d'un million d'électeurs d'origine cubaine, bien mieux disposés à son égard que les Noirs ou les Porto-Ricains.

M. Reagan a inauguré, en effet, une série d'interventions publiques soigneusement sélectionnées, en vue de l'élection présidentielle de 1984. Vendredi, il a passé quelques heures à Miami (Floride), où vivent de nombreux Latino-Américains, à l'occasion du quatre-vingt-unième anniversaire de l'indépendance de Cuba. Plusieurs centaines de personnes brandissaient des drapeaux et des pancartes sur son passage. « Nous demandons le droit de combattre », proclamait un groupe anticomuniste. Mais M. Reagan s'est contenté de promettre très vaguement que « Cuba sera libre un jour ».

Flattant son auditoire, il a commenté par ailleurs qu'un million de Cubains établis aux Etats-Unis « produisent presque deux fois plus » que dix millions de leurs compatriotes vivant sous le régime castriste. « C'est l'échec de Fidel Castro et du communisme », a-t-il commenté ; l'aide massive de l'U.R.S.S. ne permet au système de produire que de la répression et de la terreur.

Selon le président des Etats-Unis, il s'agit d'un « nouveau régime fasciste » ayant supprimé toutes les libertés. Mais un régime qui ne se contente pas de sévir à l'intérieur de l'île, comme en témoigne l'envoi de troupes en Afrique. « Aujourd'hui », a dit M. Reagan, un nouveau colonialisme menace les Amériques. Des insurgés, armés et dirigés par une puissance lointaine, cherchent à imposer une philosophie étrangère à tout ce que nous croyons (...) et qui se déclare ennemi du culte de Dieu ».

Une autre accusation a été lancée au passage : « Selon de fortes preuves, des responsables castristes sont impliqués dans le commerce de drogue, trafiquant comme des criminels, profitant de la misère de personnes intoxiquées ». Et de poser une question : « Est-ce que ce trafic de drogue est seulement le fait de responsables renégats ou est-il approuvé officiellement ? Le monde mérite qu'on lui réponde ».

Aucune menace précise n'a été lancée contre le régime castriste. « Nous ne permettrons pas aux So-

viétiques et à leurs acolytes de la Havane de priver d'autres [peuples] de leur liberté ». De même, les Etats-Unis « ne permettront jamais à un tel gouvernement [castriste] de les empêcher de dire la vérité », en brouillant les émissions de Radio-Marti (spécialement destinées à l'île), et dont le Congrès doit encore approuver la création.

C'est d'ailleurs au Congrès que s'adressait tout le reste du discours. Ne faut-il pas « empêcher d'autres peuples de subir les mêmes souffrances que nos frères et sœurs de Cuba ? », a demandé M. Reagan. « Ironiquement, notre plus grand obstacle n'est pas constitué par les menaces extérieures, mais par un manque de confiance et de compréhension. Il y a beaucoup trop de gens qui cherchent des excuses pour ne rien faire ».

Le président faisait allusion aux limites et conditions posées ces derniers temps par diverses commissions du Congrès pour accepter son programme d'assistance militaire à des gouvernements d'Amérique centrale. « Nos amis, a-t-il dit, ne peuvent rester sans armes face à des insurgés qui sont armés jusqu'aux dents par l'axe soviéto-cubano-nicaraguayen. Toute excuse pour ne pas fournir à nos amis les armes dont ils ont besoin dans leur défense est une prescription pour le désastre ».

Il y va, selon M. Reagan, de la sécurité des Etats-Unis eux-mêmes et de leur image dans le monde : « Si nous ne pouvons agir avec décision aussi près de chez nous, qui nous croira ailleurs ? ». Le président a cependant souligné son désir de participer à toutes les « solutions régionales » qui se cherchent pour calmer la tension en Amérique centrale. C'est pourquoi, a-t-il dit, j'ai nommé un représentant spécial en la personne de l'ex-sénateur Robert Stone.

Ce démocrate était attendu le même jour par la commission des affaires étrangères du Sénat qui doit se prononcer sur sa nomination. Il n'a pas caché un certain pessimisme. On l'a chargé de préparer une négociation au Salvador, mais les divisions internes des deux camps et la manière dont les Etats-Unis sont perçus par la guérilla ne faciliteront pas sa tâche. D'autant que Washington ne veut discuter que de l'organisation d'élections, non d'un possible partage du pouvoir ou des garanties à donner à l'opposition.

Malgré ses anciens liens avec le gouvernement guatémaltèque, M. Stone devrait être « confirmé » par le Sénat. Sans grande difficulté, mais sans enthousiasme. Nul ne voit en lui l'homme qui dénouera la situation.

ROBERT SOLÉ.

Chili

Le général Pinochet rejette la responsabilité de la crise sur une conspiration internationale

De notre envoyé spécial

Santiago-du-Chili. — « A ceux qui veulent accélérer les choses, je réponds : non. Le processus d'institutionnalisation se réalisera dans les délais et selon l'orientation fixée par la Constitution ». Les Chiliens sont donc prévenus. Jusqu'au 11 mars 1983, il n'y aura d'autre ouverture que celle établie dans les dispositions transitoires approuvées en même temps que la nouvelle Constitution, lors du plébiscite du 11 septembre 1980.

Le général Pinochet n'a même pas daigné s'adresser directement à la population. Les Chiliens n'ont eu droit, vendredi soir 20 mai, qu'à des extraits des propos tenus la veille par le chef de l'Etat devant la junte de gouvernement, les généraux, les amiraux et les membres du gouvernement.

Sans nier les difficultés actuelles, le général Pinochet les a attribuées fondamentalement à une conspiration internationale, au centre de laquelle se trouverait l'Union soviétique. « Nous avons eu connaissance, il y a trois ans, d'un plan sinistre orchestré par la Russie pour renverser le gouvernement et créer une fausse image du président de la République », a déclaré le général Pinochet. Il a aussi dénoncé l'existence d'une campagne de « la presse allemande, française, espagnole, italienne et américaine » contre le Chili et son président. L'objectif de l'Union soviétique est de déstabiliser le régime actuel pour essayer ensuite de noyauter le gouvernement « démocratique » et faire à nouveau du Chili « le théâtre du marxisme soviétique ». « On dit que le Chili vit sous une dictature fasciste, sous un régime totalitaire. Ce sont des idées qui viennent de l'extérieur. Le gouvernement n'a rien d'un gouvernement fasciste. C'est un gouvernement qui essaie de défendre le Chili contre le totalitarisme », a poursuivi le chef de l'Etat. Que les habitants des quartiers riches qui ont manifesté contre le régime dans la nuit du 11 mai ne se trompent pas d'ennemi. « Ceux qui ont fait retentir leurs klaxons ce jour-là ne savent pas ce qui les attend si s'installe un gouvernement marxiste », s'est-il écrié d'un ton véhément.

Le général Pinochet a naturellement minimisé la portée de la Journée de protestation nationale. Que s'est-il passé le 11 mai ? « Des dirigeants syndicaux oubliant leurs véritables fonctions ont d'abord voulu déclencher une grève. Quand ils se sont rendu compte qu'ils allaient à l'échec, ils ont essayé d'organiser une manifestation nationale. Mais comme celle-ci n'avait pas eu le résultat escompté, des individus agis-

sant sournoisement ont cherché, la nuit venue, à instaurer le chaos ».

Il s'est adressé ensuite aux « amis » du régime et les a engagés à ne pas se laisser gagner par la démoralisation. « Tandis qu'une infime minorité vocifère, nos partisans se taisent et n'osent pas défendre un gouvernement qui est le leur, a déclaré le chef de l'Etat. On nous accuse d'immobilisme, on nous reproche de ne pas progresser assez vite dans l'élaboration des lois constitutionnelles. Nous disposons de huit ans pour promulguer les quatorze lois organiques constitutionnelles. Or deux ont déjà été approuvées et trois autres sont en voie de l'être sans parler de celles qui sont en préparation. Comment peut-on parler d'immobilisme ? ... Le général Pinochet a, d'autre part, affirmé que le gouvernement faisait « tout son possible » pour résoudre la crise économique, tout en reconnaissant que sa marge de manœuvre était très étroite. « Nous n'avons pas d'argent », a admis le chef de l'Etat.

Seule nouveauté dans un discours prononcé par un homme visiblement sur la défensive : la décision de convoquer « une assemblée de dirigeants syndicaux et de chefs d'entreprise afin qu'ils débattent de leurs problèmes ». « Cette assemblée devra étudier la possibilité d'enrichir la législation du travail », a précisé le général Pinochet, qui a ajouté : « Les portes du gouvernement ont toujours été ouvertes aux travailleurs ».

Il n'est pas sûr pourtant que ces derniers soient disposés à les franchir. Ce qui est clair en tout cas, c'est que les éventuels interlocuteurs du gouvernement militaire n'iront pas en ordre dispersé à la Moneda. Les six principales centrales syndicales et quarante organisations regroupant des secteurs aussi variés que les chauffeurs de taxi, les camionneurs, les médecins, les avocats, les ingénieurs, les artistes, les étudiants et des représentants des pobladores (habitants des bidonvilles) ont décidé, vendredi, de constituer un organisme de coordination à l'échelon national, « afin que leurs revendications ne restent pas lettre morte ».

JACQUES DESPREZ.

● Le gouvernement Pinochet a autorisé le retour au Chili de soixante-seize personnalités exilées, parmi lesquelles se figurent deux dirigeants politiques de l'opposition, a annoncé, jeudi 19 mai, à Santiago, le ministre de l'Intérieur. Depuis ces cinq derniers mois, les autorités ont permis le retour de quatre cent quarante-six personnes qui avaient fui le Chili après le 11 septembre 1973, ou contre lesquelles une mesure d'expulsion avait été prise par le gouvernement. L'Eglise catholique chilienne estime que soixante-dix mille Chiliens sont réfugiés depuis septembre 1973 dans différents pays du monde, notamment en Europe et en Amérique. Selon d'autres sources, il y aurait deux cent mille réfugiés chiliens dans le monde.

Pérou

Pour la première fois

LES GUÉRILLEROS DU SENTIER LUMINEUX ATTAQUENT

LA VILLE MÊME D'AYACUCHO

Lima (A.F.P.). — Des guérilleros du Sentier lumineux ont lancé, vendredi soir 20 mai, de violentes attaques en divers points d'Ayacucho, à 375 kilomètres au sud-est de Lima.

Evolution dans l'obscurité provoquée par une coupure du courant électrique, les assaillants ont porté l'essentiel de leur effort sur le quartier général de la garde civile, où il y a eu de très nombreuses explosions, mais où une forte résistance leur a été opposée. De fortes déflagrations ont également été entendues dans les environs de la prison. Des unités de soldats se sont portées vers les points attaqués.

Cette attaque contre Ayacucho, siège du commandement politico-militaire de la région, survenant après plusieurs semaines d'un calme relatif, laisse penser que les membres du Sentier lumineux ont voulu marquer le troisième anniversaire de leur lutte, commencée le 18 mai 1980.

A travers le monde

Haïti

● HAÏTI A ACHETÉ POUR SON AVIATION MILITAIRE SIX AVIONS ITALIENS Marchetti d'appui tactique et de lutte antiaérienne, a-t-on appris, vendredi 20 mai, de source informée dans la capitale haïtienne. Les six appareils sont déjà à Port-au-Prince. Cette première acquisition de matériel militaire européen effectuée dans un secteur clé de la défense de Haïti, considéré jusqu'à présent comme une « chasse gardée » américaine, apparaît comme une manifestation d'indépendance de la République caraïbe vis-à-vis de Washington. — (A.F.P.)

Inde

● UNE CINQUANTAINE DE PERSONNES ONT ÉTÉ BLESSÉES lors d'une attaque lancée le jeudi 19 mai à Srinagar (capitale de l'Etat de Cachemire-et-Jammu) par des militants du parti de la Conférence nationale, au pouvoir dans l'Etat, contre le siège du parti du Congrès-I du premier ministre indien, M. Indira Gandhi. Des élections doivent se tenir le 5 juin prochain au cours desquelles seront désignés les soixante-seize membres de l'Assemblée de l'Etat et deux membres du Parlement. — (A.F.P.)

Malawi

● DISPARITION DE DEUX MINISTRES. — Convoqués mercredi 18 mai par la police, deux ministres ont disparu, a-t-on appris vendredi à Blantyre, de sources diplomatiques occidentales, qui font état aussi de rumeurs selon lesquelles les deux ministres auraient été retrouvés morts. Les deux ministres disparus sont MM. Dick Matenje (sans portefeuille et également secrétaire général du parti unique, le Parti du congrès du Malawi) et Aaron Gadamu (chargé de la région centre du pays). Deuxième personnalité politique du pays après le président à vie Kamuzu Banda, M. Matenje occupe une position délicate sous le régime autocratique du président Banda. Ses prédécesseurs avaient connu une fin de carrière brutale : M. Aleke Banda avait été assigné à résidence en 1970 et M. Bakili Muluzi avait été remplacé brusquement par M. Matenje en janvier 1982. — (A.F.P.)

Nicaragua

● L'AMBASSADEUR AMÉRICAIN AU MEXIQUE, M. John Gavin, s'est rendu mercredi au Nicaragua où il a eu un entretien « direct et franc » avec le ministre de la planification, le commandant Henri Ruiz, a indiqué le quotidien *El Nuevo Diario*, du

vendredi 20 mai. Cette visite, qualifiée « de courtoisie » par l'envoyé personnel du président Reagan qui avait rencontré mardi le président du Honduras, M. Roberto Suazo, est la première à haut niveau entre les deux gouvernements. Pour sa part, le ministre de la planification a réaffirmé la position de son gouvernement selon laquelle « la révolution » [sandiniste] s'est fixée des principes politiques irrévocables, comme son anti-impérialisme et sa volonté de construire une démocratie populaire qui permette de forger l'identité du peuple ». — (A.F.P.)

Soudan

● SOIXANTE-DIX MILITAIRES REBELLES ont été tués au cours des opérations déclenchées par l'armée soudanaise pour mettre fin à la mutinerie qui a éclaté dans le sud du Soudan en début de semaine, annonce l'agence égyptienne du Moyen-Orient, citant des sources militaires à Khartoum. L'agence précise que huit soldats et officiers des forces gouvernementales — dont un commandant — ont été tués au cours de l'opération.

Thaïlande

● UN SOVIÉTIQUE ACCUSÉ D'ESPIONNAGE. — Les autorités thaïlandaises ont arrêté, le

jeudi 19 mai, un responsable commercial soviétique accusé d'espionnage, et lui ont donné l'ordre de quitter la Thaïlande avec sa famille dans les quarante-huit heures.

Selon le ministère des affaires étrangères, le Soviétique expulsé s'appelle M. Victor Barichev. Son nom ne figure pas sur la liste diplomatique soviétique, ni comme membre de la mission ni comme faisant partie du personnel administratif. Un porte-parole du ministère a indiqué qu'il était lieutenant-colonel au sein du K.G.B. et qu'il était surveillé depuis « assez longtemps ». Selon la police thaïlandaise, M. Barichev a été arrêté jeudi après-midi dans un hôtel de Bangkok en possession de cartes sur lesquelles étaient localisées avec précision des positions militaires thaïlandaises à la frontière avec le Cambodge. — (A.F.P.)

Zimbabwe

● M. IAN SMITH, ancien premier ministre rhodésien, a été autorisé à se rendre en Afrique du Sud pour subir un bilan de santé. En 1982, les autorités lui avaient retiré son passeport à la suite de déclarations faites lors d'un voyage aux Etats-Unis et en Grande-Bretagne, critiquant le gouvernement de M. Robert Mugabe. Depuis, Londres lui a délivré un passeport britannique.

Etranger

BRÉSIL

Ce flic qui défie l'Escadron de la mort...

L'Escadron de la mort s'est acquis au Brésil une sinistre célébrité. Sous ce nom, des policiers corrompus ont créé un groupe de tueurs à gages. Mais, depuis le 15 mars, des gouverneurs souhaitent que cela change. Et un « flic honnête » ose parler au péril de sa vie.

De notre envoyé spécial

Rio-de-Janeiro. — L'homme, hirsute, surgit de derrière une tombe, à moitié nu. Depuis une demi-heure, on l'entendait crier. Un cri insolite dans cet endroit désert, situé au cœur de la Baixada fluminense, l'énorme banlieue industrielle de Rio-de-Janeiro. Le fouet improvisé qu'il tient à la main, le tissu rouge dont il se couvre, révèlent un adepte de certains rites de sorcellerie : il se flagellait, sans doute, derrière un caveau rempli de crânes et de tibias empoussiérés. La photographie de Sygma qui nous accompagne, Ghislaine Morel, le jurerait. Elle est une habituée des lieux.

Après avoir évoqué, avec un regard dément, ses pouvoirs maléfiques, l'inconnu répond aux questions : des cadavres, oui, il en a vu dans les environs, arrosés d'alcool, puis brûlés, pour qu'on ne les identifie pas. Il montre les collines qui nous entourent : des vestiges de forêt vierge, sous un ciel lourd d'humidité. Dans un creux, les ruines d'une église. Sur un versant, un cimetière avec des croix sans noms, seulement des numéros. Ici quelques tombes enfouies sous des décombres, et cet homme qui a attendu la nuit pour se livrer à ses pratiques — une plainte régulière, à la flamme d'une bougie.

Voici des années que la Baixada fluminense livre au petit jour sa moisson de cadavres jetés en bordure d'une route ou en travers d'un champ. S'ils ont les mains liées derrière le dos, s'ils ont été étranglés avant d'être criblés de balles, s'ils portent la marque de brûlures de cigarettes, aucun doute : les assassins appartiennent à l'un des « groupes d'extermination » qui composent l'Escadron de la mort. Depuis plus de trente ans que l'Escadron opère, ses victimes se comptent par milliers. Il a bénéficié long-

temps d'une impunité due à des omissions, voire des complicités, en haut lieu. Mais, il y a quelques semaines, un homme a décidé de parler. Un inspecteur de police, âgé de trente et un ans, Joaquim Aires do Nascimento, qui a déjà conduit en prison huit autres policiers accusés d'appartenir à des commandos de la mort. Depuis plusieurs années, il menait son enquête. Il a attendu que le nouveau gouverneur de Rio s'appelle Lionel Brizola, et jure d'en finir avec les violences policières.

Dans ce coin perdu de la Baixada, Aires do Nascimento écoute le flagellé du clair de lune raconter ce qu'il a vu. Il sait que l'Escadron n'abandonne pas toujours ses cadavres : beaucoup sont enterrés dans des cimetières clandestins. Inspecteur au commissariat de Belfort-Roxo, un des districts de la Baixada, il connaît bien les criminels : des policiers militaires, pour la plupart, mais aussi de simples « citoyens », qui avaient encore des principes lorsqu'ils sont passés à l'action : ils haïssaient la pègre ; ils voulaient l'éliminer.

L'odeur de la peur

Or la pègre abonde dans cette zone interminable située au nord de Rio-de-Janeiro : des malfaiteurs de tous calibres, venus des bidonvilles où ils ont grandi nu-pieds, avec un slip pour tout vêtement, sans école, souvent sans parents. Un endroit où la peur est quotidienne, et qui se reconnaît d'abord à ses odeurs : égouts, pollutions diverses, putréfactions. Tous les jours, les commerçants sont victimes d'agressions. Les hold-up n'épargnent pas les barques les plus misérables. Hold-up pour une boîte de conserve, pour quelques sous cachés dans un tiroir.

C'est ainsi que se forment les commandos : des commerçants apeurés sollicitent la protection de policiers, qui quittent leur uniforme pour faire des heures supplémentaires. Ceux-ci, bien sûr, se font payer, puisque tout se paie ici : le papier demandé à la mairie, qu'on n'obtient pas sans boire, le permis de conduire, voire le diplôme d'Etat.

« Très vite, dit Aires do Nascimento, les commandos ont découvert qu'ils tenaient un filon. Quand un commerçant refuse leur protection, ils organisent une attaque contre sa boutique : ils savent qu'on ne refusera pas leurs services une deuxième fois. » Des justiciers expéditifs, les policiers

se transformèrent petit à petit en tueurs à gages. « Certains tuent pour 10 000 cruzeiros » (c'est-à-dire 150 F).

Au fil des années, l'inspecteur a accumulé les témoignages : petites gens effrayés, qui racontent comment, en pleine nuit, des hommes armés ont débarqué chez elles, tiré la victime désignée de son lit pour l'emmener dans un local discret, après avoir tout pillé. Et qui, avant de tuer, torturaient pour obtenir d'autres noms, l'adresse d'une cache de drogue ou d'argent.

Paris clandestins

A chacun de ces témoins paralyés par la peur des représailles, l'inspecteur demandait : « Seriez-vous prêt à parler le jour venu ? » Mais le jour n'arrivait jamais. Aires do Nascimento notait sur son carnet : les crimes — des centaines — les noms des assassins. Tout en sachant que ses supérieurs avaient décidé, une fois pour toutes, de ne rien faire. Les « groupes d'extermination » étaient intouchables, puisqu'ils étaient issus de la police militaire. Leurs chefs, en outre, avaient des amitiés partout : y compris, du temps de la « lutte antisubversive », chez les professionnels de la répression, qui se doublaient parfois de criminels de droit commun.

Un chemin défoncé dans une campagne solitaire, quelque part



CHOMEL 72

Dessin de CHOMEL

près de Nova-Iguazu : c'est ici qu'a été jeté, un jour, le cadavre de la femme d'un bicheiro. Les bicheiros sont les « banquiers » du jogo-do-bicho (1), une loterie illégale — mais fonctionnant au vu de tous — qui draine chaque jour des centaines de millions de cruzeiros en paris clandestins. Les « banquiers » sont souvent des personnalités connues : dirigeants d'écoles de samba ou de clubs de football. L'un d'entre eux avait voulu se débarrasser de sa femme. Il lui suffit de payer. Au cadavre, il manquait un bras : peut-être la preuve du « travail » apportée au commanditaire du crime.

Un jour, Aires do Nascimento reçut la visite d'une danseuse de cabaret. Elle venait dénoncer, par vengeance, son amant, un policier militaire surnommé Careca (le chauve), qui appartenait à un « groupe d'extermination ». Elle répéta son témoignage devant l'évêque de Nova-Iguazu, Dom Adriano Hypolito, et devant la commission Justice et Paix du diocèse. Le policier et le prêtat patientèrent quelques mois. Quand M. Brizola prit ses fonctions, le 15 mars, ils lui rappelaient les promesses qu'il avait faites pendant la campagne électorale.

Le nouveau gouverneur tint ses engagements. Et les poursuites commencèrent contre l'Escadron de la mort. Huit policiers militaires sont déjà en prison. Un neuvième — un chef de bande — est aux arrêts dans une caserne. Aires

do Nascimento le sait coupable de nombreux actes de barbarie. Mais impossible d'en apporter la preuve : les témoins convoqués se récusent. Ils pleurent, supplient pour s'en aller. Même la danseuse vient de se rétracter.

« Je suis seul, bien seul », dit l'inspecteur. Un cas unique, en effet. Un Serpico carioca. Comme le flic du film américain, Aires do Nascimento cultive des vertus rares — le courage, l'honnêteté — dans un univers de mafiosi. Ses collègues — c'est l'habitude — ne font pas d'enquête : on ne le leur a pas appris. Souvent, ils ne relèvent même pas les empreintes digitales. Ils torturent pour arracher des aveux, qui correspondent ou non à la réalité. Beaucoup sont corrompus. Ils rédigent leurs rapports au bénéfice de ceux qui les soudoient. Pendant ses huit ans de carrière, Aires do Nascimento a au contraire miraculeusement préservé un sens moral qu'il assure tenir de son père portugais.

Coup de balai à Sao-Paulo

On dit qu'il ne fera pas long feu. Un jour ou l'autre, ce téméraire se fera battre. « Pas maintenant », répond-il. Pas en pleine actualité. Et puis, mes ennemis sont curieux de savoir jusqu'où ça peut aller. Jusqu'où ? Si on l'en croit, pas très loin. Sans doute le nouveau secrétaire à la sécurité, M. Campana, est-il un « flic

honnête », mais ceux qui l'entourent ne le sont pas.

A Sao-Paulo, le bouleversement a été plus net. Comme à Rio, l'opposition gouverne depuis le 15 mars. Elle a donné un grand coup de balai : la plupart des responsables de la police ont été changés. « La macro-corruption a été éliminée », affirme le secrétaire à la justice, M. José Carlos Dias. Les policiers de Sao-Paulo prélevaient leur dîme sur tout : sur les auto-écoles, les casinos clandestins, les maisons de « massage », le jogo-do-bicho et d'innombrables jeux de hasard. Etant données les dimensions de la ville (treize millions d'habitants), certains faisaient fortune.

C'était cas, apparemment, du directeur du DETRAN, le service de la circulation et des cartes grises. Le fonctionnaire qui avait dénoncé, naguère, son train de vie vient de le remplacer. Les premières perquisitions ont eu lieu, en avril, dans les locaux d'un des plus gros bicheiros de la cité, propriétaire de taxis aériens et de sociétés immobilières. Les bicheiros ont été de tout temps des personnages importants à Sao-Paulo : ils n'apportent pas seulement leur « contribution » à la police, mais aussi à certains hommes politiques. A chaque élection, ils « font » des conseillers municipaux ainsi que des députés.

Les chefs de la Rota ont été remplacés aussi. La Rota est chargée de la chasse aux malfaiteurs. Au cours de ses patrouilles nocturnes, celle de Sao-Paulo tue quatre cents à cinq cents personnes par an. « Elle tire d'abord, ensuite elle interroge », dit-on. Quand elle n'a pas de vrais gangsters sous la main, elle s'en prend aux petits chapardeurs, voire aux passants arrêtés des banlieues — de préférence noirs ou mulâtres, — qui s'enfuient quand on les interpelle, parce qu'ils ont peur.

Leur victime abasourdie, ils lui mettent un revolver dans la main pour faire croire, si on les interroge, qu'ils étaient en état de légitime défense. Jusqu'à présent, aucun policier pauliste n'a été condamné, ni même puni, pour « excès ». Au contraire, on remettait des médailles à ceux qui ajoutaient un mort à leur tableau de chasse.

CHARLES VANHECKE

(1) Jogo-do-bicho : littéralement, jeu de l'animal. Ainsi nommé parce que les parieurs misent sur un numéro qui correspond à un animal.

Les Martiens prennent Shanghai...

(Suite de la page 2.)

Dans le tumulte de la bataille de Shanghai, il s'est trouvé que j'ai raté l'envoi au Monde d'un télégramme où je racontais une scène vécue au premier jour de la libération. Je l'ai tous les jours regretté, et avec plus de trente ans de retard, voici mon histoire. Ce soir du 25 mai, mon logis étant devenu inaccessible, j'ai pu trouver une chambre dans un hôtel presque désert, et pour cause : il est situé stratégiquement presque au cœur de la bataille, au coin de Nanking Road et du quai du Bund, où les communistes sont restés bloqués. La nuit retentit jusqu'à l'aube du vacarme proche des mitrailleuses et des mortiers. Les communistes tentent d'avancer vers le canal de Soochow et sa ligne de ponts, qui est à moins d'un kilomètre en avant d'ici, mais, dans leur avance, ils ont été cloués au sol par le feu des nationalistes, notamment celui d'automitralleuses embusquées en avant des ponts. Au matin, les positions n'ont pas changé.

C'est le premier matin de la libération. Sous ma fenêtre, à droite, je peux voir un bout du quai du Bund, désert, car il est exposé au tir automatique des nationalistes. Juste en dessous de moi, Nanking Road, perpendiculaire au quai, est une zone abritée.

Comme si c'était un jour ordinaire, des civils chinois commencent à y arriver et se rassemblent, vers 7 heures du matin : coolies au bord du fleuve, employés qui croient innocemment pouvoir gagner leurs bureaux dans le quartier. Il y a même quelques crieurs de journaux glapissants, qui vendent les premiers quotidiens du nouveau régime. Une partie de ce petit monde sotte-ment inconscient du danger commence à marcher tranquillement en direction du Bund. L'avant-garde, une trentaine de personnes peut-être, s'avance dans le vide du quai. Cela ne traîne pas, presque tout de suite, rafale de mitrailleuse, venant du côté nationaliste, oris, rafale encore.

Une plainte d'enfant

Les bonshommes surpris refluent précipitamment vers Nanking Road. Quelques-uns sont blessés, parmi ceux-là un coolie dont la jambe fracassée peint de sang la chaussée. Il arrive à se mettre à l'abri. Seul est resté en arrière un gamin, tombé à terre au milieu de l'espace vide. C'est un de ces petits vagabonds crasseux et hirsutes qui vivent en mendiant et en voleurs sur le Bund, onze ou douze ans peut-être. Il orle, d'une plainte d'enfant

qui appelle sa mère. N'importe lequel de ces idiots d'adultes aurait pu le sauver en l'attrapant par la main au moment de leur fuite, et même maintenant on pourrait encore le tirer de là, il n'y a que quelques mètres à faire, mais pas un de ces égoïstes,

revenus à l'abri, ne s'en soucie. Alors le petit, tout seul, se met à quatre pattes, et lentement, en appelant toujours d'une voix de bébé qui pleure, se traîne jusqu'au bâtiment du coin du quai, dont il escalade les trois marches. Il



Dessin de FRANCHINI

s'assied sur la plus haute et s'adosse à la porte fermée de l'établissement : il s'agit — quelle image ! — d'une grande banque à la porte de bronze. De ma fenêtre, je vois maintenant dans quel état il est : entre ses guenilles, son ventre nu est complètement ouvert, déchiré par les balles, et le sang dégouline sur les marches jusqu'au trottoir. Tête renversée, le petit bientôt ne remue plus. Pauvre graine de coolie, crevant dans tes haillons sur les marches d'une banque, la libération, pour toi, n'aura duré qu'un matin !

Un événement inouï

Mais la scène qui s'est littéralement déroulée sous mes yeux, de l'autre côté de la large rue, à vingt mètres de moi, n'est pas finie. Voici qu'apparaissent au milieu des badauds trois hommes d'une allure très différente. Longues robes, chapeaux mous, ou pour-rait les prendre pour trois marchands, mais leur démarche, leur arrivée en file indienne, ont quel-que chose de militaire. Il est tout de suite évident qu'ils sont venus pour l'enfant mort, et la vérité saute aux yeux : ce sont trois agents communistes sortis ce matin de la clandestinité. Ils approchent de ce coin dangereux, observent et délibèrent. Ayant fait demi-tour, ils reviennent quel-

ques minutes après, mais cette fois-ci ils marchent devant eux, un pousse-pousse et son vieux tireur entre les brancards. Ils le font avancer, le bonhomme n'aime pas ça, jusqu'à la limite extrême de la sécurité. Puis l'un des trois rase le mur de la banque et fait un bond jusqu'au coin périlleux du Bund, attrape le petit cadavre sous les bras et le traîne rapidement à l'abri.

Les mitrailleuses n'ont pas eu le temps de tirer. Les badauds regardent, stupéfaits. Le tireur de pousse comprend qu'il va devoir transporter le petit corps tout sanglant sur sa voiturette. Alors, en travailleur humble et précaution-neux, pour éviter que son outil de travail ne soit souillé, il enlève les coussins blancs un à un et les entasse sur le trottoir. Les trois hommes installent la victime sur le pousse-pousse, le vieux remplace ses coussins par-dessus, se remet entre les brancards, et, suivi du trio satisfait, disparaît avec son attelage dans Nanking Road. Fait divers imperceptible, dans l'énorme drame de la révolution, mais pour moi événement inouï, spectacle inoubliable ! Pour la première fois, j'ai vu de mes yeux des Chinois se mettre en danger pour secourir un autre Chinois, et le plus misérable. C'est vraiment le matin d'une libération.

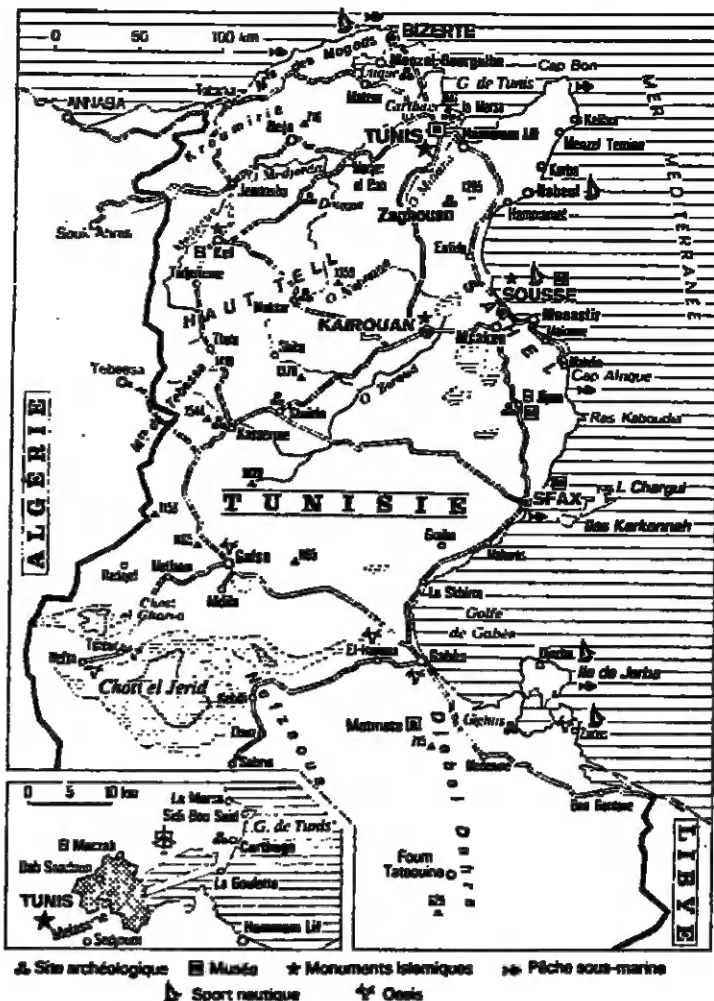
ROBERT GULLIAN



L'autre Tunisie

2. - Clés pour voyager

Pourquoi la Tunisie ? Parce que, ainsi que nous l'avons vu hier, c'est un lieu privilégié de rencontres, un laboratoire de la modernité. Parce que la Tunisie mérite qu'on aille à sa rencontre. Aujourd'hui, nous essayons de vous donner quelques clés pour aller à la découverte des sites, des paysages et des objets.



Rome en Afrique

PARCE que la première grande ennemie de la Rome en devenir, Carthage, régnait sur la Méditerranée depuis l'abri naturel de l'actuel golfe de Tunis, cette partie orientale de l'Afrique allait, en cinq siècles, se couvrir de centaines de sites prospères, dont les vestiges ne cessent d'étonner fouilleurs et visiteurs. Pour reconstituer la vie des Africains-Romains, on peut partir d'Utique, tout près de Tunis (1).

Première des créations puniques d'Afrique (1100-1000 av. J.-C.), ancêtre de Carthage, qui pourtant l'éclipse, elle occupait un promontoire qui autrefois baignait les eaux et les hommes, et qui n'est plus qu'un navire échoué sur le sable qui a conquis la baie. Utique n'est plus un port... C'est une demeure privée, dite « de la cascade », qui retient le visiteur ici, par le luxe de ses parterres de marbre noir, jaune, blanc, composant de sobres figures géométriques, et celui de la salle à manger, que couvrent de rose et de vert les marbres de Chontou et de l'île grecque d'Eubée. L'eau d'une fontaine en forme de cascade baignait une mosaïque, véritable planche d'histoire naturelle par les poissons qu'elle nous présente, tous identifiables, et peuplant encore la Méditerranée. Les victoires de César firent d'Utique le tombeau de Caton et, souvenir d'un passé maritime, une brise marine, même au feu des étés, agite toujours entre ses pierres les rouges pompons des géraniums.

Les plaisirs du corps

Trop proche d'Utique pour ne pas la cacher, voici l'orgueilleuse Carthage. Détruite par la volonté de Rome et relevée par son plaisir, elle est la plus visitée. Sachons toutefois que si c'est la Carthage punique qui invite, c'est la Carthage romaine qui reçoit. Un jardin recouvre le temple dédié à Tanit et Baal-Hamon, ainsi que les soixante-dix mille cadavres d'enfants sacrifiés à la prospérité de la ville. Les ports s'offrant plus que des contours incertains, c'est tout pour la grande disparue. Mais Rome ici voulait la démesure, en élevant des thermes que seuls surpassaient ceux de la capitale impériale, et un odéon qui à ce jour est le plus vaste des odéons découverts. Culte du temporel chez les Romains, attesté par une schola où se déroulaient les cérémonies dues à l'empereur, de l'éternel pour les chrétiens, avec les basiliques de Saint-Cyprien et de Damous el Karita.

Depuis les thermes d'Antonin à Carthage, point d'arrivée de l'eau, il est possible de partir à la recherche de son lieu de captage. Le fil conducteur en est l'aqueduc de Zaghouan, qu'il suffit de suivre au sud de Tunis. Zaghouan, antique Ziqua, située au pied du djebel du même nom, qu'un affaissement naturel du terrain a transformé en cet endroit précis en entonnoir, et vers où nous conduit une étroite route de montagne.

Lorsque le site était favorable, les cités romaines se superposaient aux cités indigènes. C'est le cas de Thuburbo Majus. Le capitol sur son podium nous reçoit le premier, colonnes debout et dominant le forum. Ce sont les lieux de culte, ici, qui témoignent le mieux de la succession des occupations. Un temple punique dit oriental a subsisté sous les Romains en temple de la paix. Lui faisant face, le temple circulaire dédié à Mercure, dieu des commerçants et des voleurs, donc toujours proche des marchés. Un troisième temple oriental fut transformé en église par les chrétiens, en contreforts d'un temple à Saturne, ce grand dieu africain, maître du temps. Deux thermes, l'un pour l'hiver l'autre pour l'été, avec une piscine, témoignent par ailleurs que l'on avait aussi le souci des besoins et des plaisirs du corps.

Notre route vers le couchant, celle des conquérants, coupant les oueds Silliana et Kralled nous conduit à Dougga, déjà occupée pendant la préhistoire, tout en haut des 600 mètres de sa colline. Son théâtre et son capitol, que les affiches ont rendus familiers, sont synonymes de grandeur, d'opulence et d'orgueil. Un aigle s'envole du triangle frontal du capitol, élevant aux nues un empereur. Le ciel sur cette colline n'est jamais tout à fait bleu, et un vent au demeurant très salubre y souffle en toute saison. Est-ce lui qui permet à tant d'habitants de Dougga de vivre centenaire ? Alors jusqu'au temple de Caelestis, la Tanit romanisée, par un sentier entre les oliviers.

La frise portait, gravés dans la pierre, les noms des villes et provinces romaines qui rendaient un culte particulier à la déesse. Descendons par des ruelles étroites mais dallées, seulement piétonnières, jusqu'au mausolée libyo-punique qu'un travail de restauration de deux ans a relevé ; sans doute le tombeau d'un prince numide, seul vestige connu de ce type d'architecture. Poursuivons jusqu'aux thermes liciniens dont l'une des salles nous gratifie d'arcs portés par de gracieuses colonnes, mode de construction fort précoce puisque l'Occident ne le connaîtra qu'un siècle plus tard. Et ce théâtre de poche à la forme incertaine, à quel, à qui servait-il ? Les demeures ont leur citerne, leur étage souterrain, mais par nécessité de construction, la ville s'étagait sur un flanc de colline.

Un théâtre, un amphithéâtre et même un cirque, maintenant sous les blés, pour les dix mille habitants de cette cité, perchée sur un piton, au centre d'une vallée au pourtour lointain et aux terres fertiles, que l'ombre des nuages couvre d'arabesques. L'ocre et le violet, le bleu et le vert nous escortent sur la gauche, tapissant les collines d'horizon, jusqu'à la blanche et modeste Mustis.

Ouvert sur la route, un temple de plain-pied dédié à Apollon, de plan inhabituel mais aux proportions harmonieuses, surface de « bien-être » pour le visiteur qui croit y déceler une intention grecque. Une voie dallée que bordent des boutiques nous mène à un temple de Cérès, une ba-

silique chrétienne et, tout en haut, imposant et dominateur, le fort byzantin. Partout en Afrique les Byzantins ont vécu dans la peur. Les murs de leurs forts sont élevés à la hâte, utilisant les pierres des édifices romains et même les pierres funéraires. Du moins ont-ils préservé nombre de pierres inscrites qui, sans ces défenses, seraient à jamais perdues.

L'oued Medjerda, toujours à l'ouest, vient buter sur les monts de la Kroumirie couverts de forêts, réserves de fraîcheur et refuges giboyeux, abandonnant dans son virage vers le sud la richesse limoneuse sur laquelle Bulla-Regia vint prospérer avant même l'arrivée des Romains. Ceux-ci lui laissèrent longtemps autonomie et prérogatives, afin de surveiller par elle les bourgs de la région.

Mactar, capitale de Massinissa

Point d'altitude, point de brise, toute à l'horizontale, et plusieurs mois de l'année un soleil qui fait peser sur les épaules des enclumes de feu. Que les habitants aisés aient fait de leurs sous-sols des havres de fraîcheur et de pénombre, comme nous le comprenons ! Mais qu'ils aient mis autant de diversité dans l'aménagement de ces pièces souterraines (trois types connus), qu'elles soient si nombreuses pour chaque demeure et qu'elles soient si somptueusement parées de vastes mosaïques polychromes, entourant quelquefois des cours à fontaine ou jet d'eau, voilà qui fait de Bulla-Regia une ville antique unique au monde. En surface, deux esplanades feraient pâlir nos modernes urbanistes défenseurs des espaces verts.

Une autre surprise nous attend dans les thermes, dans la salle des bains froids, où deux clés d'arcs de stèles s'orientent de symboles qui après des années de mystère nous ont ouvert d'autres portes, vers ce monde où combien important qu'étaient les jeux, dans la vie romaine. Gladiateurs, fauves et chasseurs de fauves livrés à l'arène appartenaient à des troupes, comme chevaux et jockeys de nos jours à leurs écuries.

MARCEL VERGIER.

(Lire la suite page 7.)

(1) Le circuit des sites romains est principalement organisé par le Touring-Club de France.

SOMMAIRE :

- Page 5 : Le souk le plus abordable, par Alain Faujas.
- Page 6 : Rome en Afrique, par Marcel Vergier.
- Page 7 : L'initiation au désert, par Jacques Tiana.
- Page 8 : La cuisine, un héritage et un art, M. M.
- Page 9 : Découverte et renouveau de l'artisanat, par Samira Gargouri Sethom.
- Page 10 : Que rapporter ? par Claudine Rulleau.
- Page 11 : Comment choisir un tapis ?

Le souk le plus abordable...

POUR nombre de Français, la Tunisie a représenté la première expérience de tourisme international. Les comités d'entreprise et les groupes de troisième âge aidant, c'est ce petit pays du Maghreb qui a vu leurs premiers pas sur le continent africain et leur découverte des plaisirs du marchandage dans un souk.

Cette popularisation de la Tunisie a été le fruit de trois facteurs. D'abord ce pays est proche des grands centres urbains de l'Europe du Nord situés à deux heures ou deux heures trente d'avion de Tunis. Ensuite, les prix y sont restés abordables : une pension complète de huit jours dans un hôtel 2 étoiles coûte seulement 600-700 F ; en « 4 étoiles », l'addition n'excède pas 1 500 F.

Enfin, ses capacités d'hébergement sont considérables, car la Tunisie a joué à fond la carte du tourisme. Elle comptait, en 1962, 4 000 lits. Elle a, aujourd'hui, dépassé le chiffre de 75 000. Cet investissement a eu d'importantes retombées, puisque l'on évalue à 100 000 le nombre des Tunisiens vivant du tourisme. Les recettes en devises, que plus de deux millions d'étrangers lui ont valu, approchent 300 millions de dinars, soit le cinquième des recettes totales en devises du pays.

L'image de marque de la Tunisie s'est recentrée de la multiplication des concentrations vacancières qui se sont égrenées sur le littoral depuis l'île de Djerba jusqu'à Nabeul. Ces « villages » et ces « ports » bâtis les pieds dans l'eau ont consacré une réputation exclusivement balnéaire. Oui, la Méditerranée a fait du tour à ce pays, considéré par certains comme une des îles Baléares, une « rotonde » de plus.

Les dégâts n'ont pas seulement concerné l'idée qu'on se fait, outre-mer, de la Tunisie. L'environnement aussi a souffert : la règle qui voulait qu'on ne construît pas plus haut que le plus haut des palmiers a connu quelques exceptions. Culturellement, l'arrivée des touristes a signifié la conservation, mais aussi la mort, d'un certain artisanat : le tapis de Kairouan s'est adapté au goût des étrangers. Socialement, les traumatismes n'ont pas manqué, et Ridha Behi, metteur en scène tunisien, a raconté, dans son *Soleil de hyènes*, comment un douar de pêcheurs était vidé de sa substance par l'ouverture d'un village de vacances à proximité.

Mais les Tunisiens sont gens de mesure. Ils ont vite appris qu'il était imprudent de laisser un tour-opérateur allemand en situation de monopole. Ils ont compris que la poursuite du développement touristique passait par la formation de vrais professionnels de l'accueil et par la protection des sites et du patrimoine architectural.

Ils essayent de redresser la barre et de promouvoir l'intérieur de leurs terres. D'ailleurs, ils ne manquent pas d'atouts pour y parvenir, car la Tunisie est un pays où l'on trouve une grande diversité de sites et de centres d'intérêt. Les gisements archéologiques séduisent ceux qui se souviennent d'Hannibal et de Scipion, de saint Agustin et de Théophile Gautier. Pour les amateurs d'aventure, il y a les chotts du Nefzaoua aux portes du désert, il y a aussi le djebel Chambi qui s'élève à 1 500 mètres à la frontière algérienne : on y mène de superbes chasses aux sangliers.

Des exemples de prix

Plongée sous-marine au cap Bon, royaume du mérou, thermalisme près de Zaghouan, Festivals de Tabarka ou d'Hammamet, séjours près de Bizerte où l'histoire palpée encore, ou bien circuit dans le bled, qui constitue une bonne initiation au grand Sud saharien : les formules ne manquent pas pour savourer un pays amène et varié.

Survient le renforcement du contrôle des changes décidé, le 25 mars dernier, par le gouvernement français. Quelles vont en être les conséquences ? Tout d'abord, les Français, qui étaient les touristes étrangers les plus nombreux avec

370 000 entrées, devraient, cette année, céder la première place aux Allemands de l'Ouest. La Tunisie est-elle désormais hors de leur portée ? Les assouplissements du contrôle des changes consentis par le ministère français de l'économie et les astuces des organisateurs de vacances permettent toujours de se dépayser à bon compte. Quelques exemples de prix pour des séjours en pension complète avec transport aérien illustreront ces possibilités : un séjour de quinze jours à Hammamet pour jeunes facturés 3 070 F ne s'imputera que pour 800 F sur le carnet de changes ; dans un autre club, la semaine revient à 2 095 F, mais l'imputation en devises est limitée à 495 F. Allons ! tout n'est pas perdu, tant s'en faut.

On a tout de même un peu peur pour la Tunisie, et pas seulement pour des raisons de conjoncture économique, mais bien à cause de projets de développement qu'elle a mis au point pour augmenter son potentiel d'hébergement. Au terme de son sixième plan touristique, elle souhaite avoir construit 40 000 lits supplémentaires, soit un accroissement de 50 % de ses capacités d'accueil. En matière de tourisme, la voix de la sagesse souffle pourtant qu'il ne faut pas concentrer trop de monde aux mêmes endroits, et surtout qu'il est imprudent de se livrer à la « monoculture » du vacancier étranger.

Cela ne semble pas avoir effrayé les responsables tunisiens, qui prennent le pari qu'un tourisme plus massif encore ne bouleversera pas ce pays de près de sept millions d'habitants où il fait bon se recréer, et pour pas cher.

ALAIN FAUJAS.

• Office du tourisme tunisien, 32, avenue de l'Opéra, 75001 Paris, 742-72-67.

TUNISIE-C

Plus que jamais la liberté à son club:

Hôtel CLUB SANGHO***

à Zarzis

1 semaine, tout compris: 3200 F

Évasion incluse !

800 F seulement prélevés sur vos devises: passeport inutile: la carte d'identité suffit. Documentation gratuite sur demande.

TUNISIE CONTACT

30, rue de Richelieu 75001 PARIS
296.02.25 & 296.14.23

CONTACTOUR Tour Maine-Montparnasse
3-17, rue de l'Arrivée 75373 PARIS Cedex 10
538.68.24

Tunisie.

"Ce que je fais en Tunisie, qu'importe, je m'y amuse."

(Gustave Flaubert)

Juste mais incomplet Mr Flaubert!

Si on devait comparer la Tunisie à une personne, la comparaison qui sans doute lui irait le mieux, serait celle d'une femme, de la femme idéale, belle et lumineuse, jamais la même, changeante déconcertante et toujours attirante!

La Tunisie ne se visite pas: elle se rencontre dans un sourire, dans l'inépuisable hospitalité de ses habitants qui vous invitent à une fête, un mariage, ou tout simplement à passer un moment chez eux pour le plaisir de parler.

La Tunisie se rencontre aussi au détour d'un virage dans le choc et l'entrelac des dizaines d'univers différents qui la composent. Sables du désert et sables de la mer, ses paysages splendides offrent une gamme étonnante. Du nord au sud, ses longues plages dorées sur fond de pins parasols, ponctuées de baies, de criques, de douces collines, d'îles et de forteresses offrent toutes les saveurs du monde.

Et, toute proche de la côte, la Tunisie de l'intérieur, paysage cuivré de soleil avec ses oasis luxuriantes, ses villages berbères, ses maisons troglodytes et ses longues pistes oubliées qui se perdent au sein d'une nature immuable.

Paysages inoubliables certes, mais la Tunisie est aussi un carrefour de civilisations, chargé de 3000 ans d'histoire capable d'offrir à tous les amateurs d'émotions esthétiques tous les types de chef d'œuvre, de la villa romaine aux entrelacs savants de l'art islamique dont le joyau est sans conteste la célèbre mosquée de Kairouan.

Séjourner en Tunisie, c'est aussi pour les sportifs convaincus jouir de toutes les possibilités de ses innombrables ports égaillés tout au long de la côte, avec leurs écoles de voile, de plongée, leurs golfs de classe internationale, leurs nombreux courts de tennis.

La Tunisie, c'est enfin le pays de la liberté: palaces ultra-modernes à des prix raisonnables ou bungalows typiques nichés dans la verdure, tout a été étudié pour votre confort, selon vos goûts. Beauté des régions, variété des centres d'intérêt, tourisme et loisirs à la carte, pour quoi aller chercher au bout du monde les merveilles que vous avez à votre porte, à 2 heures (ou moins) de chez vous.

*Pour tous renseignements: adressez-vous à votre agence de voyage
ou à l'office National du Tourisme Tunisien:
32, avenue de l'Opéra 75002 Paris - Tél.: (1) 742.72.67
12, rue de Sèze 69006 Lyon - Tél.: (7) 852.35.86*



Tunisie: le cœur de la Méditerranée. Tunisie: la Méditerranée du cœur.

هكذا من العمل

L'autre Tunisie



L'initiation au désert

UNE rose des sables dans chaque main, Ahmed court vers la piste qui dessine un nuage de poussière. Le geste grave, il se plante devant la voiture qui, indifférente à son appel, fonce vers Chebika, au cœur des oasis qui flirte avec l'Algérie. Pour ces gaminis démunis, le « miracle de l'eau » n'a que la couleur de ces cailloux scintillants et dérisoires qu'ils marchent sans conviction. Pourtant, à Chebika, touffe verte surgie du néant, quand on le surprend au détour d'une gorge encaissée, ce « miracle de l'eau » a bien quelque chose d'énigmatique. Ici, on se souvient respectueusement de « Monsieur Duval », ce sociologue français qui vint des années durant étudier les mutations locales.

Les derniers nomades

A une vingtaine de kilomètres de là, l'oasis de Tamerza, dont les anciennes maisons de pisé en ruine se confondent avec la montagne en un ensemble saisissant, fut siège épiscopal à l'époque byzantine. L'unique hôtelier vous proposera, tout sourire, au milieu de ses papillotes, spaghetti ou steaks-frites à des prix exorbitants, mais l'un des serveurs, l'air de rien, tout en révisant la liste des départements français, vous guidera par une piste cahoteuse jusqu'à Mides, village-oasis niché au bout du monde, à fleur de ravins.

Pour peu qu'un ouvrier de soleil complaisant s'en mêle, vous retrouverez, comblé, Tazerza et ses deux cent mille palmiers. A moins que vous ayez votre couche à Nefta, ville sainte voisine, où une kyrielle de coupoules surplombent dattiers, vergers et ruisseaux au fond d'un cirque. C'est, depuis le très luxueux Sahara Palace, villégiature hivernale de stars européennes, qu'on a le meilleur point de vue sur la Corbelle de Nefta.

Le voyage dans le Sud tunisien se poursuit en traversant le chott el-Jerid, immense lac salé en partie asséché. Il y a quelques années, c'était encore une aventure, tant le risque de s'embarquer demeurait grand. Aujourd'hui, depuis que l'armée tunisienne a consolidé la piste, c'est en toute quiétude qu'on parcourt cette croûte de sel violacée, ces flaques d'eau épaisses, entourées de mirages qui renvoient à la montagne au loin son reflet ocre et mauve.

Vous parvenez ainsi à Douz, où vous aurez peut-être la chance d'arriver en plein festival saharien (généralement en décembre) ou d'assister à des joutes de chameaux ou aux rites complexes d'un mariage traditionnel. A défaut de ces festivités, le tout-puissant - à l'échelon local - syndicat des chameeliers propose des méharées de plusieurs jours, histoire de faire connaissance avec les derniers nomades.

Ici, la population, particulièrement chaleureuse, a à cœur de faire un brin de causerie avec l'étranger. Habib, l'instituteur à l'intelligence vigoureuse, grande figure locale, stigmatise en douceur « ces touristes qui prétendent nous marquer », allusion à cette robe indécoupe ou à ce bœuf public trop fougueux. Puis il se lance dans un plaidoyer en faveur d'une certaine tradition islamique qui protège l'ordre social et la « nature des choses ». Mohamed, bien-tôt vingt ans, serait plutôt d'avis d'envoyer l'islam au diable. Son souhait ? Aller en France. Non qu'il n'ait rien à manger ici ou qu'il soit privé de travail. Mais il a soif des lumières de la ville et des plaisirs de la vie. Chez lui, rien de cela. « C'est la crise des femmes », dit-il.

Des cohortes d'écoliers souriants

De Douz, on se rend directement dans le monde étrange des habitations troglodytiques. Moussa, enfant de Hiadège, nous fait les honneurs de sa maison : creusée en puits dans la roche, elle ne se laisse deviner que par une porte en bois de palmier à flanc de colline. Un tunnel donne accès à la vaste cour circulaire à ciel ouvert, au-dessous de laquelle s'ordonnent les puits-boyaux qui servent de châteaux, de remise ou d'étable. La mère, accompagnée sur un métier à tisser, nous offre le thé, tandis que l'âne rappelle bruyamment qu'il est *persona grata*. Les moutons rentreront un peu plus tard au bercail, contigu à l'aloof parental. Le mobilier se réduit à presque rien, et le confort est des plus rudimentaires. Quel contraste entre ce gosse de douze ans, débordant de malice, presque bilingue, et ce logis moyenâgeux.

Il faut vraiment savoir qu'il existe ici un village. Seules émergent en effet une petite mosquée et, bien sûr,

l'école. En Tunisie, même dans le hameau le plus reculé, il y a une école. Ainsi, vous croiserez partout des cohortes d'écoliers souriants et tenant avec fierté un petit cartable toujours astiqué.

Aux Matmata, grandes avelues de meutes touristiques, les habitants, sans doute lassés de ces promeneurs en goguette qui franchissent leur porte sans y avoir été préalablement conviés, sont plus réservés. Ici, on se familiarisera avec cette architecture singulière de cratères lunaires en passant une nuit dans un des hôtels astucieusement aménagés dans d'authentiques demeures troglodytiques. De là, on pourra rejoindre la région des ksars par l'admirable piste de Toujane.

Les ksars, pour la plupart désertés aujourd'hui, sont des greniers fortifiés où les tribus nomades entassaient et protégeaient leurs récoltes. Constitué par un ensemble de cellules voûtées (les ghorfas) à un, deux, voire trois étages, ils servaient également de lieux de réunion pour les hommes et, en cas de danger, de refuge pour tout le monde. L'un d'eux, le ksar Haddada, formant à lui tout seul un petit village, a été aménagé en gîte. Et l'amoureux d'insolite qui y fera étape sera particulièrement gâté. Comme aux Matmata, en dépit des nuits fraîches l'hiver et des draps suspects.

Où commence la maison ? Où s'achève la montagne ? Ineffable question quand on découvre, encore plus au sud, les villages berbères de Chemini, Douirat et Guermessa, accrochés au djebel, dans un décor abrupt et à rien irrel. Leurs occupants, fuyant jadis l'invasion arabe, se sont réfugiés sur les hauteurs, creusant leurs demeures à même la montagne. Au sommet de ces massifs alvéolés par l'homme, le ksar semble concentrer dans ses ruines un pouvoir que les siècles lui auraient légué. Ici, les rythmes sont ancestraux, et les habitants plutôt renfermés. Les enfants, plus tenaces qu'ailleurs, entonnent tous le même refrain : « Donne-moi argent, donne-moi quelque chose », en faisant une fixation sur les stylos. Comme pour écrire vite un peu de leur histoire. Ici, comme tout au long de ce cheminement, on est frappé par ces hommes, assis au bord des pistes, sans qu'on sache très bien s'ils attendent quelque chose, s'ils sont privés de travail ou s'ils goûtent au doux plaisir de ne rien faire.

JACQUES TIANO.

La cuisine : un héritage et un art

Plats romains, couscous berbères tagines turcs, spécialités juives et le doigté tunisien

SI l'affection que porte une collectivité à l'un de ses enfants peut se mesurer à l'importance de la foule qui le suit dans son dernier voyage, nul doute que le gargarisme Ould Hanifa occupait une grande place dans le cœur des Tunisiens. Tout au long de sa vie, il a officié derrière ses énormes chaudrons de *lablabi* (soupe de pois chiches) dans une échoppe de quelques mètres carrés à la sortie sud de la médina et qui a la particularité de ne jamais fermer ses portes. En hiver, les noueurs des quartiers huppés de Notre-Dame et d'El Menzah finissent souvent leur soirée devant un bol de *lablabi* très chaude, fleurant le camlin, le safran frais et l'huile vierge.

Avec l'expansion urbaine, on assiste à une rapide multiplication des gargottes que fréquente un public très varié et qui servent, à côté de la soupe de pois chiches, une soupe piquante au pied de veau (*hergma*), des assortiments de légumes cuits relevés de persil et d'oignons appelés *keftagi*, le fameux casse-croûte tunisien, des beignets et une bouillie de sorgho parfumée au gingembre. Si on ajoute à ces mets la grillade mixte et le complet poisson, on aura fait le tour de ce casse-croûte à la tunisienne qui n'est pas totalement inconnu des Français et particulièrement des Parisiens.

Ce « manger de la rue » ne représente que la partie visible de l'iceberg. Dans ce pays, partie intégrante de l'espace berbère (déjà au quatorzième siècle Ibn Khaldoun écrivait que les deux signes distinctifs des Berbères étaient le port du burnous et la consommation du couscous), dans lequel certains plats remontent à l'époque romaine, il y a en une véritable stratification culinaire à travers l'histoire. A un fonds rustique, dans lequel prédominent des soupes à base de pâtes, de légumes secs, de légumes frais et de viande séchée, sont venus s'ajouter un apport andalou, caractérisé par une adroite association de sucré et de salé (couscous aux raisins secs, ragout d'agneau aux châtaignes et aux pruneaux), un apport turc, puisant lui-même à des sources multiples, et enfin des emprunts à l'Europe, et particulièrement à l'Italie. De la cuisine turque, les Tunisiens ont adopté, en les transformant, quantité de plats, et particulièrement les tagines, qui sont des plats liés à l'œuf, associant à la viande d'agneau différents condiments et légumes.

Des raffinements extrêmes...

Quant au *brick*, même s'il est d'origine turque, il a acquis ses lettres de noblesse et mérite bien d'être devenu le symbole culinaire de ce pays, avec le couscous bien sûr.

Le couscous est à lui seul un monde. Il y a les couscous bien connus à l'agneau ou au poulet. Il y a aussi le couscous aux boulettes, qui est une spécialité de la communauté juive, à laquelle la Tunisie doit une partie non négligeable de son patrimoine culinaire. Ces couscous-là, on les trouve sur les cartes des restaurants. Mais qui connaît les couscous au poisson, qui sont différents d'un village à l'autre, le couscous au persil de Zaghwan, le couscous aux carottes, au fenouil et aux piments rouges de la campagne, ou encore le couscous d'orge, fait avec les premiers épis,

qu'on coupe à un stade de maturité peu avancée.

De préparation aisée, le couscous figure souvent à l'ordinaire des familles. Mais les Tunisiens ne reculent pas devant la difficulté et savent consacrer de longues heures à la préparation de plats très élaborés tels que *madfouna*, qui est une subtile association de pied de veau, de boulettes supérieurement légères, de sauce noire aux épices et de haricots blancs... ou encore cette *mejlouk hia*, préparée avec des feuilles de Coriandre et qui présente la comode particularité de cuire vingt-quatre heures de suite.

Il sera difficile aux visiteurs de passage de goûter à ces raffinements extrêmes, mais les restaurants offrent de plus en plus de spécialités tunisiennes et, pour les fumeurs, il y a toujours dans les médinas, près des souks, des petits établissements fréquentés par les artisans et les commerçants et qui ne se soucient guère d'adapter leur cuisine au goût des touristes.

Traditionnellement, on accompagne certains plats de petit lait et de lait caillé, spécialement au printemps. Mais l'ensemble de la cuisine tunisienne, qu'on croit à tort à base de tomates et de piments rouges (il existe toute une cuisine dite *zaara* et qui ne fait pas usage de ces condiments), s'accompagne parfaitement des vins du pays, qui sont excellents et très diversifiés. A recommander très spécialement les roses et quelques blancs, qui sont en général fruités mais sans excès.

M. M.

● La *Sofra*, cuisine tunisienne traditionnelle, par Zineb Kark, S.T.D., Tunis (2 D.).

Rome en Afrique

(Suite de la page 5)

Chaque troupe avait un nom, un chiffre et un symbole, comme ceux que nous présentent ces clés, de deux troupes adverses : Pentasi et Teligent. Il y avait autour de ces troupes autant de passion et de déchaînement qu'autour de nos équipes de football. « Allez les verts ! » ou « Allez les Pentasi ! », et deux mille ans d'histoire pour nous découvrir si semblables...

Tournons le dos aux sommets du nord et allons à la rencontre de Mactar, capitale de Massinissa. Ici, des nomades deviennent de bons agriculteurs, et des artistes puniques fuyant l'avance romaine trouvent refuge. L'arc de Trajan, sur un côté du forum, est une frontière. Il marque l'accession des édiles de la ville à la citoyenneté romaine, et l'abandon de l'ancien forum, toujours existant, symbole de l'ancien pouvoir. Dans une petite et blanche basilique chrétienne, un chef vendable a laissé sa dépouille ; mais la curiosité de Mactar est son bâtiment quadrilobe, à auge et à casiers comportant des étages. On veut y voir un bureau de perception en nature, surtout parce que nous savons qu'il y avait à Mactar une milice paramilitaire qui percevait les impôts et assurait l'ordre, allant jusqu'à tenter au troisième siècle un coup d'Etat, avec les propriétaires terriens révoltés.

A l'écart des grandes voies de communication actuelles, proche de la frontière algérienne, au cœur des monts de Tébessa, où de brusques rafales de vent peuvent tout à coup la rendre fantomatique dans son linceul de sable, voici Hadria. Ce fut le premier camp de la 3^e légion Auguste et son point de départ vers les camps de l'ouest. Exemple de robustesse, l'arc de Septime Sévère se prête aux fortifications des Byzantins, dont le fort, aux importantes dimensions, du pied du capitole descend avec le versant de la colline jusqu'à l'ouest. Hadria possède aussi son mystère, un bâtiment à auge qui portait un étage. D'autres exemples existent en Afrique mais aucun ne fournit d'explications. Des mau-

solées aux formes variées se dressent çà et là, mais c'est modestement que les soldats gaulois de la 3^e légion s'ensevelirent si loin de leurs profondes forêts.

La route vers le sud est rectiligne. Faisons halte sur l'antique Cillium, aujourd'hui Kasserine, et si l'arc qui subsiste paraît bien chétif, son théâtre de poche restauré est des plus attachants. A l'entrée de la ville moderne, un mausolée d'ocre couvert d'un long poème gravé déploie ses trois étages sur le vert tapis des eucalyptus.

De toutes les villes rencontrées jusqu'ici, Sbeitla est la seule créée par les Romains, son plan quadrillé nous le prouve. Cette ville aux nombreuses basiliques chrétiennes, aux deux thermes, d'hiver et d'été, à la palestre commune et médiane, doit sa célébrité à son forum dont nous n'avons d'autre exemple qu'à Belo en Espagne. Le capitole abrite généralement la triade protectrice, Jupiter, Junon, Minerve, en un seul temple partout. Partout, sauf à Belo et à Sbeitla où chacune des divinités possède son temple. Trois temples côte à côte que réunissait une plate-forme, et qui, dans ce forum clos, impressionnent tout visiteur attentif. Si l'heure de la visite coïncide avec la disparition d'un soleil posant ses derniers feux sur ces pierres qu'il a brûlées, le départ sera difficile...

L'unique exemple

Parcourant en 128 cette province africaine et la région d'El Djem, l'empereur Hadrien ordonna la plantation intensive d'oliviers, assurant par là même la prospérité du bourg. Elle devait lui permettre de nous léguer cet amphithéâtre aux dimensions si proches des plus grands du monde romain qu'il en efface la ville, barrant l'horizon de toutes les routes qui y conduisent. Ce colosse a jeté son ombre d'oubli sur le premier amphithéâtre de la ville qui présente pourtant l'exemple unique de la totalité de ses gradins divisés en loges.

Les plus curieux se doivent de continuer vers le sud, jusqu'à la grotte de Bou-Grana, face à l'île de Djérba. Là, Gighis connut son heure de gloire, comme Utiq, et les palmiers tendent maintenant leur rideau de vert constant entre la mer et la ville sur une assise de sable de quelques centaines de mètres.

En route vers Soussa, autorisons-nous un détour vers le bord de mer, vers l'antique Salakta, autre port antique prospère, où un musée récent abrite la mosaïque exceptionnelle de ce lion de 4 mètres qu'une sodalété, sans doute organisatrice de jeux d'amphithéâtre, avait pour symbole. Visible de l'extérieur et de loin par la porte ouverte du musée, l'impression est saisissante.

Certes le Musée du Bardo à Tunis est universellement connu pour sa richesse en mosaïques africaines. Ne négligeons pas toutefois ceux d'El Djem et de Soussa, qui possèdent le complément indispensable à une compréhension plus complète et plus juste de la vie des Romains en Afrique.

L'imagination, qui remonte les siècles et ouvre à la méditation l'histoire du monde, nécessite la complicité du temps, la générosité de ses pas et une attention soutenue. Car, le répétons-nous jamais assez, le voyageur pressé ne peut espérer entrer en relation avec la vie qui autrefois anima ces cités du silence.

MARCEL VERGIER.

● *L'Afrique du Nord dans l'Antiquité*, par François Desmet et Mohamed Fantar, Payot, Paris, 1981.

● *Mosaïques de Tunisie*, par G. Fradier et A. Martin, Cérès, Tunis, 1976.

● *Carthage, le site archéologique*, par Ennabli et H. Slim, les guides Cérès, Tunis, 1978.

● *De Carthage à Kairouan, 2000 ans d'art et d'histoire en Tunisie*, catalogue de l'exposition du Petit Palais (1982-1983) en vente à l'A.F.A.A., 45, rue Boissière, 75016 Paris.

HOTEL PHENICIA

720 LITS — 4 ÉTOILES

A HAMMAMET

(TUNISIE)

TÉLÉPHONE : (02) 80331

TÉLEX : 24659

Déclin et renouveau de l'artisanat

TROISIÈME pourvoyeur d'emplois après l'agriculture et l'industrie, l'artisanat occupe, selon les statistiques, de cent mille à cent vingt mille hommes et femmes, mais ce chiffre demeure, sans aucun doute, en deçà de la réalité. L'artisanat fait partie de notre patrimoine : tous les métiers étaient pratiqués. Dans les cités, les artisans groupés en corporation exerçaient dans des souks spécialisés, qui fonctionnaient comme centre, à la fois, de production et de commercialisation, car l'économie traditionnelle repose sur le contact direct entre le producteur et le consommateur.

Une promenade dans la médina de Tunis permet de se rendre compte de l'importance de ces activités : souk des parfumeurs, souk des tailleurs, des serruriers, des babouchiens, des armuriers, des bijoutiers, des chouchous (fabricants des célèbres bonnets de laine rouge portés par les Tunisiens, les Libyens, etc.). Si, au souk des tailleurs, on ne rencontre plus que quelques rares artisans, si, dans celui des babouchiens, on trouve davantage de chaussures provenant des usines de Sfax ou de Nabeul que de véritables babouches, cela ne dénote pas moins la variété des activités, le rôle qu'elles ont joué et continuent de remplir dans l'économie nationale.

L'artisanat existait dans la plupart des villes, certaines d'entre elles ont dû leur célébrité à leurs spécialisations : Tunis, ses soieries et ses chéchias - entre autres ; Kairouan, ses cuivres et ses tapis ; Sfax, son bois peint et ses pierres sculptées ; Nabeul et Djerba, leurs poteries poreuses et vernissées ; Tozeur, ses couvertures et ses houls (vêtements en laine mêlée de soie) ; Gafsa, ses couvertures.

Nombre de ces activités sont exercées par les hommes qui destinent leur production au commerce : c'est une partie seulement de l'artisanat, la plus facile à connaître et à quantifier. Toutefois, l'une des principales richesses en ce domaine, celle qui ne pérille pas mais prospère grâce à sa faculté d'adaptation, demeure, paradoxalement, moins connue : c'est celle qui, réalisée dans le cadre domestique, est due aux femmes. La modernisation du pays a bouleversé les structures anciennes. Des branches de l'artisanat masculin

ont décliné, d'autres ont subi des transformations qui les ont dénatées, et l'artisanat féminin a débordé de la maison pour garnir les boutiques des villes touristiques.

Depuis 1930, on prévoyait la disparition de l'artisanat des villes. Les crises subies par les souks et les chouchous de Tunis, qui prirent parfois une tournure politique dirigée contre l'autorité coloniale, sont restées célèbres. Résultant du contact entre une économie traditionnelle et une économie avancée de type capitaliste, elles ont largement contribué au déclin du secteur artisanal, sans le détruire tout à fait. Les quelques souks restants ne font plus que vivre en essayant de s'adapter tant bien que mal. Les chouchous demeurent plus nombreux grâce à la conquête de nouveaux marchés. Les armuriers ont disparu : passementiers-tailleurs et selliers ne sont plus que quelques-uns. En revanche, les bijoutiers connaissent un essor notable.

Lutter contre la pacotille

Tout autant que le contact avec le capitalisme occidental, l'évolution du mode de vie du citoyen tunisien a été néfaste à l'artisanat, qui meurt à partir du moment où se rompt l'harmonie entre le fabricant et son client ; dans les grandes agglomérations, cette harmonie tend à disparaître, emportant avec elle la fonction même d'artisan. Des produits de qualité cèdent la place à la pacotille. Les coffres en bois peint vendus aujourd'hui dans les souks de Sfax n'ont plus rien de commun avec les chefs-d'œuvre conservés dans les musées ou dans quelques familles bourgeoises. Orné de coups de pinceau bariolés, au lieu d'être criard, il est destiné aux ruraux : disparus les magnifiques bouquets de fleurs qui ornaient autrefois les *sandouq* servant aux trousseaux des jeunes citadines. Mais au deuxième Salon de l'artisanat, inauguré par le chef de l'Etat, un artisan de Tunis a obtenu le premier prix pour ses ouvrages en bois, peints dans la plus pure tradition.

Le tourisme, en offrant des débouchés importants à l'artisanat, l'a trop brutalement sorti de sa léthargie. Les conséquences n'en ont pas

toujours été positives, les artisans devant produire vite et beaucoup pour une nouvelle clientèle. L'Office national de l'artisanat (ONA), créé en 1959 pour sauvegarder et développer ce secteur, a entrepris de gros efforts mais a encore beaucoup à faire. Organisme d'Etat à vocation industrielle et commerciale, il emploie environ quinze mille personnes et dispose de cent vingt-cinq centres de production et de formation. Il a investi essentiellement dans le tissage et porte aujourd'hui un intérêt grandissant aux autres spécialités.

Un esprit d'initiative étonnant

Les femmes tissent partout la laine (1) et, dans quelques régions, la soie aussi, pour confectionner le *houls* où ces deux matières alternent pour former des rayures blanches quand il constitue un manteau masculin, ou colorées s'il est destiné aux femmes, qui le portent comme une robe drapée, retenue par une ceinture et deux fibules. Le tissage aurait pu lui aussi décliner avec l'évolution du mode de vie des Tunisiens, sans l'intervention de l'ONA : par la formation de jeunes et la création de centres-pilotes dans de nombreuses localités, il a au contraire contribué à son développement. Ces jeunes filles ne travaillent pas toutes pour l'ONA à la fin de leur apprentissage ; elles s'installent parfois à leur compte ou tissent tapis, couvertures et tentures pour leur trousseau : ces véritables chefs-d'œuvre qui ne sont pas destinés à la vente sont payés par des pièces de moindre qualité qu'elles mettent sur le marché.

Outre le tissage, les femmes font également de la broderie. Autrefois, elles se limitaient à leur trousseau ; aujourd'hui, elles exercent cette activité pour l'extérieur en nombre croissant. Les broderies de Raf-Raf, longtemps cantonnées dans ce petit village de la côte nord-est, envahissent les souks de la capitale et de toutes les villes touristiques. Les villageoises, préoccupées par l'entretien de leur maison et de leur jardin - souvent unique source de revenu pour ces familles de petits paysans - ont fait preuve d'un esprit d'initiative étonnant. Elles ne proposent pas aux voyageurs des techniques couvertes de broderies et

d'un coût élevé mais des plastrons facilement adaptables à une robe ou à un chemisier, des sapes, des vestes d'enfant de coupe simple, rehaussées de quelques motifs aux couleurs chatoyantes.

Un nouveau type de Tunisien

Le modèle des poteries est la troisième spécialité des Tunisiens. Si la céramique tournée des hommes a rendu célèbre Tunis, Djerba, Moknine, Nabeul, la poterie au colombin des femmes ne quitte qu'exceptionnellement la maison. Villageoises et Bédouines vivant sous la tente confectionnaient les ustensiles de cuisson et de conservation des aliments. Contrairement au tissage, cette poterie décline malgré les efforts entrepris par les potières de Sejnane pour s'adapter aux exigences de la clientèle touristique : c'est une tâche dure et peu rentable, car les voyageurs préfèrent importer des objets moins encombrants et moins fragiles et les autochtones sont séduits par les productions industrielles.

Cependant, le marché national dont dépend finalement la prospérité ou le déclin de l'artisanat n'est

pas uniforme. Une partie de ceux qui, après l'indépendance, ont adopté le mode occidental, jugé critère incontestable d'évolution, prennent aujourd'hui conscience de la richesse du patrimoine national. La recherche de l'authenticité préoccupe un nombre croissant de Tunisiens. Le « retour aux sources », concrétisé par une attitude nouvelle à l'égard du produit artisanal, est surtout perceptible au niveau de l'architecture : pierres sculptées de Dar-Chaabane, tuiles vernissées et panneaux de céramique de Nabeul s'intègrent de plus en plus au décor des villas bourgeoises. Si on veut une cuisine aussi bien équipée qu'à Paris ou à Londres, on prévoit aussi un salon de style tunisien : le *bé el qad*, chambre où l'on s'assoit, par opposition au salon, lieu où l'on reçoit. Dans le *bé el qad*, on voit banquettes et étagères en bois peint, mergoum d'Oudret ou tapis de Kairouan, table basse, etc. Summum de luxe : un plafond en bois sculpté et peint. Une alouche traditionnelle enrichit parfois aussi la chambre à coucher et les dévants de lits anciens délimitent dans les salons un mobilier moderne une niche pour recevoir des objets d'artisanat.

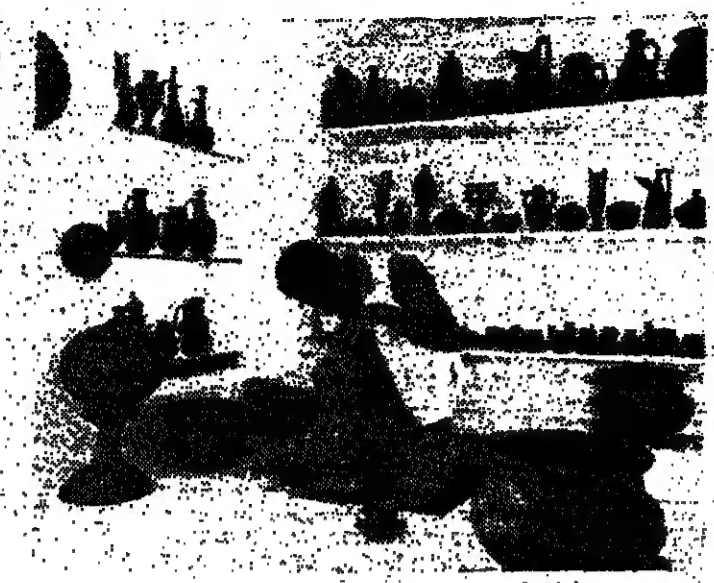
Un nouveau type de Tunisien voit le jour : le collectionneur. Les anciens bijoux d'argent occupent la place d'honneur dans les collections mais aussi les vieilles céramiques tunisiennes, les verres de Venise, qui garantissent les étagères des maisons bourgeoises, les *asperours*, brûle-parfums et autres pièces d'orfèvrerie travaillées dans les souks de Tunis. Cela prouve que le Tunisien est de nouveau disposé à accueillir favorablement une production artisanale de qualité, car, si certains touristes se contentent d'objets mal finis et à bon marché, l'habitant est, en revanche, très exigeant.

SAMIRA GARGOUH SETHOM,
Conservateur en chef du Centre des arts et traditions populaires.

● *Chefs-d'œuvre de l'artisanat tunisien*, par A. Ben Tanfous, J. Sinous, N. Bakouri et S. G. Sethom, 80 p., coauteur, Ed. ONA, Tunis, 1983, 350 D.

● *Bijoux tunisiens*, par Clémence Soudier, Cérès Productions, Tunis, 1980.

● *Poteries tunisiennes*, par Mohamed Masmodi, Cérès Productions, Tunis, 1981.



QUE RAPPORTER ?

Pour la maison :

- Tapis et tapisseries (voir « Comment choisir un tapis ») ;
- Cages à oiseaux blanches et bleues de Sidi-Bou-Said : selon la taille, de 15 dinars à 120 dinars pour la grande volière ;
- Poteries : utilitaires ou décoratives, céramiques peintes à la main, paniers, cache-pots, vases, candéliers, vases, gargouilles, plats, etc. : de 0,5 dinar - cendrier - à 100 dinars : pour une grande vasque de 1,10 m de haut, à trois plateaux ;
- Verre soufflé et peint à la main à l'émali à froid : activité nouvelle reprise à partir d'une fabrication traditionnelle. De 6 à 16 dinars, selon la taille et la finesse de l'encastrement ;
- Plateaux de cuivre ciselé, parfois incrustés d'argent : de 7 dinars pour un plateau de 30 cm de diamètre à 150 dinars pour les plus grands (80 cm) et les plus beaux ;
- Objets en cuir repoussé : protégé-livre, garniture de bureau, porte-monnaie et portefeuilles, petites glaces à main ou grands miroirs muraux, boîtes à tous usages, de toutes tailles et de toutes couleurs, coffres en cuir cloutés qui deviennent barres ou coffres à bijoux ; à tous les prix, selon la qualité du cuir, les dimensions, le travail ;
- Vannerie, de Nabeul en particulier : nattes, coussins, petits tapis, sacs et coffins, mais aussi sets de table, cache-bouteille, corbeilles, coffres à linge, abat-jour, poufs tressés, porte-poupée, porte-chat et porte-bébé.

Et puis, en vrac : draps et nappes brodées, couvertures, à Djerba, éponges, à Sfax, ou roses du sable, à Gabès, coquillages un peu partout, de Bizerte aux îles Kerkennas ;

De beaux livres (voir « Du côté des éditeurs », le Monde 21 mai).

Pour les gourmands :

- Confitures de figue : boukha (alcool de figue assez sec, rafraîchissant avec de l'eau et beaucoup de sucre). Des vins. Et des pâtisseries ! On trouve les meilleures chez M^{me} Zarrouk, 41-43, rue Ech-Cham (ex-rue Caton) à Lafayette-Tunis, qui a également un autre magasin à La Marsa, et aux Galets, rue Tayeb-Mehiri, à Tunis. Compter environ 5 dinars le kilo. La pâtisserie industrielle qu'on trouve dans le centre de Tunis est un peu moins chère, mais nettement moins fine.

Pour les enfants :

- Marionnettes, poupées ou animaux en feutrine colorée, du poussin (1,8 dinar) au basset (6 dinars). Sans oublier les jeunes mariées en

costumes traditionnels des différentes régions du pays : de 6 à 8 dinars.

Pour les coquettes :

- La bijouterie, en argent repoussé, en filigrane ou des reproductions de bijoux anciens. Prix moyen : de 0,750 à 0,950 dinar le gramme d'argent travaillé. Ne pas oublier les bijoux de corail, moins chers qu'en Suisse ou en Italie. Un petit collier de trente perles : environ 75 dinars ; un grand sautoir de quatre-vingt-dix-neuf perles : 150 dinars. Avec de la patience, et en s'y connaissant, on peut encore dénicher quelques bijoux anciens : de plus en plus rares, ils sont évidemment plus chers ;
- Echarpes, foulards ou coupes de soie entièrement peints à la main : environ 14 dinars ;
- Des djellabas : des plus simples, en rayonne, à 3,5 dinars, aux plus sophistiquées, en soie, brodées (de 100 à 150 dinars selon le dessin de broderie), en passant par celles en toile de lin, agréables à porter l'été (de 30 à 60 dinars).

Et encore : des robes en tulle brodées de laines de couleurs vives, à Raf-Raf, sur la côte nord (de 3 à 6 dinars), et des plastrons ornés de paillettes dorées ou argentées.

CLAUDINE RULLEAU.

Comment choisir un tapis

CHOISIR un tapis noué à la main est toujours délicat quand on ne s'y connaît pas. Quelques précisions peuvent aider le néophyte. Il faut savoir qu'un Magasin de l'Artisanat (avenue Habib-Bourguiba, à Tunis) les prix sont fixes et constants toute l'année : c'est une sécurité. En revanche, dans les souks, marchander est à la fois une règle et un plaisir : l'hiver, lorsque les touristes sont moins nombreux, les commerçants qui ont besoin d'argent frais se montrent plus souples.

En Tunisie, tapis et tissages sont soumis à un contrôle de qualité confié à l'Office national de l'artisanat (ONAT). Ce contrôle est une garantie de l'Etat concernant les caractéristiques techniques du produit. Il est matérialisé par une étiquette d'estampillage plombée au dos du tapis et comporte les caractéristiques suivantes : texture ou nombre de nœuds au mètre carré, dimensions, matière utilisée, numéro de contrôle. L'acheteur peut se fier à l'estampille si elle ne comporte pas de ratures et que le plomb est correctement apposé.

Le tapis le plus connu est le Kairouan. Composé d'une bordure très riche formée de motifs géométriques, il comporte un champ central hexagonal et se fabrique en une grande diversité de couleurs. Une classification et une tarification moyennes correspondant au nombre de points par mètre carré ont été établies par le magasin de l'Artisanat : 20 x 20 (40 000 nœuds/m² : 56 dinars le m²), 30 x 30 (90 000 points/m² : de 90 à 115 dinars le m²), 40 x 40 (160 000 pts/m² : de 150 à 180 dinars) et 50 x 50 (250 000 pts/m² : de 430 à 500 dinars le m², les tapis en soie étant les plus chers).

Les tapis berbères, très choyés, sont moins chers mais ont une texture plus lâche (10 000 à 12 000 pts/m² : de 38 à 44 dinars le m²). Mais il y a aussi les magnifiques tapisseries de Gafsa en style traditionnel (de 33 à 55 dinars le m²) et les créations ou les reproductions d'œuvres modernes (de 65 à 220 dinars le m²), les Mergoums d'El Jem (37 dinars le m²) et bien d'autres productions que l'on découvrira en filant.

C.R.

● L'ouvrage édité par l'ONAT *Chefs-d'œuvre de l'artisanat tunisien*, représente une excellente initiation aux tapis et tapisseries dans il décrit les multiples variétés. On y trouve aussi, évidemment, la reproduction d'autres objets, accompagnée chaque fois d'une description précise et précise.



The Sindbad
★★★★ LUXE

السندباد
★★★★ رفيع



POUR VOS VACANCES



L'hôtel de luxe de la région



Un label de qualité



THE SINDBAD - HAMMAMET

HAMMAMET/TUNISIE .TÉL. 80-122 .TÉLEX : 24655

LA BASE DE L'OTAN A COMISO (SICILE)

Dollars si, missiles no ?

Comiso, dans le sud de la Sicile, doit recevoir les fameux « missiles de croisière » de l'OTAN. Les dollars vont pleuvoir, et, déjà, la mafia rôde. Entre un maire chaud partisan du projet et des opposants renforcés par les « pacifistes étrangers », la population hésite. Pour elle, depuis des siècles, Dieu, Rome ou la fatalité commandent, et il faut se résigner à l'inévitable...

De notre envoyé spécial

Comiso. — D'un côté, des grues et des bulldozers qui s'activent. De l'autre, un paysan sur son tracteur qui laboure son champ. Entre eux, un grillage avec une inscription en rouge : « Zone militaire. Défense de photographier ». Deux mondes qui s'observent, feignent de s'ignorer mais sont, sans doute, destinés à vivre ensemble. Sur le terrain de l'ancien aéroport militaire de Magliocco, utilisé pendant la dernière guerre par l'aviation italienne, s'ébauche ce qui doit être une nouvelle base de missiles en Europe. Là en effet, en 1984, si les négociations américano-soviétiques de Genève sur le désarmement n'aboutissent pas, seront installés 112 missiles de croisière dans le cadre de la politique de rééquilibrage des forces de l'OTAN par rapport à celles de l'U.R.S.S. La Sicile, où existent déjà les bases de Sigonella, près de Catane, et de Mistretta, entre Messine et Palerme, devient une sorte de porte-engins de l'OTAN en Méditerranée. L'Italie a été la première à accepter l'installation des nouveaux missiles sur son territoire, avant l'Allemagne et l'Angleterre.

Comiso, à quelques kilomètres de l'aéroport, n'était, il y a encore deux ans, qu'un nom parmi d'autres sur la carte de la Sicile du Sud. Une petite ville (26 000 habitants) construite en pente entre les contreforts rocaillieux, aux champs arides barrés de murets de pierre, des monts Iblei et le vert de la plaine, avec ses amandiers et ses oliviers, où coule l'Ippari, dont le cours s'est singulièrement tari depuis le temps où Findare le chantait.

Aujourd'hui, Comiso est devenu un symbole pour les divers « mouvements de la paix ». La petite ville se trouve au centre d'engagements politiques quelque peu étrangers aux joies et aux espérances humbles d'une population d'origine paysanne. Pourtant, le fatalisme séculaire de celle-ci n'est pas venu à bout de l'inquiétude latente que fait peser sur la ville son futur voisinage avec une base atomique. L'arrivée de cinq mille nouveaux « habitants » américains est perçue de manière diverse. Pour les uns, ce sera un facteur de prospérité : tel ce restaurateur qui a déjà dans son arrière-salle une énorme pancarte « Welcome ». Le problème semble déjà avoir accentué les anciens antagonismes, tout en créant de nouveaux clivages dans la population.

Un maire pour le oui

Pour l'instant, à l'exception de quelques timides inscriptions « Non aux missiles » — ça et là sur les murs, la population paraît plutôt réservée, et prudente dans ses commentaires. Les inscriptions sont plus visibles sur les murs près de l'entrée de la base, surveillée par des soldats italiens, qu'un va-et-vient continu de camions oblige à lever et abaisser sans cesse la barrière d'accès. Les Américains, on ne les voit guère en ville. Ils sont pourtant une cinquantaine à l'intérieur de la base. Témoigne de leur présence un camion frigorifique à remorque, immatriculé en Allemagne, qui attend devant l'entrée. Selon le chauffeur, qui vient de la base de l'OTAN à Kaiserslautern, il y a là des produits surgelés pour plusieurs semaines. Trois Américains en civil sortent pour assurer les formalités de douanement. Ce qu'ils font à Comiso ? « No comment. »

L'arrivée, en octobre prochain, selon le quotidien de Palerme l'« Ora », de près de deux mille militaires américains, pourrait conduire la population à manifester davantage ses sentiments : au départ, les Américains devront vivre dans un ensemble de maisons nommé « El Parayso », à la périphérie de la ville. Ensuite, ils s'installeront à l'intérieur de la base. En fait, une chance partie de la population s'est prononcée contre la construction de celle-ci.

La place bondonne des conversations des hommes debout en petits groupes, les mains dans les poches, ou assis en ligne sur les chaises sorties de ce Bar Moderno qui porte encore aux murs en moulures les faïssescaux mussoliniens. Les conversations ne s'interrompent qu'au passage du nouvel arrivant, que l'on suit des yeux. Ce n'est pas de stratégie qu'on débat, mais de la vie quotidienne et, d'abord, du manque de travail.

lors d'une consultation populaire organisée en avril 1982 par le P.C. dans toute la Sicile. A Comiso, 13 000 personnes ont signé une pétition demandant l'arrêt des travaux. Pour le maire, M. Salvatore Catalano, socialiste, « cette consultation faite sans garantie d'objectivité ne signifie rien : retirez les morts, les enfants en bas âge et les doubles signataires, et il ne restera plus qu'une centaine d'opposants », affirme-t-il, péremptoire. Un vrai notable, ce maire ! Médecin, il a, semble-t-il, l'habitude qu'on exécute ses prescriptions. Il s'affaire entre Rome et Comiso, convoque ses administrés et tente de les convaincre de la nécessité de la base. Il est à la tête de la ville depuis 1978, à la suite de la défaite de son prédécesseur communiste, qui, aujourd'hui, préside le comité pour le désarmement (Cudip) s'opposant à la politique de la municipalité.

Au départ, en avril 1981, lorsque le maire courait que Comiso pourrait être choisi comme site d'une « base militaire », la décision sur les missiles ne fut prise qu'en août de la même année, — le conseil municipal se prononça à l'unanimité contre cette éventualité. Puis le gouvernement arrêta sa position. M. Catalano se rendit à Rome pour voir le ministre de la Défense, M. Lagorio, socialiste comme lui. Et jura la discipline de parti : la municipalité se déclara quinze jours plus tard favorable au projet. « Nous avons compris, dit aujourd'hui le maire, la nécessité pour l'Italie d'avoir une arme pour se défendre contre ceux qui en ont déjà. Je suis contre la course aux armements, mais il ne faut jeter son fusil que lorsque l'autre en fait autant. »

L'argument est loin de faire l'unanimité — même au sein du parti de M. le maire. Il suffit pour s'en convaincre d'entrer au siège du P.S. local, à la fraiche, lorsque les hirondelles volaient entre les toits et que les hommes, casquettes en arrière ou chapeau noir au ras des yeux, jouaient les avantages « in piazza ». Sur celle-ci, avec sa fontaine Diana où l'on venait jadis puiser l'eau, les cercles des partis, les associations et les clubs se côtoient et se ressemblaient, arborant le dimanche leur drapeau.

La place bondonne des conversations des hommes debout en petits groupes, les mains dans les poches, ou assis en ligne sur les chaises sorties de ce Bar Moderno qui porte encore aux murs en moulures les faïssescaux mussoliniens. Les conversations ne s'interrompent qu'au passage du nouvel arrivant, que l'on suit des yeux. Ce n'est pas de stratégie qu'on débat, mais de la vie quotidienne et, d'abord, du manque de travail.

chaises sorties de ce Bar Moderno qui porte encore aux murs en moulures les faïssescaux mussoliniens. Les conversations ne s'interrompent qu'au passage du nouvel arrivant, que l'on suit des yeux. Ce n'est pas de stratégie qu'on débat, mais de la vie quotidienne et, d'abord, du manque de travail.

« Il n'y a pas le choix »

Ils sont une dizaine dans le local du P.S.I. Vieux assis sur des fauteuils de molesquine rouge, la canne entre les jambes et le bouton noir du deuil à la boutonnière, ou hommes entre deux âges à califourchon sur des chaises. « Risque ou pas, dit l'un d'eux, moi il faut que je vive, et c'est pour cela que je travaille à la base. Mais c'est bien parce qu'il n'y a pas de choix ! » Tout le monde opine aux propos du maçon qui nous parle. Artisan à la retraite, quatre-vingt ans, M. Giuseppe Montes, qui fonda la section du P.S. à Comiso au lendemain de la guerre, se lance dans une diatribe dénonçant l'« opportunisme » de son parti. La majorité est d'accord, même si certains tapent du poing sur la table pour soutenir une position contraire. « Je vais vous expliquer ce que veut dire mon camarade. » Se plantant devant ses compagnons, un homme plus jeune, l'« assesseur » (conseiller municipal) chargé de l'éducation, nie, quant à lui, toute dissension au sein du P.S. et, avec l'arrogance propre à la génération montante de son parti, fait taire qui n'est pas de son avis. La conversation reprendra après son départ. M. le maire n'a pas que des amis dans la vieille génération socialiste.

Le problème du chômage semble préoccuper en tout premier lieu les habitants de Comiso, bien que le maire y voie une question mineure. La base, dit-il, permettra de créer 300 à 400 emplois nouveaux. Les demandes arrivent régulièrement au 125, Contrado del Deserto, une villa tous volets clos à la périphérie de la ville où réside un fonctionnaire de l'ambassade américaine à Rome. Déjà, une association privée propose des cours d'anglais accélérés.

Pour les paysans, la base, c'est aussi la crainte d'expropriations, surtout si leurs champs jouxtent l'aéroport : « Est-ce que cela vaut la peine de travailler la terre à



Dessin de ROUIL.

cet endroit-là ? Je n'en sais rien », dit l'un d'eux. « Qui voudra acheter près d'une base atomique ? », s'exclame-t-il. Pourtant, au cours des derniers mois, 4 000 hectares ont été acquis par des « gens de Palerme », et beaucoup soupçonnent que, derrière des prête-noms, la mafia est en train de s'installer lentement dans une région que, jusqu'à présent, elle avait négligée, pour profiter de l'afflux de dollars prévisible.

Les perspectives de travail et surtout un sentiment d'impuissance séculaire propre à une population qui n'a jamais été habituée à prendre des initiatives rend laborieuse l'action de mobilisation entreprise par le comité pour le désarmement (Cudip).

Drapeau arc-en-ciel au balcon, grande affiche signée d'une « délégation des victimes de Nagasaki » venue récemment à Comiso, le Cudip occupe un local mis à sa disposition par une coopérative de transport. Il est dirigé par M. Cagnes, l'ancien maire. Mais, signe de l'ambiguïté communiste à l'égard de l'OTAN (M. Berlinguer n'a-t-il pas déclaré, il y a quelques années, que son « parapluie » était « nécessaire à l'Italie » ?), M. Cagnes a pris quelque distance par rapport à son parti. Certes, le P.C.I. est la seule force à animer un mouvement de la paix né en Italie plus tard qu'ailleurs en Europe. Mais sur place, à Comiso, beaucoup pensent qu'il ne fait pas du tout ce qu'il devrait et pourrait.

L'« immoralité » des pacifistes

A côté du comité, coordonnant plus ou moins ses actions avec lui, un camp international réunit les pacifistes étrangers. Plusieurs d'entre eux ont été expulsés, notamment un Français accusé d'« espionnage » parce qu'il dessinait le plan de la base sur un mur. Des étrangères ont également été arrêtées en mars lors de

la Journée des femmes. En permanence, le camp international compte une vingtaine de personnes, mais dans les prochains mois il devrait en attirer davantage : « en effet, il est prévu un « été de lutte » qui devrait rassembler des pacifistes venus d'un peu partout en Europe. »

Le maire accuse les pacifistes d'être des « fauteurs de troubles », semant l'« immoralité » en ville. En réalité, ils vivent bien souvent chez l'habitant. « On a quelquefois honte de les voir se faire arrêter alors que nous, on ne bouge pas », nous dit un paysan d'une quarantaine d'années. Les pacifistes n'en ont pas moins de difficultés à venir à bout des « pesanteurs culturelles » locales, même si un embryonnaire mouvement de femmes se dessine. « Leur approche est trop idéologique, trop marquée politiquement par les communistes pour avoir un véritable impact dans la population », nous dit un prêtre, le Père Iacono.

L'Eglise, jusqu'à présent, est restée sur la réserve, s'abstenant d'une condamnation spécifique de la base de Comiso mais manifestant une opposition d'ordre général à la course aux armements. Selon le Père Iacono, la majorité de la population est hostile à la construction de la base, mais « instinctivement » plus qu'en fonction de critères politiques. Certains catholiques même individuellement des actions plus directes, mais ils restent minoritaires. Prise entre la récupération politique, l'idéologie pacifiste, la prudence de l'Eglise et ses propres inquiétudes pour l'avenir, la population de Comiso ne semble se dégager qu'avec une extrême lenteur d'une attitude de résignation née d'une impuissance séculaire devant les lois de la nature et celles d'un pouvoir lointain, vécu comme une fatalité. « Que pouvons-nous faire ici ? C'est à Rome qu'on décide », résume un vieux cultivateur qui relaphe la porte de sa maison à cinq cents mètres de la base.

PHILIPPE PONS.

L'agit-prop à l'américaine

Le président Reagan n'a aucun doute. Il mène la meilleure politique qui soit. Reste à la faire savoir. Les États-Unis ont donc décidé de mieux se « vendre ». Le ton serein et objectif pourrait laisser la place à un soupçon d'agit-prop.

Le gouvernement des États-Unis est peu habitué à faire sa propre propagande. La tendance spontanée des Américains est, en effet, de croire que les bonnes idées se répandent par leur seule vertu et qu'on leur cause du tort en les faisant diffuser par un appareil d'Etat. Cette attitude se reflète dans la pratique de nombreux diplomates qui n'hésitent pas, à la différence de leurs collègues européens, à prendre la politique officielle de leur gouvernement avec des pincettes.

Engagée dans une confrontation idéologique sans concession avec l'U.R.S.S., l'administration Reagan a pourtant choisi de « muscler » ses services d'information à l'étranger, jusqu'ici plus enclins à fournir en abondance et avec efficacité des renseignements précis sur les États-Unis qu'à « contrer » la propagande adverse. Le Wall Street Journal du 18 mai décrit les ambitions de la Maison Blanche dans ce domaine. Elles sont très grandes.

En termes de budget d'abord. Les sommes allouées à ces services ont augmenté de 23 % en 1983. La Maison Blanche voudrait procéder à une nouvelle hausse de 18 % en 1984, ce qui porterait le total de l'enveloppe

qui leur est consacrée à 828 millions de dollars (environ 1,1 milliard de francs). Cent dix-sept postes supplémentaires seraient créés dans les ambassades pour mieux « expliquer » la politique américaine. La subvention de la Voix de l'Amérique, radio dont les émissions sont diffusées dans le monde entier et qui dépend directement du gouvernement, augmenterait de 55 % en deux ans. Celles de Radio Free Europe et de Radio Liberty, qui émettent en vingt et une langues vers les pays de l'Est et jouissent d'une autonomie relative, seraient accrues de 16 %.

L'actuelle administration, une fois n'est pas coutume, poursuit la politique entamée par M. Carter. Le conseiller national pour la sécurité de ce dernier, M. Brzezinski, avait déjà étoffé les crédits affectés à ces radios. Le retard est grand cependant puisque les Américains affirment ne disposer aujourd'hui que de six émetteurs à grande puissance contre trente-sept pour les Soviétiques.

M. Reagan veut en outre apporter une aide financière directe (au lieu du soutien clandestin et honteux fourni occasionnellement jadis) aux partis et syndicats étrangers qui luttent dans des conditions difficiles pour plus de démocratie mais sont dépourvus de moyens. La Maison Blanche réclame à cette fin 65 millions de dollars.

Le Congrès manifeste quelque réticence à accorder au président tout ce qu'il demande. Traditionnellement aux États-Unis, l'exécutif est plus « interventionniste » que le législatif. En outre, les objectifs poursuivis sont parfois en contradiction avec les intérêts électoraux de certains parlementaires. Ceux de Floride, par exemple, ne sont guère tentés par l'expansion d'une puissante radio anticomuniste, Radio-Martini, dans la mesure où Cuba pourrait riposter en brouillant les ondes des stations privées de cet Etat.

L'effort principal de propagande repose sur l'Agence américaine d'information, United States Information Agency (USIA). Celle-ci a récemment repris son appellation d'origine. L'administration Carter avait eu la malencontreuse idée de la modifier en y introduisant le mot « communication ». Le sigle ainsi obtenu, ICA, pouvait prêter à confusion avec d'autres services, généralement plus discrets, du gouvernement américain.

Le directeur de l'USIA, M. Charles Wick, est un conservateur convaincu, milliardaire et ami personnel de longue date de M. Reagan. M. Wick incite ses collaborateurs, avec un succès d'ailleurs mitigé, à pratiquer un style plus offensif. La feuille quotidienne de l'USIA distribuée le 25 avril dernier par l'ambassade américaine à Paris contenait ainsi, à l'occasion du cent treizième anniversaire de la naissance de Lénine un article intitulé : « La doctrine de Lénine : histoire d'un échec. » Ce ton polémique était absent des documents diffusés du temps de M. Carter. La tradition d'information neutre de l'Agence se maintient pourtant par ailleurs. Le 20 janvier, la même publication avait à son sommaire une analyse économique de l'année de 1982 aux États-Unis. On pouvait y lire que la diminution du P.N.B. avait été « la plus forte enregistrée depuis les années 40 ».



Dessin de MÈNAGER.

trée depuis les années 40 ». Imagine-t-on la publication officielle d'une ambassade de France à l'étranger se livrant à un tel exercice ?

La grande préoccupation de la Maison Blanche est l'écho réservé en Europe à l'« offensive de paix » soviétique. Périodiquement, M. Reagan et ses collaborateurs accusent l'U.R.S.S. de manipuler les organisations pacifistes européennes. Les services d'information américains redoublent d'efforts pour persuader les opinions publiques du Vieux Continent que l'actuelle administration est sincère quand elle propose l'élimination du territoire européen de toutes les armes nucléaires à moyenne portée. L'« option zéro » n'est-elle pourtant pas, elle aussi, qu'une ingénieuse arme de propagande ? Il s'agit d'échanger le démantèlement de missiles déjà installés contre le non-déploiement de missiles qui en sont encore au stade des essais et de la mise au point. Façon frappante de montrer l'avance prise par les Soviétiques.

M. Reagan a un sens indéniable des relations publiques.

Ce regain d'activité des services d'information américains rappelle une période lointaine au cours de laquelle les États-Unis ont procédé, en lieu et place de peuples absourdis, à des choix dont les conséquences se font encore sentir aujourd'hui.

De riches boy-scouts

Dès avant la chute de l'Allemagne nazie, le gouvernement américain s'était préoccupé de mieux connaître, en s'en faisant mieux connaître, les forces qui allaient participer à la libération de l'Europe. Un personnage haut en couleur, malicieux et secret, M. Irving Brown, qui avait fait ses premières armes au sein du Syndicat des ouvriers de l'automobile et luté pied à pied à Chicago contre les lieutenants d'Al Capone, fut alors recruté par l'Office of Strategic Services (O.S.S.), l'ancêtre de la C.I.A. Il parcourut l'Europe renaissante, contemplant d'un œil averti l'ascension de M. Defferre à Marseille, apportant son soutien à la jeune confédération Force ouvrière qu'il tint pratiquement sur les fonts baptismaux. Aujourd'hui, il va être remplacé, symbole du glissement vers l'ouest des centres de pouvoir aux États-Unis, par un jeune Californien, M. Bacon. Il continue, en tant que représentant en Europe de la Confédération des syndicats américains, l'A.F.L.-C.I.O. forte de quatre millions de membres, de prendre le pouls du Vieux Continent.

L'époque où M. Brown favorisait une scission de la C.G.T. et

conseillait, avec autorité, les syndicats chrétiens, serait-elle revenue ? En fait, ce qui a changé, c'est le rapport de force entre l'Amérique et l'Europe. Les moyens de pression du gouvernement américain, par l'intermédiaire des syndicats, des organisations charitables et religieuses, étaient à la fin des années 40 et au début des années 50, sans équivalent. Les universités prospères et paisibles d'outre-Atlantique accueillait les jeunes boursiers, la Sélection du Reader's Digest épatait les campagnes françaises, et Billy Graham, pasteur de choc anticomuniste, remplissait l'ancien Vél' d'Hiv'.

C'était l'époque où l'Amérique avait, pour peu de temps encore, le monopole de l'arme thermonucléaire. Il s'agit de tout autre chose aujourd'hui. Les États-Unis craignent de perdre, dans l'affaire des euromissiles, le combat qu'ils ont gagné il y a trente ans, avec des moyens de boy-scouts riches et naïvement rusés pour le cœur et l'âme de l'Europe. Ils souffrent d'apparaître comme les fauteurs potentiels de guerre et ne se reconnaissent pas dans le portrait que dessinent d'eux l'Union soviétique et les organisations pacifistes européennes. M. Reagan estime que l'heure est à la contre-attaque. Mais c'est une Europe riche, malgré le chômage, qu'il faut maintenant convaincre. L'Amérique, qui, en 1955, produisait 40 % du revenu mondial, n'en représente plus que 24 %. On comprend les hésitations du Congrès à suivre le combat donquichottesque de M. Reagan. Les États-Unis ont-ils encore les moyens d'une croisade ?

DOMINIQUE DHOMBRES.

Etranger

Grande-Bretagne

LA PREMIÈRE CONFÉRENCE DE PRESSE ÉLECTORALE DE M^{me} THATCHER

« Je suis comme je suis... »

De notre correspondant

Londres. — « Je suis comme je suis, je suis trop vieille pour changer. » Personne n'attendait, pour sa première conférence de presse de la campagne, un *mes culpa* de M^{me} Thatcher, dont le style abrupt et autoritaire fait l'objet de critiques croissantes de la presse quand ce n'est pas des conservateurs eux-mêmes. Le premier ministre n'aime pas la contradiction. Les journalistes qui osent poser une question « pointue » se font verbalement rabrouer, mais ses collaborateurs qui se permettent d'émettre des avis hétérodoxes ne sont pas mieux traités.

Les « mous » du parti conservateur paraissent tout particulièrement visés, et M. Francis Pym, secrétaire au Foreign Office, fait actuellement figure de souffre-douleur. Par deux fois en une semaine, M^{me} Thatcher a montré publiquement le peu de cas qu'elle faisait de ses opinions. Le chef de la diplomatie britannique avait, par exemple, osé évoquer des négociations politiques avec les Arabes à propos des Malouines. « Il n'en a jamais été question », l'interrompit le chef du gouvernement. La deuxième fois, M. Pym avait estimé qu'une majorité écrasante ne constitue pas nécessairement le meilleur moyen pour bien gouverner la Grande-Bretagne. M^{me} Thatcher, elle, souhaite que les députés

conservateurs soient le plus nombreux possible dans la prochaine Chambre des communes. Et elle a apostrophé M. Pym avec son ancien titre de « Chief Whip » (sorte de président du groupe parlementaire), en ajoutant une amabilité : « Les chefs de groupe parlementaire sont des gens très utiles. » Si les conservateurs gagnent les élections, le prochain secrétaire au Foreign Office ne s'appellera pas Francis Pym.

M. James Prior, secrétaire d'Etat à l'Irlande du Nord et autre figure de proue des « mous », si l'on peut dire, a également été remis à sa place. Il avait suggéré une attitude plus résolue en faveur de la reprise économique et contre le chômage : « Nous menons avec détermination et fermeté la seule politique possible », a répliqué M^{me} Thatcher.

« Last question, gentlemen ! » La Dame de fer pointe un doigt professoral vers le fond de la salle. La première conférence de presse de la campagne conservatrice touche à sa fin. Il est temps d'aller serrer des mains en Cornouailles. Pourquoi le style « maîtresse d'école », raillé par les intellectuels londoniens, déplairait-il au bon peuple ? « Je connais de très bonnes maîtresses d'école qui ont lancé leurs élèves dans des carrières magnifiques », affirme M^{me} Thatcher. J'en ai eu une comme ça. »

DANIEL VERNET.

Union soviétique

Pas de liberté pour Sakharov

Moscou (A.P., A.F.P.). — M^{me} Yelena Bonner, la femme d'André Sakharov, a déclaré, vendredi 20 mai à la presse occidentale, que les autorités soviétiques avaient refusé que son mari vienne se faire soigner à Moscou. Parlant sur le trottoir devant son appartement moscovite parce que la police avait empêché les journalistes de pénétrer dans l'immeuble, elle a expliqué que le physicien, qui fête son sixième anniversaire ce samedi 21 mai, a souffert de deux attaques cardiaques depuis son exil forcé, à Gorki, en janvier 1980.

« J'ai adressé cette requête (pour que Sakharov soit soigné à Moscou) dans une lettre au président de l'Académie des sciences, et je n'ai pas reçu de réponse officielle. Mais on m'a dit verbalement que l'Académie des sciences refuse de nous hospitaliser dans la clinique qui lui est réservée », a-t-elle dit. Le physicien a écrit, lui aussi, à M. Anatoli Alexandrov, le président de l'Académie, en demandant que le couple soit hospitalisé ensemble, puisque M^{me} Sakharov a eu elle aussi une attaque cardiaque, à Gorki, le 25 avril dernier.

Elle a, par ailleurs, remercié les pays occidentaux qui les ont invités et qui ont demandé aux autorités soviétiques de laisser partir le couple. A Gorki, a-t-elle dit, il n'y a que deux solutions : « Soit mourir, soit partir. » Après la récente déclaration de l'agence Tass affirmant que le scientifique n'avait pas le droit de voyager à l'étranger, c'est le journal du P.C. soviétique qui se prononce à son tour.

« La matrice de la Maison Blanche » ne peut « dicter sa conduite au gouvernement soviétique sur les questions des droits de l'homme », écrit, vendredi 20 mai, la Pravda. En décrétant le 21 mai « jour de Sakharov » aux Etats-Unis, le président Reagan a trouvé un nouveau prétexte pour déployer sa « rhétorique antisoviétique » et « dénigrer les affaires intérieures des autres Etats (...) », ajoutait le quotidien soviétique. « Dans le feu de la croisade anticommuniste », il a fallu trouver un « personnage particulièrement antisoviétique susceptible d'assumer l'emploi de combattant de la liberté », et c'est Sakharov que l'on a choisi, ce minable serviteur de l'impérialisme américain. »

LA TUNISIE A LES VACANCES ET LES PRIX QUE VOUS CHERCHEZ.

Pays de la variété et des contrastes, la Tunisie vous offre à 2 heures ou moins de chez vous la Méditerranée, le désert, 1300 km de sable fin, des palmeraies immenses et 3000 ans d'histoire... à des prix exceptionnels.

Tout cela en respectant scrupuleusement la nouvelle réglementation du contrôle des changes.

Jugez plutôt : 8 jours en pension complète

- dans un hôtel 2 étoiles à partir de **600 F.** (520 F. prélevés en devises)
- dans un hôtel 3 étoiles à partir de **790 F.** (590 F. prélevés en devises)
- dans un hôtel 4 étoiles à partir de **1100 F.** (1000 F. prélevés en devises)

Et surtout conserver suffisamment d'argent de poche pour bien profiter de vos vacances.

**TUNISIE : LE COEUR DE LA MEDITERRANEE.
TUNISIE : LA MEDITERRANEE DU COEUR.**

Pour tous renseignements : adressez-vous à votre agence de voyage ou à l'Office National du Tourisme Tunisien : 32, avenue de l'Opéra 75002 Paris - Tél. : (1) 742.72.67 - 12, rue de Séze 69000 Lyon - Tél. : (7) 852.35.86

Le Liban face au « non » syrien

AU CENTRE DES TRACTATIONS SUR LE SUD-LIBAN

Le commandant Haddad, grognard d'Israël...

De notre correspondant

Jérusalem. — Le commandant Saad Haddad se fait tirer l'oreille. L'expression convient à ce grognard du Levant qui n'ignore sans doute pas les traditions et légendes de l'armée française puisque, jeune officier, il fit un stage de formation à l'école militaire de Saint-Maixent. Il en garde un bon souvenir, même si les mauvaises langues prétendent qu'il n'y fut pas des mieux notés. Le Petit Caporal aurait peut-être aimé faire d'affectueux reproches à ce « brave » tout d'une pièce, bûlé mais fidèle à son idée du Liban... et à ses alliés israéliens.

Aujourd'hui, le commandant Haddad est amer, il bougonne. Dans les jours qui ont précédé et suivi la conclusion de l'accord israélo-libanais, le chef d'état-major israélien, accompagné de nombreux officiers supérieurs, a dû se rendre à plusieurs reprises dans son fief de Marjayoun pour le convaincre d'accepter sans trop rechigner le compromis difficile auquel on venait de parvenir à son sujet. Les Israéliens n'ont pas ménagé leurs efforts pour l'empêcher d'y faire obstacle par quelques déclarations intempestives ou gestes inconsidérés.

Le commandant Haddad avait des raisons d'être inquiet. Durant les ultimes négociations menées par le secrétaire d'Etat américain, M. George Schultz, les dirigeants israéliens n'avaient-ils pas laissé entendre avec insistance qu'ils avaient dû faire « encore » des « concessions » ? Or, on savait que la dernière pierre d'achoppement tenait à la définition de l'avenir du commandant Haddad. A la veille de la signature, ils ont, une fois de plus, demandé à Beyrouth des « éclaircissements » à ce propos, puis ont indiqué que

la réponse n'était pas totalement satisfaisante. Au même moment, la presse et l'opposition israéliennes répétaient que le commandant était « sacrifié ».

« Je ne suis pas à vendre »

Il y avait de quoi alarmer l'officier, et il ne faut pas s'étonner qu'il ait pu dire le 3 mai : « Je ne suis pas à vendre ». Il ajoutait alors : « Voilà sept ans que je travaille avec les Israéliens, et je sais qu'ils ne sont pas du genre à abandonner leurs amis... ». Mais

avait changé de ton et paraissait ou bien résigné ou bien appesanti. Ce n'était manifestement pas pour rien que le gouvernement de Jérusalem avait dépêché à Marjayoun diverses personnalités pour le rassurer. « Quelle que soit la décision finale », disait-il soudain le 7 mai, elle sera bonne pour le Liban. Je ne serai pas empêché dans la négociation. On venait de lui faire valoir qu'il était loin d'être négligeable d'avoir obtenu son maintien à un poste de commandement au Sud-Liban, alors qu'à Beyrouth le précédent ministre de M. Wazzan avait proclamé son intention de le traduire en cour martiale pour haute trahi-

son. De surcroît, on lui avait montré le projet d'accord qui prévoit l'intégration de sa milice au sein d'une brigade « territoriale » dans le secteur qu'il défend depuis des années.

Toutefois, il a eu de temps à autre des accès de mauvais humeur, surtout depuis que les négociations entre Jérusalem et Beyrouth ont paru rendre son alliance avec Israël de plus en plus aléatoire. Il a suggéré, par exemple, aux Israéliens de libérer la plupart des détenus - Libanais et même Palestiniens - du camp d'Ansar, et il leur a demandé de désarmer les groupes phalangiens qui menacent les réfugiés palestiniens dans la région de Sakla.

Il est vrai que ce vieil ami de M. Camille Chamoun (rival de la famille Gemayel) a toujours eu de très mauvais rapports avec le parti Kataeb, ce qui risque d'hypothéquer sa réconciliation avec les autorités de Beyrouth.

Il ne s'était pas privé de nous confier l'an dernier que l'élection de Bechir Gemayel, et donc - aujourd'hui - celle de son frère Amine, lui semblait « illégitime », le Parlement libanais n'ayant pas été renouvelé depuis 1974.

Entre deux âges, le visage triste et renfrogné, râblé, le pas traînant, s'il se fige parfois dans l'attitude de l'adjudant de carrière qu'il fut, il ne parvient guère à « en imposer ». Cet homme dont on parle tant, qui a été jusqu'à présent un atout maître pour les Israéliens, et représente l'un des enjeux dans la reconstitution d'un Liban souverain, n'est pas un « seigneur de la guerre ». Il n'a pour ambition que celle d'être un « brave ». Dans ce Liban que l'on dit soumis à toutes les compromissions, il tient à sa réputation d'intégrité. Se distinguant de bien des notables libanais, il semble n'avoir pas tiré grand profit personnel de la guerre.

Le dernier fois qu'il nous a reçu, c'était chez lui, dans l'arrière-cuisine d'une modeste maison en réparation. Simple et sentimental, il fondit soudain en larmes à l'annonce de l'arrivée de son frère, qu'il n'avait pas revu depuis six ans. Patriote, il déclare n'avoir qu'un but : bouter les Palestiniens et les Syriens hors du pays des Cèdres, puis prendre une retraite méritée. C'est pour cela qu'il a accepté de s'allier avec les Israéliens, « car eux, assure-t-il, ne cherchent pas à mettre la main sur le Liban ».

Des liens qui souvent ressemblent fort à des chaînes : ses miliciens sont entièrement équipés et entraînés par l'armée israélienne ; les villages des « enclaves » qu'il a créés depuis 1976, à l'extrême sud, dépendent économiquement d'Israël, et de nombreux habitants de ces villages sont désormais employés dans les industries et les exploitations agricoles de Galilée.

Le commandant Haddad ne peut pas faire un pas sans l'escorte d'« officiers de liaison » israéliens : un contact-radio est maintenu jour et nuit entre son Q.G. et le P.C. installé à Metulle, la bourgade frontalière israélienne où on lui a aménagé dès le début un « pied-à-terre ». Ainsi rares ont été ses manifestations d'indiscipline.

FRANCIS CORNU.



Le major Haddad va par le journal arabe de Londres Shary al Aoussat (Moyen-Orient).

Une convention secrète

Bien que cela ne figure pas dans le document, il devrait en fait garder la haute main sur cette région avec une relative indépendance vis-à-vis de Beyrouth, tout en continuant à entretenir d'étroits contacts avec Jérusalem. Il s'agit de l'une des conventions secrètes attachées à cet accord. Bref, selon certains Israéliens, ce serait la prolongation du *status quo* sous une forme légale.

Le commandant Haddad n'est pas vraiment sûr qu'il en soit ainsi, mais ce dissident est à sa manière obéissant.

Entre deux âges, le visage triste et renfrogné, râblé, le pas traînant, s'il se fige parfois dans l'attitude de l'adjudant de carrière qu'il fut, il ne parvient guère à « en imposer ». Cet homme dont on parle tant, qui a été jusqu'à présent un atout maître pour les Israéliens, et représente l'un des enjeux dans la reconstitution d'un Liban souverain, n'est pas un « seigneur de la guerre ». Il n'a pour ambition que celle d'être un « brave ». Dans ce Liban que l'on dit soumis à toutes les compromissions, il tient à sa réputation d'intégrité. Se distinguant de bien des notables libanais, il semble n'avoir pas tiré grand profit personnel de la guerre.

Le dernier fois qu'il nous a reçu, c'était chez lui, dans l'arrière-cuisine d'une modeste maison en réparation. Simple et sentimental, il fondit soudain en larmes à l'annonce de l'arrivée de son frère, qu'il n'avait pas revu depuis six ans. Patriote, il déclare n'avoir qu'un but : bouter les Palestiniens et les Syriens hors du pays des Cèdres, puis prendre une retraite méritée. C'est pour cela qu'il a accepté de s'allier avec les Israéliens, « car eux, assure-t-il, ne cherchent pas à mettre la main sur le Liban ».

Des liens qui souvent ressemblent fort à des chaînes : ses miliciens sont entièrement équipés et entraînés par l'armée israélienne ; les villages des « enclaves » qu'il a créés depuis 1976, à l'extrême sud, dépendent économiquement d'Israël, et de nombreux habitants de ces villages sont désormais employés dans les industries et les exploitations agricoles de Galilée.

Renforcer sa position et étoffer sa milice

Pour toutes ces raisons, le commandant Haddad continue de maugréer. Car, en principe, sa mission « libératrice » devrait subir un coup d'arrêt puisque l'accord prévoit son retour à la « case départ », c'est-à-dire à ce secteur qui, sur 10 ou 15 kilomètres de large, s'étale le long de la frontière israélienne. Il ne pourra vraisemblablement plus tenter d'étendre son influence à l'ensemble du Sud-Liban, comme il l'a fait depuis l'invasion israélienne en juin 1982. Mais l'accord était pour l'instant « suspendu » à cause du refus syrien, les Israéliens vont pouvoir l'aider à renforcer sa position et à étoffer sa milice, dont les effectifs sont actuellement encore limités (pas plus de deux mille hommes). Le sort du chef du « Liban libre » n'est pas définitivement scellé et demeure négociable, d'autant que sa nouvelle affectation officielle n'est pas précisée dans l'accord. Il y a là de quoi atténuer son amertume.

France

L'ENTOURAGE DE M. BARRE

Les anneaux de Saturne

Convergences

Pour la première fois depuis le 21 mai 1981, M. Valéry Giscard d'Estaing se rendra à l'Élysée. Il s'agit, ce jour-là, de préparer M. François Mitterrand qui doit se rendre à Williamsburg du 28 au 31 mai.

Jusqu'à présent, l'ancien président de la République avait refusé par trois fois des invitations : le 25 janvier, pour un déjeuner offert en l'honneur du Conseil constitutionnel dont il est membre de droit ; le 4 mars, pour la réception de la nouvelle ministre de l'Éducation ; enfin, le 11 mai, pour la prestation de serment de M. Paul Legatte, nommé par le président de l'Assemblée nationale après la démission de M. André Paulin. M. Giscard d'Estaing refusait de se prêter, disait-il, à une « mondaineté », mais il précisait qu'il se tenait toujours prêt à s'entretenir avec M. Mitterrand sur des questions ayant une utilité pour la France.

Il n'en peut douter, la préparation du sommet de Williamsburg sera donc une catégorie. Cela d'autant plus que les articles de M. Giscard d'Estaing, que nous avons publiés, établissent une nette distinction entre les deux hommes puisque l'ancien chef de l'État propose, lui aussi, de réunir une nouvelle conférence de Bretton-Woods.

Quant à M. Mitterrand, il avait souligné dans son intervention télévisée du 22 mai qu'il entendait situer sa politique sur une autre base que celle de son prédécesseur. Mais, dans ce thème, il a souligné les sages propositions, avait-il dit.

Les convergences qui justifient la première rencontre se situent donc à la fois à la préparation du sommet des chefs d'État et à la préparation de l'ordre intérieur. Il va de soi que M. Giscard d'Estaing est également intéressé à se placer au-dessus des partis, les plus récentes interventions du chef de l'État ont montré son refus de se laisser entraîner par le Nord-Pas-de-Calais, lui qui ne peut se réaffirmer sans obtenir un consensus plus large que celui qui a porté le pouvoir. De son côté, M. Giscard d'Estaing, tout en intervenant dans les débats de l'opposition à l'Assemblée nationale, ne peut plus se désolidariser de l'ensemble de ceux qui l'avaient soutenu pendant son mandat.

Réintégration

M. Giscard d'Estaing, qui n'avait pas invité le même titre que les autres chefs de parti avant les sommets d'Ottawa et de Versailles, se rendra à l'Élysée pour réintégrer dans le jeu politique intérieur. Cependant M. Mitterrand pourrait-il se priver de souligner dans le discours des chefs de file et des courants de l'opposition ? Jusqu'à présent, il reconnaît que l'Élysée avait fait la part belle à M. Jacques Chirac : l'avantage d'avoir été le plus proche de l'opposition radicale.

Le président de la République peut-être le dernier venu à la table du pouvoir, mais sa première intervention a été la plus objective. M. Mitterrand et M. Giscard d'Estaing, l'un et l'autre ont tenu le temps. Le premier pour réussir, le second pour ne pas échouer. Il n'est pas exclu que l'un et l'autre démarquent, en mai, un confort mutuel.

Un « indépendant, paysan du Danube », M. Raymond Barre lui-même, ne saurait disposer d'un appareil militant structuré. Même si de « bonnes âmes » lui glissent à l'oreille qu'il est difficile de braver la charge suprême du pays quand on ne dispose pas d'un parti, M. Barre ne luse pas s'enfermer dans un système de relations et de hiérarchie de ses interventions.

De l'universitaire, il garde les méthodes de travail solitaire. Il est beaucoup, classe, annoté, sélectionne et écrit lui-même chacune de ses interventions.

Ainsi, tels les anneaux de Saturne, les hommes qui sont et viennent à l'entourage de l'ancien premier ministre gravitent autour de lui en cercles concentriques. Ils restent dans l'ombre, ne s'autorisent pas à parler au nom de M. Barre, ne pratiquent pas l'art de la communication soignée, pesée et orientée. Dans l'entourage de M. Barre, on ne trouve pas de sosies de M. Marie-France Garaud, de M. Pierre Juillard, de M. Charles Pasqua ou de M. Michel Poniatowski. La règle est la discrétion et l'anonymat ; et si l'entourage de M. Barre joue un rôle, celui-ci n'est que « latéral », reconnaît l'un de ses proches.

Cette discrétion est tout anonyme, voulu et respecté, s'explique pour une autre raison, indépendante, celle-là, de la personnalité de M. Barre. Nombreux sont ses anciens collaborateurs qui, dans le cadre de leur temps disponible, continuent bénévolement de travailler pour lui. Ils sont un peu plus d'une dizaine sur la trentaine de personnes (conseillers en charge de mission) que comptait en moyenne le cabinet de l'ancien premier ministre. Certains sont éloignés « géographiquement » en rejoignant leur corps d'origine, diplomatique ou préfectoral, d'autres sont plus proches, dans tel ministère, à la Cour des comptes, au Conseil d'État, voire à la mairie de Paris ou dans des entreprises nationales ou privées. Dans la plupart des cas, leur qualité leur interdit de parler au nom de M. Barre.

Une certaine obstination, mêlée à une dose de perspicacité, permet cependant de saisir la règle du jeu. Après les M. Jacques Alexandre ou Jean-Claude Casanova, les plus proches collaborateurs de M. Barre ne sont pas sans grande surprise. L'ancien premier ministre ne semble pas victime de « toquades ». Il a su s'attacher des fidèles, maintenir ses relations passées, maintenir ses amitiés.

Les liens de M. Barre et ses anciens collaborateurs sont informels. « Nous n'avons pas de mission particulière », explique l'un d'entre eux. M. Barre ne se spécialise de chacun. Il n'hésite pas à consulter directement (...). Il nous est arrivé de parler de la démarche. M. Barre nous écoute, fait la synthèse de nos réflexions et prend un décision lui-même. C'est le contraire de M. Chirac, qui apparaît comme le produit de ses propres succès.

Une ou deux fois par an, M. Barre les réunit tous pour un « pot amical ».

Un réseau provincial

A ses relations directs avec d'anciens collaborateurs s'ajoutent les relations que M. Barre entretient avec M. Barre en province au hasard des dîners-débats qu'il anime. Peu à peu les personnes qui l'ont invité à proposer comme relais pour illustrer les interventions, les publications de l'ancien premier ministre. A ce réseau provincial s'ajoute celui de Lyon où fut créée, en 1978, l'association Lyon rayonnement pour soutenir M. Barre, alors candidat aux élections législatives. Depuis, Lyon rayonnement a multiplié dans la circonscription de M. Barre les comités de quartier et s'est ainsi constitué un réseau de deux mille personnes.

A Lyon, M. Barre dispose d'un secrétariat et de la liste duquel se trouvent l'une ou l'autre des assistantes parlementaires : M. Anne-Marie Comparini. A Paris, M. Sylvie Dumaine occupe cette fonction. Avec elle, quatre autres

« permanents » travaillent dans les bureaux de M. Barre, boulevard Saint-Germain : sa secrétaire, deux sténos, mais aussi, depuis quelques mois, M. Marie-Pierre Chauvel, chargée plus particulièrement de coordonner l'action des « groupes de travail ». Ceux-ci se réunissent en place très rapidement, et spontanément, au mois de septembre 1981.

M. Barre. Avec celle de M. Michel Debré. Je ne fais pas partie officiellement de cette équipe officielle qui entoure M. Barre, reconnaît-il. À sa manière à moi, lorsque j'ai une idée, de la communiquer.

Tel est l'entourage de M. Barre, où, avec la discrétion, dominent deux principes : le travail et la névolette. — C.F.M.



(Dessin de CAGNAT.)

Il rassemble des cadres du secteur public ou privé, des fonctionnaires, des universitaires, des avocats ou des médecins. Agés de trente-cinq à quarante-cinq ans en moyenne, ils sont encore à des niveaux moyens de leur profession et peu ou pas connus. Sont venues se joindre à eux d'autres personnalités plus âgées ou plus connues comme M. Michel Bassenet, par exemple. Les groupes de travail sont au nombre d'une dizaine et réunissent quelque deux personnes. Ils couvrent l'ensemble des domaines de l'activité publique.

Liaisons

entre sympathisants

Pour des raisons pratiques, ils ont été rassemblés au sein d'une association de la loi 1901 : le groupe d'études sociales, économiques et civiques (GESEC). M. Barre s'efforce de participer régulièrement à leurs travaux qui alimentent la lettre mensuelle *Faits et Arguments* de l'ancien premier ministre mais, qui à plus longue échéance, pourraient donner lieu à des publications plus importantes. Une première fois, M. Barre les a réunis, au mois de juin 1982, pour un séminaire de réflexion, et, à la mi-janvier 1983, à titre amical.

Pour faire face aux nouvelles demandes, sans alourdir les groupes de travail existant, il a été décidé récemment d'organiser, sans publicité, l'intention de rencontrer sympathisants, des rencontres-débats autour d'un thème. Le jeudi 19 mai, a eu lieu la première de ces rencontres autour du livre de l'est du monde écrit par deux membres du GESEC. Cinq cents personnes s'y étaient retrouvées.

Avec la publication de la lettre *Faits et Arguments*, ces rencontres, autre volet de la vie associative qui se développe autour de M. Barre, permettent d'assurer la liaison entre des sympathisants.

Y a-t-il tous ceux qui se veulent des « amis de la pensée » de M. Barre, tel M. Maurice Halff, ancien directeur des Houillères de Lorraine et ancien président du comité économique et social de Lorraine qui affirme : « Parmi les grands hommes qui ne sont pas au pouvoir, une de mes grandes rencontres a été

Un mystère ? Quel mystère ?

Y a-t-il un mystère Barre ? Au fur et à mesure que monte, dans les sondages, le côté de popularité de l'ancien premier ministre, le monde politique et les médias cherchent à percer ce qu'il y a derrière le phénomène Barre. Le phénomène que l'intéressé lui-même observe avec une certaine placidité : « Les Français, dit-il, peuvent constater que je ne leur ai jamais dissimulé les faits, même quand ils étaient désagréables. Il n'est donc pas étonnant que leur jugement se modifie à mon égard ».

Un « phénomène Barre » ? Peut-être, mais la définition d'un homme qui, en quittant Matignon, atteignait une certaine popularité et qui n'avait pas incarné de quelconque manière que ce soit les aspirations des Français, cet homme, sans paraître vouloir tenir compte des événements, en busquant des auditoires que jamais il ne veut flatter, réussit à gagner, semaine après semaine, la faveur d'une opinion plus en plus large de l'opinion publique.

Mais il ne déroute les « experts » en communication, dont on s'arrache ici et là les conseils avant telle prestation télévisée ou tel grand meeting.

« Je suis ce que je suis », invariablement, telle est la réponse de M. Barre à ceux de ses « amis » qui lui conseillent de modifier tel ou tel aspect de son personnage.

Et, s'il provoque l'agacement, l'ancien premier ministre s'en amuse. Seule l'incompréhension, dont a été victime, selon lui, son action passée, le laisse malade et sûr d'avoir raison. Il attend donc son heure.

Il ne sonne pas entre Lyon et Paris, l'Assemblée nationale et la permanence du boulevard Saint-Germain, la

province qu'il sillonne et l'étranger où il se rend fréquemment. Des candidats R.P.R. et U.D.F. se pressent pour obtenir son soutien lors des élections municipales ; les associations de clubs d'opposition le réclament pour animer leurs dîners-débats ; les médias le sollicitent. Le C.D.S. en vient à lui trouver un certain charme, ce qui, de la part de quelques-uns de ses responsables, ne manque pas de piquant. Au P.R., le collègue exultait de soulever le rempart de la déception, mais le voilà devenu le héros de la victoire.

M. Charles Millon, député (P.R.) de l'Ain, au poste de secrétaire général apparaît au yeux de certains comme la reconnaissance d'un courant « bariste » au sein du parti. La gauche parle de rigueur et certains pensent à barrière... de gauche... M. Barre n'en garde pas moins ses distances. Il répond aux sollicitations mais ne se laisse pas.

En cherchant à bousiller sa démarche, l'ancien premier ministre ne veut pas paraître jouer, d'instinct, les cartes. Les « baristes » au sein de l'opposition. Ce qui ne l'empêche pas, au hasard de ses interventions, de se démarquer de M. Chirac. « Je ne parle pas de répression sociale », ou de M. Giscard d'Estaing : « Je ne peux pas faire de prévision sur la durée du pouvoir ».

M. Barre prend le pari que, si l'heure vient, comme il l'espère, des « groupes » voteront, se placeront d'eux-mêmes derrière lui. Il est assez persuadé qu'il saura toucher les « gens simples », ceux qui « savent un pays » le moment venu. « Ils grognent parfois », dit M. Barre, mais n'est-ce pas avec les grognements que Napoléon a constitué sa Grande Armée ? », ajoute-t-il en confidence.

C. FAUVET-MYCIA.

Le P.S. pour un code de conduite entre gouvernement et syndicats

(Suite de la première page.)

A partir de ces principes, le P.S. estime qu'un « code de concertation » doit être établi entre le gouvernement et les syndicats, non pour aboutir à une impossible « partie prenante » à un dialogue « permanent » d'un certain nombre de « médiateurs ». Pour le P.S., les syndicats ne peuvent rester spectateurs ou distributeurs de « mauvais points ». Ils doivent s'engager. Une conception qui n'a pas à masquer un réel enthousiasme.

Enfin, au-delà des positions « officielles » de la gauche, le troisième élément de ces rencontres a été, pour le P.S., de clarifier ses relations avec chaque organisation. Si toutes les organisations n'ont pas une même position, ne s'y prêtent pas, — une liaison permanente avec F.O., et des groupes de travail communs aux deux organisations. Avec la C.G.T., le passé, ancien (rupture de l'union de la gauche) et récent (événements de Philippe, place des militants socialistes dans les instances dirigeantes de la centrale), avait été plutôt tumultueux. Les déclarations de M. Jospin, au lendemain des élections professionnelles du 8 décembre 1982, sur le « recul historique » de la C.G.T. avaient été mal reçues. Or, l'issue de la rencontre du 4 mai, M. Krauski lui-même a jugé l'entrevue « très importante ». « C'était un apprentissage de quelque chose », a-t-il ajouté. La centrale a donné le sentiment aux socialistes d'être certes « préoccupée » par la rigueur, mais pas « en situation d'acquiescement » de la gauche au pouvoir.

« Confrontation des opinions »

Au-delà du dialogue avec les syndicats, le P.S. a aussi une dimension politique, l'entrevue avec la C.F.D.T. a marqué le P.S. à la rassemblée sur la dimension politique.

protectionnistes. Mais l'habituelle « hypothèque Rocard » n'a pas pesé comme par le passé : « Le recordisme de la C.F.D.T. ? C'est plutôt du marlisme ! », s'exclame un membre de la direction du P.S. Si avec la FEN le dialogue est plus étroit, « pour des raisons naturelles », le P.S. est sorti surpris de son entretien avec la C.G.C. M. Jospin n'a pas pu convaincre MM. Menu et Marchelli des bienfaits de la politique gouvernementale, mais de part et d'autre on a joué le jeu de la « nécessaire confrontation des opinions » sans volonte de rupture.

Ainsi c'est avec F.O. que la rencontre semble avoir été la plus difficile. Cela a tenu au fait que M. Bergeron, annonçant sa grève du 18 mai, s'est montré très critique vis-à-vis de la politique gouvernementale et de ses conséquences sur la politique contractuelle et le pouvoir d'achat. Mais la gauche a toujours maintenu les relations P.S.-F.O. Le climat a été assaini par un article de l'*Unité* accusant F.O., moins de dix jours après la rencontre du 20 avril, de « dérive chiraquienne ». M. Bergeron, membre du P.S., a réagi vigoureusement avec le soutien de son bureau confédéral. A la direction du P.S., on semble aujourd'hui conscient de la maladresse — et de l'inexactitude — de l'accusation. « Bergeron représente bien F.O. », souligne un dirigeant socialiste, « et il n'y a pas de dérive chiraquienne de la confédération. Mais il y a un entrisme du R.P.R. dans un certain nombre de syndicats d'entreprise de Force ouvrière ». Et un autre responsable socialiste considère que la manière de M. Bergeron de « faire du P.S. un moyen de pouvoir entre la droite et la gauche ».

Indéniablement, le R.P.R. recherche à renforcer son influence auprès des syndicats réformistes en profitant du malaise que provoque chez eux la politique gouvernementale. (2) Le 11 mai dernier, une délégation du R.P.R. conduite par M. Pons a

confronté ses vues avec F.O. Une déclaration commune en est sortie, mais, si elle condamne le protectionnisme et la « dérive chiraquienne », elle ne comporte aucun jugement de valeur sur la politique gouvernementale. Il en est allé différemment lors de l'entrevue entre le R.P.R. et la C.G.C. (organisation qui a entrepris de rencontrer tous les partis politiques, seul le P.C. n'ayant pas répondu à sa demande). M. M. Chirac, personnellement présent, a ainsi donné le sentiment de faire de la C.G.C. avec la mise en relief d'un « nombre de grandes convergences » au niveau des grandes analyses, un interlocuteur syndical privilégié, un risque de relancer les controverses sur les options politiques de la centrale. Le communisme commun ne se laisse pas en « dérive chiraquienne » de la politique gouvernementale, mais il fait apparaître une complète identité de vues sans que la moindre divergence ne soit mentionnée (il en existe pourtant sur les sections politiques d'entreprise).

Au sein des affinités « naturelles » entre organisations, le R.P.R. et le P.S. apporte la preuve qu'il est moins difficile pour un parti politique d'avoir des convergences avec les syndicats quand il est dans l'opposition qu'un pouvoir. Les dirigeants socialistes conservent cependant une solide audience dans le monde syndical. Elle lui permet aujourd'hui de traverser sans rupture avec les syndicats, et même dans un dialogue renouvelé, l'épreuve de la rigueur. Elle sera demain un atout pour peu que la politique sociale du gouvernement recrée un climat de confiance.

MICHEL NOBLECOURT.

(2) Le R.P.R. a explicitement encouragé ses adhérents à rejoindre les rangs des syndicats réformistes F.O., C.F.T.C. et C.G.C. Il a également sollicité d'élargir ses contacts au niveau national à la C.F.D.T. En décembre 1982, M. Maire avait rencontré M. Chirac mais en tant que maire de Paris.

هكرامان النزل

UN DÉBAT ENTRE MM. PIERRE JOXE (P.S.) ET ANDRÉ LAJOINIE (P.C.)

Majorité parlementaire et gouvernement : comment vivre ensemble

Les rapports entre les groupes parlementaires et l'exécutif ont été l'objet de nombreux débats, de la question de l'actualité, des contributions préparatoires au congrès du parti communiste, qui, depuis plusieurs semaines, nourrissent un débat public, font état, pour la plupart, de ce problème : comment le P.S. : comment un parti de gouvernement sans être un parti « godillot » ? Paradoxalement, le parti communiste, lui, dans les faits d'une liberté plus grande. Il a montré récemment qu'il pouvait critiquer, voire s'abstenir de soutenir, sans que son attitude puisse mettre en cause l'existence de la majorité parlementaire. C'est en effet au Parlement que se pose, périodiquement, le problème des rapports entre les partis de gauche et le gouvernement. MM. Pierre Joxe, président du groupe communiste, et André Lajoinie, président du groupe socialiste, s'expliquent à ce sujet.

Comment accepter parfois, l'actualité gouvernementale de la gauche utile - comme ses prédecesseurs - des procédures contraignantes à l'encontre de sa majorité ? C'est vrai que -

contrairement à ses prédecesseurs, - il lui faut une parcimonie. Mais le Mitterrand n'avait-il pas fait part de sa volonté de « restaurer les droits du Parlement » ? Quoi de neuf sur ce point depuis ?

Et les rapports de la majorité et de la minorité, quelle opposition, qui, de l'avis de MM. Joxe et Lajoinie, multiple les « manœuvres d'obstruction » du travail législatif ? Faut-il réglementer davantage le droit d'amendement ?

Les pouvoirs et les devoirs du groupe communiste et du groupe socialiste, en tant que tels, ne sont pas identiques. Plus proche du pouvoir, donc davantage impliqué dans l'élaboration des projets de loi, le groupe communiste l'est naturellement. M. Lajoinie ne peut pas le nier : des députés de parti communiste sont les députés communistes, le président de la République est le premier ministre. Mais de là à s'accompagner d'une responsabilité déterminante, il faut que les députés communistes s'abstiennent, c'est la règle qui fait la décision, souligne M. Joxe. - L. Z.

« Y a-t-il un travail en concertation entre les deux groupes de la majorité ? »
M. PIERRE JOXE. - Nous sommes deux groupes, émanation parlementaire de deux partis différents. Nous avons moins que d'autres besoins de concertation parce que les discussions programmatiques entre socialistes et communistes ont occupé beaucoup de temps depuis dix ans. Nous avons eu l'expérience de l'élaboration, puis de la discussion et de la mise au jour d'un programme commun de gouvernement. Dans les grandes lignes, par rapport aux projets d'un gouvernement d'union de la gauche qui met en application la plate-forme majoritaire, nous n'avons pas de mal à retrouver ce qui fait partie de notre programme.

« Ce n'est que lorsqu'il y a un problème d'importance particulière ou, parfois, lorsqu'il y a une question de principe, que nous nous sommes réunis. En outre, quel que soit le sujet de la législature, nous rencontrons pour examiner telle ou telle question. En outre, les commissions, ont pour instructions permanentes de rechercher, en cas de difficulté, avec leur homologue du groupe communiste, la raison de cette difficulté. Il n'y a donc pas de travail en commun, mais travail parallèle sur un fonds largement commun.

« Dans le cas des contrôles d'identité, par exemple, y a-t-il eu concertation entre les deux groupes ? »
M. ANDRÉ LAJOINIE. - Il s'agit d'un événement ponctuel, qui n'a pas donné lieu à une concertation. En outre, cet amendement socialiste avait été présenté assez tard dans la discussion du projet. Notre position s'est d'ailleurs révélée juste, puisque nous sommes parvenus à un bon texte.

« Nous sommes deux groupes qui se sont engagés dans les accords de notre parti, le 10 juin 1981, à travailler, dans le cadre de la majorité, à l'application des engagements pris. Par conséquent, nous avons un cadre ; mais nous avons notre originalité, qui est féconde.

« Les commissions elles-mêmes ont des liens institutionnels de concertation. C'est là qu'a lieu le dialogue. Il n'est pas souhaitable que soit développée une concertation préalable au travail en commission ou en séance publique. Il faut, à la limite, dangereux, et appauvrir pour le débat législatif, que les députés aient en son sein d'une sorte de « groupe de la majorité ». L'avantage du débat parlementaire, c'est qu'il est public, accessible à tous, et permet aux citoyens de contrôler comment se font les lois.

M. JOXE. - Les députés socialistes, il existe une conscience très claire d'appartenir à une majorité politique d'union de la gauche. Les députés socialistes, à eux seuls, majoritaires à l'Assemblée nationale, on pourrait très bien imaginer qu'ils se comportent en fonction de cette donnée. Or, je pense qu'ils tiennent compte de la commune définit dans nos programmes et de l'opinion qui se dégage dans la gauche. Souvent, il faut dire de députés qu'ils ont avec les membres du groupe communiste.

« Est-ce que vous pourriez citer des exemples de concertation proposés par les socialistes et que les communistes aient repris à leur compte ? »

M. JOXE. - D'abord, il y a beaucoup de cas où les députés socialistes et les députés communistes ont les mêmes idées d'amendement. Ensuite, il me semble que, dans un certain nombre de cas, les députés communistes maintiennent des propositions d'amendement avec lesquelles les socialistes sont d'accord. Si on regarde le détail du travail législatif, on voit, sans doute, quelques dizaines de cas de désaccord sur des questions secondaires, un nombre limité de divergences sur des points importants.

« Comment jugez-vous l'attitude du groupe socialiste par rapport à vos propositions ? »
M. LAJOINIE. - C'est à dire. Nous tenons compte des amendements du groupe socialiste, il tient compte des nôtres.

Evidemment, il arrive que des amendements communistes soient repoussés. C'est le droit législatif normal.

« Les députés communistes ont-ils une liberté d'initiative plus large à l'égard de l'exécutif que les députés socialistes, ou bien doit-on considérer leurs attitudes d'abstention comme des votes de majorité ? »

M. LAJOINIE. - Ce sont des « accords ». La position du groupe socialiste et celle du groupe communiste ne sont pas identiques. Le groupe communiste est majoritaire à lui seul. Il arrive qu'il fasse des réserves sur un projet de loi et que le gouvernement se livre à une situation où il faut qu'il retire son projet de loi. Nos possibilités, à nous, sont différentes. Les députés ont le droit de voter ou de ne pas voter.

« Jusqu'à présent, nous nous sommes entendus sur des questions comme la loi sur l'audiovisuel. Ce n'était pas une rupture de majorité, mais une rupture des engagements que nous avions pris ou des accords qui ont été conclus. Il y a aussi des cas où le groupe socialiste a émis des réserves sur un projet de loi, alors que nous, nous étions pour.

M. JOXE. - Les positions des deux groupes ne sont pas symétriques. Si le groupe socialiste s'abstient sur un texte, c'est la loi qui fait la décision, alors que si le groupe communiste s'abstient, c'est un texte, ce qui peut être une manifestation d'opinion, cela n'empêche pas l'adoption du texte, puisque ce sont les socialistes qui ont la décision.

« La capacité d'expression par le vote est donc différente dans les deux groupes, mais la nôtre est, à mon avis, plus grande, puisque nous avons la majorité à l'Assemblée. En outre, le premier ministre et le président de la République sont socialistes. Ils comprennent que le groupe communiste se sente une responsabilité plus directe dans le travail parlementaire : lorsque le groupe communiste exprime des points de vue différents de ceux du gouvernement, on parle de « position autonome » de ce groupe ; alors que le groupe socialiste est amené, sur des questions parfois très importantes, à prendre une position différente de celle du gouvernement, immédiatement on parle de crise. Je pense, d'ailleurs, que ce n'est pas très juste, mais c'est comme cela.

« Cette attitude du groupe socialiste, l'expression de M. Georges Marchais, - nous la remercions-elle ? »

M. JOXE. - Elle est normale. Nous sommes dans une alliance. Le premier ministre est socialiste. Il y a donc des liens de parti qui nous lient. Nous n'avons pas uniquement, nous les deux, une majorité parlementaire. Nous sommes aussi des militants dans les comités de parti. Nous avons donc des relations, à l'intérieur du parti, avec les membres du gouvernement, de la même façon que les députés communistes ont des relations avec les membres du gouvernement qui sont communistes.

« Les positions du groupe socialiste, ses vœux, ses désaccords, peuvent s'exprimer par des discussions, des amendements, qui sont fréquentes et qui, à plusieurs cas, ont amené le gouvernement à modifier ou à retirer certains projets de loi ou certaines dispositions. Sur la démocratisation des entreprises publiques, il y a eu une discussion longue avec le gouvernement ; nous nous sommes entendus. Sur l'avoir fiscal, nous nous sommes entendus. Sur le projet prévoyant une pièce de réhabilitation de l'avoir fiscal : nous nous étions entendus. Finalement, le gouvernement a retiré sa disposition.

« Est-ce propre au groupe socialiste ? Lors du vote des ordonnances, concertation analogue avec le gouvernement et le groupe communiste... »

M. LAJOINIE. - Oui, nous avons des rapports de type, mais, il y a une différence. Pour les ordonnances, le gouvernement a attaché l'importance à la

discussion, le groupe communiste, nous avons apprécié cette attitude, qui a abouti à des résultats, même si les jugements insuffisants si nous maintenons nos réserves à la fois sur la procédure et sur le fond. Nous avons une certaine concertation avec le gouvernement.

« En êtes-vous satisfaits ? »
M. LAJOINIE. - Tout peut s'améliorer... Il est incontestable qu'il y a eu entre le groupe socialiste, le premier ministre et le président de la République des relations de parti, qui n'existent pas entre le groupe communiste. Nous n'avons pas d'appréhension à porter sur ces relations. Nous souhaitons que les relations du gouvernement avec le groupe communiste soient les meilleures possibles.

M. JOXE. - Nous aussi, nous nous exprimons dans ce débat. L'intervention faite au nom du groupe n'est pas passée inaperçue. Cela nous a bien servi à avoir un problème, qui s'est exprimé dans la loi sur la Constitution.

« Mais les députés socialistes, joritaires à l'Assemblée, n'ont-ils pas une responsabilité particulière.

Nous sommes obligés d'apporter un texte à l'Assemblée, nous n'avons pas le temps d'examiner un projet de loi, nous l'approuvons, alors que si nous ne le faisons pas, nous nous exposons à des difficultés éventuelles ne seront discutées qu'au dernier moment et nous aurons un élément de crise entre le gouvernement et le groupe socialiste.

« C'est la raison pour laquelle, depuis très longtemps, j'attire l'attention du gouvernement sur la nécessité de respecter un délai de discussion. C'est d'autant plus nécessaire, pour nous, que nous avons un travail de discussion interne au groupe. Nous sommes une règle, qui est dans la tradition de la gauche, celle de l'unité de la gauche, suppose une grande démocratie interne : on ne peut pas imposer l'unité de la gauche en quelques minutes ; elle nécessite un débat jusqu'au bout.

« Avec vous, nous sommes que les conditions de travail des parlementaires et le respect des droits du Parlement sont améliorés depuis deux ans ? »

M. LAJOINIE. - Je crois qu'il y a eu un début de meilleure prise en compte des droits du Parlement. Nous avons pu, par exemple, constituer une commission d'enquête parlementaire sur le SAC. Et le gouvernement, au vu de nos conclusions, a interdit le SAC. C'est vrai, aussi, en ce qui concerne le programme législatif, parce que, au-delà de la forme, il faut considérer le fond, c'est-à-dire les mesures populaires que le Parlement a adoptées. Ensuite, on peut dire que l'opposition a été brimée : s'exprime librement, parfois, dans certains domaines, excois. Ce fut le cas des nationalisations.

« Vous êtes partisan de modifier les conditions du droit d'amendement, de le limiter ? »

M. JOXE. - Je n'ai pas encore l'intention de m'exprimer sur ce point.

M. LAJOINIE. - Lorsque le gouvernement engage sa responsabilité sur un projet de loi d'amnistie, cela répond à une logique politique ou est-ce seulement une commodité institutionnelle - qui vous est appliquée ? »

M. JOXE. - Je n'ai pas encore l'intention de m'exprimer sur ce point.

M. LAJOINIE. - Nous sommes réservés en ce qui concerne la limitation du droit d'amendement. Il y a, cependant, des mesures qui peuvent être prises pour éviter les manœuvres d'obstruction, qui, en grandissant, ni le Parlement, ni ceux qui y ont recours, ne peuvent supporter.

« La démocratie, en France, n'a pas intérêt à voir ridiculiser le Parlement. Or, lorsqu'il y a des amendements qui disent la même chose, cela ridiculise le Parlement.

« Je reconnais que l'on peut améliorer les conditions de travail des députés, notamment en ce qui concerne la préparation des projets législatifs. Il faut en effet du temps pour que les groupes puissent procéder à des consultations suffisantes à propos de tel ou tel texte. Nous, groupe communiste, nous souhaiterions être davantage associés à l'élaboration primitive des projets de loi. Il faudrait, d'autre part, organiser davantage de débats sur les grands problèmes d'actualité. Il faut faire plus valoir le rôle du Parlement, la Constitution de la V^e République a abaissé.



Mme VIOLETTE LE QUÉRE

« Joxe, pensez-vous qu'il y a des progrès à faire dans le cadre d'un réajustement des pouvoirs entre l'exécutif et le législatif ? »

M. JOXE. - J'ai voté la Constitution de 1958. S'il y avait un référendum, je revoterais la Constitution. Dans les réformes qui sont actuellement nécessaires pour la vie politique, économique et sociale de la France, la réforme de la Constitution n'est pas la plus urgente.

« Et les ordonnances ? »

M. JOXE. - Il y a deux cas de recours aux ordonnances. Le premier, c'est l'urgence. Il s'agit de mesures économiques conjoncturelles ; j'étais réservé par principe, mais je reconnais que, en l'occurrence, la procédure pouvait être justifiée. Dans le premier cas, j'étais également sceptique quant à l'efficacité de la procédure pour faire passer le temps et aboutir à de meilleurs résultats.

« Avant, j'étais réservé ; mais après, j'étais convaincu que j'avais raison d'être réservé, parce qu'on n'a pas gagné de temps et les lacunes de la Constitution sont restées. Si la procédure n'avait pas existé, la Constitution, le gouvernement n'aurait pas eu la tentation de s'en servir. Sur la retraite à soixante ans, la diminution du cumul travail, ou la limitation du cumul emploi-retraite, de meilleurs textes auraient été adoptés par une procédure normale.

« Lorsque le gouvernement engage sa responsabilité sur un projet de loi d'amnistie, cela répond à une logique politique ou est-ce seulement une commodité institutionnelle - qui vous est appliquée ? »

M. JOXE. - Je n'ai pas encore l'intention de m'exprimer sur ce point.

épisode. Je le ferai un jour, parce que certains aspects en sont encore aujourd'hui inconnus, mais je considère que la disproportion des procédures a manifesté, à la circonstance, un certain degré d'incompréhension de la part du gouvernement, par rapport à la façon dont la guerre d'Algérie, l'O.A.S., les dangers qu'ont connus l'époque les institutions de la République, ont été reçus par les hommes de ma génération.

« Parlons alors de la procédure... Est-ce que cela ne revient pas, pour le gouvernement, à dresser les responsabilités d'une décision à la décharge des parlementaires ? »

M. JOXE. - Le P.S., à différentes époques, a exprimé une réprobation catégorique contre la procédure.

M. LAJOINIE. - Je récusé l'idée selon laquelle le gouvernement est chargé d'un « sale boulot » pour en décharger les parlementaires. Nous nous étions, à la fois, le fond et la forme, c'est-à-dire la procédure utilisée. Il y

qu'un texte directement issu d'un cabinet ministériel. Cela a provoqué des études médicales. En ce qui concerne les études médicales, il ne faut pas oublier que, dans cette affaire, on assiste à une exploitation évidente de la part de la droite.

« Mais vous-même, vous avez participé à l'élaboration de ce texte, avec-vous les organisations étudiantes, les syndicats d'enseignants ? »

M. LAJOINIE. - Oui ; nous avions d'ailleurs présenté des amendements qui auraient pu atténuer certaines dispositions, par exemple à propos de l'examen « classant et validant ». Je ne dis pas que cela aurait empêché ce qui s'est passé, parce que je suis persuadé que le mouvement d'autres origines.

M. JOXE. - Je pense aussi que, dans cette affaire, la loi est un prétexte. Il y a de la part de certains milieux la volonté de peser sur le gouvernement pour s'opposer à une évolution démocratique du système de santé en France. Quant à la loi d'orientation sur l'enseignement supérieur, qui a fait l'objet d'une très large concertation, elle aurait dû, très tôt, être largement diffusée. Cela aurait évité à beaucoup d'étudiants de se laisser induire en erreur. Je n'aimais pas du tout, la masse des étudiants à quelques poignées d'étudiants d'extrême droite, qui sont d'ailleurs beaucoup d'étudiants qui étudient fort peu. Cela dit, c'est vrai qu'il y a un manque d'information, de la part du gouvernement, sur le contenu de la loi. Le problème de l'information de certains médias et, en particulier, de la télévision - qui, je le rappelle, est un service public - est très important. Combien de dizaines de minutes ont été consacrées par la télévision publique à rendre compte des manifestations, avec des images forcément inquiétantes, et combien ont été consacrées à décrire réellement le projet de loi ? La disproportion est flagrante !

« A écouter, on a l'impression que, après chaque reportage sur les manifestations, la télévision devrait réexpliquer les dispositions du texte... »

M. LAJOINIE. - Cette explication n'a pas vraiment lieu. Mais il aurait d'abord fallu présenter la situation réelle à l'Université et, notamment, à la fois que les étudiants qui accèdent à l'Université ne sortent pas diplômés. Et dans ces 50 %, on retrouve les étudiants dont l'origine sociale est la plus modeste. La sélection, actuellement, élimine ces étudiants-là ! Et ces 50 % qui partent en diplôme, ils manifestent pas dans la rue ! On ne parle pas d'eux ! Tout simplement parce qu'ils sont en train de chercher du boulot ! Si on avait expliqué tout cela, cela aurait probablement réduit le nombre d'étudiants qui se fourvoient dans cette affaire.

« Problème de communication de la part du gouvernement... »

M. LAJOINIE. - Le gouvernement a des médias publics. Les médias publics ont des devoirs à l'égard de l'Etat et la population.

« Alors, les journalistes de télévision sont-ils des journalistes - les autres - pas ? »

M. LAJOINIE. - Je crois qu'ils ont des devoirs particuliers. Je ne les place pas à fait sur le même plan que les journalistes du journal d'un parti.

M. JOXE. - Je considère, quant à moi, que les journalistes de télévision sont des journalistes comme les autres. Mais le problème est moins celui des journalistes que celui des journaux de télévision.

« La télévision dispose de moyens - sur fonds publics - qui pourraient être utilisés de manière à en faire, aussi, un extraordinaire instrument d'éducation civique. Elle peut faire appel à l'image, au film, aux graphiques. Seule la télévision peut toucher de la sorte le grand public. Le problème est de savoir à quoi ressemblerait un journal télévisé différent qui ne ferait pas seulement appel à la facilité des commentaires. C'est aux journalistes d'y réfléchir... »

LA MISE EN LIBERTÉ DES « IRLANDAIS DE VINCENNES »

Un nouveau témoignage de gendarme souligne les irrégularités de l'opération du G.I.G.N.

Les trois « Irlandais de Vincennes » ont été libérés sous contrôle judiciaire dans la nuit du 20 au 21 mai après neuf mois de détention. Un deuxième gendarme a confirmé les révélations de son ex-collègue Pierre Caudan (le Monde du 21 mai) sur l'irrégularité de leur arrestation.

Stephen King, Michael Plunkett et Mary Reid ont quitté, samedi 21 mai, après 9 heures, les prisons de Fresnes, de la Santé et de Fleury-Mérogis où ils étaient respectivement détenus, après leur arrestation, le 11 août 1982, au nom de la lutte antiterroriste, par le Groupe d'intervention de la gendarmerie nationale (G.I.G.N.). M. Alain Verleene, le chef d'instruction parisiens chargé d'insurer cette affaire, avait rendu dans la nuit du vendredi, aux requêtes conformes au parquet du tribunal de Paris, les ordonnances de mise en liberté sous contrôle judiciaire.

Cette libération s'inscrit dans la nouvelle phase qui s'ouvre, après le témoignage, jeudi 11 mai, de l'ancien gendarme Pierre Caudan, en évidence les multiples irrégularités de procédure et renforçant les doutes émis par la presse et la défense sur l'origine des principales pièces à conviction. Les gendarmes responsables de l'opération, à qui elle entend demander des éclaircissements sous serment, ont refusé de répondre. Ils ne veulent pas prendre autrement la rapidité de la décision de vendredi. Ni le juge d'instruction ni le parquet n'ont attendu le délai de cinq jours que leur laisse la loi pour statuer sur les demandes de mise en liberté. Ils ont préféré la veille par les avocats des Irlandais, Guy Aurenche, Antoine Comte et Michel Ruysschaert. La décision aurait été prise au plus haut niveau, comme sources proches ont dit, lors d'une réunion, dans l'après-midi, entre un membre du président de la République, le garde des sceaux, M. Jean Badier, et le procureur général de la République, M. Pierre Arpaillange.

Il semble donc que, du côté des plus hautes autorités judiciaires, on ne s'interroge pas sur la légalité de l'opération menée à Vincennes, à l'initiative du G.I.G.N. Et cela d'autant plus qu'un second témoignage est venu renforcer, vendredi, celui de l'ancien gendarme Pierre Caudan. Entendu par l'Elysée et ses gendarmes.

Le parquet général et le garde des sceaux ont désormais compris que la justice devait poursuivre son œuvre jusqu'au bout. Qu'elle s'en retourne vers les gendarmes accusés d'irrégularités de procédure sinon de « montage ». Ainsi les trois Irlandais sont-ils libérés sous contrôle judiciaire. Très vite.

Quant à leur institution en tant que militaires, pour un homme qui a été gendarme, un homme qui a été capitaine Barril. C'est lui qui a été l'opération de son nom. C'est également lui qui a été responsable de la transmission de la « spécification irlandaise de l'intervention antiterroriste », entraînée par le G.I.G.N. après le 11 mai 1981. L'opération, glorieuse, maladroite ? On ne sait pas. Mais le capitaine Barril est toujours inculpé d'un attentat de la fin d'armes et de munition, dont les autres inculpés, provenant des milieux de l'extrême droite, ont été jugés le 25 avril.

Quant au politique, il s'agit bien de la présidence de la République qui, dans un mélange de méfiance, d'ignorance et de naïveté, a fait le choix de laisser se développer un système policier autonome, appuyé sur une « élite » de la gendarmerie. Une concentration des problèmes de sécurité par les liens personnels de M. Joseph Franchet, secrétaire d'Etat chargé de la sécurité publique, et de M. Mitterrand. L'affaire des Irlandais prouve qu'elle est dangereuse. L'Elysée a pris le risque de s'exposer. Il doit aujourd'hui prouver qu'il n'est pas en l'espèce prisonnier d'une confiance par trop aveugle.

EDWY PLENEL

M. Alain Verleene, M. Michel Lemonnier, toujours en fonction à la brigade de recherches de la Compagnie de gendarmerie de Vincennes (Val-de-Marne), a en effet confirmé les révélations de Caudan, qui, la veille, avait dit au juge : « J'ai vu venir vous voir (lors de sa première audition, en novembre 1982). J'ai dit à cette affaire avec Lemonnier, qui était très ennuyé. Nous étions tous les deux à la justice et nous étions persuadés que Lemonnier était venu à la vérité. » Le témoignage de celui-ci a été très utile à l'écriture de la marche de la justice, dans la mesure où M. Lemonnier ne peut être accusé de mensonge. Il est en effet hiérarchisé, n'étant en rien responsable de la marche de la justice, mais laquelle M. Caudan a été inculpé, écroué et rayé des cadres de la gendarmerie.

Un magistrat tenace

M. Verleene est tenace et il est prévisible qu'il ne s'arrêtera pas. Les deux juges et le sous-officier supérieur impliqués dans l'affaire de Vincennes devront s'expliquer. Le capitaine Paul Barril, le premier lieu, par infirmité du G.I.G.N., qui a été seul à l'opération et n'en a rien dit, a été mis au secret. Christian Proust, le second de Paris : c'est ce dernier qui a été mis au secret, le secrétaire général de l'Elysée, le secrétaire général de

la présidence, M. Jean-Louis Bianco, croit-on savoir, le communiqué victorieux de la « deuxième » jugée importante (...) dans les milieux du mouvement international. Le chef de la section de recherches de la Compagnie de gendarmerie de Vincennes, M. Verleene, qui, bien que ne soit encore habilité officier de police judiciaire (O.P.J.) auprès de la cour d'appel de Paris, signera l'arrêt de la procédure. Enfin, le major Jean Windels, chef de la brigade de recherches de Paris-Minimes, qui sera, sur place, l'O.P.J. le plus gradé, qui ne connaissait aucun des tenants et aboutissants de l'opération en cours.

L'ancien gendarme Pierre Caudan a, par ailleurs, précisé, lors de son audition de jeudi, que, devant la concentration des gendarmes pour l'opération, il a dû « devoir dire à tout le monde » : « le major Windels était présent, et il était bien embêté ». Le commandant de la major ont longtemps été entendus, vendredi en fin d'après-midi, par M. Verleene. Pour leur part, les défenseurs des Irlandais ont formulé une nouvelle demande d'annulation de toute la procédure, la première ayant été rejetée en cours par la chambre d'accusation de Paris. De plus, ils réclament la démission d'une commission d'enquête parlementaire. — E. P.

Les « pétroliers » et le goût amer de la justice

(Suite de la première page.)

C'est égal ! Les P.D.G. ont mal l'âme. Et cette façon encore qu'ils ont de se comporter, de leur donner le montant de leurs revenus actuels, sommes souvent coquilles, comme si on songeait aux amendes à infliger... Ils ont-ils trouvés, malgré tout, quelque chose à dire dans les dépositions qu'ils ont faites, vendredi 20 mai, les témoins dont ils espéraient beaucoup. M. Pierre Guillaumat, André Giraud et Maurice Laffont.

Des instructions

C'est que le jeu judiciaire est ainsi fait, il ne suffit point à un prévenu, fût-il de haut rang social, de produire des arguments pour se défendre. Il faut que ces arguments soient confirmés par des témoins. Et ceux-ci ne peuvent pas être des témoins de la même espèce que ceux qui ont été accusés. Ils doivent être des témoins de l'autre espèce, des témoins de la justice. C'est pourquoi, dans les dépositions qu'ils ont faites, vendredi 20 mai, les témoins dont ils espéraient beaucoup. M. Pierre Guillaumat, André Giraud et Maurice Laffont.

M. Guillaumat ne les a pas déçus. L'ancien ministre des Armées a été,

LE S.N.P.T. RECLAME LE DÉPART DU DIRECTEUR GÉNÉRAL DE LA POLICE

Les membres du Syndicat national des policiers en tenue (S.N.P.T.), réunis en congrès à Nantes, ont adopté à l'unanimité, vendredi 20 mai, une motion demandant « le départ immédiat de M. Jean-François Mucchi, directeur général de la police nationale ». M. Paul Cousseran, nous signale par courrier correspondant Jean-Claude Murgat.

Les congressistes, M. Cousseran — qui est un proche de M. Joseph Franchet — occupent le poste de directeur général depuis septembre 1982 — ont adopté à l'unanimité, vendredi 20 mai, une motion demandant « le départ immédiat de M. Jean-François Mucchi, directeur général de la police nationale ». M. Paul Cousseran, nous signale par courrier correspondant Jean-Claude Murgat.



DESSIN DE PESSIN.

si l'on peut dire, des deux côtés de la barricade. Directeur des carburants de 1944 à 1962, il a très bien connu cette politique pétrolière qui s'amorçait. Plus tard président de l'Union générale des pétroliers (U.G.P.), il a été au premier rang de ceux qui ont appliqué les règles qu'il avait eu d'abord à faire appliquer. Pour lui, il est évident que la loi du 10 mars 1972 complétée par les nombreux décrets n'était assurément pas une loi qui pouvait permettre les règles normales de la libre concurrence. « À la présidence de l'U.G.P., j'ai retrouvé une même préoccupation : des pouvoirs publics, des pouvoirs publics plus ou moins officiels, qui ne pouvaient pas laisser les forces normales du marché jouer à plein effet. » Bref, on que soutenaient les P.D.G. et leurs alliés était évident : « L'administration avait une mission : protéger les intérêts des compagnies pétrolières. » Mais lui aussi dira que « des rabais excessifs » ont été parvenus pas une chose très favorable. Quant à ces « tables » des compagnies, c'était un très ordinaire dans le monde pétrolier et cela s'identifiait à une concentration « nous attendions des compagnies ».

Suspension, brouhaha. M. Giraud, dans la salle des pas perdus, ces P.D.G. qui furent naguère des interlocuteurs. Propos amiables, poignés de main, l'ancien ministre, imperméable sur l'épaule, s'empresse vers le premier avion pour Paris.

JEAN-MARC THÉOLLEIRE.

« M. Michel Goldschmidt, président départemental de la C.G.C. du Morbihan et commandant-adjoint du corps urbain de police de Lorient, avait monté de toutes pièces les agressions racistes. » Mais il se prétendait la victime (le Monde des 11 et 21 mai). Selon la procureur de la République de Lorient, le caractère du policier se serait dégradé après un grave accident survenu il y a deux ans, lors d'une séance de tir.

LES ÉTUDIANTS EN MÉDECINE REPRENDRONT LES COURS MARDI 24 MAI

Une journée mouvementée

Le comité inter-C.H.U. national (C.I.C.N.) des étudiants en médecine a décidé, le 20 mai, de suspendre le mouvement de grève qui durait depuis trois mois. Les étudiants estiment néanmoins « insuffisantes » les propositions du gouvernement concernant la modification de la réforme de leurs études.

En échange, M. Pierre Mauroy s'est engagé à faire modifier de manière transitoire la loi votée en décembre 1982 réformant les études médicales. Les cours reprendront mardi 24 mai dans toutes les C.H.U.

La journée de vendredi, au cours de laquelle les étudiants en médecine ont décidé de suspendre leur

grève, n'a été la moins mouvementée. Initialement prévue à l'hôpital de la Pitié, à Paris, la réunion du C.I.C.N. a, in extremis, été déplacée à Rouen. « Une ultime manifestation », expliquaient certains étudiants, « dure pour prolonger le mouvement ». De fait, les C.H.U. n'avaient pas été prévenues en temps utile. En fin d'après-midi, alors que la réunion devenait houleuse, on attendait certains délégués. Finalement, à 15 h 30, les résultats étaient connus : le mouvement s'arrête (et non par C.H.U. sur environ 18 000 voix, sur environ 18 000) et se prononçaient pour la suspension de la grève.

En revanche, 9 218 étudiants ont déclaré ne pas être satisfaits des propositions gouvernementales. Les délégués du C.I.C.N. pressaient alors la rue pour Paris, où les attendaient, rue de Varenne, les médiateurs. Ils leur annonçaient

leur décision et leur expliquaient les principales raisons de leur insatisfaction (problèmes sur la définition des interrégions, absence de garanties suffisantes sur le choix des filières et sur l'autonomie pédagogique des unités d'enseignement et de recherche (U.E.R.) médicales).

À 15 h 30, les médiateurs rencontraient M. Pierre Mauroy. Au terme de cette rencontre, le premier ministre leur remettait une lettre, dans laquelle il expliquait que le ministre de l'Éducation nationale proposerait à l'Assemblée nationale les amendements nécessaires pour que les points clés du protocole d'accord s'intègrent dans la loi d'orientation de l'enseignement supérieur, qui sera examinée le 24 mai par les députés.

Pour leur part, les étudiants ne nonçaient, au même moment, leur intention d'être présents le 24 mai à l'Assemblée nationale.

Une fracture naissante

Une fracture naissante dans quelques années du mouvement qui vient d'enflammer durant trois mois les amphithéâtres des facultés de médecine ? Beaucoup ne gardent en mémoire que l'image de jeunes médecins livrés à eux-mêmes, dans les rues, à la merci de la police, occupant la place de la rue, perturbant tout ce qu'ils pouvaient perturber, du facultaire de Cannes au siège de M. Mitterrand dans le Nord-Pas-de-Calais.

En ce sens, les comités d'action

attirent l'attention des médias, occupent d'une certaine manière un espace médiatique compréhensible pour le grand public. En revanche, il ne faut pas se laisser tromper, on perdrait en substance : les premiers symptômes d'une fracture naissante, d'une mutation en cours.

On connaît l'origine du conflit : une réforme des études médicales en vigueur depuis longtemps, une loi votée dans l'indifférence quasi générale en décembre 1982, puis un brusque réveil fin février, le texte législatif était jugé par les points totalement inacceptables par la majorité des étudiants. C'est séparé par un texte du loi fort étonnant que les deux parties ont dû composer. Elles se firent non sans peine, mais elles se firent de main. Le slogan du début — « abrogation de la loi » — s'est progressivement transformé en une plate-forme revendicative. L'ensemble des propositions gouvernementales, jusqu'en 1987, ne les a pas empêchés de continuer pour les étudiants.

En définitive, les médiateurs auront eu plus à faire avec les étudiants qu'avec les médecins et les universités de clinique. Il est vrai que le mouvement a été le gène par la loi qu'il leur fait voter quelques jours auparavant et qu'en toute hypothèse il ne pouvait être que tant peu de chose. Le slogan du début — « abrogation de la loi » — s'est progressivement transformé en une plate-forme revendicative. L'ensemble des propositions gouvernementales, jusqu'en 1987, ne les a pas empêchés de continuer pour les étudiants.

Les étudiants ne sont pas intervenus dans les débats de la loi de la deuxième année et du troisième cycle.

Une fracture unique ou une fracture naissante ? La question est complexe. En revanche, l'objectif recherché, une réforme gouvernementale, ne l'est pas. En effet, on ne peut pas se laisser tromper, on perdrait en substance : les premiers symptômes d'une fracture naissante, d'une mutation en cours.

Commissions de réflexion

À la fin de ces premiers résultats, ce mouvement a permis à l'Assemblée nationale de prendre collectivement conscience de l'importance de leur formation et de leur avenir professionnel. En ce sens, l'un des points les plus importants des propositions gouvernementales concerne la mise en place de commissions de réflexion qui pourront sur la réforme des premiers cycles des études médicales, sur la réorganisation de la médecine générale et sur la place que devra occuper la médecine générale dans l'enseignement. Le mouvement des étudiants pourrait ainsi à terme la formation traditionnelle subie, exclusivement hospitalière, et souvent sans grande recherche pédagogique.

Il faudra pour cela que les facultés de médecine acceptent — dans la mesure de leur moyens — d'ouvrir leurs portes aux médecins généralistes et aux spécialistes. En d'autres termes, il faudra que les hôpitaux universitaires acceptent de partager leurs fonctions d'enseignement, alors qu'ils n'ont jusqu'à présent pratiquement jamais fait. Les étudiants ont alors des étudiants d'avoir contribué à l'entrée de la médecine générale dans les amphithéâtres, depuis des années à l'apprentissage d'une pratique exclusivement hospitalière.

JEAN-YVES NAU.

L'agitation universitaire

Les syndicats autonomes mettent leurs adhérents en garde contre les risques de « récupération » et de « violence ».

L'ouverture du débat à l'Assemblée nationale sur le projet de loi sur l'enseignement supérieur a marqué par plusieurs incidents. Après la « coordination nationale étudiants-enseignants », où se retrouvaient des syndicats d'enseignants et d'étudiants proches de l'opposition, d'une part, et le « Collectif national des étudiants généraux étudiants », soutenu par l'UNEF indépendante et démocratique d'autre part (le Monde du 21 mai), des étudiants, élus « indépendants », ont participé à leur tour de manifestation. Certains, et notamment des élus de l'université de Paris-II, appellent un défilé qui partira du centre Tolbiac, où se réuniront les représentants de l'UNEF indépendante et démocratique. Tandis que d'autres étudiants indépendants d'universités parisiennes se réuniront à un rassemblement à 14 heures au centre Jussieu.

De son côté, la Fédération nationale des syndicats autonomes de l'enseignement supérieur et de la recherche, qui fait partie de la « coordination étudiants-enseignants », met en garde les universitaires contre les risques de « récupération » de leur action. « Nous estimons, précise la Fédération, que nous devons nous en garder de dénoncer les dangers que le projet de loi fait

à l'université, et nous condamnons toute violence et toute atteinte à la légalité ». C'est « dans la mesure de la dignité » qu'elle appelle les étudiants à manifester pour « exprimer les inquiétudes spécifiques de la profession ».

Incidents à Paris et en province

Quelques incidents ont eu lieu le vendredi 20 mai à Paris et en province. Plusieurs centaines d'étudiants ont occupé la rue de la Harpe à Paris-I et ont débattu d'après-midi pour obtenir le report des examens en septembre. Le 1er juin, comme l'avait décidé le conseil de l'université. Son président, M. Jacques Robert, a été retenu par des étudiants pendant plus d'une heure. Après son départ, quelques étudiants d'entre eux ont continué à occuper les locaux qu'ils ont évacués sans aucun incident sur intervention de la police.

A Lyon, des affrontements opposés les forces de police à une manifestation d'étudiants en médecine, en pharmacie et en droit. L'issue d'une manifestation. Il y a eu une dizaine d'interpellations. Des incidents similaires se sont produits à Marseille.

Sports

LA GRANDE QUINZAINE DU TENNIS

Petite balle et gros contrats

L'autre enjeu des Internationaux du Roland-Garros : des millions de dollars que négocient les managers. La concurrence est acharnée entre les groupes Mark McCormack (I.M.G.) et Donald Dell (PROSERV) qui gèrent les droits de la série.

Près de 10 millions de francs - 782 337 francs exactement - en jeu sur les Internationaux du Roland-Garros, cinq fois plus qu'en 1978. Pendant que les fans du tennis mondial se partagent cette énorme gâterie de coups de « lift », de « slice » et de « smash », un autre grand combat aura lieu à Paris : celui des millions de dollars.

Têtes de série

Les têtes de série du tournoi de tennis de France ont été présentées samedi 19 mai devant le stade de France. Les favoris du tournoi sont : JIMMY CONNORS (E.-U.), - Trente ans, gaucher. En 1968, quart de finaliste contre Higuera. N° 1 à l'A.T.P. Force : le rythme. Faiblesse : le service.

TOULAIN SMID (Tch.). - Vingt-sept ans, droitier. En 1982, seizième de finaliste contre Mc Namara. N° 22 à l'A.T.P. Force : la variété. Faiblesse : le jeu de jambes.

WOJTEK FIBAK (Pol.). - Trente ans, droitier. En 1982, huitième de finaliste contre Noah. N° 23 à l'A.T.P. Force : la régularité. Faiblesse : l'absence de la régularité.

JOSE CLERC (Arg.). - Vingt-quatre ans, droitier. En 1982, dixième de finaliste contre Wilander. N° 8 à l'A.T.P. Force : le coup droit. Faiblesse : la régularité.

IVAN LENDL (Tch.). - Vingt-trois ans, droitier. En 1982, huitième de finaliste contre Wilander. N° 13 à l'A.T.P. Force : le service et le coup droit. Faiblesse : la volée.

BRIAN GOTTFRIED (E.-U.). - Trente ans, droitier. En 1982, dixième de finaliste contre Wilander. N° 13 à l'A.T.P. Force : la régularité. Faiblesse : la volée.

VITAS GERULAITIS (E.-U.). - Vingt-huit ans, droitier. En 1982, quart de finaliste contre Wilander. N° 13 à l'A.T.P. Force : la volée. Faiblesse : le service.

WILANDER (Sué.). - Vingt-trois ans, droitier. En 1982, quart de finaliste contre Wilander. N° 4 à l'A.T.P. Force : la régularité. Faiblesse : le service.

JOSE HIGUERAS (Esp.). - Trente ans, droitier. En 1982, dixième de finaliste contre Wilander. N° 13 à l'A.T.P. Force : la régularité. Faiblesse : la volée.

ANDRE KORDA (E.-U.). - Vingt-trois ans, droitier. En 1982, huitième de finaliste contre Wilander. N° 23 à l'A.T.P. Force : le coup droit. Faiblesse : le service.

JIMMY HARRIS (E.-U.). - Trente ans, droitier. En 1982, quart de finaliste contre Wilander. N° 13 à l'A.T.P. Force : la régularité. Faiblesse : le service.

GUILLERMO VILAS (Arg.). - Trente ans, gaucher. En 1982, huitième de finaliste contre Wilander. N° 4 à l'A.T.P. Force : la régularité. Faiblesse : la volée.

MATS WILANDER (Sué.). - Dix-huit ans, droitier. En 1982, vainqueur à Vilas. N° 5 à l'A.T.P. Force : la régularité. Faiblesse : la volée.

HENRIK SUNDSTROM (Sué.). - Dix-neuf ans, droitier. En 1982, quart de finaliste contre Wilander. N° 13 à l'A.T.P. Force : la régularité. Faiblesse : la volée.

ELIOT TELTSCHER (E.-U.). - Vingt-quatre ans, droitier. En 1982, huitième de finaliste contre Wilander. N° 13 à l'A.T.P. Force : la régularité. Faiblesse : la volée.

JOHN MC ENROE (E.-U.). - Vingt-quatre ans, gaucher. En 1982, quart de finaliste contre Wilander. N° 2 à l'A.T.P. Force : la volée. Faiblesse : peu habitué à la terre battue.

« Jimmy Connors, le vainqueur de Wimbledon et de l'U.S. Open, a signé un accord pour que PROSERV, la société de services sportifs basée à Washington, le représente exclusivement pour son marketing et son merchandising au niveau mondial. Ce communiqué, diffusé samedi 19 mai, indiquait que sur le champ de tennis de la firme de Donald Dell, le représentant du Tennis Management Group, un grand rival Mark McCormack. Après un an chez I.M.G., Connors, dont les intérêts sont regroupés dans la firme de Donald Dell, a demandé à PROSERV de s'occuper de ses contrats. I.M.G.-PROSERV, PROSERV-I.M.G. une affaire de guerre.

Mark McCormack et Donald Dell sont les deux hommes les plus puissants du tennis mondial. McCormack, diplômé de Yale, mais aussi que la passion du premier est le golf, le second est un ancien membre de l'équipe de Coupe Davis des Etats-Unis. C'est en prenant en main les affaires des joueurs mondiaux, notamment Stan Smith, qui allaient à Wimbledon à Forest Hills, que l'avocat de Washington allait fonder PROSERV. Le tennis est une petite partie des activités d'I.M.G. et l'essentiel des préoccupations de PROSERV.

Longtemps, l'autre maître de Mc McCormack a été Björn Borg qu'il avait pris sous son aile à quinze ans alors qu'il venait de gagner l'Orange Bowl, cet officieux champion du monde junior. Avant que le quintuple champion de Wimbledon ne décide de prendre sa retraite, deux agents d'I.M.G. étaient chargés de gérer les contrats avec une cinquantaine de firmes qui assuraient au Suédois des rentrées annuelles de l'ordre de 3,5 millions de dollars. Mats Wilander, qui a signé ses millions de dollars de contrats après sa victoire à Wimbledon en 1982, a pris le relais de Borg. Dans les dix meilleurs joueurs mondiaux, l'I.M.G. représente également l'Argentin Vitas Gerulaitis et l'Américain Brian Gottfried.

« Je suis plus intéressé par la personnalité d'un champion que par ses performances proprement dites (...). Je suis un manager de carrière et de vie, un inventeur de concept et d'idées », a l'habitude de dire Mc McCormack. Toutes les

choses ne sont pas bonnes. Thierry Tulasien et Guy Forget, les deux champions du monde juniors français qui sont sous contrat avec I.M.G., ont fait l'expérience quand ils ont commencé à perdre.

« Mais avons une politique différente. Beaucoup d'argent, trop vite, peut empêcher un jeune de devenir un champion. Nous préférons simplement accélérer le processus qui permet de réaliser ses rêves. Mais s'attacher trop tôt au résultat financier, c'est mettre la charrette devant les bœufs », estime Philippe Pimpenne, représentant de PROSERV pour l'Europe. « C'est moi qui remplis les formalités notariales lorsque Yannick Noah a décidé d'acheter une maison dans la région parisienne explique-t-il. Autrement, c'est Pierre Darmon, l'ancien numéro un français, qui s'occupe personnellement des affaires de Noah avec l'aide d'une secrétaire et d'un comptable. »

Avec Connors, Lendl et Gene Mayer, Noah fait partie des quatre meilleurs joueurs mondiaux sur qui ont attiré leurs intérêts à Dell, comme la jeune championne américaine Tracy Austin. Etre plus près des joueurs, tel est le but d'I.M.G. PROSERV qui a fait gagner à Stan Smith 200 000 dollars en 1981 grâce à un contrat de chaussures avec Adidas.

La société est aussi directement impliquée dans l'organisation des compétitions : elle gère le circuit du Grand Prix pour Volvo et organise le tournoi des Maîtres à New York ainsi que les tournois de Nice, Madrid, Anvers, Washington et Düsseldorf. C'est elle aussi qui a négocié les droits, pour les Etats-Unis, des retransmissions de Roland-Garros et de Wimbledon.

Les artisans

Curieusement, les affaires de Dell n'ont pas été affectées par le divorce - en début d'année avec trois milliards de son propre, Don Smith. Les Fentress et Frazer Graighill, qui ont fondé leur propre agence, Advantage International Inc., en amenant dans leurs bagages les contrats de cinquante joueurs dont Jimmy Arias, Mark Edmondson, José Higuera, Johan Kriek, Brian Gottfried, Thomas Smith, Bill Scanlon et Hanka Mandlikova. - Le grand qui

avait été fermé en 1975 par des avocats, donc des investisseurs, avait décidé de se donner une structure plus solide pour être plus efficace. La structure a permis de mieux redéfinir les rôles et les responsabilités de chacun dans la structure », précise Philippe Pimpenne. En Europe, PROSERV réalise environ 6 millions de francs de marge brute, ce qui représente quelque 36 millions de francs de chiffre d'affaires.

En fait, dans un monde où le marché économique général, le tennis est un îlot de prospérité. « La marche garde un bon rythme de croissance. Le tennis est une affaire efficace pour les stratégies commerciales agressives, dans le marché de l'immobilier et l'élargissement », note le responsable de PROSERV-Europe. Bref, les annonceurs font plus attention à leurs dépenses, ils n'ont pas fait de coupes claires dans leur budget. Cela permet à des entreprises du management sportif de se faire un bon placement. Le Français Jean Tiras et le Polonais Wojtek Fibak ont été récemment engagés dans cette voie où ils avaient précédé l'Américain Bill Lusk qui fut aguerri le Pygmalion de Connors.

Personnalité dynamique, l'ancien joueur de Coupe Davis roumain lui-même l'Argentin Vilas. Puis, non content de diriger le jeu de son protégé, il se mit à peindre à l'occasion de ses déplacements. L'opération a été très rentable et Tiras commença à travailler d'autres joueurs comme le compatriote Virginia Ruzici, l'Italien Gianni Occhipello ou le jeune Français Henri Leconte. Fibak n'a pas encore terminé sa carrière de joueur mais l'amitié qu'il lie au Tchèque oscillova Lendl lui a permis d'entamer sa deuxième carrière de manager dans les affaires. Il lui sert notamment d'intermédiaire dans ses relations avec PROSERV et le conseil dans ses investissements immobiliers.

Aucun joueur n'a toutefois la chance de John Mc Namara. C'est son père, avocat d'affaires à Wall Street, qui gère son affaire. Fort bien, assurément, puisque le triple vainqueur de Flushing Meadow a remporté avec les recettes Dunlop un contrat qui lui assure 500 000 dollars pour cinq ans.

ALAIN GRAUO.

Les nouveaux aménagements

Les maçons auront le plein de leur truelle que les portes du stade Roland-Garros s'ouvriront, lundi 23 mai, pour les Internationaux de France. C'est en 1938 dans le style Art déco pour permettre aux « mousquetaires » - Lacoste, Cochet, Borotra, Brugnon - de défendre le challenge-round de la Coupe Davis, le stade n'avait pratiquement pas subi de modification jusqu'en 1979, année où fut construit un « central bis » ovale et où furent réaménagées les tribunes et populaires de la tribune D.

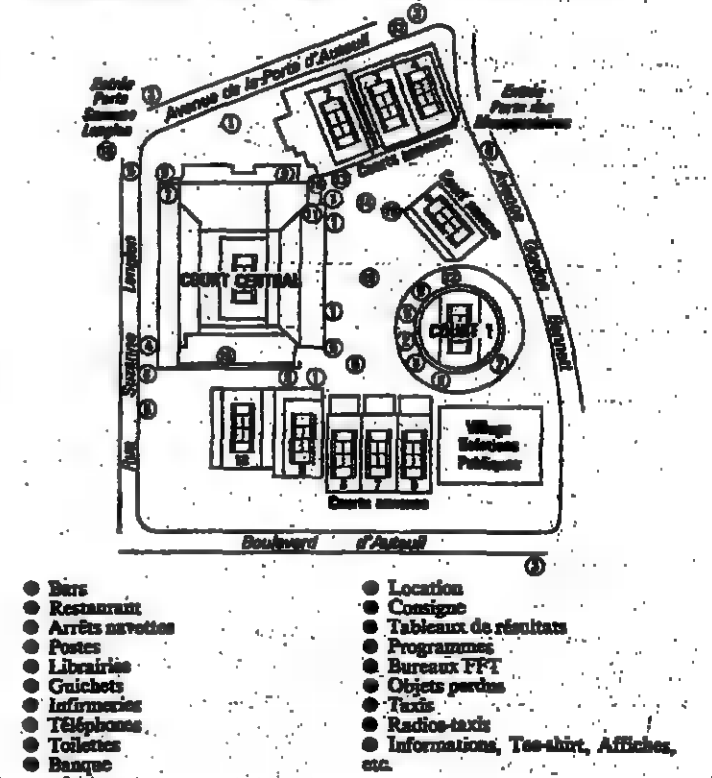
C'est la dernière tranche de ces travaux comprenant d'importants réaménagements « souterrains » qui vient de s'achever. Les investissements, d'un montant de 17 millions de francs, ont permis en 1982 l'aménagement du centre de presse, la construction de la salle de repos des joueurs, l'aménagement d'un parking pour les véhicules techniques, l'extension du vestiaire du « central » et, en 1983, la construction d'un mur anti-bruit le long de l'avenue de la Porte d'Auteuil pour isoler les courts 2, 3 et 4 des installations nouvelles (gradins, plan de circulation, tableaux d'affichage, bureau du juge arbitre, bar de presse...), la réorganisation des infirmeries et le réaménagement du bureau d'accueil des joueurs, du service de billetterie et de stockage du matériel.

« La pluie a provoqué quelque retard dans l'installation des courts, mais tout devrait être terminé pour le début du tournoi », assure M. Patrice Clerc, l'adjoint de M. Christian Durin, le directeur du stade. Ces investissements, qui sont largement autofinancés par la Fédération française de tennis, devraient permettre de faire fonctionner les Internationaux de tennis de France de manière plus efficace. Alors que le nombre

de spectateurs était de l'ordre de 70 000, il y a dix ans, quelque 240 000 personnes sont attendues pendant la quinzaine de la porte d'Auteuil.

Les Internationaux représentant près de 800 parties, requièrent l'emploi de 150 ramasseurs de balles, 250 arbitres, 20 employés à l'entretien des courts, 10 assistants du juge arbitre, 35 marqueurs de scores. Mais ils nécessitent aussi la vigilance de 230 contrôleurs, 80 employés au nettoyage, 40 infirmiers, 30 ouvriers, 150 employés de restauration, 12 gardiens de nuit... Et pendant que les joueurs usent environ 30 000 balles, le public consommera 30 000 repas, 100 000 sandwiches, 200 000 boissons dans les 6 restaurants et les 11 bars du stade. Au total, 55 tonnes de poubelles seront nécessaires pour anéantir les 450 mètres cubes de déchets laissés par la fête du tennis.

Le chiffre d'affaires des Internationaux devrait être cette année de 40 millions de francs pour ses dépenses de 35 millions de francs. Les bénéfices, après une grande partie consacrée à la rénovation du stade et à son extension, s'élèvent à 5 millions de francs. « Il y a de nombreux détails à régler et on n'a pas encore touché à la tribune D du central », note M. Patrice Clerc. « En outre, le tournoi est à l'arrêt avec ses 11 courts. Cela limite la capacité d'accueil des spectateurs et la marge de sécurité dans l'organisation du tournoi, où l'on compte maintenant deux tableaux complets de 128 joueurs pour les hommes et les dames. » Après avoir absorbé le terrain d'un ancien institut de recherche ont été construits, en 1979, trois courts couverts, le F.F.T. loge maintenant pendant les semaines de la rue Suzanne-Langelier sur les terrains du stade de rugby volain.



Des téléspectateurs choyés

600 000 francs pour plus de cinquante heures de direct ! L'indemnité versée par TF 1 pour la diffusion de retransmission en direct du Tournoi de Roland-Garros est alléguée à la question d'un droit de propriété pour une rencontre de Coupe d'Europe de football (600 000 francs pour Paris Saint Germain-Watervich). « Il n'y a pas de question d'argent », explique M. Christian Durin, le directeur du stade. « A partir du moment où nous sommes obligés de former au public les portes du stade, devant l'afflux des demandes de billes, nous ne pouvons pas nous en priver les candidats spectateurs malheureux ou les téléspectateurs qui proviennent d'une telle retransmission. »

« Roland-Garros, poursuit-il, d'autre part, la pratique du tennis est l'objectif prioritaire de la Fédération. Enfin, le modeste de l'indemnité que nous réclamons nous permet d'être plus exigeants sur l'importance des moyens techniques mis en œuvre pour une couverture de qualité de l'événement. » Ainsi, pour la première fois cette

année, les téléspectateurs pourront suivre non seulement les matches du court central et du central bis, mais aussi ceux programmés, en première semaine, sur le nouveau court n° 2.

Une cinquantaine de chaînes de télévision seront présentes à Roland-Garros, mais la Fédération ne touchera pourtant que 250 000 francs de l'Europe (pour une vingtaine de pays). Pour les chaînes non européennes, les droits de retransmission, négociés par Proserv, varient généralement de 100 000 à 15 000 dollars (15 000 à 110 000 F.). Il signale, deux grandes « premières » cette année : la finale, la simple au Japon et aux Etats-Unis, la finale américaine N.B.C. a versé 475 000 dollars (3 415 000 F.) de droits d'exclusivité. En contrepartie, elle obtient que le début de la finale soit repoussé de 14 heures à 15 heures pour permettre aux amateurs américains de tennis de se lever un peu plus tard (6 heures du matin côté ouest et 9 heures côté est).

G. A.

LE MAI DE BORDEAUX

OSKAR KOKOSCHKA AUX BEAUX-ARTS

Le pinceau ivre

En France, l'œuvre peint d'Oskar Kokoschka, qu'expose pour la première fois le Musée des beaux-arts de Bordeaux, a été peu vu et peu connue. Ce peintre doué d'un pamphlétaire de tempérament est une figure-type de la tradition expressionniste métaphysique allemande. Il est allié lui-même aux antipodes de l'impressionnisme à la française, réaliste à l'extrême. Il voulait faire de la peinture un discours visible, un instrument de communication : il a écrit à ses débuts viennois, autour de la Ringstrasse bourgeoise, une angoussie existentielle d'individu un peu nihiliste. Il dénonçait, pendant la tourmente nazie, l'horreur du totalitarisme.

En peinture agitée, dérangeante - elle passait naguère pour un exemple de mauvais goût - a représenté l'art dégénéré. Elle fut donc en bonne place lors de l'autodafé nazi de Munich. Après l'épisode ludique de l'Art nouveau viennois, ses côtés de Kierkegaard et de l'architecte Josef Hoffmann - ses deux premiers maîtres du Jugendstil - Kokoschka, un bon contemporain de Freud, mais aversé dans son art un moyen empirique d'aller au-delà des apparences, de peser les âmes. S'il peint des portraits, il capte derrière le costume civilisé la nature authentique de ses modèles, leur caractère animal ou spirituel. S'il montre les villes, il saisit sinon leur charme - il n'avait pas le sens du pittoresque - du moins leur aspect. Dans tous les cas, il en dit plus long sur lui-même que sur la réalité qu'il livre.

Né en 1894, au bord du Danube, dans une famille marquée par les idées humanistes, Oskar Kokoschka a été le plus grand force avant la première guerre mondiale, de 1900 à 1914. Soutenu par Adolf Loos, l'architecte ennemi du décor mensonger, il avait alors soulevé l'indignation de la critique viennoise en arrachant ce mot à l'archiduc François-Ferdinand : « Il a fait qu'on lui brise les os... » Mais ses portraits trouvaient un écho favorable à Berlin expression-

niste du *Sturm und Drang* : Nolde, Kirchner, Pechstein, Kandinsky, appréciaient ses métaphysiques images. De la période « dure » débute à 1918, quand il est moins chargé des tâches 50, on le voit fouillant, sous la surface, les visages de ses modèles, couleurs claires, comme à l'instinct l'instinct particulier de l'être en face tout entier. Son tempérament le portait à la dramatisation et au pathétique : vibrer, agir, exprimer une force en la contenant et en la libérant. Kokoschka, qui trouvait trop mièvre un tableau d'un homme et n'avait pas peur de « distorsions subjectives ».

Pour être « bon », il lui fallait une cause, une raison de peindre. Sa liaison tumultueuse avec Alma Mahler en fut une. Lorsque la belle veuve du compositeur le quitta pour épouser W. Gropius, Kokoschka se fit fabriquer une réplique grandeur nature de l'objet de son amour et en fit un tableau. C'est le portrait halluciné jusqu'au jour où il célébra la mort du fétiche par une fête donnée à ses amis, et pour finir, par un meurtre symbolique dans le jardin.

La chambre d'hôtel

Cassirer, le marchand des peintures d'avant-garde, l'encouragea à voyager à travers l'Europe, espérant le voir se révéler en trouvant des sujets plus aimables que ceux de Berlin. En vagabond, il circula de ville en ville. Ainsi, à Bordeaux, remarqua-t-il la nef néo-classique du grand théâtre et l'église Notre-Dame. L'homme d'art il a peint cet unique exemple d'architecture baroque de Bordeaux disparu et l'église elle-même, à la façade très colorée sur la rue, est aujourd'hui toute blanche après son ravalement. Ces deux tableaux qui faisaient partie de la collection du Musée national de Berlin avant d'être dispersés lors de la vente nazie de Lucerne. Si le Musée des beaux-arts de Bordeaux a réuni de Bordeaux, comme il en

question, grâce à l'aide du FRAM, ce sont l'unique Kokoschka des musées de France.

C'est la même façon, depuis les fenêtres de ses chambres d'hôtel successives - depuis les étages supérieurs pour avoir une vue dominante - qu'Oskar Kokoschka a peint la baie de Marseille, Lyon, le Rhône, car, plus encore que les villes, il aimait peindre les fleuves enlaidissant les villes. Depuis son voyage à l'Elbe, à Dresde en 1923, au plus tard, la Vltava à Prague une fois, plus tard, jusqu'à sa fascination tournoyante pour la Tamise à Londres, où, réfugié pendant la guerre, il découvrit une nouvelle lumière, une rive, en dynamisant la manière hollandaise du *Silence d'Or*.

Oskar Kokoschka s'est efforcé une seule fois à la peinture française lorsqu'il fut, après Cézanne, la « révélation » du *Sturm und Drang* (en réalité celui de Titien dans la *Prise de Malte* - un espace cristallin composé de plans lumineux et qui dépasse le ton local vers des néo-classiques. Certes il pensait aller plus loin que Cézanne, père du cubisme statique, en introduisant le mouvement à la troisième dimension, à la manière de Boccioni la futuriste. Avec les *Deux Amants* (Oskar et Alma, 1912-1913), il a bien d'un couple dans tout un volume, comme les statues prêtes à danser, il signa son manifeste du « *Sturm und Drang* » pour parler comme Mallarmé son prédécesseur, tout de même, « *Sturm und Drang* » ! Cependant, dans ses paysages amples et dramatiques - vues à vol d'oiseau, comme prises par un objectif grand angle qui éloigne les perspectives à l'infini - qu'Oskar Kokoschka a donné la mesure de son originalité de sa « *Sturm und Drang* ». Une dynamique qui vient de la tempête du pinceau et engendre des ciels menaçants.

JACQUES MICHEL

Rétrospective Kokoschka au Musée des beaux-arts de Bordeaux, organisée par Gilberte Martin-Méry. Jusqu'au 14 septembre.

SOL LEWITT

Géométries incertaines

Quand les passions, les forces obscures se déchaînent sur les cimaises - c'est le cas actuel - il n'est pas désagréable d'avoir affaire à un semblant d'ordre et de clarté. Le cas actuel est celui de l'Américain Sol Lewitt, un des pionniers de l'art conceptuel et du minimal. Non que la folie en soit absente : un projet de l'artiste, datant de quelques années, consistait à entrecroiser des mille lignes sur un mur. Ni qu'elles soient exemptes d'opacité, au propre ou au figuré.

Fondées sur des séries géométriques ultra-simples : lignes droites horizontales, verticales, diagonales, carrés, cubes, elles s'autorisent a priori aucun contenu d'ordre émotionnel, symbolique ou poétique. Mais Sol Lewitt balade aussi dans les lignes des ombres incertaines. Un plus ou moins, une ligne, une ligne, l'exposition de Bordeaux, où l'on pourrait voir, pourquoi pas, du drame.

L'exposition est double, qui présente d'une part un important ensemble de « structures » réalisées au cours de ces deux dernières années, et une vingtaine de grands *Wall drawings* (dessins

muraux), créés pour le grand espace de l'entrepôt Lainé, le tout formant le plus important ensemble d'œuvres de Sol Lewitt jamais montré en Europe. Un point pour Jean-Louis Froment, le directeur du C.A.P.C. Le centre est un musée d'art contemporain, avec la double bénédiction de la ville de Bordeaux et de la Direction des musées de France, qui ont partagé les frais d'aménagement de 3 000 mètres carrés dans les étages. La collection se demande qu'à s'accroître, mais elle n'est déjà pas négligeable. Froment, depuis une dizaine d'années, a reçu lors des expositions qu'il a organisées pas mal de dons, notamment d'artistes des années 70 (Viallat, Buron, Gauthier, A.M. Pêcheur...). Mais revenons à Sol Lewitt.

Les œuvres de très grand format sont peintes directement sur les portes qui ferment les arcades de la halle. Noir et blanc, sauf deux qui acceptent les couleurs primaires, elles balisent l'espace de leurs lignes épaisses et de leurs chevrons, se resserrent, agissent comme des signaux d'interdiction, confèrent à l'architecture un aspect dur, une échappatoire.

renvoient à l'image d'un lieu concentrationnaire. Quand on se souvient de ce que Hantai et Viallat avaient fait du même espace avant Sol Lewitt en y accrochant leurs grandes toiles souples, au donnant, l'un, dans le somptueux, l'autre, dans le spirituel, on n'est pas loin de penser que les artistes, eux de même, ont de sacrés sorciers.

Les œuvres présentées à part tendent elles aussi à piéger, voire à aveugler d'innombrables yeux. Elle ont cette perméabilité à la lumière, cette transparence qui évacue tout au profit d'effets picturaux de trames d'autant plus serrées et subtilement variées que les éléments de base sont plus petits. Là, on sent la musique. Et, tandis que les dessins renvoient à l'idée de sculpture, les structures, qui, elles, sont en trois dimensions, renvoient à l'idée de dessin. Lewitt se joue de l'espace et de notre perception de l'espace, et en toute simplicité, y compris des imprévus, rigoureusement prévus.

GENEVIÈVE BREERETTE

Entrepôt Lainé, rue Foy, Bordeaux, jusqu'au 27 août.

SORTIE MERCREDI 25 MAI

L'ÉVÉNEMENT DU FESTIVAL DE CANNES

SÉLECTION OFFICIELLE CANNES 83

Partners productions, Iren productions, Oline productions, Azor Films et P23 présentent

Un film de PATRICE CHÉREAU



L'HOMME BLESSE

L'HOMME BLESSE de Patrice Chéreau
Jean-Hughes ANGLADE, Vittorio MEZZOGIORNO, Roland BERTIN et la scénariste Liza KREUZER.
Scénario de dialogues Patrice Chéreau et Hervé GLIBERT. Avec Richard FÉDULZ, Pierre RENOIR, BERTA.
Produit par Arnel ZETOUN, Claude BERL, Marie-Louise REYRE.

Gaumont

ISABELLE HÉPPEL HANNA SCHYLLA
MARCELLO MASTROIANI dans

L'Histoire de Piera

un film de MARCO MONTUORI



CANNES 83
Hanna Schylla
PROF D'INTERPRETATION
FEMME

LA COMEDIE-FRANCAISE
joue PEGUY
Le Mystère de
la Charité de Jeanne d'Arc
AUX
THERMES DE CLUNY



du 24 mai au 28 juin 1983

Le Blue Lagoon du Prince de Galles :
à siroter tendrement

Roger et son équipe au bar, à 18 h : Daniel Kandyoti au piano.

Hôtel Prince de Galles (un InterContinental) avenue George-V Paris 8^e

PROGRAMMEŒUVRE XXVII

ŒUVRES de FRANÇOIS-BERNARD MACHE

AVEC MARTINE JOSTE piano

ET LES SOLISTES DE L'ATELIER-MUSIQUE DE VILLE-D'AVRAY SOUS LA DIRECTION DE JEAN-LOUIS PETIT

Jeu 26 mai - 20 h 30
MUSÉE GUIMET
6, place d'Yng - PARIS-16^e
Prix des places : 25 F, 15 F.
Location : TROIS FNAC, COFAR-CROUS
et sur place, une demi-heure avant le concert

ASSOCIATION POUR LA COLLABORATION DES INTERPRÈTES ET DES COMPOSITEURS

Economie

LA CONDITION DES ENFANTS DANS LE TIERS-MONDE

90 % des moins de quinze ans au travail

Selon un rapport du Bureau international du travail, plus de cinquante millions d'enfants de moins de quinze ans travaillent dans des conditions dangereuses et nuisibles à leur développement physique et moral. Si l'on tient compte de ceux qui travaillent uniquement pour gagner de l'argent de poche, de ceux qui aident leurs parents à la ferme ou dans de petites entreprises, ou qui passent des heures à des travaux ménagers, on estime que quelque 50 millions (1).

De notre correspondante.

Genève. — Ces chiffres sont tirés d'un rapport de M. Francis Blanchard, directeur général du Bureau international du travail (B.I.T.), destiné aux représentants des gouvernements, des employeurs et des travailleurs de la cinquantaineième conférence internationale du travail tenue à Genève du 1^{er} au 22 juin.

L'énorme écart entre les deux chiffres peut s'expliquer par le fait que le travail des enfants étant illégal, et souvent clandestin, il échappe à tout contrôle sérieux. Et le B.I.T. estime que l'on ne saurait accomplir aucun progrès, si l'on ne s'occupe pas de la situation des enfants. Son rôle primordial est d'étudier la nature du travail des enfants, les conditions dans lesquelles ils sont obligés de travailler, les répercussions sur leur santé et leur avenir, les causes précises du mal, afin de rechercher des solutions, même limitées. En effet, il n'est que trop évident que les racines du problème se trouvent dans le sous-développement, et que le milieu dans lequel ils sont plongés est une véritable prison à double entrée, car les maigres appoints que constitue le travail des enfants.

Les gouvernements ne peuvent pas ignorer l'exploitation des enfants dans leur pays, ni les innombrables accidents et maladies dus au manque de formation, à la malnutrition et aux conditions inhumaines du travail des enfants. Ils ont presque tous signé la déclaration universelle des droits de l'homme adoptée par l'Assemblée générale des Nations unies en 1959, laquelle précise, entre autres, que tout enfant doit bénéficier d'une protection spéciale contre toute forme de négligence, d'abus ou d'exploitation. Ils ont aussi ratifié les conventions internationales sur l'âge minimum des enfants à l'admission au monde du travail.

Edité par la S.A.R.L. le Monde
Gérant : Laurent, directeur de la publication
Anciens directeurs :
Bouvier-Méry (1944-1969)
Lévy (1969-1982)

Impression :
du "Midi"
5, rue de la Harpe
PARIS-12
Reproduction interdite de tout ou partie
sans accord avec l'administration.
Commission paritaire des journaux
et publications n° 437
ISSN 0395-2637

En outre le B.I.T. le rappelle régulièrement, l'emploi des enfants sous-payés ou non payés est une augmentation du chômage et une plus grande inégalité de revenus et de richesses. Au surplus, cette pratique est contraire à la fécondité, les enfants naissent à la maison ayant tendance à considérer chaque nouveau-né comme un futur travailleur, ou un soutien pour les parents quand ils seront âgés.

Il n'en demeure pas moins conscient que les enfants des pays pauvres, et le plus souvent les enfants des villes, ne sont pas en mesure d'endurer l'exploitation de la main-d'œuvre infantile. Le B.I.T. pour sa part n'a naturellement pas les moyens d'entreprendre de telles gigantesques que constituerait une lutte à l'échelle globale contre ce fléau. Il se borne donc à étudier les différents aspects du problème et à proposer quelques mesures que M. Blanchard estime « réalisables ».

Aucun organisme international n'est en mesure de préciser avec bien l'enfance, et il n'a jamais séparé de leur famille, privés de toute possibilité d'éducation et de formation professionnelle, comme c'est le cas, pour ne citer qu'un exemple, des enfants qui quittent les zones rurales pour exercer des « petits métiers » de la rue dans les villes. Le rapport précise que l'on ne compte plus le nombre de fillettes qui, dans certaines entreprises électroniques, manipulent de petits composants électroniques pour des fils de cuivre ténus, et deviennent aveugles après cinq ou six ans de ce travail. De nos jours, des millions de milliers d'enfants sont encore employés dans les mines, vendus en servage (dans les esclavages agraires il n'est pas rare qu'un enfant soit « donné » en règlement d'une dette), sans parler des domestiques âgés de dix ans, réduits en esclavage, les jeunes saisonniers employés à la culture des champs saturés de pesticides...

Evocant les conditions professionnelles et les accidents du travail dont sont victimes les enfants, le rapport précise que « certains procédés de fabrication, comme ceux utilisés dans les verreries, soumettent les enfants à une chaleur excessive. Ils courent le risque de se couper ou de se brûler ». Dans les fabriques de tapis, ils travaillent courbés sur deux ou trois planches, ce qui provoque des déformations de la colonne vertébrale. Dans les industries du textile, de la construction, les enfants sont occupés aux chargements et aux déchargements ou à des travaux trop pénibles pour leur force. On remarque aussi dans les ateliers de réparation mécanique et les fonderies des enfants qui travaillent dans des locaux surpeuplés, mal ventilés, pollués et bruyants.

Dans beaucoup d'industries, les enfants travaillent sur des machines, sur des équipements conçus pour les adultes. Les bruits excessifs portent atteinte à l'ouïe. La chaleur, l'humidité, la poussière ont aussi des effets à faciliter la propagation de maladies transmissibles comme la tuberculose. Les maladies gastro-intestinales sont favorisées par l'absence d'eau potable et d'installations sanitaires. L'exposition prolongée aux produits chimiques, aux substances toxiques, peut avoir aussi de graves conséquences.

Si le B.I.T. se refuse à faire des chiffres globaux, il est en mesure de préciser que 80 % des enfants au travail se trouvent dans le tiers-monde, mais il ne faut pas oublier pour autant ceux qui sont exploités dans le sud de l'Europe, aux Philippines, et dans les

de dix à quatorze ans sont employés dans les zones rurales. 24,5 % d'entre eux ont commencé entre six et neuf ans. Dans les grandes villes d'Afrique et d'Asie, la main-d'œuvre des petites entreprises est principalement composée d'enfants sous-payés ou soumis à des conditions de travail inhumaines.

Réglementation

Pour les injustices et aux souffrances les plus criantes des victimes des enfants, M. Blanchard recommande d'abord son rapport aux États de mener une enquête sur leur régime politique et leur situation économique — devraient adopter : examiner les lois juridiques en vigueur à l'âge minimum à l'admission au monde du travail ; examiner les lois adoptées à chaque fois que possible pour adopter des lois et règlements pour l'ensemble des enfants ; adopter et faire strictement appliquer des lois interdisant l'emploi des enfants à des travaux dangereux ; promouvoir l'hygiène et la sécurité du travail ; améliorer les conditions physiques du travail ; renforcer l'inspection du travail ; les moyens de faire appliquer les règlements ; réglementer le niveau des rémunérations et protéger les salaires ; introduire des systèmes permettant aux enfants obligés de travailler d'avoir une activité scolaire et une scolarité ; éliminer les pratiques participant à l'exploitation des enfants.

M. Blanchard encourage également les gouvernements à mettre en pratique des projets simples d'amélioration de leur situation, qui auraient le double avantage de régler des situations particulières et d'offrir des enseignements utiles pour des programmes les plus adéquats.

ISABELLE VICHNIAC.

(1) D'après une enquête publiée en décembre 1981, le B.I.T. a estimé qu'à cette époque il y avait 50 millions d'enfants âgés de huit à quinze ans travaillant. Cette évolution était, selon le B.I.T., nettement en faveur de la réduction.

Les premières victimes de la récession mondiale et de la réduction du public internationale sont les enfants du tiers-monde. Pour parer à cette situation, les organisations membres des Nations unies ? Tel était le thème de l'Assemblée générale annuelle de l'UNICEF (Fonds des Nations unies pour l'enfance) qui s'est tenue du 20 mai à New-York.

De notre envoyée spéciale

New-York. — Les enfants représentent la moitié de la population mondiale, soit quelque deux milliards d'individus, à qui, soulignent les institutions internationales, toute possibilité d'expression est par nature déniée ; ni droit de vote, ni moyen de communication. Aussi l'UNICEF tente-t-il, depuis trente-sept ans, de parler pour eux, et son assemblée générale en fait chaque année l'occasion.

Ce n'est pas chose aisée. Jamais, depuis les années 30, soulignent les Nations unies, l'économie mondiale n'était tombée à un tel niveau qu'en 1982, malgré quelques timides signes de reprise constatés, où la capacité d'aujourd'hui pour plus de 30 % la capacité d'aujourd'hui. Ce chômage et ce sous-emploi, le chômage a atteint son niveau le plus élevé depuis quatre décennies, l'aide internationale au développement stagne, quand elle ne régresse pas franchement.

Cette situation se répercute directement sur l'économie des pays en voie de développement, et notamment sur l'état sanitaire de leur population. Dans l'ensemble du tiers-monde en effet le revenu par tête a chuté, pour la seule année 1982, de 1,5 %, les régressions les plus spectaculaires étant constatées en Afrique noire, où de nombreux pays, en outre, sont ravagés par une sécheresse persistante.

(Publié.)

RÉPUBLIQUE ALGÉRIENNE DÉMOCRATIQUE ET POPULAIRE

Ministère de l'Industrie lourde

ENTREPRISE NATIONALE DES INDUSTRIES DE L'ÉQUIPEMENT MÉNAGER — ENIEM. (Issue de la restructuration de la SONELEC)

AVIS D'APPEL A LA CONCURRENCE INTERNATIONAL OUVERT N° DD/02/83

L'entreprise nationale de l'industrie de l'équipement ménager ENIEM, par un avis d'appel à la concurrence internationale pour la réalisation à Tizi-Ouzou - Oued-Aissi, d'une usine de fabrication de réfrigérateurs à gaz d'une capacité de 250 000 appareils par an.

Le présent avis a pour objet de solliciter des offres de fabrication de réfrigérateurs à gaz d'une capacité de 250 000 appareils par an.

Les offres accompagnées des pièces réglementaires prévues par le décret 82.145 du 10-04-1982 portant réglementation des marchés de l'opérateur public doivent parvenir en (03) exemplaires, sous doubles enveloppes scellées à l'adresse suivante :

ENIEM - Direction du Développement - CAM - Zone Industrielle de OUED-AISSI, B.P. 108 TIZI-OUZOU 8 ALGERIE.

L'enveloppe contenant la soumission devra être anonyme et portera obligatoirement et exclusivement la mention suivante : « APPEL A LA CONCURRENCE INTERNATIONALE N° DD/02/83 »

USINE CUISINIÈRES - A NE PAS OUVRIR

Les soumissionnaires intéressés peuvent retirer la notice des charges à l'adresse sus-indiquée contre la somme de 200 DA. Les soumissions doivent parvenir au plus tard quatre-vingt-dix (90) jours après la parution du présent avis.

Les soumissionnaires retenus seront engagés par leurs offres pendant un délai de 120 jours.

Le résultat le plus clair de ce marasme est une chute des investissements sanitaires et sociaux, et une dégradation absolue des services publics. Les recettes fiscales des États subissent en effet, les répercussions directes de l'amoindrissement de leurs ressources, ce n'est pas sans conséquence sur l'aide internationale.

Quelques signes, parmi d'autres, sont révélateurs de cette situation : la malnutrition pourrait toucher, à l'évolution actuelle continue, 800 millions d'individus en l'an 2000 contre 400 millions aujourd'hui. Moins de 10 % des enfants y sont vaccinés contre les maladies les plus communes et les plus meurtrières des premières années de la vie. Dans les pays les plus pauvres, l'espérance de vie continue de stagner aux alentours de quarante ans, et l'analphabétisme y reste toujours les 80 %, voire davantage pour la population féminine.

Dans ces conditions, pour un certain nombre de bailleurs d'aide, les interventions efficaces apparaissent de plus en plus incompatibles avec le saupoudrage. Telle était déjà l'optique de l'UNICEF. Il s'agit aujourd'hui d'accentuer encore cette orientation, et de mettre en œuvre des politiques plus efficaces à l'intérieur du tiers-monde et au sein des pays eux-mêmes. Aussi l'organisation a-t-elle décidé, à New-York, de concentrer davantage d'efforts dans les zones rurales de l'Afrique, notamment l'Afrique noire, où le plus grand nombre de victimes.

L'explosion démographique des bidonvilles

Dans le même esprit, l'UNICEF vient de prendre deux décisions. Jusqu'à présent l'institution distribuait les fonds dont elle dispose en fonction de deux critères principaux : le volume du produit national par tête d'habitant et l'effectif de la population infantile. Pour une coopération soit plus directement tournée vers les plus démunis, l'UNICEF intégrera désormais dans l'analyse des situations le critère de la mortalité infantile, fidèle indicateur du niveau sanitaire d'une population. Cette prise en compte bénéficiera, en outre, à l'Afrique noire, où la mortalité infantile est la plus élevée du monde (entre le cinquième et le tiers des enfants y disparaissent avant l'âge de cinq ans).

L'UNICEF, traditionnellement tourné vers le développement rural, développera une autre action vers les villes : l'urbanisation précipitée du tiers-monde prend en effet une dimension véritablement catastrophique. « Déjà », écrit dans son rapport au conseil d'administration le directeur de l'institution, M. James Grant, « tiers de tous les enfants des pays en développement vivent à présent dans les villes ». C'est-à-dire, dans leur immense majorité, dans les bidonvilles. Pour la première fois dans l'histoire, la croissance de la population urbaine du tiers-monde a dépassé, en chiffres absolus, celle de la population rurale. Entre 1970 et l'an 2000, l'effectif urbain des enfants âgés de moins de quinze ans passera, estime-t-on, de 100 à 200 millions. Seul le développement rural peut freiner cette évolution. Mais des programmes urbains devront de toute évidence être mis en œuvre.

Restriction

Jusqu'à présent, l'organisation n'a pas souffert, dans son budget, d'une restriction des allocations dont elle dispose de la part des pays industrialisés, malgré les tentatives répétées mais infructueuses de M. Ronald Reagan de réduire la contribution américaine — première contribution mondiale — tentatives auxquelles le Congrès s'est opposé. Entre 1981 et 1982, le budget de l'organisation — 378 millions de dollars en 1982 — a même augmenté d'un quart.

Mais chacun sait que cette situation est relativement fragile. D'abord parce que le financement de l'organisation repose sur des contributions volontaires — gouvernements, firmes privées, — évidemment soumises aux aléas de la conjoncture internationale. Ensuite parce que l'institution n'est pas à l'abri, il s'en faut, des fluctuations du dollar, de quelques tensions internes, voire de frictions avec d'autres institutions internationales. Mais ce fut le cas récemment avec l'O.M.S. Il est clair que l'originalité de son mandat — c'est un fonds d'intervention et non une organisation — comme le militantisme de ses membres, lui confèrent une place particulière dans le système des Nations unies. Chacun d'entre eux, souligne à New-York l'un de ses responsables, lorsqu'il est en mesure de programmes en faveur de l'enfant, a adopté la formule de George Bernard Shaw : « Je n'ai pas d'ennemis en dessous de l'âge de dix ans ».

CLAIRE BRISSET.

Quatre éléments d'une stratégie

Outre les décisions qui viennent d'être prises par son assemblée générale à New-York, l'UNICEF entend d'axer son action sur une stratégie qu'il a mieux en mesure de définir et de mettre en œuvre : diffuser les méthodes de réhydratation par voie orale, au moyen de « sels » de fabrication simple, dont l'usage permet d'éviter de nombreux décès de jeunes enfants par déshydratation ; mettre en œuvre la vaccination de masse contre les maladies ; promouvoir l'allaitement maternel ; diffuser des techniques de conservation permettant aux mères et aux travailleurs ruraux de conserver les aliments.

Ces quatre éléments, qui s'intègrent dans une politique d'aménagements d'hydraulique et d'assainissement jouent un rôle central, l'organisation ajoute l'encouragement à l'espacement des naissances et à la planification des politiques démographiques dans les pays en développement, ou non, sur la base de la vie.

que l'UNICEF souhaite réserver aux situations d'urgence.

L'ensemble constitue un renforcement des efforts de la stratégie de santé prioritaire que l'institution, en collaboration avec l'Organisation mondiale de la Santé (O.M.S.), met en œuvre dans 107 pays du tiers-monde. L'institution prend aussi une part active dans les politiques économiques et sociales, avec lesquels elle coopère et se propose de mettre en œuvre, sur ce point, un programme commun avec l'UNESCO.

Enfin, l'UNICEF continuera de prendre en charge des programmes d'aide d'urgence dans les situations de crise, par exemple, par laquelle l'organisation alimente un fonds « ad hoc » qui dispose d'un service spécialisé. Ce mécanisme a permis, en 1982, d'agir dans les pays les plus touchés, en particulier au Liban, au Tchad, au Yémen et en Afrique de l'Ouest, et l'expulsion des étrangers hors du Nigeria.

C. B.

Économie

LA « TABLE RONDE » POUR L'EMPLOI DES JEUNES

Les partenaires sociaux ouvriront « très rapidement » une négociation paritaire

Consacrée à l'insertion et à la formation des jeunes de seize à vingt-cinq ans, la « table ronde » présidée par M. Pierre Mauroy, le 21 mai à Matignon, a permis de dégager des convergences entre les partenaires sociaux invités.

À l'issue d'une matinée de discussions, les organisations patronales (C.N.P.F. et C.G.P.M.E.) et syndicales (C.G.T., C.F.D.T., C.F.T.C., C.G.C. et F.O.) ont accepté de se retrouver « très rapidement » pour engager des négociations. La C.G.C. s'est montrée plus sceptique. M. Marchelli déclarant à la presse que la « table ronde » n'avait pour but que de redorer le blason du premier ministre. Les négociations porteraient sur le plan 16-25 ans et permettraient de définir, plus précisément, un nouveau type de travail pour la formation en alternance. Les uns et les autres ont insisté sur l'importance qu'ils accordaient à cette nouvelle étape dans la politique contractuelle, escomptant bien parvenir à un accord.

Cet accord s'intégrerait dans l'ensemble du dispositif préparé par M. Marcel Rigout, ministre de la formation professionnelle, qui est l'objet du projet de loi adopté par le conseil des ministres le 13 avril.

De son côté, le premier ministre, M. Pierre Mauroy, a déclaré que les partenaires sociaux s'engageaient à « mobiliser » et à « motiver » le gouvernement respectera la volonté contractuelle des partenaires sociaux. Il a ajouté, dans le communiqué final, qu'il examinera « avec la plus grande attention » les modalités de financement, compte de la nécessité d'améliorer la compétitivité de l'économie.

M. Yvon Chotard, vice-président du C.N.P.F., a voulu voir, dans cet engagement du premier ministre, une réponse aux inquiétudes qu'il n'a cessé de formuler à propos du projet de loi sur la formation continue (voir le Monde du 12 et 20 mai). « Le gouvernement a réaffirmé la priorité de la politique contractuelle », a-t-il déclaré.

Une première lueur

Le vice-président du C.N.P.F. s'est, par ailleurs, félicité de voir « heureusement » les opinions, malgré leurs divergences, être capables de converger quand il s'agit de l'emploi des jeunes. Observant que les objectifs du plan 16-25 ans sont ambitieux, et par conséquent difficiles à atteindre, il a cependant

affirmé que les entreprises étaient disposées à l'effort.

Pour sa part, M. Marchelli, président général de la C.F.D.T., s'est montré optimiste en soulignant que la perspective de négociations pour un accord paritaire représentait « enfin une lueur, la première après le plan de rigueur ». Il revient aux syndicats et aux patrons de prendre leurs responsabilités dans une réforme de l'apprentissage, même si l'Etat a un rôle à jouer pour le financement, a-t-il ajouté.

Par la voix de M. Lomet, la C.G.T. a fait connaître ses appréciations sur l'initiative positive des propositions gouvernementales. Il a indiqué qu'elle participerait à la négociation avec « la volonté de défendre les intérêts des jeunes ».

Quant à la C.G.P.M.E., plus prudente, elle a fait savoir que la formation en alternance ne devrait pas être substituée à une formation nationale « défectueuse », ni devenir une « garderie ». « Nous sommes prêts à la négociation avec précaution », doit dire M. Gilson, mais pas sous la tutelle du gouvernement, qui doit respecter les droits contractuels.

Un objectif de huit cent mille jeunes

Dans un communiqué final, M. Pierre Mauroy a déclaré que les partenaires sociaux qui interviennent en faveur de la formation et de l'insertion professionnelle des jeunes. Les mutations technologiques imposent une continue adaptation au milieu du travail et, d'autre part, la lutte contre le chômage oblige à utiliser tous les moyens disponibles. D'autant que, a précisé le premier ministre, « nous ne pouvons indéfiniment prolonger la politique des départs en préretraite : l'équilibre des comptes sociaux n'y résisterait pas ».

Le programme pour les 16-25 ans devrait permettre, au 31 décembre 1983, à 800 000 jeunes de bénéficier d'une aide à l'emploi ou à la formation, contre 200 000 en 1981 et 200 000 en 1984, dont 200 000 jeunes de l'emploi-formation.

L'Etat, a-t-il enfin annoncé, fournira « l'effort financier supplémentaire nécessaire » à l'application intégrale de la loi sur le budget de 1984.

ALAIN LEBLANC.

CHOMAGE TECHNIQUE A AULNAY ET CHEZ TALBOT-POISSY

Citroën a annoncé, le 20 mai, deux journées de chômage technique à l'usine d'Aulnay, les 2 et 3 juin. Quatre mille cinq cents des mille six cents ouvriers touchés par ce chômage technique, par des raisons techniques - des retards dans l'approvisionnement en pièces détachées, dans la direction.

La direction de Talbot-Poissy, elle aussi, a annoncé nouvelles journées de chômage technique, les 2, 3, 6, 16, 17, 23 et 24 juin. La direction de l'usine a également annoncé l'arrêt prochain de la chaîne des Tagora et l'abandon des activités (fabrication de la vitre, vitesse, chromage, polissage, cadmiage). La 205, qui sera construite à Mulhouse, pourrait en revanche être fabriquée en partie à Poissy à la fin de l'année.

F.O. a dénoncé les « déclarations » de la direction, et la C.G.T., dans un communiqué, dénonce le « sabotage de l'usine » par la direction de P.S.A., qui oriente ses objectifs vers la disparition de la marque Talbot. « La C.G.T. ne laissera pas faire ce coup bas à l'industrie automobile », conclut le communiqué.

Le nombre de licenciements d'entreprises, en avril, a été de 1 601, en données corrigées des variations saisonnières, contre 1 181 en mars (+ 24,98 %). En avril 1982, (- 5,04 %). Ces chiffres, selon l'INSEE, « ne sont que des jugements provisoires ». Les licenciements précédents ne s'étaient pas inscrits. « Aucune évolution significative ne peut être dégagée ».

RECTIFICATIF. - Dans l'article consacré à l'emprunt Giscard (le Monde du 21 mai), le chiffre de 11 milliards de francs correspond au cumul du paiement des intérêts depuis 1973, date du lancement de l'emprunt. En 1982, le paiement des intérêts a représenté 4,2 milliards de francs en 3,3 milliards l'année précédente.

Sécurité sociale

LA C.G.C. N'ÉLÈVE PAS D'OBJECTIONS FONDAMENTALES AU PROJET D'ÉCONOMIES

M. Jean Meunier et Paul Marchelli ont indiqué, le 20 mai, que la C.G.C. n'a pas élevé d'objections fondamentales au projet d'économies pour la Sécurité sociale. M. Marchelli a déclaré que la C.G.C. n'a pas d'objection fondamentale à la réduction de 25 % de la cotisation mixte et à la réduction de 25 % de la valeur ajoutée des entreprises.

Pourtant, ont-ils ajouté, ne pas couvrir intégralement, comme aujourd'hui, les opérations à partir du K 20 « pourrait avoir des effets pervers ». Les personnes démunies de ressources pourraient retarder leur opération pour être obligés ensuite de subir une intervention beaucoup plus coûteuse. En matière de financement de la Sécurité sociale, la C.G.C. marque sa préférence pour la réduction de la T.V.A., mais rejette la possibilité d'une « assiette de cotisation mixte » et à la fois sur les salaires et la valeur ajoutée des entreprises.

De son côté, la C.F.D.T. juge « inadmissible » de réduire les versements des cotisations sociales, alors qu'il y a une application intégrale de la vignette sur le tabac et l'alcool destinée à renforcer les recettes de cet organisme.

Cette réticence a affirmé, le 20 mai, dans un communiqué, que cette éventuelle mesure « n'est pas justifiée, puisque cette branche de la Sécurité sociale (assurance-maladie) s'équilibre depuis deux ans (excédent de 5 milliards fin 1982). Enfin, elle estime que « l'absence de restriction de l'accès aux soins aggrave les inégalités ».

Lisez
LE MONDE
diplomatique

Revue des valeurs

BOURSE DE PARIS

Semaine du 16 au 20 mai 1983

Le palier

Pour faire mentir le dicton boursier qui veut que deux fois sur trois le balancier penche du mauvais côté au mois de mai, cette liquidation, qui sanctionne la variation des cours boursiers entre le début et la fin du mois, a encore été gagnante pour le cinquième mois consécutif depuis le début de l'année.

En dépit d'une baisse de 1,8 % constatée au cours de ces cinq séances au palais Brongniart, où le ton est apparu beaucoup plus hésitant que durant ces dernières semaines, les actions françaises ont affiché, en effet, un bilan positif de 0,85 % vendredi, jour de la liquidation, faisant ainsi à 126,7 l'indice de la Bourse de Paris (référence fin de l'année précédente) alors que l'indice de la Compagnie des agents de change se situait à 123,8, l'écart entre ces deux baromètres du marché parisien étant - pour une fois - limité.

Un score convenable, donc, mais il faut admettre que les vendeurs (dont n'ont pas le bon motif des bénéfices réalistes à invoquer) ont commencé à resserrer les rangs durant la seconde quinzaine de mai au fur et à mesure que l'horizon s'obscurcissait à Wall Street où Henry Kaufman, qui interroge régulièrement la bourse de cristal pour le compte de sa société (Solomon Brothers) - et de sa propre publicité, - a encore fait des siennes en affirmant mordicus qu'il était vain d'attendre une nouvelle baisse des taux d'intérêt au pays de l'Oncté Sam.

Une fois de plus, le « gourou » new-yorkais aura réussi son effet et la douche froide qui a assésé les investisseurs du Big Board, éclaboussant sévèrement les places internationales, dont la nôtre, a encore porté quelques gouttelettes en fin de semaine. De plus, à Paris, l'actualité économique n'incite pas les familles de la rue Vivienne à tomber dans un optimisme béat. La confirmation du prêt de 27 milliards de francs accordé à la France a simplement permis aux analystes de repasser à l'encre le chiffre qu'ils avaient jusqu'alors inscrit au crayon sur la feuille de l'endettement extérieur. Simple formalité. L'annonce d'une hausse des prix de 1,4 % en avril, par contre, a été sérieusement prise en compte par les investisseurs financiers qui ont vu leur portefeuille se dégraisser de 1,8 % vendredi. M. Jacques Delors a l'idée d'un nouveau blocage des prix avancé par quelques journalistes retors.

Come ça les trains qui arrivent à l'heure n'entraînent pas la panique, c'est bien connu, c'est à cet égard l'impossibilité dans laquelle se trouverait la Rue de Rivoli de contenir dans la

limite de 2 % l'inflation en France cette année, alors que les gazettes financières l'attendent quel que soit le résultat de la persistance de la déflation, qui sanctionne la variation des cours boursiers entre le début et la fin du mois, a encore été gagnante pour le cinquième mois consécutif depuis le début de l'année.

Leurs lecteurs en ont tiré quelques enseignements, et s'il est encore trop tôt pour dire si une réaction ordonnée se fait jour sous les lambris, les nombreux observateurs pensent que le marché est actuellement à un palier. « Le niveau d'activité est rassurant pour l'Instant », estime un professionnel, faisant valoir les 200 millions de francs traités chaque jour en moyenne depuis le début de l'année sur les valeurs françaises, « mais la sélectivité se précise au fil des séances », explique-t-il.

Tous les secteurs ont maintenant été passés au peigne fin et si les valeurs de sociétés ancrées à l'étranger doivent continuer à tirer mathématiquement profit d'un dollar qui a culminé à 7,44 F en milieu de semaine (à ce niveau, le « billet vert » a effectué un bond extraordinaire de 85 % par rapport à juillet 1980 lorsqu'il valait aux environs de 4 F), les autres compartiments devraient continuer à refléter l'émotion des investisseurs.

Traditionnellement, le mois de juin marque « la période des comptes » correspondant aux dividendes encaissés par les actionnaires et dont une partie, plus ou moins importante selon la conjoncture et la concurrence des autres instruments de placement, est réinvestie en bourse. Cette année, le mouvement va se poursuivre, mais il sera sans doute inférieur aux 10,52 milliards de francs de dividendes net encaissés en 1982 (contre un peu plus de 12 milliards l'année précédente), ne serait-ce qu'en raison de la limitation légale imposée en 1982-1983 et de la décision déjà annoncée par plusieurs sociétés, et non des moindres (comme, par exemple, de ne pas verser de dividendes).

Le mois de juin risque de constituer une lourde échéance pour le contribuable (versement de l'impôt sur les grandes fortunes, emprunt obligatoire de 10 % et demi-solde de la Sécurité sociale). De plus, les augmentations de capital qui avaient marqué le pas après un démarrage en flèche en début d'année vont reprendre avant l'été à un rythme accéléré (on table sur environ 2 milliards de francs), un élément qui pourrait également contribuer à assécher le marché parisien.

SERGE MARTI.

Le compte d'épargne en actions a son décret

Décidément, on a mis les bouchées doubles au Trésor ! Après plusieurs semaines d'attente, le Journal officiel a publié le 3 mai dernier une demi-douzaine de décrets concernant la loi Delors sur le développement des investissements et la protection de l'épargne. Quinze jours plus tard, les fidèles lecteurs de cette aride gazette, prenant connaissance, mardi 17 mai, d'un décret d'application sur le fameux compte d'épargne en actions (C.E.A.) destiné à prendre le relais de l'ancien système des « 5 000 F Memory ».

En 1984, il lui suffira d'acheter 4 000 F d'actions supplémentaires pour obtenir une nouvelle déduction de 3 500 F.

Par ailleurs, les contribuables qui ont investi dans le nouveau depuis le début de l'année 1983, date d'entrée en vigueur du C.E.A., sans avoir ouvert de compte jusqu'ici, peuvent transférer ces mêmes titres sur un C.E.A. et bénéficier de l'avantage fiscal.

Peu à peu, le nouveau système se met en place, devant au passage un certain nombre d'appréhensions initiales des investisseurs.

qu'inspire généralement tout nouveau produit financier qu'aux complications - réelles ou supposées du nouveau système - par rapport aux « 5 000 F Memory ». Le C.E.A. sera-t-il un succès ? Il est encore trop tôt pour répondre à cette question mais d'après des pointages effectués dans certains établissements et extrapolés à l'ensemble du système bancaire, le nombre de C.E.A. ouverts depuis janvier 1983 - à un rythme beaucoup plus rapide depuis quelques semaines - avoisine à présent les 150 000 à 200 000 comptes.

S. M.

La DAFSA sera introduite le 2 juin prochain sur le second marché au prix de 200 F

Une demi-douzaine d'entreprises françaises sont « dans le train », selon l'expression des marchés de ce mois, pour être introduites au cours des prochaines semaines sur le second marché à la Bourse de Paris (et sans doute à celle de Lyon), mais la DAFSA est la première à faire officiellement acte de candidature.

Le 2 juin prochain, 29 000 titres de cette société bien connue des milieux financiers en raison de ses nombreuses activités (collectes, tréasuries et diffusion d'informations économiques, financières, industrielles et immobilières), soit 11,4 % de capital de 25,4 millions de francs du groupe DAFSA-KOMPASS feront leur entrée officielle sur le second marché de la Bourse de Paris sur la base d'un cours minimum de 200 F. L'opération est confiée à un groupement d'introduction et de placement regroupant les principaux actionnaires (banques, compagnies d'assurance), tandis qu'un groupement de liquidité composé de la charge d'agent de change FERRIER

GERME et de la société privée de gestion et de conseil (P.G.C.) sera chargé de soutenir le marché de ce nouveau titre, dont la capitalisation boursière devrait avoisiner une cinquantaine de millions de francs.

Créée en 1979, la DAFSA a absorbé dix ans plus tard la Société d'Assurance et de Financement (S.A.F.) avant d'opérer en 1981 un rapprochement avec la SNEI, éditeur de l'annuaire Kompass, qui rassemble 7 000 entreprises. Une possibilité d'intervention est depuis peu offerte avec les deux éditions européennes de Kompass, qui regroupent au total des renseignements sur 250 000 sociétés.

Dotée d'effectifs légèrement supérieurs à 400 personnes (dont 160 cadres), la DAFSA a réalisé en 1982 un chiffre d'affaires de 150 millions de francs, payable sans doute la plus importante banque de données française depuis la mise en place du système ADESS au milieu de l'année 1982. - S. M.

LE VOLUME DES TRANSACTIONS (en francs)					
	16 mai	17 mai	18 mai	19 mai	20 mai
Terme	300 059 929	259 132 731	312 651 704	324 101 573	426 615 221
Comptant	657 474 462	720 792 500	924 680 587	744 863 128	849 827 090
R. et obl.	219 091 104	152 053 244	173 082 972	144 161 128	151 475 288
Actions	1 176 625 495	1 131 978 475	1 410 415 263	1 213 125 829	1 427 917 599

INDICES QUOTIDIENS (base 100, 31 décembre 1982)				
	16 mai	17 mai	18 mai	19 mai
France	125,8	125,1	125,3	124,9
Etranger	136,4	134,7	134,4	133,9

COMPAGNIE DES AGENTS DE CHANGE (base 100, 31 décembre 1982)				
	16 mai	17 mai	18 mai	19 mai
Tendance	129,2	128,1	128,1	128,1
Indice gén.	126,1	124,5	124,6	124,7

BOURSES ÉTRANGÈRES

NEW-YORK

En baisse

Les conséquences à attendre de la forte hausse de la masse monétaire, confirmée par les dernières statistiques et les perspectives de coup d'arrêt à la baisse des taux d'intérêt qui en découlent, ont pesé toute la semaine sur Wall Street, où l'indice Dow Jones des valeurs industrielles se situait, vendredi, à 1 190,01 contre 1 218,74 la semaine précédente. La communauté financière a également été impressionnée par une vente importante (aux environs de 100 millions de dollars) effectuée par Merrill Lynch pour le compte de l'un de ses clients.

	Cours 13 mai	Cours 20 mai
Alcoa	35 1/2	35
A.T.T.	37 1/2	36 3/4
Boeing	37 1/2	36 3/4
Chrysler	60 1/2	57
Du Pont de Nemours	46 3/4	45 3/8
Eastman Kodak	34 1/8	34 1/2
Exxon	34 1/8	33 1/2
Ford	51 1/4	48 7/8
General Electric	109 7/8	105 3/8
General Motors	43 1/4	42 1/8
Goodyear	33 1/2	32 3/4
I.B.M.	116 1/2	111 1/4
J.T.I.	39 7/8	39
Mobil Oil	38 3/4	38 3/4
Pfizer	83 3/8	79 3/8
Schlumberger	46 3/8	46 3/4
Tesoro	35	34 3/8
U.S.A.I. Inc.	45 3/4	44 3/4
Union Carbide	65	64 5/8
U.S. Steel	24 7/8	24 7/8
Westinghouse	47 3/4	47
Xerox Corp.	45 3/4	45 1/8

LONDRES

Reprise

Après un démarrage très calme, reflétant les incertitudes qui suscitent les prochaines élections générales, la Bourse s'est reprise sous l'effet d'une vente concentrée, notamment sur P. and O. (ex-Penninean and Oriental). Cette dernière fait l'objet de rumeurs selon lesquelles le conglomerat Trafalgar House envisage l'intention de lancer prochainement une O.P.A. sur P. and O., poussant la compagnie maritime britannique.

Indice F.T. : industriel, 665,5 contre 671,7 ; mines d'ex. 665,5 contre 670,4 ; fonds d'Etat, 80,57 contre 80,69.

	Cours 13 mai	Cours 20 mai
Bechtel	360	358
Bovater	245	248
B.P. Petroleum	246	248
Charter	94	95
Comorand	246	248
De Beers (*)	3,35	3,17
Dunlop	50 3/4	50
Price Waterhouse	50 3/4	50
Glaxo	840	825
Gr. Union Stores	581	559
Imp. Chemical	446	440
Shell	1 430	1 409
Unilever	725	710
Victory	117	120
War Loan	34 1/2	34 1/2

(*) En dollars.

TOKYO

Recul

Les investisseurs étrangers se sont un peu retirés du marché en raison du recul de Wall Street, et l'absence de cet élément de soutien important pour la cote a fait dévaler une action japonaise, l'Indice Nikkei Dow-Jones est repassé sous la barre de 8 600 yens pour s'établir à 8 561,45 yens, en baisse de 65,66 yens pour l'ensemble de la semaine, tandis que l'indice général déclinait 0,99 point à 631,74.

	Cours 13 mai	Cours 20 mai
Abei	516	525
Bridgeport	590	585
Cannon	1 330	1 370
Fuji Bank	500	500
Honda Motor	833	837
Mitsubishi Electric	1 750	1 740
Mitsubishi Heavy	226	214
Sony Corp.	3 660	3 610
Toyota Motor	1 150	1 140

FRANCFORT

Léger déclin

Profitant de la récente baisse des cours pour procéder à quelques achats, la clientèle domestique et allemande a fait remonter la cote, permettant à l'indice de la Commerzbank de s'établir vendredi à 932,2 contre 931,3 la semaine précédente.

	Cours 13 mai	Cours 20 mai
A.E.G.	75,90	76
B.A.S.F.	144	146,10
Boyer	137,20	137,90
Commerzbank	175,20	174,90
Deutschebank	332	327
Hoechst	143,60	143,90
Kaschka	264	268
Mannesmann	164	162,60
Siemens	337	336,90
Volkswagen	175	174

Les avoirs en francs de change de la France s'élevaient, à la fin du mois d'avril, à 372,49 milliards de francs, une augmentation de 21,3 milliards de francs par rapport au mois précédent.

Les avoirs se répartissaient comme suit : 247,1 milliards d'avoirs en or, 67,9 milliards d'avoirs en ECU, 1,1 milliard d'avoirs au F.E.C.M., 43,9 milliards de devises, 12,3 milliards d'avoirs sur F.M.I.

Le Monde



Le cache-cache des frais professionnels

Petites débrouilles et grandes magouilles. Ces dernières années, le fisc se faisant plus sévère, les temps sont devenus plus durs. Pour en profiter, il faut être placé très haut...

DES frais ! Ah ! c'était le bon temps ! Les soupçons s'échappent des poitrines unanimes, les yeux s'embuent de nostalgie. Les patrons commencent dans le regret de l'âge d'or : il fallait voir les années 60-70, on pouvait emmener sa belle-famille déjeuner le lundi de Pâques dans une ravissante auberge campagnarde et jurer à son directeur que c'était le client de l'époque. Limoges pour le week-end... A cette époque béate, le fisc n'allait pas trop trifouiller les comptes de la petite entreprise familiale. L'eau, le gaz, l'électricité, le téléphone, le jardinier, le chauffeur et la bonne, la voiture de madame, les vélomoteurs des enfants, les fleurs du dîner, toute la vie familiale était payée par la société. On a même vu des cousins week-end venir remplir leurs jerricans à la pompe où les camions s'abreuyaient : puisque c'était leur entreprise, ils ne prenaient rien à personne.

Il y avait aussi soupçon par les pouvoirs publics depuis quelques années, les frais professionnels font aujourd'hui l'objet d'une surveillance attentive, tatillonne même selon ceux qui la subissent.

A la vérité, il y a les nécessités et les habitudes. Il y a des dépenses qui sont par nature plus humaines et les autres jouent un rôle primordial d'entraînement des frais. Un exemple : une entreprise de sous-traitance industrielle spécialisée nécessite moins de frais de représentation, de restaurant ou de cadeaux qu'une société commerciale travaillant dans un secteur très lucratif. Une évidence. Mais chaque profes-

sionnel a ses habitudes : les moyens de spectacle, de la publicité, des moyens de communication, les voyages, les repas, les austères que ceux de la sidérurgie ou des machines-outils. Enfin, les métiers où l'on se déplace beaucoup entraînent de gros frais : un journaliste en reportage coûte cher. Un homme d'affaires en voyage à la recherche de nouveaux contrats coûte cher. Le directeur artistique d'une agence de publicité surveillant une prise de vues coûte cher.

Mais les Français, qui aiment se faire passer pour de petits malins, se vantent d'arrondir leurs fins de mois par les notes de frais. Tel directeur commercial d'une maison de conserves dit passer huit jours aux Bahamas aux frais de sa maison à chaque voyage d'affaires aux Etats-Unis. Tel publicitaire affirme se débrouiller toujours pour faire ses photos aux Seychelles ou à Tahiti et se nourrir de langoustes dès le petit déjeuner. A croire qu'on n'a de cesse de rouler son patron, qui lui-même n'a de cesse de rouler le fisc. Le patron d'une entreprise de carrelage est fidèle à sa clientèle en lui offrant une fois par an le spectacle des dames à vendre dans les vitrines d'Amsterdam, et un peu plus que le spectacle...

Ligne par ligne

En fait, pour ce jeu, les possibilités se sont multipliées. Dans un monde où la publicité est le roi, il y a une dizaine d'années, l'argent coulait à flots. Les entreprises ont bien changé avec la crise économique. Le directeur administratif de l'agence de publicité Young et Rubicam explique : « En période de croissance, on ne comptait pas sur les clients des dévils forçataires, on pouvait y aller au coulage des frais. Mais, à l'heure actuelle, il faut leur détailler tout, ligne par ligne. Si les photos des catalogues de maillots de bain sont prises aux Seychelles ou à Tahiti, c'est parce qu'en janvier il y avait une équipe complète de trois semaines de photographie, des assistants, les maquilleurs, le coiffeur, le maquilleur à l'air de Saint-Tropez que le soleil se...

Cent francs d'allocation pour un voyage ou 200 francs de nuit d'hôtel, ce n'est pas dément, ajoute le même directeur, ce n'est pas ce qui grève un budget, quand on a des clients qui exigent des photos ou des dollars par jour. Un exemple de budget parmi d'autres : 158 000 francs pour les collants, il y a 10 000 francs de transport pour l'équipe et 10 000 francs de frais d'hôtel, repas, etc.

Même son cloche dans la filiale française d'une multinationale de produits chimiques. Le contrôleur de ges-

tion évoque la gabegie de frais lorsqu'il est entré dans la maison voici onze ans. Les gens parlaient en voyage sans jamais restituer les devises qu'ils rapportaient. On a vu un dirigeant prêter à son fils un véhicule de fonction toute l'année, le faire voyager à Deauville car le cher enfant n'avait pas prévu la marée. Eh bien, il ne l'a jamais remboursée et s'en est fait offrir une autre. Un directeur se faisait accompagner dans tous ses voyages par son épouse, sous prétexte qu'il avait eu un infarctus, il ne pouvait prendre le risque de se déplacer seul.

A présent tous les frais sont soigneusement vérifiés. Le service de gestion sait maintenant qui dépense combien et pourquoi. A Paris, les restaurants et les taxis sont au dos de chaque facture le nom de l'invité, sa société et sa fonction et faire contre-signer sa note par son patron, d'un rang de directeur adjoint au moins.

Hélas, la surveillance n'est pas très efficace, car les directeurs ont tendance à signer n'importe quel et à couvrir tous les frais de leurs subordonnés, fussent-ils aberrants, nous n'y pouvons rien. Nous déplorons les excès, mais les connaissons mal. Il est fort délicat de dire à des gens d'un certain rang qu'ils poussent le bouchon un peu loin. D'autre part, si les jeunes ont intérêt à faire attention et à ne pas emmener leurs copains à classe déjeuner chez Taillevent, à partir d'un certain niveau on est bien tranquille. On a vu passer une addition de huit couverts chez Maxim's que personne ose demander au fin gourmet autre chose que si c'était bon.

Il est même des sociétés où ceux qui ne dépensent rien sont mal vus : on les considère de ne pas faire grand-chose.

Le directeur d'une banque d'affaires explique : « Si quelqu'un dépense beaucoup mais rapporte à l'entreprise l'argent, on ne va pas le lui reprocher. Evidemment, si un cadre va trois fois dans l'année en Australie et ramène jamais un rapport, on va lui faire remarquer que c'est inutile de voyager si loin pour un si piètre résultat. » Cette banque, les frais ont été de 3 100 000 francs en 1982, et l'on prévoit 3 500 000 francs en 1983. Enorme ? Sans doute, mais cela ne représente que 1 % des dépenses.

Pourvu qu'ils rapportent gros...

C'est ce que fait valoir un directeur du personnel : « Un cadre coûte en moyenne 1 million par an en salaire, bureau, frais, téléphone et secrétaire, le salaire ne comptant que pour 1/3 des charges sociales. Il faut qu'il rapporte plus pour équilibrer les comptes, alors un taxi de plus ou de moins... »

Ce qui coûte cher, ce sont les voyages. Un poste qui ne cesse de s'accroître. Parce que les affaires se sont internationalisées. Puisque, en période difficile, on va de plus en plus loin chercher les affaires. Enfin, pour tous les cadres, les charges sociales s'accroissent : une entreprise nationalisée s'attend à voir passer ses frais en province ou à l'étranger de 16 millions pour l'année 1983 à 20 millions en 1983.

Un accroissement auquel on se résigne, car dans les grandes entreprises la philosophie peut se résumer ainsi : tant pis si les cadres coûtent cher, pourvu qu'ils rapportent.

Pour illustrer ce principe, chacun a son histoire incroyable. En voici une :

Un cadre parisien promettrait à titre strictement privé une conférence à une association de Montpellier. Pas de chance, c'est le jour choisi par Air Inter pour une grève de vingt-quatre heures. Sans être trop longtemps rongé par le doute, le jeune cadre dynamique prit un avion-taxi et s'en fut donner sa conférence, présentant froidement les quelques milliers de francs de sa facture à son employeur. La facture a fait depuis un an et demi le tour de tous les services, chacun refusant de la prendre en charge.

Les entreprises récemment nationalisées ne sont pas les dernières à maintenir un certain faste, même lorsqu'elles perdent de l'argent. Certains présidents n'avaient pas encore pris leurs fonctions qu'ils avaient déjà fait entièrement redécorer leur bureau, y avaient adjoint des salons, un valet, l'épaisseur des moquettes, la nuance des tentures et à la texture des voilages. La réduction du P.D.G. depuis la nationalisation mérite quelque compensation. Mais il serait paradoxal de prôner l'économie des cadres lorsque les dirigeants sont dépensiers.

Une catégorie de dépenses semble cependant avoir été limitée : les repas d'affaires. A en croire les principaux intéressés, les entreprises. Eux, ne comptent pas aux abus. Le patron d'un restaurant connu du dix-septième arrondissement de Paris dont 80 % des clients à midi sont des cadres, des déjeuners d'affaires se résume à : « De faux déjeuners d'affaires ? Des histoires. Des types qui emmènent leur copine se taper la cloche aux frais de leur employeur, j'en connais un tas. Déjà, sur soixante-dix personnes qui déjeunent il y a quatre ou cinq femmes en plus, parce qu'elles ont encore une place marginale dans les entreprises. Et en prenant commande, en servant, nous voyons bien les rapports entre les convives, nous les entendons converser : je garantis que ce sont bien des repas professionnels. »

Bien sûr, il y a quelquefois des malhonnêtes qui empêchent l'addition oubliée sur la table voisine en plus de la leur. Un maître d'hôtel se souvient d'une table nombreuse et joyeuse de bons vieux copains qui égrenaient leurs souvenirs de faculté, chaque couple payant son écot, comme c'est l'usage. Après le café, l'un des membres du groupe demanda beaucoup le naturel l'addition globale en précisant : l'intention de mes amis était : « Je déduis de ces frais généraux de mon cabinet. » Chacun se récriant, il partit vite revenir le lendemain la réclamer sans vergogne : puisqu'il n'y avait personne, sauf le fisc, ennemi à tous.

LILIANE DELWASSE.

(Lire la suite page III.)

LIRE

● UNE PESTE AQUATIQUE AU SERVICE DU DÉVELOPPEMENT

Dans les pays tropicaux, la jacinthe d'eau est l'alimentation du bétail, produit du combustible, la pollution (lire page IV).

● ISIAH BERLIN, UN INTELLECTUEL CONTRE LE PROGRÈS

La théorie est trop complexe pour qu'aucune science ni aucune théorie puisse apporter une réponse universelle aux interrogations des hommes (lire page XIII).

● LES PROGRAMMES DE LA RADIO ET DE LA TÉLÉVISION (pages VII à X).

Une peste aquatique au service du développement

Alimentation du bétail, combustible, carburant, absorption de résidus métalliques dangereux : la proliférante jacinthe d'eau, qui bloque pompage et navigation sur les fleuves, peut trouver aussi de multiples usages dans les pays tropicaux.

UNE peste aquatique au service du développement ? Dans une ruralité près de Madras, expliquait un représentant de l'Inde au symposium sur la biotechnologie dans le développement, réuni à Delft (Pays-Bas) en octobre 1982, nous avons réussi, grâce à la jacinthe d'eau, à augmenter les rendements des villages en aliments et en combustible sans augmenter leurs dépenses ni dévaster leur

Il y a encore quelques années, en effet, la jacinthe d'eau, une plante aquatique flottante, qui peut aussi s'enraciner dans le sol sous-jacent, était pour tout

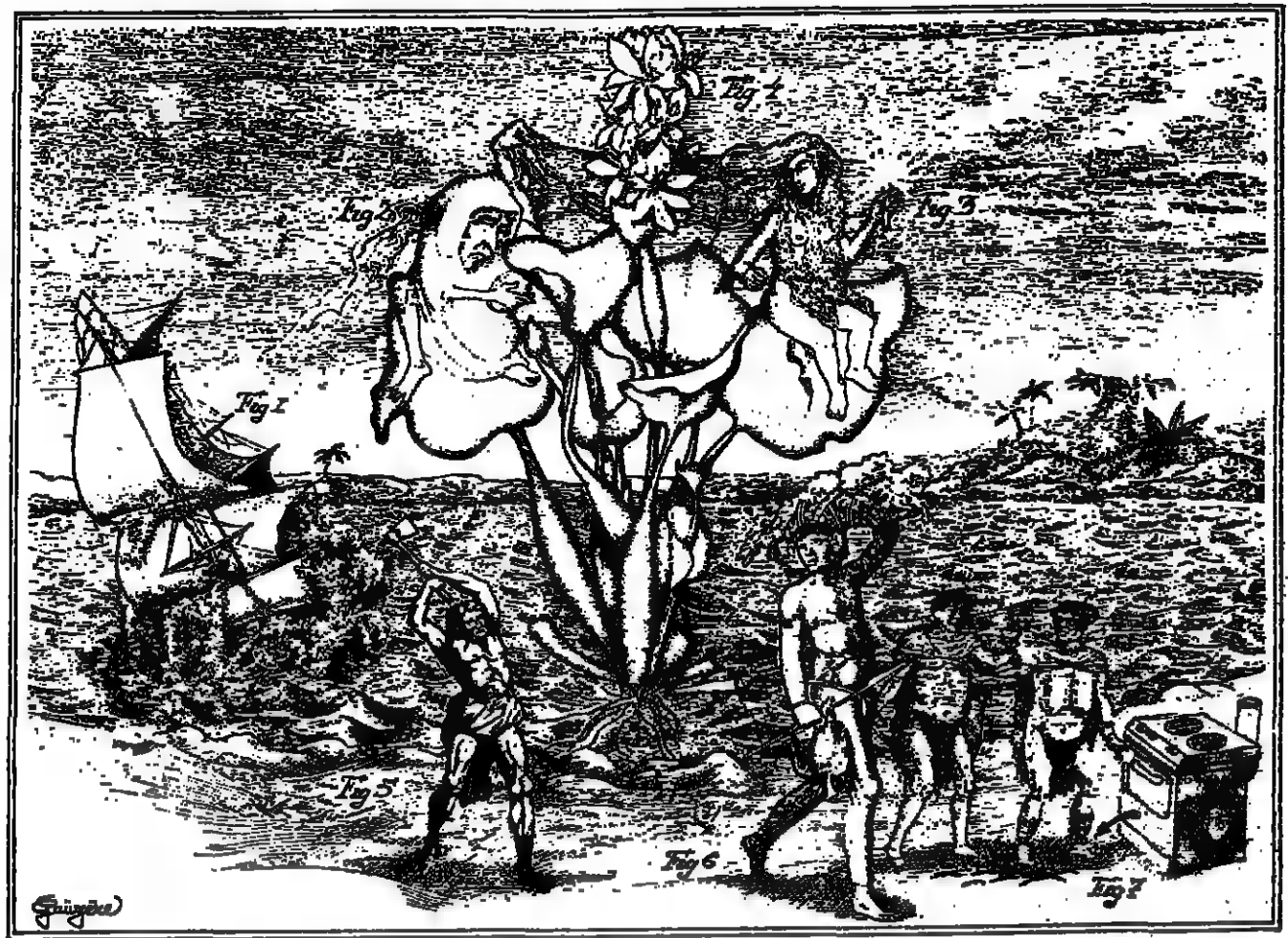
le monde qu'un végétal particulièrement nuisible dans les régions tropicales. Désignée par l'homme, elle avait connu un développement foudroyant : elle avait proliféré au point de bloquer des installations de pompage, d'intensifier l'évaporation des nappes d'eau par transpiration et d'entraver la navigation sur les cours d'eau, de contrecarrer la pisciculture et, en s'opposant à l'écoulement des eaux, d'entraîner des inondations. En outre, sa densité peut faciliter la prolifération d'agents pathogènes.

Ainsi, en Afrique, le fleuve Zaire, sur une partie de son cours, malgré sa largeur, certains de ses affluents sont-ils envahis par une végétation proliférante, qui y fut, dit-on, introduite au début des années 30 par un missionnaire brésilien. Des millions de fleurs flottantes s'accrochent aux hélices des navires. Les Belges, au temps de la colonisation, l'avaient vigoureusement combattue à force d'herbicides.

Ils n'étaient pas les seuls. Pour détruire la jacinthe d'eau, tout a été entrepris. Des millions de dollars ont été dépensés. Sans y parvenir. Mais pas totalement en vain, puisque cela a permis de mieux connaître les propriétés de cette plante, grâce à des chercheurs d'un laboratoire de la NASA au Mississippi (États-Unis) (2). « Certes, se dit-on, on ne peut pas détruire cette plante, mais on peut la transformer en quelque chose d'utile », rapporte M. Serge de Paroissien, chercheur à l'Institut national de la recherche agronomique (I.N.R.A.).

Des algues riches en vitamines

A la suite de ces travaux, on a aujourd'hui que la jacinthe d'eau produit annuellement 100 tonnes de biomasse par hectare et que ses feuilles ont une teneur très élevée en protéines : le double de celles de la luzerne. En France, à partir d'éléments produits en serre, par le laboratoire d'étude des protéines de l'I.N.R.A., a trouvé une teneur de 34 % de protéines. Cette haute productivité s'explique par l'existence de



JEAN-PIERRE GAUZERE

vitamines et complémentaires (symbiotiques) : un micro-champignon qui se développe sur la jacinthe et fixe le phosphore, une bactérie photosynthétique qui forme des bulles dans l'aisselle de chaque feuille et fixe l'azote de l'air.

Ainsi, en pressant les feuilles de la jacinthe d'eau, obtient-on un jus, une sorte de concentré de protéines, qui peut servir à l'alimentation des volailles et du petit bétail, mais aussi de substrat à la culture de la levure de bière, enfin à la biosynthèse de spirulines, ces algues bleu-vert qui peuvent être utilisées dans l'alimentation humaine. Pour l'alimentation des enfants, en particulier, car ces spirulines, très riches en vitamine B 12

et vitamine A, constituent un complément protéique intéressant.

Ce n'est pas tout. Après avoir pressé les feuilles de la jacinthe d'eau, on peut encore utiliser la pulpe comme combustible pour la cuisine, ou la composter afin de produire du méthane pour l'éclairage et même pour faire fonctionner de petites industries rurales. A 36 degrés, les chercheurs américains ont obtenu par kilogramme de matière sèche de 350 à 411 litres d'un « biogaz » contenant environ 60 % de méthane. Un hectare de jacinthes d'eau pourrait fournir 134 tonnes par an, soit 35 100 mètres cubes de méthane. C'est cette méthode qui a permis aux villageois indiens de récupérer à leur profit la jacinthe d'eau.

En effectuant la fermentation en présence de cadmium et de nickel, on peut encore accroître le rendement en méthane et le porter à plus de 90 %. Car la plante flottante a encore d'autres propriétés intéressantes. Elle peut en effet absorber des métaux dangereux comme le plomb, le cadmium, le phénol, le nickel ou le mercure : « Un hectare de jacinthes d'eau est capable de purifier en quatre-vingt-seize heures

(1) Colloque organisé par la Société néerlandaise de microbiologie et la Société néerlandaise de biotechnologie, les 13 et 14 octobre 1982.
(2) Wolverton B.C. et al., 1978. *Compiled data on the vascular aquatic plant program: WATER HYACINTH. NASA/ERL Washington D.C.*

REPORTAGE

Téléphone linguistique

De nouvelles entreprises proposent aux cadres supérieurs débordés des cours de langues par téléphone. Mais la formule ne fait pas encore recette...

UN gadget ? Alvaro Camp, professeur d'espagnol, avait accepté de donner des cours par téléphone pour ses fins de mois. De son domicile, il commençait à appeler, quelques dirigeants d'entreprise, chez eux à l'heure du réveil, à leur bureau, à la fin d'une journée chargée. Respectant la règle, il ne se rencontrait qu'après une longue série de cours. « Au téléphone, on fait une image mythique de l'interlocuteur, explique-t-il, on transpose sur lui des fantasmes. Cela favorise l'apprentissage. J'ai donné un cours à un élève alors que je lisais la Modification, et il m'a dit : « Butor, j'étais persuadé qu'il ressemblait au personnage du roman ».

Ayant finalement trouvé la formule stimulante, Alvaro Camp travaille aujourd'hui à plein temps pour Télé-langue systèmes (1), l'une des quelques entreprises qui offrent des cours de langues par téléphone à un public de cadres surchargés : « Comment ferais-je pour me déplacer ? », demande M. Jégou, directeur des ventes d'Yves Saint-Laurent,

qui communique au téléphone son anglais et son espagnol.

Nées il y a deux ou trois ans, la plupart des entreprises de langues par téléphone ont été créées par des sociétés de conseil ou de marketing, auxquelles elles restent parfois liées. A leur tête, des entrepreneurs, dont chacun affirme avoir été le premier à avoir eu « l'idée du téléphone ». Il y a des idées qui sont dans l'air et qui ne restent pas dans l'air. M. Morel, du service de langues permanentes de l'Ecole supérieure de commerce de Paris (E.S.C.P.), qui propose la formule depuis la dernière rentrée (2). Chacun croit en une bonne fois être le seul à l'avoir eue.

Mis à part Phonelab (3), qui sur le marché français une méthode déjà éprouvée aux États-Unis, les autres affirment avec un bel ensemble n'avoir pas suivi un modèle étranger. « Ce n'est qu'après que nous avons vu que les autres déjà au Japon, aux États-Unis, en Belgique », dit-on.

Quelle que soit l'origine, en tout cas, le cours par téléphone a toujours le même format : une conversation de vingt-cinq minutes avec un professeur qui enseigne la langue maternelle ou parle couramment français, au moment qui convient le mieux à l'élève (ou au client, selon le terme adopté), à un rythme personnalisé quotidien pour les débutants. Les vingt-cinq minutes coûtent de 87 à 100 F, ce qui rend la méthode très chère si la pratique est quotidienne (4).

Avoir des atomes crochus

Ajoutant aux avantages des cours particuliers, adaptés au rythme et aux besoins de l'élève, ceux des horaires flexibles et de l'absence de transports, le cours de langue par téléphone s'adresse surtout aux cadres pressés qui ont besoin d'un maximum d'efficacité en un minimum de temps.

« Le téléphone supprime les pertes de temps que nous les silences », dit

M^{me} Cheucle, fondatrice de Créatel, à Lyon, qui dirige aussi, avec son mari, une société de marketing téléphonique (5). « L'oreille seule est mobilisée, ce qui implique une meilleure mémorisation. De plus, le téléphone n'est pas un outil froid. Au contraire, on se confie plus au téléphone que face à une personne étrangère. » M. Morel atténue : « En fait, il n'est pas facile de parler vingt minutes au téléphone. Il faut qu'il y ait des atomes crochus entre le professeur et l'élève. C'est pourquoi nous demandons à nos élèves, avant le début des cours, quels sont leurs centres d'intérêt. Ce peut être la cuisine, les intégrés ou le cinéma. Nous cherchons un professeur qui partage ces goûts ».

Le docteur Sprit, directeur général adjoint des laboratoires Hoechst, « faux débutant » en allemand, juge l'apprentissage par téléphone comme « la méthode la plus efficace qu'il ait expérimentée ». M. Lambert, P.-D. G. d'Antargaz, qui en est son cinquième professeur d'anglais, la trouve « intéressante s'il y a des atomes crochus ». Certains sont très sceptiques.

Prudents, Créatel et le service de formation permanente de l'E.S.C.P. ne proposent pas d'enseignement par téléphone qu'à des personnes qui ont déjà une bonne connaissance de la langue. « Les bases grammaticales, il faut les apprendre dans un cours collectif où il y a une dynamique de groupe », dit M. Morel. Son cours s'intitule d'ailleurs « Entraînement à la communication téléphonique en anglais ».

Jean-Michel Dubedout, fondateur et président de Télé-langue systèmes, affirme, au contraire, qu'on peut très bien apprendre le russe, le japonais ou l'arabe par téléphone. A vingt-six ans, il veut se donner une image de jeune entrepreneur dynamique et original : « Contrairement à mes concurrents, je n'ai pas eu l'idée de cette méthode en pensant d'abord au téléphone... Je n'ai jamais pu apprendre une langue. Un jour, j'étais alors consultant, on m'a proposé un poste à New-York. J'ai fait le tour de toutes les langues. J'ai fait sur-

pris par leur inefficacité, leur uniformité, leur tristesse.

« Tout, en fait, ajoute-t-il, est une question de motivation. Il faut que le professeur soit lui-même motivé à enseigner. Le stagiaire doit à la fois ne pas s'ennuyer et sentir qu'il fait des progrès. Or, pour progresser, il n'y a pas de miracle, il faut prendre un cours chaque jour. Sinon, on oublie les trois quarts de ce qu'on a appris au cours précédent. De plus, l'attention ne peut être mobilisée plus de vingt-cinq minutes. C'est en partant de cette découverte que j'ai eu l'idée du téléphone. Qui peut en effet se déplacer chaque jour pour vingt-cinq minutes de cours ? »

Une phase de démarrage

Jean-Michel Dubedout s'est cherché une méthode « haut de gamme ». Il a plié à citer les noms de P.-D. G. connus qui figurent parmi ses élèves. Pourtant, après trois ans de fonctionnement, Télé-langue systèmes arrive tout juste cette année à équilibrer son chiffre d'affaires. Sa lourde infrastructure — quatre-vingts professeurs, cinquante-cinq professeurs — explique sa réputation d'efficacité mais grève son budget.

Les autres écoles sont loin d'être rentables. Phonelab, qui reste discret sur les chiffres, n'a pas autant de clients qu'elle le souhaitait : « Il nous faut atteindre un certain nombre d'élèves pour ne plus perdre d'argent, disent ses dirigeants. Nous sommes encore dans une phase de démarrage. » A l'E.S.C.P., où les autres formules d'apprentissage des langues (stages intensifs, cours répartis sur l'année), ont vu leur clientèle augmenter de 70 % en un an, cinq personnes seulement se sont montrées intéressées par l'enseignement par téléphone. « Peut-être n'avons-nous pas fait assez de publicité », se demande M. Morel.

Si, aux États-Unis, Phonelab n'hésite pas à vanter sur une page entière du New York Times ses mérites (« Apprenez en six semaines ce qu'autre part

vous apprendriez en un an »), en France, l'enseignement par téléphone s'est borné à des publicités assez discrètes dans quelques journaux économiques et à quelques opérations de « mailing ».

Trop chers pour des particuliers, les cours de langues par téléphone doivent dans la majorité des cas être financés par le 1 % de la formation continue. Mais, pour des raisons à la fois de prix et d'organisation, les entreprises ne les accordent qu'à leurs cadres très supérieurs. La clientèle reste donc limitée. Aux Cibles de Lyon, Mme Marillet est la seule employée à bénéficier des cours de Créatel : elle est secrétaire du directeur commercial. « Une société, dit-elle, doit bien calculer s'il est plus rentable de faire perdre trois heures à quelqu'un pour qu'il se rende à des cours, ou d'économiser son temps en payant des cours chers, mais rapides et sur le lieu de travail ».

Pour réaliser son ambition de devenir la première école de France (sic) devant Berlitz, Télé-langue systèmes a décidé d'ouvrir son étiquette d'école pour P.-D. G., et de s'attaquer au marché des employés et des étudiants. La solution ? Les bons vieux cours collectifs... « Nous pas des cours traditionnels : nous travaillons à mettre au point de nouvelles méthodes sur la motivation », affirme Jean-Michel Dubedout.

Solution pratique pour certains cadres bossués, les cours de langues par téléphone ne sont pas encore la méthode miracle grâce à laquelle tout un chacun pourrait devenir polyglotte.

ANNICK GWENAE

- (1) Télé-langue systèmes, 149, rue de Tolbiac, 75013 Paris. Tél. (1) 589-28-80.
- (2) Ecole supérieure de commerce de Paris, centre de formation permanente, 79, avenue de la République, 75011 Paris. Tél. (1) 355-39-08.
- (3) Phonelab, 11 boulevard de la Chapelle, 75008 Paris. Tél. (1) 265-48-84.
- (4) La taxation envisagée par les P.T.T. des conversations de plus de six minutes rendra encore plus onéreux les cours par téléphone.
- (5) Créatel Rhône, (7) 842-18-01 ; Créatel Loire (77) 56-05-84.
- (6) Dont cinquante seulement à temps plein (ce qui, pour les enseignants, signifie assurer quatre heures de cours par jour).

DEMAIN

2 millions de litres d'eau polluée par dix parties par million (ppm) de plomb, 3 millions de litres d'eau polluée par une partie par million (ppm) de cadmium par exemple », déclare M. Serge Parcevaux.

Pour le cadmium, le phénol, une équipe de chercheurs américains de l'université d'Akron (Ohio), conduite par le docteur O'Keefe, étudie actuellement la capacité de dégradation et d'élimination de ces deux composés toxiques par la jacinthe d'eau. Pour le cadmium, la plus grande proportion du métal se concentre dans les racines, une petite partie dans les feuilles; cependant, lorsque la plante est submergée dans un autre liquide, elle ne rejette pas ce métal. Pour le phénol, des plantes exposées d'abord à 100 mg/l pendant vingt-quatre heures peuvent tolérer des solutions jusqu'à 400 mg/l et éliminer 200 mg par semaine: le phénol est rapidement converti en sous-produits non toxiques qui se retrouvent dans les végétaux.

La jacinthe d'eau paraît donc offrir un moyen simple et peu coûteux en énergie de lutter contre la pollution des eaux résiduaires, et sur place. Cet usage ne serait pas limité aux pays chauds: les recherches démontrent que sous climat cette fin est possible sous des climats plus rigoureux, à condition de maintenir les plants en culture en serre pendant l'hiver.

Un hectare pour 800 personnes

Ainsi, aux Etats-Unis, les chercheurs de la NASA, en analysant la jacinthe d'eau, efficaçe en climat tempéré d'avril à novembre, à la lentille d'eau et à la spiradelle, qui la remplacent au printemps et au début de l'été, ont obtenu dans une lagune de 1 hectare recevant 175 mètres cubes d'eaux usées par jour, une réduction de 95 % de la D.B.O. (3), de 90 % des solides en suspension, de 72 % de l'azote et de 56 % du phosphore. Cela signifie que, dans de bonnes conditions, 1 hectare de jacinthes d'eau pourrait suffire à épurer les eaux usées d'une agglomération de quelque huit cents personnes.

Des essais sont en cours en France au centre de l'Institut de l'INRA à Versailles et à celui d'écologie et de technologie des produits végétaux de Narbonne.

bonne, sur la purification des eaux usées d'origine urbaine, industrielle ou agricole. Ils n'ont pas encore obtenu des résultats concluants.

En France, du moins, l'utilisation de la jacinthe d'eau en stade du laboratoire. Aucune application industrielle de ces expériences n'a encore été faite. Un Bergeracois, M. Jean Linares, a bien projeté, en 1981, au retour d'un voyage aux Etats-Unis, de la cultiver dans les étangs de la Dordogne, dans l'esprit de la Dordogne, afin d'épurer les eaux, et de créer une usine de production d'iso-propanol, à usage de carburant, à partir des végétaux récoltés (4). Mais ce projet, qui n'avait rencontré qu'une indifférence dans la région, n'a pas abouti.

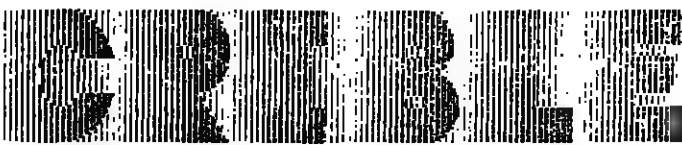
Le passage à une exploitation économiquement viable nécessite au effet de nombreuses études complémentaires. Mais la diversité des utilisations possibles - épuration des eaux polluées, alimentation du bétail et même de l'homme, source d'énergie secondaire - prouve en ce sens.

Le développement des industries agro-alimentaires, dans les pays industrialisés, entraîne un accroissement de la pollution. Les systèmes d'épuration classiques ne peuvent traiter les effluents de ces industries considérablement la taille des ouvrages et leur consommation d'énergie. Les conserveries ont une activité très importante pendant les sept jours de la campagne d'été. Les légumes notamment - haricots, petits pois, tomates, macédoines - sont blanchis ou pelés à la vapeur. Les eaux résiduaires de ces opérations sont fortement chargées en matières oxydables et doivent être épurées ensuite. Cela représente des volumes considérables: avec les eaux de lavage et de rinçage, c'est quelquefois plus de 25 tonnes d'eau par jour qui sont ainsi déversées dans les lagunes de lagunage.

Ces eaux chaudes mélangées à des eaux résiduaires pourraient permettre la culture de la jacinthe d'eau, dont elle satisfait les besoins thermiques et nutritifs, et celle-ci assurerait la lutte contre la pollution. Un exemple qui donne la dimension du marché potentiel de cette plante...

CHRISTIAN ROGEZ.

(1) D.B.O.: demande biologique en oxygène.
(2) Le Monde du 23 janvier 1982.



ANNIE BATLLE

A SUIVRE

Consommation d'alcool

Les données statistiques de la F.A.O., qui publient des études régulières sur la consommation de boissons alcooliques par habitant à partir des statistiques nationales de production et d'utilisation, indiquent qu'il existe une différence considérable entre pays développés et pays en développement. Au Kenya, aux Philippines et au Brésil, l'apport calorique journalier de la consommation d'alcool (chaque gramme d'alcool fournit 7,1 calories) est respectivement de 44, 33 et 13 calories par personne, tandis qu'au Danemark, en France et aux Etats-Unis, cet apport est de 227, 214 et 175 calories respectivement.

* C'est (revue de la F.A.O.) n° 91, rue de la Trinité à Cannes, 06100 Cannes, France.

Les automobilistes inégaux

L'alcoolémie maximale tolérée avant les accidents de la route est de 0,05 gramme par litre de sang. En Grande-Bretagne, en France, en Allemagne, en Belgique, au Luxembourg et au Danemark la limite est de 0,05 g/l, en Italie de 0,1 g/l, aux Etats-Unis de 0,1 g/l.

C'est aux Pays-Bas que la limite est la plus sévère, avec un maximum toléré de 0,03 gramme par litre de sang. En Grande-Bretagne, en France, en Allemagne, en Belgique, au Luxembourg et au Danemark la limite est de 0,05 g/l, en Italie de 0,1 g/l, aux Etats-Unis de 0,1 g/l.

n'est pas en Grèce ni en Italie.

L'ivresse au volant est généralement sanctionnée par une suspension de permis de conduire pouvant atteindre une durée d'un an. Les peines de prison sont variables: de 1 an au Royaume-Uni à un an en France et en Allemagne. Les amendes sont de l'ordre de 500 livres en Irlande, 1 000 livres en Grande-Bretagne, 100 à 1 000 marks en Allemagne, 100 à 5 000 francs en France.

* 30 jours d'Europe, n° 257, 61, rue des Belles-Feuilles, 75782 Paris Cedex 16, Tél.: (1) 501-58-85.

BOITE A OUTILS

Exercice 1 pour le tiers-monde

Un jeu de société peut comme les autres: il vous défendra, vous fera passer une bonne soirée avec vos amis. Mais en même temps, vous apprendrez le mieux les problèmes du développement, les mécanismes de l'échange inégal. Les dominations économiques internationales et les luttes du tiers-monde. Si vous êtes animateur, éducateur, militant, n'hésitez pas à l'utiliser pour amorcer un débat ou pour enrichir un cours.

* Koudé! est un jeu de société qui signifie « combat » en français. Il se compose d'un plateau, d'un dé, d'un pion et de cartes.

se joue avec 2 à 10 joueurs, répartis en deux camps: les « riches » et les « pauvres ». Il est conseillé de mettre un peu de temps à jouer, mais cela vaut la peine.

* Les cartes (25 F) au Mouvement 1 du Tiers-Monde, 100, rue Saint-Hélène, 41000 RENNES.

Conduire les affaires publiques

Les organisations publiques croissent et se multiplient sous nos yeux (administrations d'Etat, collectivités territoriales et locales, entreprises publiques, etc.). Elles ont des impératifs différents. Ainsi, on ne néglige pas le « management » public (l'art de conduire les affaires publiques) de façon empirique, mais on s'appuie sur la science, la plus ou moins scientifique. Le « Management Public » par l'Institut du management public, sous la direction de l'Ecole nationale supérieure des P.T.T., se propose de rassembler les expériences et les données pour contribuer au développement et à la diffusion des connaissances, théoriques et appliquées, nécessaires à la gestion de la vie publique.

Au sommaire du n° 1: « Pour un contrôle des dépenses des administrations publiques », de Philippe Huet; « Entreprises publiques et développement », de Jean-Pierre Anastassopoulos; « Le budget public », de Georges Blanc; « Finaliser la

gestion de l'entreprise publique », de Jean Ruffat.

* 14, rue Corvisart, 75013 Paris. Tél. (1) 656-46-53.

Culture européenne

La Fondation européenne des sciences, des arts et de la culture (FESAC), créée en 1982, sera inaugurée officiellement dans les prochaines semaines. Cette association privée a pour objectif de faire connaître l'Europe en tant qu'ensemble culturel, artistique et scientifique, en organisant elle-même ou en soutenant des forums, des colloques, des programmes de recherche, des échanges artistiques et culturels; en apportant un soutien matériel et financier à des activités engagées par d'autres organismes; en soutenant les projets destinés à faire connaître aux jeunes de l'échange d'hommes et d'idées; en favorisant mieux la culture européenne dans la vie du monde.

Avec l'aide financière d'institutions européennes et en collaboration avec les gouvernements, elle propose de réaliser des actions: de l'attribution de bourses d'études à l'installation de chercheurs de culture en l'organisation d'expositions. La Fondation se propose également de réaliser, en collaboration avec plusieurs Etats de l'Europe, un magazine culturel européen retraçant un Européen.

* FESAC, 19, avenue du Président-François Mitterrand, 75001 Paris. Tél. (1) 720-57-77.

REPORTAGE

Ange Halimi ou la passion du fichier

Depuis vingt ans, il recherche les juifs de sa ville pour recréer une communauté.

L'appelle Ange Halimi. Il est né en 1918 à Constantine, en Algérie. En 1982, il arrive à Vanves, dans la banlieue parisienne. L'accueil qu'on lui fait est excellent. Mais il s'intègre bien, Ange Halimi. Au moins professionnellement. A Constantine, il était fonctionnaire municipal. A la mairie de Vanves, il reprend les mêmes fonctions.

Au service de l'état-civil qui est le sien, il devient vite un homme d'attraction. Tous les Halimi, Allouches, Chemla, Ghoslan, Guedi, Cohen-Boulakia, Tabet, Danan et autres Halimi et Uzani, repèrent un Halimi à la mairie, rappellent leurs noms. D'abord pour venir d'obtenir un logement. Mais pas seulement. On vient s'épancher, parler de la situation, de la vie. Et d'ici, on est perdus, désemparés. Il y a une communauté juive, ici? On ne voit personne... On va au marché, et qui on rencontre? Personne. Ces gens dont la famille est la plus pauvre dispersée, soit encore en Algérie, soit à Marseille ou ailleurs, font entendre la même plainte.

A la mairie, il y a bien un service officiel pour les rapatriés. Mais c'est lui, Ange Halimi, qu'on vient voir. Un juif chez nous.

Un nom de juif nous. Alors, même si certains n'ont pas de fonction, il les aide, les aide, leur donne des tuyaux. Eux, ce ne sont pas seulement les juifs d'Algérie. C'est aussi les trouver dans les « pieds-noirs ». Eux aussi, n'est-ce pas, des milliardaires. D'ailleurs, c'est connu: rapatriés = milliardaires.

Ange Halimi, c'est un fichier ambulant. Déformation professionnelle? Pas seulement. C'est une passion. Passion pour le nom et les personnes. Une passion que l'on peut qualifier de « juive ». Il a un fichier dans la tête. Il vous dit tout ce qu'il connaît de la famille de votre père et de votre grand-père, de votre oncle et de votre cousin. Il connaît aussi votre généalogie. Aujourd'hui, à Vanves, c'est pareil. On presque. Un nom, et il dit tout. Une passion.

Peu à peu, depuis son arrivée, Ange Halimi recrée les juifs de Vanves. Fait du porte-à-porte. Se fait parfois claquer au nez, la porte. Tel nom juif, un signe, mais pas encore une preuve. Par exemple, ce Dahan, un juif c'est un catholique, et ce n'est pas la famille de votre père. Pas de juifs chez nous... Avec les ashkénazes, c'est pire: on lui demande s'il n'est pas de la Gestapo! Alors, il fonce en avant. Ange Halimi, et ses explications. Non, il n'est pas de la Gestapo. Il n'a d'autre mission que de constituer à Vanves une communauté juive structurée.

A partir de 1975, il opère de façon systématique. Cherche les noms électoraux, les noms, les noms, les noms, encore et toujours. Et toujours la même méthode: le porte-à-porte. Il rentre chaque soir à 23 heures. L'heure, sa femme, tout ça.

Enfin, en 1977, son projet aboutit. C'est la création de l'ACCIV, Association culturelle et sportive des juifs de Vanves, dont il est le président. Même qu'il reçoit du courrier adressé à M. le rabbin de Vanves. Il en rigole, mais le tient transparent.

Ange Halimi est de double culture française et arabe. Parfaitement bilingue. Il n'est pas « pied-noir ». Surtout pas. Il est juif algérien.

Voici deux ans se sont mariés, Muriel et Ange Halimi. Elle a épousé un juif d'origine algérienne. Depuis, elle vit avec un moshav, un village agricole coopératif. Certes, cette séparation est douloureuse. Mais il a toujours pensé, et elle aussi, que l'union des juifs était en jeu. Et n'y est-elle pas? C'est ce que je lui ai dit, dit-il.

C'est certain, il aime travailler. Ange Halimi. A son insu, il travaille pour la mairie. Il cherche des noms, des adresses, des adresses pour transmettre tout ce à Dieu, le Seigneur, un peu comme les Halimi de Salt-Lake-City. Mais lui, Ange Halimi, il a tout dans la tête. Il sait qui est juif et qui ne l'est pas. Qui l'est et qui ne l'est pas. Sa femme, sa femme, c'est Marcel Dasseuil. Il s'appelle Dasseuil, il est catholique. Désolé, mais l'abomination. Rayé du fichier.

HENRI BAZZANO.

CROQUIS

Vendredi soir

C'est toujours la même histoire: ses yeux bleus. Le bain parfumé, une bleue violette, dans lequel elle trempe, se fait belle. Deux heures de préparatifs au coucher du jour. Et la robe blanche et puis les bijoux. Le coiffeur lui fait la coiffure. Elle glisse dans ses vêtements craquants du soir.

La place de son cœur, elle le fait de son cœur - et ce magazine de cinéma qu'elle aime à emporter pour le week-end.

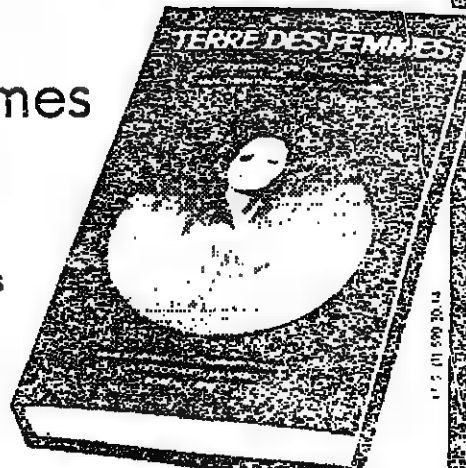
Je t'ai vu bien. Fais-moi voir le week-end.

Mariage malade, fatiguée. Elle histoire à « Tu n'oublieras pas le... » Non, non, l'y pense, ne fais rien de cela. Et ferme sur elle la porte après un baiser sur la joue. Elle s'assoit sur la chaise, l'un des deux. Je le vois bien partir. Je le vois bien partir.

JEAN-LUC DEGRATEL

La première encyclopédie de poche sur la situation des femmes dans le monde

- 107 articles écrits par 90 femmes de 40 pays différents
- Des statistiques sur 165 pays
- 11 cartes, 87 biographies
- Plus de 1 000 adresses



79 F., 448 pages format de poche, relié.

LA DECOUVERTE/MASPERO

PETITES ANNONCES POUR LES ASSOCIATIONS

RUBRIQUES : Appels ☐ Convocations ☐ Créations ☐

* Cocher la rubrique souhaitée.

VOTRE TEXTE :

1
2
3
4
5
6
7

- Prix de la ligne : 25 F.T.T.C. (28 signes, lettres ou espaces).
- Veuillez mentionner l'année et le numéro d'inscription paru au J.O.
- Délai d'insertion : deux semaines après réception de la demande d'insertion.
- ACCOMPAGNER DU RÈGLEMENT libellé : Régie Presse L.M.A.
- A envoyer à : REGIE PRESSE L.M.A., 85 bis, rue Réaumur, 75002 PARIS

annonces associations

Appels

L'A.E.M.N.A.P.
Informa les associations sur son recrutement par le C.R.O.U.S.
115, boulevard Saint-Michel,
75006 PARIS, est ouvert tous
les samedis.

Association qui recherche
meilleure information sur
votre maladie, moyens de la
combattre, témoignages,
conseils, dialogue avec
autres malades et médecins.
rédigez-vous :
« LE NOUVEAU SOUFFLE »,
34, rue de la Vierge, 75004
PARIS. Tél. (1) 272-09-18.

DIVORCE - SEPARATION
La M.A.D.O. 508-50-02, vous
propose amitiés, groupes pr
vous aider à traverser cette étape.

L'Association pr la promotion
du travail à temps partiel
spéciale pour ceux qui peuvent
l'aider par cotisations (180/an) et
action. D'adr. à T.P.P. 15, av.
du Général de Gaulle, 75014 PARIS.

Téléphone, auteurs de films
order, animer associations
pour une communication plus
sociale, moi-même, moi-même
tous médias, order les A.T.A.
comme de Sud-Ouest. D'adr. au
Mansellier, 21, rue de la
Bouillie, 69000 PARISSON.
1691 80-08-28.

Enf. les unis, enfants entendus
et admis dans les structures.

ORIEL Centre recherche pour
réunion soignées 25-55 ans,
recherche, action, formation. R.P.
1432 ORLÉANS. T. 43-90-17.

Créations

JURIS ASSOCIATIONS

ENFIN, UNE
REVUE PRATIQUE
D'ACTUALITÉ
JURIDIQUE ET
FISCALE POUR
RÉPONDRE AUX
QUESTIONS DES
FONDATEURS,
ANIMATEURS ET
DIRIGEANTS
D'ASSOCIATIONS

tous les deux mois
un numéro : 40 F (franc)
abonnement : 100 F
24, rue J.-B. Say,
69001 LYON

le n° 3 est paru
100 F. Pour tous
renseignements, ad.
au (7) 225-07-11

Sessions et stages

Stage interne de banque pr r. v.
m. d'adr. Ass. Mandel-Sier
M.J.C. 100, rue de la République
92000 Nanterre 93.21-40.

Histoire de la peinture, dessin,
sculpture, gravure, litho dans un
beau village du Douvrou.
La Lorraine bleue
21180 Flavigny 93.95-20-89

Cont. Culture, Sciences et Tech.
Généraliste (Ass. Educ. Pop.) organise
3 au 11/7 stage à Gisors pour
15/18 ans. « De l'arbre au journal,
de la dé. de l'arbre au journal,
de la dé. de l'arbre au journal, de la
dé. de l'arbre au journal. V. ad.
m. ad. 1.000 à 1.500 F
selon C.S. C.C.P. T. (7) 44-20-78

Reid présente avec un film inédit
sur le monde. Les films, 2 au
5 juillet. 10 places. 1.145 F
Pour tous détails :
La Bule. 07210 Luchères (75)
39-60-13.

10/18 ans juillet août s. d. ind.
Géog. Espagne, Portugal, par. gr
de 20. V. ad. 20, rue de la République,
92001 Nanterre. T. 43-90-17.

10/18 ans juillet août s. d. ind.
Géog. Espagne, Portugal, par. gr
de 20. V. ad. 20, rue de la République,
92001 Nanterre. T. 43-90-17.

ASSOCIATIONS

Un outil de « télématique conviviale »

Thélème veut offrir aux associations
le moyen d'alléger les contraintes
de la distance et du temps

C'est un monde, un monde
nouveau, un monde où
l'ordinateur n'est pas un
monstre, mais un ami.
C'est un monde où l'ordinateur
n'est pas un outil, mais un
partenaire. C'est un monde où
l'ordinateur n'est pas un
obstacle, mais un atout.
C'est un monde où l'ordinateur
n'est pas un ennemi, mais un
allié. C'est un monde où
l'ordinateur n'est pas un
détail, mais un élément.
C'est un monde où l'ordinateur
n'est pas un accessoire, mais
un outil. C'est un monde où
l'ordinateur n'est pas un
moyen, mais une fin.

Le principe qui sous-tend le
projet Thélème est la téléconfé-
rence par ordinateur. La
T.A.O. nous vient d'outre-
Atlantique, où elle a été expérimentée
en 1971 à la Bell
Blanche pour répondre aux situa-
tions de crise. Quelque temps
plus tard, son inventeur, Murray
Turoff, a fondé le concours
de la National Science Founda-
tion un réseau privé baptisé Elec-
tronic Information Exchange
Service (E.I.E.S.), qui s'auto-
nisme depuis mars 1980 grâce à
ses sept membres abonnés, cher-
cheurs et universitaires pour la
plupart.

En 1978, lors d'un congrès de
cybernétique à Amsterdam, une
Française, Annie Bloch, apprend
l'existence du réseau. Elle son re-
tour, elle réunit un groupe d'amis
de relations susceptibles d'être
intéressées par un tel réseau. A
l'automne 1978 T.P.G. naissait
officiellement, avec l'exclusivité
du programme E.I.E.S. pour la
France et, en décembre 1982
et avril 1983, un logiciel
« 100 % français » a été conçu et
expérimenté ; dès maintenant le
réseau est opérationnel, et les
membres et quelques membres de
l'association (individus, respon-
sables d'administrations et d'as-
sociations) ont été branchés
rapidement rejoins, espèrent-ou,
par une centaine d'abonnés.

Pour avoir à Thélème, il suffit
de posséder un micro ou un ter-
minal d'ordinateur ; à défaut un
Minitel loué pour 70 F par mois à
l'agence des télécommunications
la plus proche fera parfaitement
l'affaire. Une fois équipé, T.P.G.
vous donne un mot de passe et
le petit manuel d'utilisation de
Thélème. Ensuite, l'association
vous fera suivre une
séance collective de formation
mercredi soir, mais il n'est nul
besoin d'être initié en informati-
que pour profiter du réseau. L'or-

présenter ; il peut décliner son
identité professionnelle, ses
croyances philosophiques et reli-
gieuses, sa passion pour la
planche à voile. Bref, « une ban-
quette de compétence auto-
organisée qui permet de trouver
rapidement qui est intéressé par
tel ou tel thème ».

En raison de sa facilité d'utili-
sation, du prix modeste de la co-
tisation à T.P.G. (4), rien ne de-
vrait s'opposer à un
développement rapide du réseau,
ni à l'apparition de concurrents,
avec la multiplication des « mi-
cro ». Didier de Plaigne annonce
pour sa part le lancement d'un
réseau qui a déjà un nom : Vil-
lage télématique expérimental.
En Provence, les Ateliers médi-
téranéens expérimentaux en ont
formé un aussi, qui réunit une
douzaine d'associations (5).

L'Union française des centres
de vacances a mis au point un
programme expérimental de mes-
sagerie et d'échanges d'informa-
tions dans le Nord à partir de ter-
minaux Teletel.

Mais l'important dans la « té-
lématique assistée par ordina-
teur » c'est moins le support
technique que la communauté
humaine qui l'utilise. Sans doute
l'association T.P.G. a-t-elle été
longue à démarrer parce qu'elle
voulait faire utiliser un support
alors presque inconnu. Au-
jourd'hui, la partie intéressante
est bien le nouvel espace de com-
munication - décalé géographi-
quement et décalé dans le temps -
qui va se dessiner. « Un système
comme les P.T.T. ignore la collec-
tif ; nous, nous faisons les deux ».

« La T.A.O. permet de prépa-
rer ou de poursuivre un colloque,
de tenir un conseil d'administra-
tion permanent. Sans un dépla-
cer, on peut discuter les
membres », estime Annie
Bloch. Effectivement, au GREP
(Groupe de recherche pour
l'éducation permanente) (3), où
l'on règle des problèmes de
compatibilité de matériel
avant de se brancher sur Thélème,
« la possibilité d'une télé-
conférence constante sur le
monde rural » a été l'argument
décisif. « Nous avons l'assurance
que très rapidement il y aura
des chercheurs de notre sec-
teur sur Thélème pour qu'on
tente l'expérience », ajoute-t-on.
L'annuaire enfin, c'est l'espace
réservé à chaque abonné pour se

la fois ! Thélème s'affirme
comme « la première expérience
de télématique venue de la
base ».

Montée elle-même en associa-
tion loi de 1901, T.P.G. espère
rallier nombre d'associations à
son projet. Celui-ci fera l'objet
d'une « table ronde » mercredi
prochain 25 mai au cours du pre-
mier colloque national sur « Les
associations et l'informatique »,
organisé par l'Institut national
d'éducation populaire (INEP) à
Marly-le-Roi. Cet outil de travail
intéresse déjà plusieurs associa-
tions : entre autres, outre le
GREP déjà cité, le Groupe de re-
cherches et d'échanges technolo-
giques (6) ou le Centre méditer-
ranéen d'études et de recherches
sur l'environnement.

DANIEL GARCIA.

- (1) Télématique pour les gens, Mal-
son des entrepreneurs, 10, rue Ful-
guère, 75015 Paris. Tél. (1) 338-
22-17. Voir le Monde Dimanche du
11 juillet 1983 ; « Française en bureau,
Américaine au réseau », de Daniel Schen-
der.
- (2) L'abonnement simple à Thélème
ne donne pas accès au réseau améri-
cain, dont l'ordinateur central est dans
le New-Jersey. L'ordinateur de Thélème,
géré par T.E.S.T., est à Paris, dans la
rue de la Vierge.
- (3) Voir le Monde Dimanche du
31 octobre 1982 : « Une tour de nuit de
la vie sociale ».
- (4) La cotisation à T.P.G. est de
100 F par an pour les personnes physi-
ques, 500 F pour les associations et
1 000 F pour les entreprises ou les ad-
ministrations. Le coût de connexion est
de 250 F de l'heure (40 F après 15 h),
mais vingt minutes par jour suffisent
pour lire et expédier son courrier et
participer à une ou deux conférences.
- (5) La Monde Dimanche du 9 jan-
vier.
- (6) Voir le Monde Dimanche du
14 novembre 1982.

CONSEILS

L'ENA et les responsables d'associations

Une loi du 19 janvier 1983 a offert une possibilité d'accès à
l'Ecole nationale d'administration à des responsables de mou-
vements associatifs, syndicaux ou mutualistes.

L'article 2 dit notamment : « Pour cinq nominations pro-
posées dans chacun des corps recrutés par la voie de l'Ecole
nationale d'administration parmi les anciens élèves de cette école,
à l'issue de leur scolarité, une nomination peut être proposée
parmi les candidats déclarés admis à un concours de sélection sur
preuves ouvert aux personnes justifiant de l'exercice durant huit
années au total de l'une ou de plusieurs des fonctions suivantes :

- (...) 3. Membre élu du bureau du conseil d'administration
d'une association reconnue d'utilité publique ou d'une société,
union ou fédération soumise aux dispositions du code de la maté-
rielle, membre du conseil d'administration d'un organisme régional
ou local chargé de gérer un régime de prestations sociales.
- La liste des personnes admises à concourir est établie par le
ministre chargé de la fonction publique, après avis d'une commis-
sion préalable par le conseil de l'Etat ».

Un décret et un arrêté du 22 mars 1983 (publiés au Journal
officiel du 26 mars 1983) ont complété et précisé ces dispositions
générales.

Le décret précise notamment que ne peuvent être admis à
concourir les personnes ayant appartenu à l'une des carrières aux-
quelles prépare l'Ecole nationale d'administration, les élèves déjà
admis à cette école, les candidats qui n'ont pu antérieurement
accéder, dans les conditions fixées à l'article 41 du décret du
27 septembre 1982 susvisé, à l'un des corps auxquels prépare
l'Ecole.

Les candidats retenus par la commission chargée de se pro-
nancer sur la recevabilité de leur demande auront à subir deux
séries d'épreuves :

- a) Les épreuves d'admissibilité :
- Une composition portant sur les problèmes politiques, éco-
nomiques et sociaux du monde actuel ;
- Une conversation avec le jury, ayant pour point de départ
un dossier composé par le candidat relatif à ses activités anté-
rieures au titre desquelles il a été admis à concourir ;
- Une épreuve sur dossier ou la rédaction d'une note portant
sur le dossier du candidat, sur l'un des domaines suivants : l'adminis-
tration et la gestion locales, la gestion des entreprises, les négocia-
tions collectives, la vie associative, le droit social et les relations
sociales.
- b) Les épreuves d'admission :
- Une explication et un commentaire d'un document, suivis
d'une conversation avec le jury ;
- Une interrogation portant sur le choix du candidat, sur le
droit public, les finances publiques, les questions sociales, les ques-
tions internationales, la politique économique, la gestion des or-
ganisations ou la science politique et administrative.

Des points supplémentaires (cinq au maximum) peuvent être
obtenus par une épreuve à option : langues vivantes ou exercices phy-
siques.

Enfin, les candidats doivent être âgés au plus de quarante et
un ans au 1^{er} janvier de l'année du concours (limite reculée du
temps passé au service national obligatoire).

L'arrêté qui accompagne le décret a fixé à dix le nombre total
de places offertes au concours de 1983 ; il précise l'organisation
des épreuves. Les dossiers de candidature peuvent être déposés au
secrétariat général de l'Ecole nationale d'administration, chaque
jour ouvrable, entre 9 heures et 12 heures.

* Cette rubrique est rédigée par Services associations, association
selon la loi de 1901, 24, rue de la République, 75017 Paris. Tél. : (1) 380-94-09.
Téléc. : SERVASS 650344 F.

BLOC-NOTES

INITIATIVES

Aide aux cancéreux

L'Association pour l'aide aux
personnes atteintes d'un cancer
(APAC), qui vient de se rebapti-
ser Le Ligne bleu après un an
d'existence, se propose de sou-
tenir toutes les personnes at-
teintes ou concernées par le
cancer : les premières en leur of-
frant chaleur et réconfort, les
secondes en leur permettant de
venir en aide concrètement aux
malades par des conseils (juridi-
ques, administratifs, psycholo-
giques, etc) ou en favorisant
leur réinsertion sociale et pro-
fessionnelle. L'association, ins-
taillée dans de nouveaux locaux,
voudrait susciter une « chaîne
de solidarité » et ouvrir pro-
chainement un centre d'informa-
tion et de documentation sur le
cancer.

* Le Ligne bleu, 46, bd de la
Bastille, 75012 Paris. Tél. : (1)
347-34-34. C.C.P. 12121 V Paris.

Insertion sociale

Une association de l'Hort du
Mas s'inscrit dans le
cadre pour aider des
groupes de jeunes ayant des dif-

ficultés d'insertion sociale et
leurs associations. Elle est in-
stallée dans une propriété qui re-
çoit habituellement des enfants
de milieu urbain âgés de huit à
treize ans. Un premier stage a
eu lieu à Pâques avec des
jeunes d'Argenteuil.

* L'Hort du Mas, La Ma-
rette, 10100 Saint-André-
de-Majencoules. Tél. : (66) 92-
40-82.

RENDEZ-VOUS

Culture et alcoolisme

Bretagne, alcool et santé,
centre d'étude et de prévention
de l'alcoolisme, organise à
Rennes les 2, 3 et 4 juin, une
rencontre internationale sur le
thème « Culture, manières de
boire et alcoolisme », précédée
d'une semaine d'information et
d'animation dans la ville. Les
trois journées seront consacrées
à « Manières de vivre, manières
de boire », « Transformations
socio-économiques, accoutumance
et alcoolisme », « Facteurs
culturels de l'alcoolisme, de la
prévention et de la réinsertion ».

* Bretagne, alcool et santé, 12,
square de Provence, 35000
Rennes. Tél. : (99) 54-5-60.

Les soir

TF	20 à 25
1	22 à 25 L'été Nouvel été été
A	20 à 25
2	22 à 25 L'été Nouvel été été
FR	20 à 25
3	22 à 25 L'été Nouvel été été

RADIO TELEVISION

DU LUNDI 23 MAI
AU DIMANCHE 29 MAI

Terrorisme

manipulation, déstabilisation... *Pablo est mort* de Philippe Lefebvre et Bernard Stora, que diffuse la première chaîne jeudi à 20 h 35, est un thriller politique sur la génération perdue de 68, un film brillant. Le film de la semaine. Il témoigne des projets ambitieux mis sur pied par Olivier Barrot, chef du département sur TF-1 avant de passer au « placard » en novembre 82 (en même temps qu'André Harris). Ce fonceur, passionné de cinéma, chercheur de talents, a eu le temps de réaliser quelques coproductions : un *Maria Chapdelaine* avec Gilles Carles, un *Livre de famille* d'après Modiano, un *Monsieur le Président* avec la télévision cubaine... Il avait des tas de projets en route, arrêtés comme ça, d'un coup, brusquement.

Notre télévision des tropiques...

BLEU OUTREMER ? Vous savez, ce magazine qu'on trouve une fois par mois, depuis septembre, sur FR 3, parfois le mardi, d'autres fois le mercredi, on ne sait jamais très bien, tous les jours tard en soirée. L'avant-dernier numéro a sauté à cause de la grève, on l'a vu jeudi dernier : un document sur le pêche et sur le blaff (un court-bouillon de poisson) en Guyane. Style économico-touristique, assez bien documenté mais plutôt ennuyeux. Une production R.F.O. Radio France Outre-mer.

Le « Spécial DOM-TOM », un magazine qu'on trouve chaque dimanche depuis des années à 19 h 40 sur FR 3 ? Vous remarquez qu'il avait changé de nom dimanche dernier, qu'il s'appelait « R.F.O. Hebdo » ? Nouveaux décors, nouvelle formule. Ça bouge depuis quelque temps à R.F.O. Enfin, ça bouge un peu...

Souvent le « Spécial DOM-TOM » est plus intéressant qu'un journal d'abord le croire. Selon un sondage effectué par C.E.O. en février-mars 1983, le taux d'écoute du « Spécial DOM-TOM » (aujourd'hui « R.F.O. Hebdo ») serait de 8 %, ce qui représente environ trois millions de téléspectateurs. C'est plus que le million et demi de résidents d'outre-mer en France. Des Français qui ont là-bas, qui sont partis en vacances ou qui seraient prêts à le faire, attirés par les plages ou le rêve de ces pays tropicaux le regarderaient aussi.

Depuis que l'ancien directeur de FR 3 l'outre-mer est devenu une « direction » après mai 1981, puis une société autonome (avec des budgets propres depuis la loi du 29 juillet 1982), on a noté un certain nombre de changements dans les programmes d'outre-mer. Des changements pas toujours très clairs, dont « Bleu outre-mer » et « R.F.O. Hebdo » donnent une petite idée. C'est la partie visible de l'iceberg (un mot particulièrement mal choisi pour ces pays humides et chauds), un petit morceau sélectionné de ce qui se fabrique dans les sept centres (la Réunion, la Martinique, la Guadeloupe, la Guyane, la Nouvelle-Calédonie, la Polynésie française, Saint-Pierre-et-Miquelon) pour permettre aux originaires d'outre-mer de garder un contact avec là-bas.

Pour M. Jean-Pierre David, directeur de l'information et des programmes à R.F.O., qui a reformulé ces émissions, il s'agit de couper la vision très postale qui dominait jusqu'alors de prendre davantage en compte les préoccupations et les réalités des départements et territoires d'outre-mer. Première difficulté : les magazines disposent

de très petits moyens. Ils n'étaient jusqu'alors même pas diffusés (« R.F.O. Hebdo » l'est depuis le début de l'année), ils ont été fabriqués à partir d'éléments qui ont été la plupart du temps diffusés dans les stations et qui n'ont pas été préparés pour le public métropolitain. Deuxième difficulté : l'obligation de témoigner dans le même magazine de l'activité des départements d'outre-mer et en métropole, « d'où un patchwork pas très heureux », a plaint M. David, qui espère élargir l'espace, avoir deux magazines différents et pouvoir développer des relations avec les autres sociétés de programmes. Il semble très fier de la coproduction avec Antenne 2 lors du dernier MIP-TV, un tropical-show, une émission publique avec la participation d'artistes d'outre-mer (pas les meilleurs pourtant !).

« Bleu outre-mer » et « R.F.O. Hebdo » : deux magazines diffusés en métropole pour les Français des DOM-TOM. Peu de moyens et des résultats décevants : on est resté à la télévision de papa.

Néanmoins il y a peine trois mois par M. René MAILLÉ, président de R.F.O., pour impulser le changement. M. Freddy Thomelin, adjoint au directeur de l'information et des programmes, réside en chef de bureau de Paris pour la télévision M. Hugues Durocher, directeur en chef pour la radio, ont été chargés de concevoir en quelques semaines une nouvelle stratégie sur le développement de la radio et de la télévision en outre-mer. Une réflexion qui a mené de l'été au plan de développement sur cinq ans destiné à être présenté fin mai par le président au ministre de tutelle pour discussion au budget (nous y reviendrons).

Avec « R.F.O. Hebdo », Freddy Thomelin, le nouveau rédacteur en chef du bureau de Paris, entend « faire peau neuve ». « Avant, les sujets arrivaient par paquets et on les diffusait. On essayait d'établir une relation plus de proximité avec les stations, dans les deux sens. On a demandé, on a aussi. On veut que ça devienne un plus en plus un journal avec de plus en plus de reportages sur la réalité d'outre-mer. On veut aller plus vite, on veut éviter la télévision (folklore), on essaye de dire qu'il n'y a pas d'interdit ».

Dorénavant, à chaque sommaire, on trouvera le titre « Sept jours d'outre-mer » un bref panorama de l'actualité en provenance des différentes stations ; un « gros plan » sur un événement, une personnalité d'une région ; un « dossier ».

Comparé à ce qu'il était avant, on peut nier que « R.F.O. Hebdo » soit amélioré. On y trouve moins d'informations touristiques et un peu plus sur l'actualité. Lors des dernières manifestations en Nouvelle-Calédonie, les indépendantistes ont pu s'exprimer sur les médias (ce qui était absolument impensable il y a deux ans !). Le ton reste « ministériel ».

« Bleu outre-mer », ce n'est pas des reportages : sur les énergies nouvelles en Guyane, sur le festival antillais d'Angoulême, sur la petite île de Tahiti, sur un groupe de musique à la Réunion, sur les coutumes des îles (coquillages de nacre) en Nouvelle-Calédonie, sur les Français de Terre-Neuve, des Saintes... Ils sont à peu près les mêmes défauts. Ils sont assez fournis en chiffres et informations, mais complètement conventionnels. Aucune recherche dans l'écriture, aucune audace d'aucune sorte. Les interviews sont compassées, on n'en fait plus depuis vingt ans.

En tous les cas, on retiendra pourtant le document ethnologique sur les Indiens Wayanas en Guyane, approche intéressante (pour une fois !) mais qui ne vaut pas le reportage sur Claude MAILLÉ il y a quatre ans pour TF1. Le reportage sur la condition des femmes en Guadeloupe (Aurélien Gervaise, MAILLÉ et les autres) changeait l'ordinaire, il a déçu par une espèce de sécheresse dans la mise en scène et les questions, mais il avait suivi d'un bon joli portrait de Mounia, un mannequin martiniquaise ! Et pourquoi avoir commencé la séquence sur les festivals d'Angoulême par trois discours officiels.

On ne peut certes réinventer une télévision en quelques mois. Surtout quand on sait qu'il n'y a pas de structure de production dans les DOM-TOM ! Mais on attend autre chose de même : des régions proches de l'Afrique, des Caraïbes, de l'Amérique latine — quel champ d'investigation ! — que ces productions normalisées, sans âme, si loin du travail fait dans d'autres domaines (la littérature, la musique...) par des artistes comme Joby Bernabe, Max Cilla, Guy Konkret, Mona, Malavoi... Un plan de développement sur cinq ans de R.F.O. prévoit un début de production artistique. Il serait temps que le budget suive. Pour que commence ainsi l'autocritique.

CATHERINE HUMBLLOT.

les films

PAR JACQUES SICLIER

À VOIR
GRAND FILM

LUNDI 23 MAI

ASCENSEUR POUR L'ÉCHAFAUD *

Film français de Louis Malle (1957), avec M. M., J. Moreau, J. Wall, G. Poujouly, F. M. (N.). TF 1, 20 h 35 (85 mn).

Deux amants, un crime parfait qui échoue. L'obligatoire exercice de style — la prise de pouvoir par la « nouvelle » — sur un sujet policier. Mais c'est Roger Nimier qui adapte, avec Louis Malle, le roman de Noël Calef, le jeune cinéaste fit un coup d'éclat par son langage cinématographique et la description des personnages modernes évoluant dans un Paris contemporain. Superbe interprétation de Maurice Ronet et Jeanne Moreau, musique de Miles Davis.

MARDI 24 MAI

BOULEVARD DU CRÉPUSCULE **

Film américain de Billy Wilder (1950), avec W. Holden, E. Swanson, E. Stroheim, N. Olson (N.). A 2, 20 h 35 (110 mn).

Vision cruelle, tragique, d'Hollywood, de ses mythes, de son histoire d'une ancienne star du cinéma confinée dans un vilain appartement, qui se pèle un gigolo, scénariste, pour préparer sa rentrée dans les studios Paramount. Chimères et névrose. Billy Wilder a fait de ce film un chef-d'œuvre. Le choix de Gloria Swanson, qui a glorieusement joué le rôle de Norma Desmond, apporte, avec la présence d'Erle, Stroheim, le grand cinéaste maudit, le cachet de l'authenticité à un tableau qui a usé à rêver. En fait, Gloria Swanson ne joue pas sa vraie vie, mais on prête au jeu implacable de Wilder.

LUNDI 23 MAI

LE TRÉSOR DE LA MONTAGNE SACRÉE *

Film anglais de Kevin Connor (1979), avec C. Lee, M. O'Shea, O. Tobias, A. 2, 20 h 35 (110 mn).

Un calife usurpateur, un prince subissant des épreuves pour l'amour d'une princesse, une princesse, des tapis volants. Le film est merveilleux des débuts. Une Nuit donne un charme certain à ce monde oriental qui rappelle le Voleur de Bagdad.

MARDI 24 MAI

Z **

Film français de Costa-Gavras (1968), avec Y. Montand, I. Pappas, J.-L. Trintignant, J. Perrin, F. M. (N.). FR 3, 20 h 35 (120 mn).

Le premier grand film politique de Costa-Gavras, inspiré de l'assassinat d'un député grec en 1963 d'un procès étouffé le coup d'Etat militaire. Tourné à Alger, alors que la Grèce était ligée par le régime des colonels, le film démonte d'une façon précise et passionnante le mécanisme qui peut toujours détruire une démocratie, étouffer les libertés.

JEUDI 26 MAI

L'ÉMIGRANT *

Film de Kollo (1982), avec E. Ilboudo, Coeffe, J. Tassembédo. 3, 20 h 35 (90 mn).

Œuvre inédite d'un cinéaste de Haute-Volta, tourné directement en français pour la diffusion populaire. A travers l'histoire de deux jeunes qui s'aiment, on peut voir — n'appartient pas à la — les problèmes de l'Afrique moderne.

écrit par la tradition de la modernité, l'exode rural et les conséquences de l'attrait de la ville, la condition de la femme...

VENREDI 27 MAI

LE LIT DE LA VIERGE *

Film français de Philippe Garrel (1989), avec P. Clément, Zouzou, J.-P. Kalfon, M. Lagugne, B. Lamy (N.). A 2, 22 h 55 (85 mn).

Les films d'un cinéaste marginal qui poursuit, obstinément, l'exploration de son univers intérieur. Le calvaire d'un homme dans un monde de répression.

DIMANCHE 29 MAI

LES QUATRE FILS DE KATIE ELDER *

Film américain de Henry Hathaway (1965), avec J. Wayne, D. Wayne, E. Mann, M. Anderson Jr., M. Hyer. TF 1, 20 h 35 (90 mn).

Les derniers jours du western traditionnel, quand l'idéalisme est encore possible. Hathaway reste fidèle à sa conception moralisatrice de la vengeance et du rachat.

LES NEIGES DE KILIMANDJARO

Film américain de Henry King (1952), avec P. S. Howard, A. Gardner, H. Naff. FR 3, 22 h 30 (116 mn).

Un écrivain blessé dans un camp de chasse du Kilimandjaro revêt sa vie aventureuse, qui ressemble à celle d'Hemingway. Corridors de Pampelune, guerre civile espagnole, trois figures de femmes, appel de l'Afrique.

Les soirées de la semaine

	LUNDI 23	MARDI 24	MERCREDI 25	JEUDI 26	VENREDI 27	SAMEDI 28	DIMANCHE 29
TF 1	20 h 35 Film : <i>Ascenseur pour l'échafaud</i> , de Louis Malle. 22 h <i>La Leçon de cinéma</i> de Nestor Almendros. Le génial opérateur de Truffaut, Rob-mer, Barbet Schroeder...	20 h 30 Théâtre : celui qui n'avait rien fait « le » d'Enghien ». Intrigues et palais sous le Consulat. 22 h 30 <i>Temps X</i> , magazine de science-fiction de Frédéric Bogdanoff.	20 h Football : finale de la coupe d'Europe des clubs champions Hambourg-Juventus.	20 h 35 Téléfilm : <i>Pablo est mort</i> , de Philippe Lefebvre et Bernard Stora. 22 h 15 Contre-enquête. Faits divers.	20 h 35 Variétés : Nuit du cirque. Alexis Gruss, Flavio Togni... 21 h 40 Série : <i>La route de la haine</i> .	20 h 35 Série : <i>Dallas</i> . 21 h 25 <i>Droit de réponse</i> , de M. Polac. Revue de presse. 22 h 50 Magazine du cinéma : <i>Étoiles et toiles</i> . Érotisme, cinéma, histoire.	20 h 35 Film : <i>Les quatre fils de Katie Elder</i> , de M. Hathaway. 22 h 40 <i>Bravos</i> Magazine culturel de J. Artur et C. Gar-bieu. 23 h 30 <i>Internationaux</i> tennis.
A 2	20 h 35 <i>Le Grand Échiquier</i> . Avec l'école de danse, le ballet et les étoiles de l'Opéra de Paris.	20 h 35 Film : <i>Boulevard du crépuscule</i> , de Billy Wilder. Cinéma vision tragique d'Hollywood. 22 h 35 <i>Mardi cinémas</i> . Avec Christian Clavier.	20 h 35 Téléfilm : <i>Fantôme</i> , de Jacques Krier. 22 h 10 Magazine : <i>Résistances</i> . La résistance polonaise, la Salvador, le Chili.	20 h 35 <i>Musica en direct</i> : la nuit du faiseur de film. <i>Par-tains de self-made men</i> . 21 h 35 Magazine : <i>Les enfants de rock</i> . 22 h 50 Basket : France-Yugoslavie.	20 h 35 Série : <i>Secret diplomatique</i> . Faux témoignages. 21 h 35 <i>Apostrophes</i> : Les intellectuels devant l'histoire du communisme. 22 h 55 Ciné-club : <i>Le lit de la vierge</i> , de Ph. Garrel.	20 h 35 Sports : Rugby. Finale du championnat de France. 22 h 5 <i>Téléfilm</i> : <i>L'hôpital de Leningrad</i> , de Sarah Maldoror, d'après Victor Serge. 23 h 25 Gymnastique : championnat d'Europe à Sofia.	20 h 35 Jeu : <i>La chasse aux trésors</i> . 21 h 40 Série documentaire : <i>Miniers dangereux et spectaculaires</i> . Chasseurs de cyclones (deuxième partie). 22 h 30 <i>Internationaux</i> en péril.
FR 3	20 h 35 <i>Fenillette</i> : l'Année des Français. Un épisode peu connu de notre histoire : l'armée française en Irlande contre les Anglais. 21 h 50 <i>Thalassa</i> . 22 h 30 <i>Prélude à la nuit</i> : Brahms.	20 h 35 Film : <i>Z</i> , de Costa-Gavras. 23 h 10 <i>Prélude à la nuit</i> : Haydn.	21 h 55 Téléfilm : <i>L'inter-view</i> . Psychodrame. 22 h 50 <i>Prélude à la nuit</i> : Vivaldi.	20 h 35 <i>Le film</i> : <i>L'émigrant</i> , de Sanou Kollo. Exode en Haute-Volta. 22 h <i>Débat</i> . 23 h 5 <i>Prélude à la nuit</i> : Brahms.	20 h 35 <i>Vendredi</i> : Grand public à Pont-à-Mousson. Deux heures d'infos, de variétés, de culture en direct du complexe industriel. 21 h 55 Magazine de la photo : <i>Flash 3</i> . 22 h 30 <i>Prélude à la nuit</i> : E. Bloch et L. Petigard.	20 h 35 Tous ensemble... Festival de Nancy ou l'été noir (Al Capone, l'été du crime) ou A deux heures le main. 21 h 40 Court métrage. 22 h 10 Match de Basket. 23 h 30 <i>Musi-club</i> : Liszt.	20 h 35 Magazine littéraire : <i>Boîte aux lettres</i> , de J. Garcin. 21 h 35 <i>Aspects</i> : court métrage français. 22 h 30 <i>Cinéma de minute</i> : <i>Neiges de Kilimandjaro</i> , de H. King. 23 h 30 <i>Internationaux</i> à la nuit : Festival de Castres.

PÉRIPHÉRIE

■ L'ANNÉE DES FRANÇAIS, FR 3, chaque lundi à partir du 23 mai, 20 h 35 (52 ans cinq épisodes).

★ MOEURS EN DIRECT : « LA SAGA DES
FAISEURS DE FRIC », A2, jeudi 26 mai, 20 h 35
(52 min).

★ LA LEÇON DE CINÉMA: NESTOR AL-
MENDROS, TF 1, lundi 23 mai, 22 h (50 min).

10 h 36 **Vision pluri.**
11 h **Internationaux de tennis.**
A Roland-Garros (et H 14 h 25 et 27 h 10).

12 h **HF 12 (Info.).**
12 h 30 **Autour conf.**
13 h **Journ.**
13 h 5 **Emissions soviétiques.**
13 h 25 **Le Village dans les ruelles.**
13 h 50 **Histoire d'un rive.**
13 h 5 **Météorologie.**
13 h 15 **Emissions régionales.**
13 h 45 **Les uns pour les autres**
20 h **Journ.**
20 h 30 **D'accord, pas d'accord.**
20 h 35 **Théâtre : Cabot qui n'avait rien dit de l'Angleterre.**
de Th. Maulnier, mise en scène M. Tessoncourt, réal. J.-R. cadot, avec M.-T. Arace, P. Le Rumeur, H. Belton.
1804. **Le Premier Consul observé par les Français et les étrangers, écrit par les habitants de son époque avec les survivants de l'Ancien Régime, troué en la personne du duc d'Anguine une prose rivede pour réagir.**

22 h 30 **Temps X.**
Histoire de la science-fiction des frères Bogdanoff.
23 h 30 **Journ.**

A cartoon illustration showing three men with exaggerated expressions of anger or shouting. Above them is a speech bubble containing the text "droit de vote".

h 35 Vision plus.
 11 h Intervention d'un candidat.
 A Roland-Garros (et à 14 h et 23 h 20).
 12 h H.F. 12 (Infoel).
 h 30 Atout cœur.
 13 h Journal.
 h 50 Objectif santé : La surdité du jeune enfant.
 15 h 25 Le village dans les nuages.
 h 50 Histoire d'un rire.
 h 5 Hétérologie.
 15 h 15 Les régions régionales.
 19 h 40 Les yeux pour les autres.
 h 53 Tirage de la Loterie nationale.
 h 30 *Présent.*
 h 30 Tirage du Loto.
 h 35 Téléfilm : Pablo est mort.
 De B. Stora, Ph. Lefebvre, avec J. Perrin, J.-F. Stvenin, R. Bohringer, J. Boissac.
(Lire notre article ci-contre.)
 22 h 15 Enquête-enquête.
 Emission C.A. Hong, C. Vigne et G. Sibirac.
Aut. soumettre : l'affaire Germaine Frégarod ou le racisme au quotidien ; mais d'horreur à Exp-les-Moulineux ; suicides dans le Morbihan, et mères folles divines.
 23 h 40 Journal.

h 35 Vision plus.
 11 h Interruptions de travail.
 A Roland-Garros (et à 14 h et 23 h 20).
 12 h H.F. 12 (Info).
 h 30 Asaut exor.
 13 h Journal.
 h 60 Objectif santé : La surdité de l'oeil enfant.
 h 25 Le village dans les nuages.
 h 50 Histoire d'en rire.
 h 5 Météorologie.
 h 15 Emissions régionales.
 h 40 Les uns pour les autres.
 h 63 Tirage de la Loterie nationale.
 h h ~~Journal~~.
 h 30 Tirage du Loto.
 h 35 Théâtre : Pablo est mort.
 De B. Stern, P. Lefebvre, avec J. Perrin, J.-F. Stievenin, R. Bohringer, J. Boissac.
(Lire notre article ci-contre.)
 12 h 15 Contre-enquête.
 Émission d'A. Hong, C. Vigne et G. Simon.
*Amour éternel : l'affaire Germaine
 Fréger et le racisme au quotidien ;
 soit d'horreur à Inq-les-Mouliniers ;
 suicides dans le Morbihan, et autres
 faits divers.*
 13 h 40 Journal.

Journal (sa à 12 h 45).
 Jeu : L'Académie des nouvelles.
 C'est terminé sur A2.
 Série : Les amours de poque.
 Aujourd'hui la vie.
 Série : Les diamants d'ort.
 Film : Le Trésor de la montagne sacrée, de Kevin Connor.
 Réoré A 2.
 C'est la vie.
 Jeu : Des chiffres et de...
 D'accord, pas d'accord.
 Bugs Bunny spécial 198...
 Le théâtre de Boulevard.
 Journal.
 Le grand échiquier, de Jan...
 École de danse, le ballet et le...
 L'Opéra de Paris, une...
 Histoire d'un corps qui est le ba...
 Le monde classique.
 Journal.

ANTHOPE.
 Journal. (et à 12 h 45).
 Jeu : l'Académie des neufs.
 Émissions régionales.
 Série : Les amours de la
 époque.
 Aujourd'hui la vie.
 Série : Les diamants d'
 ont.
 Reprise : (le chassé au
 (diff. le 22 mai).
 Entre vous.
 Récré A 2.
 C'est la vie.
 Jeu : Des chiffres et de
 Émissions régionales.
 Le théâtre de Boulevard.
 Journal.
 D'accord, pas d'accord.

TROUPE.
Samedi (et à 12 h 45).
Le 100 % des neuf.
Jeudi 2 mid.
Sépie : Les amours de la
poésie : Les carnets de l'aventure.
Les pousins amis.
Mardi A 2.
Mercredi A 2.
... ; Jo Bozars...
... terre des bézoës.
Sépie le via.
Samedi : Des chiffres et des
missions régionales.
Le théâtre de Boulevard.
Journal.
GÉNIFIN : Faut pas rimer,
air, avec C. Nelson, Z. Chan-
min du 10 mai 1961, un em-
ment et une jeune institutrice
de son vieux d'amour et
qu'une comédie simpliste.
Magazine : Résistances, de
Jouza.
à travers la résistance polo-
nise : objets de conscience en
Salvador et les droits de
la ministre du génie-
à P.O.N.U.
Journal.

NTOPE.
 Journal (act à 12 h 45).
 L'Assemblée des repré-
 sentations régionales.
 Airie : Les amours de la
 aujourd'hui la vie.
 Les Portes de la
 H. Gouri, J. Barlich
 des milliers de juifs
 ont traversé l'Europe
 Israël. A partir de documents
 de témoignages sonores.
 magazine : Un temps pour
 se le breui.
 Versé A2.
 est la vie.
 se : Des chirurgiens et des
 accord pas d'accord.
 rigieuses.
 expression directe.
 Journal.
 un direct : Le Sage
 du fin
 notre article c-à-c,)
 magazine : Les enfants du
 du-Houbu ■■■■ avril
 ector : France-Yogo-
 d'Europe à Linoges.
 Journal.

18 h 10 *Messengers*. Hobson-Godwin 16
 18 h 10 *Messengers*. Hobson-Godwin 16
 18 h 30 *Pour les jeunes*.
 18 h 55 *Tribune libre*.
 Le bouddhisme.
 19 h 10 *Journal*.
 19 h 15 *Les merveilles de la mer*.
 19 h 50 *Dessin animé* : *Tintin*.
 20 h *Les jeunes*.
 20 h 35 *Féculente* : *L'Année des*
Francs.
 21 h 30 *Journal*.
 21 h 30 *Journal*.
 21 h 50 *Magazine* : *Thalassa*.
 La course de *Edhe*.
 22 h 28 *Une minute pour une*
image : *L'Album*.
 22 h 30 *Le dessin animé* : *Le dessin animé*
 de Jacques Monory, artiste peintre,
 commenté par un philosophe, un écrivain,
 etc.
 22 h 30 *Prélude à la nuit*.
 « *Quintette en si pour clarinettes* » de
 J. Brahms, pour les solistes de l'Orchestre
 de l'Opéra de Paris.

18 h 30 Pour les jeunes.
19 h 55 «Rueuse Ébre».
Francophonie internationale.
19 h 10 Journal.
19 h 15 Émissions régionales.
19 h 50 Dessin animé : Timin.
20 h Les Jeux.
20 h 30 D'accord, pas d'accord.
(L.N.C.)
20 h 35 Film : Z, de Costa-Gavras.
22 h 35 Journal.
19 h 05 Une minute pour une image, d'Agde Vard.
23 h 10 100 ans à la nuit.
- Sonate en ut mineur de Joseph Haydn, par Cyriën Katsaris, au piano.

18 h En direct de l'Assemblée nationale.
Questions au gouvernement.

18 h 25 Pour les jeunes.

18 h 55 Tribune libre.

Fédération nationale travail et culture : éducation populaire.

19 h 10 Journal.

19 h 15 Émissions régionales.

19 h 30 Journal animé : Tintin.

20 h 10 Journal.

20 h 35 Variétés : Cadences 3.

Émission de Guy Lux, Lala Mielot et Pascal Daniel.

En direct de Narbonne, avec Francis Lalumière, Martine Faithfull, Le Se Journal.

21 h 15 55 Téléfilm L'interview, de Th. Nolin avec A. Braun, P. Deplanche, C. Rault.

L'interview d'un vieux loup solitaire, dont le fils désobéissant vient d'enlever un banquier, pour un apprenti reporter à l'affût d'un scoop. L'entretien, entre deux personnages aux caractères tourrés au psychodrame dans une ambiance glaquée. Une caricature de certaines méthodes journalistiques.

22 h 48 Une minute pour une image, d'Agota Varda.

22 h 50 Prétendu à la nuit.

« Concerto pour deux violoncelles au sein de l'Orchestre Vivaldi par les solistes de l'Orchestre de l'Opéra de Paris.

8 h 30 Pour les journaux.
 8 h 55 Tribune libre.
 9 h 00 Liberté, avec Y. Laffère, éco-
 nomiste chrétien démocrate.
 9 h 10 Journal.
 9 h 15 Émissions régionales.
 9 h 30 Dessin animé : Tintin.
 10 h Les jeux.
 10 h 35 Cinéma sans visa.
 Émission de J. Lacouture et J.-C. Guil-
 lehand.
 10 h 40, Film : l'émigrant, de Sano-
 Kollo.
 h Débat.
 L'exode rural, le choc (à l'estroit) de
 la ville, la prostitution, les mariages
 forcés, le cinéma en Afrique, etc. Avec
 Sano Kollo, le réalisateur, Catherine
 Humblo, notre collaboratrice, J.-Yves
 Carantoni, responsable de Nord-Sud
 formation, Thérèse Kouli-Mankour,
 journaliste-chercheur africain.
 2 h 40 Journal.
 3 h 2 Une minute pour une
 image, d'Agès Varda.
 3 h 5 Prélude à la nuit.
 - La Paroisse, de Beethoven, par
 l'Alma (chœur).

- **R.T.L.** 20 h 4, *Houparade*; 21 h, *A bout portant*, film ■■■■, Sigei.
- **T.M.C.** 19 h 35, *Feuilleton Duilas*; 20 h 35, *Jen : Mynchor son campé*; 20 h 45, *Le cave se rebiffe*, film français de G. Grangier; 22 h 35, *Club 06*, *Variflex*.
- **R.T.R.** 20 h, *Ecran asphalte*; 20 h 15, *Asphalte*, film français de D. Amer.
- **TELE 2**, 19 h, *Lundisports*; 20 h, *Concours musical international Reine Elisabeth 1983 (classé)*.
- **T.S.R.** 20 h 5, *Spécial cinéma*; 22 h, *L'antenne est à vous*; L'université populaire de Genève.

- **N.T.L.**, 20 h, Série : *Vegan* ; 21 h, *Prépondérance du Co*, film de *Shohei Imamura*, 22 h 40, *Passage à l'ouest* (mai 68).
- **T.M.C.**, 19 h 13, Sé-
rie : *La petite maison*
dans la prairie ; 20 h 35, *Myrta* sur
canapé ; jeu ; 20 h 45,
*Don Camillo en Rus-
sie*, film de L. Comen-
chi ; 22 h 45, *Téle-
cinéma*.
- **R.T.R.**, 20 h, *Fouille-
ton* : A l'ass. d'Eden ;
20 h 45, *Jeu* : la chasse
aux trépassés ; 22 h, *Écri-
tures, mémoires* d'un
livre.
- **T.S.E.**, 20 h 5, *Fouille-
ton* : Dallas ; 20 h 35,
Un pays, une musique :
le Friens ; 21 h 45, *Lau-
rent*, *maître de la*
brochure ; 22 h 30, *Di-
manches, tendres di-
manches* : l'Italie.

- **R.T.L.**, 21 h, *Série : La croisière France*; 21 h, *Arctiques à New-York*, film de A. Hillier; 22 h 45, *Portraits d'artistes : Adam*.
- **T.M.C.**, 19 h 35, *Série : Un ours pas comme les autres*; 20 h 35, *Mémoires sur camp*; 20 h 45, *Le Jour du jugement*, film de M. Garizano; ■■ 25, *Gogo rythmiques : variété*.
- **R.T.R.**, 20 h, *Sports 2*: *Football, Coupe d'Europe des clubs champions (finale, en direct d'Athènes)*.
- **TELE 2**, 19 h, *La parole et les hommes : le 15^e anniversaire de Grand-Orient*; 20 h, *Concerts musicaux internationaux Reine Elisabeth 83 (piano)*.
- **T.S.E.**, 20 h 35, *Football (en direct d'Athènes) : finale de la Coupe d'Europe* ■■ 22 h 15, *Requiem : Réponse ecclésiastique chrétienne*.

- **R.T.T.**, 20 h, 16. Feuilletton : Dallas ; 21 h, A. V. : *Le choix* ; L. Kaganovitch : *Explosion*, film de R. Levison ou *De la part des copains*, film de T. Young.
- **T.M.C.**, 19 h 35, *Le grand choisis* ; La Kaganovitch irlandaise ; 20 h 35, *Jean* : Mystère sur canapé ; 20 h 45, *Garcou-garou* : *Le passe-muraille*, film de J. Boyer ; 22 h 25, *En reports*.
- **R.T.R.**, 20 h, *Autant savoir* : Benoit en péril ; 20 h 25, *Le Voyage du capitaine Corcoran*, film de la Petalibler et P. Jurdin ; 21 h 50, *Le Carrousel aux images et Le monde du cinéma*.
- **T.S.E.**, 20 h 5, *Temps présent* : Mleurgan et P. Jurdin ; 20 h 15, *Le monde du cinéma* ; 21 h 10, *Je tiens*, film de C. Chabrol.

TELEVISION

TF 1

A 2

FR 3

Téléfilm

Polar politique

Commence par un de ces hold-up comme on en lit quotidiennement aujourd'hui le récit dans la presse : un groupe armé pénètre dans la perception d'Hénin-Beaumont. L'heure où le personnel compte l'argent pour payer les pensions des mineurs et la retraite... Et l'on se trouve brusquement plongé dans un thriller politique, un « polar » bourré d'allusions à l'actualité grand banditisme, terrorisme international, manipulation politique, retournements, etc. Ça se passe dans la France d'aujourd'hui, la France de 1983, c'est la seule bizarrerie d'ailleurs de ce film de Philippe Lefebvre et Bernard Stora, dont le vrai scénario voudrait qu'il se situe plutôt en 1977 quand les desperados d'une extrême gauche en déliquescence pouvaient encore faire des braquages au nom du « prolétariat ».

Critique Pour la mort d'un film comme on en voit plutôt au cinéma qu'à la télévision, rapide, bien ficelé, intelligent, avec un regard intime, presque complice, sur le trajet suivi par cette génération issue de la gauche qui donne lieu à quelques portraits étonnants. Maxime (Jacques Perrin), ancien militant soviétique, est rentré dans le rang après la désintégration des groupuscules trotskistes. Pull cashmere, cravate tricotée, il est aujourd'hui médecin, il se méfie des grandes idées, ça lui donne un air vieux-jeune, ou jeune-vieux, bourgeois libéral un peu adolescent. A-t-il tourné la page ? Maxime va se retrouver brusquement face à Bruno (Jean-François Stevinn), son ancien copain, ancien « chef » gauchiste comme lui, qui, après un faux « suicide », sept ans de prison, est revenu en France parce qu'il ne veut pas passer quelque chose, dit-il. Il veut en être, il veut que Maxime en soit.

On ne raconte pas un « policier » dont l'action rebondit jusqu'à la dernière image. Derrière cette rencontre, il y a la peinture de différents milieux, la police — ou plutôt les policiers, qui se croisent, se doublent parfois (et commettent des bêtises) — les vieux baroudeurs de la politique comme Donadeau (Jean Boule), dirigeant d'une organisation d'extrême droite, trafiquant d'armes qui rêve de remettre de l'ordre, des individus comme Lambert (Richard Bohringer), petit truand, aux yeux cernés, qui fait dans le trafic tous les métiers et ne craint pas de balancer les copains. Un salaud auquel Richard Bohringer donne une densité, presque une grâce, comme s'il avait craqué d'en avoir vu de drôles avec ses anciens « chefs », comme s'il avait ses raisons.

Philippe Lefebvre et Bernard Stora ont voulu raconter une histoire, se faire plaisir, en montrant des personnages, c'est évident, mais on sent aussi en filigrane quelques questions plus graves sur le déclinisme, sur le couple terrorisme/déstabilisation, sur la manipulation, sur la France d'aujourd'hui. Philippe Lefebvre et Bernard Stora ont beaucoup travaillé au cinéma avant d'aborder la télévision. Le premier avec Pierre Granier-Deferre, Henri Verneuil, Jacques Deray ; le second avec Gérard Corry, Jean Eustache, Jean-Paul Rappeneau. C'est peut-être ça qui donne à Pablo son air mort, cette construction rigoureuse, sans temps d'arrêt, ce soin, cette vérité dans les dialogues.

Philippe Lefebvre est un passionné des affaires politiques, de la police, des milieux cachés. En 1980 il a réalisé *La Trappe* avec Bruno Cremer, en 1981 *Guerre en pays neutre* avec Michel Lagaie, qui, récemment, a tourné *L'affaire Rodin* (affaire Boulin) dont le scénario a été écrit par M. Jacques Boutet, alors P.-D.G. de TF 1. Philippe Lefebvre a déjà réalisé d'autres projets en train : un film sur l'électronique au service d'un coup d'État fasciste pour TF 1, un autre sur la manipulation d'un policier terroriste pour A 2, un autre encore, inspiré de l'affaire du juge Michel, pour le cinéma.

CATHERINE HUMBLLOT.

■ PABLO EST MORT, TF 1, jeudi 26 mai, 20 h 35 (100 mm).

Psychiatisés du Guépéou

SARAH MALDOROR, cinéaste guadeloupéenne qui a fait ses études cinématographiques à Moscou, a adapté la nouvelle *L'Hôpital de Leningrad*, publiée par l'écrivain soviétique Victor Serge en 1932. Une adaptation en forme de balade dans un hôpital psychiatrique glorieux à l'heure où la Guépéou y interne les dissidents politiques.

Sur fond de saxo lancinant, l'attention s'endort progressivement sur les images trop grandes, sales, floues, manœuvres serviles, clairs-obscur hyper-soigné — emprunté dans des dialogues littéraires gauchement mis en scène, étiqués par le jeu mou des acteurs. Mais où diable se cache le drame ?

On voudrait s'émouvoir devant un vieux sage qui a vaincu la peur, le pouvoir, pour des autres, pour de la mort. Peine perdue ! Le comble : Leningrad ressemble tellement à Paris qu'on finit par comprendre que ce téléfilm y a été tourné.

C.B.

■ L'HÔPITAL DE LENINGRAD, A 2, samedi 22 h 5 (58 mm).

VENDREDI 27 MAI

- 10 h 35 Vision plus.
- 11 h International tennnis.
- 12 h 14 h 50 Roland-Garros.
- 12 h H.F. 12 (info).
- 12 h 30 Atout cœur.
- 13 h Journal.
- 14 h 50 Portes ouvertes.
- 14 h 5 Télévision sociale.
- 15 h 25 Le village dans les nuages.
- 15 h Histoire d'en rire.
- 15 h 15 Météorologie.
- 15 h 15 Émissions régionales.
- 15 h 40 Les uns pour les autres.
- 20 h Journal.
- 20 h 15 Variétés : Nuit du cirque.

Lille Massilia a réuni pour la première fois de nombreux grands artistes internationaux.



- 21 h 40 Série : La Route de la liberté.
- D'après H. Fast, M. J. Kadar.
- La fente ascension politique d'un acrobate au lendemain de la guerre de sécession. La présence de Cassius Clay est la seule curiosité de cette série américaine.
- 23 h 15 Journal et cinq jours en Bourne.

- 10 h 30 ANTIOPE.
- 12 h Journal (et à 12 h 45).
- 12 h 10 Jeu : L'Académie des neuf.
- 13 h 35 Émissions régionales.
- 13 h 50 Série : Les amours de la Belle Époque.
- 14 h 5 Aujourd'hui la vie.
- 15 h 5 Série : Les diamants du président.
- 16 h 5 Reprise : Lire c'est vivre. (diff. le 17 mai à 22 h 30).
- 17 h 45 L'invité.
- 17 h 45 Récré A 2.
- 18 h 30 C'est la vie.
- 18 h 50 Jeu : Des chiffres et des lettres.
- 19 h 15 Émissions régionales.
- 19 h 40 Le théâtre de Bourvard.
- 20 h Journal.
- 20 h 35 Série : Secret diplomatique. De D. de La Palatinière et A. Kantof.

Une histoire de faux tableaux. De Retard est chargé de faire rentrer les choses dans l'ordre, mais une journaliste de choc risque de tout compromettre.

- 21 h 30 Apostrophes : Magazine littéraire de B. Pivot.
- Sur le thème : Les écrivains devant l'histoire du communisme. Sont invités : Jean Jérome (la Part des hommes), Simon Leys (la Fureur en feu), Marie-Alexandre Macé (le 1789 est de bonheur), Jeanine Parvillat-Leroux (Au service du parti).
- 22 h 45 Journal.
- 22 h 55 Ciné-club (cycle années 70) : Le Lit de la vierge, de Philippe Garrel.

- 10 h 30 Pour les jeunes.
- 18 h 15 Tribune libre.
- Ligue française de l'enseignement et de l'éducation permanente.
- 19 h 10 Journal.
- 19 h 15 Émissions régionales.
- 19 h 50 Dessin animé : Timin.
- 20 h Les jeux.
- 20 h 30 D'accord, pas d'accord. (L.N.C.).
- 20 h 15 Variétés : Grand public à Pont-à-Mousson.
- Magazine d'information d'A. Campa.
- Ce premier numéro de « Grand public » se déroule en direct du grand complexe industriel de Pont-à-Mousson où l'équipe du Vingt-huitième jour a pu recueillir de nombreuses informations, de variétés et de culture. Une émission « unique » avec des cadres, des salariés de l'entreprise.
- M.M. Jacques Delors, ministre de l'économie, des finances et du budget, Raymond Barre, ancien premier ministre et le sénateur Balavoine. Parmi les invités industrialisés, l'extrême droite, les Olympiades handicapés menant à la victoire (avec une interview de Nicolas Bresson).
- 22 h 15 Une minute pour une image, d'Agnes Varda.
- 22 h 15 P.V. à la nuit.
- « Nigun », de E. Bloch ; « Sonate piano à violon », de L. Petitgirard, par E. Friedman (violin) et L. Petitgirard (piano).
- 23 h Journal.

- R.T.L., 20 h, Femme infidèle, film de C. Chabrol ; 21 h 35, Feuilles de Dynastie ; 22 h 52, Le monde à venir (émission religieuse).
- T.M.C., 19 h 35, L'empereur ; 20 h 35, Jeu : Mystère sur canapé ; 21 h 45, Dernier domicile ; 22 h 35, Chrono (magazine bilingue).
- R.T.B., 20 h, A suivre : émission ; 21 h 15, Dernière séance : Concorde et Music ; 22 h, film canadien de M. Alk et S. Findlay.
- T.E.L., 2, 19 h, Vendredi-sports ; 20 h, Concours musical international Reine Elisabeth 83.
- T.S.R., 20 h 5, Tel quel ; 20 h 35, La classe aux trésors ; 21 h 35, Elton John ; 22 h 35, Alyan Alyan, film marocain d'A. El Mazouli.

SAMEDI 28 MAI

- 9 h 45 Vision plus.
- 10 h 15 La maison de TF 1 (et à 13 h 35).
- 12 h Bonjour, bon appétit.
- Magazine de la cuisine, avec M. Olivier.
- 12 h 30 La séquence du spectacle.
- 13 h Journal.
- 13 h 15 International tennnis.
- A Roland-Garros.
- 16 h 55 Série : Les Voleurs.
- Deux enquêteurs venus d'une autre planète sont envoyés sur terre pour retrouver les six membres d'une expédition scientifique.
- 18 h Trente millions d'années.
- 18 h 30 Pépinière : chute et morsure de chien.
- 18 h 35 Magazine auto-moto.
- 18 h 10 D'accord, pas d'accord. (L.N.C.).
- 19 h 20 Émissions régionales.
- 19 h 45 Les uns pour les autres.
- 20 h Journal.
- 20 h 35 Série : Dalles.
- Enquête sur un drôle d'accident d'hélicoptère.
- 21 h 25 Droit de réponse.
- Emission de Michel Polak.
- Revue de presse, avec des rédacteurs en chef de la presse quotidienne.
- 22 h 50 Étoiles et toiles : l'érotisme - cinéma - histoire.
- Magazine du cinéma de F. Mitterrand.
- Seize réflexions autour de ce thème : Les auteurs d'œuvres de provocation du surréalisme (le Chien andouille), la monnaie du nazisme (l'Ange bleu), la bombe Barde, l'homme sex-symbol, etc. Quelqu'un peu malade, un magazine toujours passionnant !
- 23 h 40 Journal.

- 10 h 15 ANTIOPE.
- 11 h 10 Journal des sourds et des malentendants.
- 12 h 30 Pictine 45.
- 12 h 45 nous deux.
- 12 h 45 Journal.
- 13 h 35 Série : Colorado.
- 15 h 10 Récré A 2.
- 15 h 15 Les jeux du stade.
- 17 h 50 Les carnets de l'aventure.
- Blowing out, festival de planches à voile à Hawaii.
- 18 h 50 Jeu : Des chiffres et des lettres.
- 19 h 10 Journal.
- 19 h 15 Émissions régionales.
- 19 h 40 Le théâtre de Bourvard.
- 20 h 35 Sports : Rugby.
- 22 h 05 Téléfilm : L'hôpital de Leningrad.
- D'après la nouvelle de V. Serge, réalisation : S. M. Avec R. Blin, R. Vogler, V. Garvillat, A. Wladimir.
- (Lire notre article ci-contre.)
- 23 h 05 Journal.
- 23 h 25 Gymnastique : championnat d'Europe, A Sofia.

« Il y a une télévision qui fait passer le temps et il y a une télévision qui nous fait comprendre le temps dans lequel nous vivons. » (André Malraux à Jean-Marie Dret dans : Les Apprentissages du regard.)

- 12 h Objectif entreprises.
- Emission de l'ANVAR (Agence nationale de valorisation de la recherche).
- 18 h 15 Pour les jeunes.
- 19 h 10 Journal.
- 19 h 15 Émissions régionales.
- 19 h 50 Dessin animé : Timin.
- 20 h Les jeux.
- 20 h 35 Tout ensemble ou... à deux.
- Émission de Nancy : Diffusé en Lorraine, Champagne, Ardennes.
- Les troupes de théâtre de Nancy.
- A deux heures du matin.
- Diff. en Alsace.
- Émission de Nancy : Diffusé en Lorraine, Champagne, Ardennes.
- Les troupes de théâtre de Nancy.
- A deux heures du matin.
- Diff. en Alsace.
- Émission de Nancy : Diffusé en Lorraine, Champagne, Ardennes.
- Les troupes de théâtre de Nancy.
- A deux heures du matin.
- Diff. en Alsace.
- Émission de Nancy : Diffusé en Lorraine, Champagne, Ardennes.
- Les troupes de théâtre de Nancy.
- A deux heures du matin.
- Diff. en Alsace.



- R.T.L., 20 h, La loi de la jungle ; 21 h, La loi de la jungle ; 22 h, La loi de la jungle ; 23 h, La loi de la jungle.
- T.M.C., 19 h 35, L'empereur ; 20 h 35, Jeu : Mystère sur canapé ; 21 h 45, Dernier domicile ; 22 h 35, Chrono (magazine bilingue).
- R.T.B., 20 h, A suivre : émission ; 21 h 15, Dernière séance : Concorde et Music ; 22 h, film canadien de M. Alk et S. Findlay.
- T.E.L., 2, 19 h, Vendredi-sports ; 20 h, Concours musical international Reine Elisabeth 83.
- T.S.R., 20 h 5, Tel quel ; 20 h 35, La classe aux trésors ; 21 h 35, Elton John ; 22 h 35, Alyan Alyan, film marocain d'A. El Mazouli.

DIMANCHE 29 MAI

- 9 h Émission islamique.
- 9 h 15 A Bible ouverte.
- 9 h 30 La source de vie.
- 10 h Présence protestante.
- 10 h 30 Le jour du Seigneur.
- 11 h Météo. Cédix en la paroisse St-Germain-l'Auxerrois de Roissy-en-France (Seine-et-Marne), prédicateur : Père A. Quilic.
- 12 h Télé-foot.
- 13 h Journal.
- 13 h 25 Série : Stargate et Hatch.
- 14 h Sports dimanche : en direct de Roland-Garros.
- 15 h Les animaux du monde.
- 16 h 30 Jeu : J'ai un secret.
- 17 h Le magazine de la semaine : Sept sur sept.
- De J.-L. Burgat, E. Gilbert, F.-L. Boule.
- 20 h Journal.
- 20 h 15 Film : Les aventures de Katie Elder, d'Henry Hathaway.
- 22 h 15 Magazine culturel de J. Artur et C. Garbin.
- 23 h 30 Internationaux de tennis. Résumé.
- 23 h 40 Journal.

- 10 h Gym tonique.
- (et à 10 h 45).
- 10 h 30 Magazine du cheval.
- 11 h 15 Dimanche Martin.
- Entre les artistes.
- 12 h 20 Dimanche Martin (suite).
- Incrovable mais vrai ; 14 h 20, Série : Simon et Simon ; 15 h 10, L'école des fans ; 15 h 55, Les voyageurs de l'histoire ; 16 h 30, Thé d'assort.
- 17 h 5 Série : Le chef de famille.
- de M. Bogard, mise en scène N. Compagnon.
- 18 h 15 Dimanche magazine.
- 19 h Stade 2.
- 20 h Journal.
- 20 h 35 Jeu : La chasse aux trésors.
- 21 h 15 Documentaire : Les dangers des cyclones.
- laïras : Chasseurs de cyclones. (2e partie).
- Les divers moyens de cyclones : un ancien olympique affronte les grandes tempêtes du globe : un documentaire allégre commenté avec humour par A. Gilloir-Pétre.
- 22 h 30 Chefs-d'œuvre en péril.
- 23 h Journal.

- 10 h Images de...
- 10 h 30 Musique.
- 12 h D'un monde à l'autre.
- 17 h 40 Pour les jeunes.
- 18 h 45 L'été des vacances.
- Avec John Greaves, Level 42, Jag Netto.
- 19 h 40 R.F.O. Hebdo.
- 20 h 15 Film : Les aventures de Jean-Michel.
- 20 h 15 Boîte aux lettres.
- Magazine d'information de J. Garcia.
- avec François Mitterrand : un portrait de François Mitterrand et de Jean-Pierre Plessier.
- 21 h 35 Aspects du court métrage français.
- Fin de soirée en nocturne, de L. Gavron, Un sanglant symbole, de G. Courant.
- 22 h 5 Journal.
- 22 h 30 Cinéma de minuit : les Neiges du Kilimandjaro, d'Henry King.
- 0 h 28 Une minute pour une image, d'Agnes Varda.
- 0 h 15 Protéger la nuit.
- Festival de la nuit.
- de Scarlati, de R. Gnatalli, de S. Assad (guitare).

- R.T.L., 20 h, La loi de la jungle ; 21 h, La loi de la jungle ; 22 h, La loi de la jungle ; 23 h, La loi de la jungle.
- T.M.C., 19 h 35, L'empereur ; 20 h 35, Jeu : Mystère sur canapé ; 21 h 45, Dernier domicile ; 22 h 35, Chrono (magazine bilingue).
- R.T.B., 20 h, A suivre : émission ; 21 h 15, Dernière séance : Concorde et Music ; 22 h, film canadien de M. Alk et S. Findlay.
- T.E.L., 2, 19 h, Vendredi-sports ; 20 h, Concours musical international Reine Elisabeth 83.
- T.S.R., 20 h 5, Tel quel ; 20 h 35, La classe aux trésors ; 21 h 35, Elton John ; 22 h 35, Alyan Alyan, film marocain d'A. El Mazouli.

AUDIOVISUEL

Télévision « clés en main »

UN plateau comme brillant sous les projecteurs... le point de mire au Carrefour de l'innovation de la Foire de Paris : pendant treize jours de l'exposition (30 avril-12 mai), un million de visiteurs ont pu assister en direct à la vie d'une éphémère station de télévision, créée par la Public-Image : T.F.P., Télévision Foire de Paris. Les codirecteurs, le public Laurent Broomhead (ex-M. M. sur A.2, producteur de l'émission « M. M. bleue »), qui n'a pas hésité à se lancer dans le privé, et Denis Dugas son compère, avaient réalisé des films vidéo pour des entreprises publiques et privées (C.I.H.B., Renault, la ville nouvelle de Marne-la-Vallée...). Mais là, leur projet était beaucoup plus ambitieux : réaliser la viabilité d'une télévision locale privée sur câble, en neuf heures de programmes quotidiens.

« T.F.P. est interactive, transparente et légère », dit Laurent Broomhead. Décodons ! D'abord, T.F.P. n'a d'interactif que le fait de promener les caméras : les allées pour faire parler le public. Rien de nouveau ! Transparente ? La réalisation technique est en effet visible derrière le gazon du plateau : les petites salles vitrées portant pédagogiquement mention de leur activité, régio-lumière, régio-son, TV-jockey (le mixeur d'images), et, plus loin, la salle de rédaction, aquarium où s'élabore le journal. Quant à la légèreté, T.F.P. est réduite à une équipe de quarante techniciens, producteurs, journalistes, etc.

Beaucoup de jeunes parmi eux : Childéric Müller, vingt ans, présente un quart d'heure de va-

riétés l'après-midi. « Childéric est hystérique », qui a l'occasion de dénicher de nouveaux talents, comme le groupe rock Ivanohé ; des journalistes stagiaires font leurs premières armes, bien encadrés par des professionnels comme Martine Dupuis et Paul Vermus. Si la programmation étonne peu, avec des reportages sur les expositions, des émissions produites en direct dans le studio et des journaux télévisés, le tournage sur le plateau est mobile : beaucoup de plans rapprochés, n'hésite pas à dévoiler l'envers du décor (le standard téléphonique), et les images sont mixées avec des vidéo clips.

Autre légèreté, T.F.P. a fonctionné avec un « petit » budget de 260 millions de centimes (quand même). Avec quels financements ? La Foire de Paris, pour commencer, a pris la jeune chaîne sous sa houlette, lui a gracieusement cédé quelque 100 m² au Carrefour de l'innovation, et alloué 200 000 F en monnaie sonnante et trébuchante. Plus les sponsors : Thomson a mis à la disposition de T.F.P. un car vidéo de reportage, quatre caméras tribu- 3/4 de pouce, trois vidéo-projecteurs avec écrans, trente télévisions, etc ; la société Mole Richardson a installé l'éclairage ; Portenseigne a câblé les mille téléviseurs situés dans l'enceinte de la Foire.

Troisième source, enfin, la règle publicitaire Régie Presse, à concurrence de 43 % du budget total. Elle négocie l'achat par des clients de tranches d'antenne : Le Néon, Apple, Télésystème, le magazine *Titi*, New Brain, ont ainsi fait passer des publ-reportages sur T.F.P., ou organisé des jeux télévisés.

La publicité (sponsors et clients) n'a pas été l'unique cen-

tant le plafond des 80 % fixé par l'article 84 de la loi sur la communication audiovisuelle, ce qui a permis à T.F.P. d'obtenir le permis d'autorisation d'exister de la Haute Autorité.

Laurent Broomhead, fort de son nouveau produit « clés en main » qu'il peut déplacer et adapter à la demande, attire les clients comme les grandes expositions, les villes pendant le temps d'un festival, et pourquoi pas, FR 3, qui il pourrait vendre les programmes pour meubler ses heures creuses ! Il donne l'exemple d'une petite société de production qui place habilement ses pions sur un marché en expansion, dans les années quatre-vingt.

Sur La Croisette

Mais le pétulant directeur de Public-Image n'est pas seul sur ce nouveau marché. Depuis quelques semaines se multiplient des initiatives qui n'ont plus grand-chose à voir avec la télévision locale ou les projets de canal ouvert aux créateurs, chers aux promoteurs d'Antenne 1. Du 18 au 29 mars dernier, l'Association Supervision montait à la Foire de Lyon une télévision intérieure télé. A Cannes, l'agence Sygma a obtenu le permis d'exploiter le Festival de cinéma pour monter pendant quinze jours une télévision, Star 83. Cinq autres projets sont en cours.

Plus ardues que les expériences de Paris et de Lyon, Star 83 ne s'est pas contentée de diffuser dans l'enceinte du Palais des Festivals une dizaine d'hôtels. Toutefois, la fréquence utilisée par T.D.F. était tenue secrète, et la réception des émissions nécessitait une modification du pos-

tion des antennes. Ainsi les dix-sept heures de programmation quotidienne ne touchaient en principe que quelque deux mille habitants. Une condition imposée par le ministère d'Etat aux techniques de la communication pour accorder son autorisation.

Autre innovation, l'utilisation par l'équipe de Sygma de Betamax, ces caméras à magnétoscopes intégrés, fabriquées par Sony, sont la première apparition en France. En réduisant à une seule personne l'équipe de tournage, le Betacam permet de concevoir des appareils plus légers et des budgets plus réduits pour ce type de télévision « clés en main ». Toutefois, le budget de Star 83 reste lourd : entre 2,6 et 3 millions de francs. Pour le financer, l'agence Sygma a compté sur le soutien de l'Association V.S.D. et sur l'appartenance en coproduction de TF 1. Sans oublier les annonceurs, mais présents sur le marché du film à Cannes et quelques firmes extérieures. Si, tout compte fait, l'opération se révèle rentable, l'agence Sygma a bien l'intention de développer son nouveau département vidéo. Mais la concurrence sera rude. Un autre collaborateur de V.S.D., M. Marcel Julien (ancien P.D.G. d'Antenne 2), qui participe à l'expérience de Star 83, a l'intention de monter, lui aussi, sa petite télévision à Nice pendant les Journées de l'écritain qu'il organise en octobre prochain.

Et comment se fait-il que ces tentatives d'Etat et la Haute Autorité feroient face à la multiplication de ces télévisions ponctuelles qui explorent aujourd'hui un marché publicitaire qui n'est pas illimité.

CAROLINE BRIZARD.

VIDEOCASSETTES SELECTION

La Fondation Maeght

En inaugurant en 1984 le jardin-musée d'André Maeght, André Maeght déclarait : « C'est tantôt quelque chose qui n'a jamais été tenté. Créer l'univers dans lequel l'art moderne pourra trouver sa place et cet arrière-monde qui s'est appelé autrefois le surréalisme. » C'est à la découverte de cet univers unique que nous convie André Maeght, en nous promenant à travers le labyrinthe de l'art, le long du bassin dessiné par Braque ou devant le céramique de Chagall.

Pour ceux qui ne connaissent pas la Fondation Maeght, c'est une initiative intelligente et sensible et une invitation à se rendre vite à la Fondation Maeght. Pour les autres, cette cassette constituera un attachant souvenir. On regrette néanmoins que des interviews un peu trop longues viennent gâter le mariage paisible des tableaux et de la musique. Notons que cette cassette inaugure une série consacrée aux arts, éditées par Cinéthèque dans le dossier culturel des catalogues vidéo.

★ La Fondation Maeght, une production Channel-7, distribuée par G.C.R. et la Vidéo.

FILMS

Films français

L'ARTISTE de Jean Valère, avec Marie Laffont, François Weber. Distribué par P.V.V.

Le Jeu avec le feu, d'Alain Robbe-Grillet, avec Jean-Louis Trintignant, Philippe Noiret et Sylvia Kristel. Edité et distribué par U.G.C.-Vidéo.

Le Chien de l'île d'Ophélie, avec Paul Hübner et Magda Schneider. Edité et distribué par Polygram-Vidéo.

Grands classiques

Le Jeu et la Bête, de Jean Cocteau, avec Jean Marais. Edité et distribué par Polygram-Vidéo.

Faust, d'Orson Welles, avec Orson Welles, Jeanne Moreau et John Gielgud. Edité et distribué par Polygram-Vidéo.

Le Chien de l'île d'Ophélie, avec Paul Hübner et Magda Schneider. Edité et distribué par Polygram-Vidéo.

J.-F. L.

Aux quatre coins de France

Produits régionaux

HUILE D'OLIVE VERGE EXTRA

Produit naturel de renommée mondiale. Catalogue à tarif M. gramin.

Demande à STE JELOLINE, R.P. 37 SALON-DE-PROVENCE, 13100.

Vacances et loisirs

LES PORTES DE LA PROVENCE

ET AUX PIEDS DES CUVIÈRES. MAISON DE REPOS ET DE RECHERCHES. 90 ans de conf. (compl. en pers. seul.). 54, rue des Arts, 13000 Aix-en-Provence. Tél. 04 42 51 11 11.

VAR, 10 min. de FRÉJUS

CAMPING LE BLAVET-ROQUEBRUN/ARGENS

Tél. : (94) 41 41 41

- Réservation d'emplacement ;
- Location MOBILHOME LUXE : 100 F/sem., ou grande tente : 100 F/sem. sur emplacement 100 m². Eau/Électricité/Tout à l'égout ;
- Piscine, restaurant, libre-service, animation, etc.

10700 Saint-Paul-de-Vence-Croisilles CORREZE

Hôtel Le Beau Site. Etang, piscine, tennis privés.

NATUREL DU VERCORS

Hôtel du Sapin, 26190 Beauvoisin. Repas sur commande. Tél. : (75) 45-57-63. 100 à 120 F. Chasse, pêche, repos, promenades.

AVEYRON STAGES EQUITATION

Prépar. ARG. et perfection. par instructeur M. DUPUY, DOMAINE DE VABRE - 12850 ONET

VACANCES EN CORSE DU SUD

FILITOSA (près de Propriano)

Studios 2, 3 ou 4 personnes 10 mn de la mer. Lieu très calme. Rens. Tél. : (95) 14 14 14. 10 h à 12 h

PARTICIPEZ AUX MOISSONS DANS LES ALPES DU SOLEIL AVEC « POLYGONE »

7, rue Dragon, 13006 MARSEILLE

Vins et Alcools

CROZES HERMITAGE

CAVE CLAIRMONTS PRODUCTEUR ÉLEVÉUR DU DOMAINE VOTRE TABLE « VIGNES » BEAUMONT-MONTEUX - 28000 TAIN L'HERMITAGE

VINS DE BORDEAUX. MÉDAILLES conc. agr. 1980, 1981, 1982, 1983. Tarif sur demande à SIMON, Vieux-Moulin, 33141 VILLEGOSSE

GRAND VIN DE BORDEAUX

A.O.C. Fronsac - Les Trois-Croix GUILLOU-KERDAN 33126 FRONSAC

Tarif. Se recommander du journal. Tél. : 16 (87) 84-32-09

CHAT. MAZERIS BELLEVUE

Vins bordeaux a.c. Causse Fronsac. Vente dir. Bout. 10000. Tarif s/dem. BUSSIER, 10000 SAINT-ESTÈVE-DE-VAL

Découvrez un HAUT-MÉDOC

LE CHATEAU DILLON

Prix franco

LYCÉE AGRICOLE DÉPARTEMENTAL BLANQUEFORT-16100

CHATEAU LA TOUR DE BY

Cru Grand Bourgeois du Médoc Begadan, 33200 Lesparre-Médoc

Tél. : 05 47 00 00

Documentation et tarif sur demande.

Bordeaux supérieur Rouge 1981 Médaille d'or Concours général agricole Paris 1981

100 bt. 480 F. 60 bt. : 100 F. Fr. LUXE TEMPLEY - 10000 Paillet.

MAISON CLAISSE ET LABARTHE

CLUB INTERNATIONAL DES AMIS DU VIN

Vin de France. Mises en bouteilles au domaine. VINS DE TABLE DE HAUT DE FRANCE. Expéditions tous pays. Chais et Bureaux : Av. de la Libération - 100 du Noyer ARVEYRES 33500 LIBOURNE. Tél. : (56) 51-76-60

CHATEAU ANNIE I COTES DE BORDEAUX

VIGNOBLES MICHEL PION Haut 1000 LANGOIRAN rouge 15 F.T.T.C. Départ

SEVILLE FLORENCE VENISE

Impossible. Découvrez une perle de l'Hexagone. Le Jeu et la Bête. Découvrez une perle du Jura ARBOIS la qualité de la vie. Découvrez le vin d'Arbois, chez un vigneron de souche, vous emporterez le souvenir plein d'esprit. Robert Jeanneret, 10 Gde Rue 39000 Arbois. Tél. : (84) 66.04.19

CRU CLASSÉ COTES DE PROVENCE

Direct du producteur - Tarif M. gramin. Domaine La Croix-Valmer

Vins de Bourgogne-Sud

POUILLY FUISSÉ

Saint-Véran, 71148 Fuissé

VIDÉO

Vidéo clubs Beta

Plusieurs efforts ont été réalisés pour améliorer les positions du standard Beta dans la distribution des cassettes pré-enregistrées, le Sony vient de confier à Vidéo-Club le soin de recenser et d'élaborer un réseau de vidéo clubs sur l'ensemble du territoire. Ces vidéo clubs se verront proposer en exclusivité le catalogue de vidéo-programmes constitué par Sony à partir des productions des éditeurs français les plus importants.

Lexique juridique

La vidéo et les nouveaux réseaux de diffusion ont bouleversé en quelques années tout le paysage juridique de l'audiovisuel. Pour tenter de s'y retrouver, Vidéo-Club a édité un guide juridique sur un livre juridique de l'audiovisuel qui sera très utile à tous les néophytes. Ce lexique est édité par interaudiovisuel, 34, avenue Marceau, 75008 Paris. Tél. : 720-20-42.

JEAN-FRANÇOIS LACAN.

En attendant la stéréo

Le téléviseur Brandt électronique 67 913 ST est un appareil qui se distingue d'abord par une esthétique moderne et un plateau de type pédoncule du plus bel effet. Mais ce récepteur offre aussi tous les raffinements que permet les techniques. Prévu pour recevoir à la fois le PAL et le SECAM, il est pourvu d'un tube image de 17 centimètres encadré d'une paire d'enceintes capables de reproduire un signal stéréophonique (ou relief sonore), la partie programmation est, elle aussi, très élaborée.

Recto verso

Sous la référence R.P. 107 H, Sharp sort la première platine tourne-disque (analogique) qui peut lire les deux formats de vinyle sans qu'il soit besoin de changer de bras ou de moteur. L'appareil, qui se charge d'automatiser grâce à un bras, est équipé de deux bras tangentiels. Sans doute inspirée par l'arrivée des lecteurs à laser, la R.P. 107 H n'est pas avare d'automatismes. La pose du disque, le choix du diamètre du disque et le retour à la position initiale sont automatisés.

Mieux : une programmation permet de gérer l'ordre de passage de sept séquences par face et, éventuellement, la répétition. Le déroulement des fonctions décrites ci-dessus est visualisé à l'aide d'un graphique lumineux, et le lecteur « synchro » commutateur automatiquement un magnétophone en lecture. La tout est présenté sous un format compact et à la chaîne Midi de la marque.

Dix cassettes d'affilée

La platine à Sony M.T.L. 10 est une curiosité. Elle est, en effet, conçue pour lire dix cassettes les unes à la suite des autres. Un boîtier à chargement traverse l'appareil de part en part et présente à la tête de lecture, une cassette programmée à l'avance, la cassette choisie. Un système de retour automatique (à la fin de la cassette) permet la lecture des « deux faces » de la cassette. De même le changement automatique engage la suite du programme dès la fin d'une bande. Pour éviter les « blancs », une fonction spéciale accélère la lecture en fin de bande. La M.T.L. 10 est équipée de trois moteurs, de têtes « laser amorphes » et d'un clavier à touches microscopiques. La sélection du type de bande et du type de Dolby est possible pour chaque cassette.

Ph. P.

PHOTO

Zooms

L'un des plus importants fabricants japonais d'appareils photographiques, Minolta, vient de lancer quatre zooms pour ses 24 x 36 reflex : 3,5-4/28-85 mm, 3,5-4,5/35-135 mm, 5,6/100-300 mm et 8/100-500 mm. Ce fabricant japonais nous propose une production optique est de plus en plus intéressante. Les zooms à son catalogue.

Ces nouveaux zooms ont une caractéristique commune : ils sont tous suffisamment rapprochés pour que l'image sur le film reproduise le sujet au quart de sa dimension. Le zoom 3,5-4/28-85 mm permet la reproduction à 1,50 m du sujet avec la focale de 300 mm. Les autres zooms offrent des possibilités avec un même objectif (position « macro ») qui permet la prise de vue à 1,25 m pour le zoom 3,5-4/28-85 mm, à 0,45 m pour le zoom 3,5-4,5/35-135 mm et à 1,60 m pour le zoom 5,6/100-300 mm. Ainsi, sans accessoires, ces optiques sont utilisables en photo ordinaire et en photo rapprochée.

Les quatre zooms comportent le même traitement multicouche des lentilles, qui réduit les réflexions parasites de lumière et évite ainsi les « halos ». Le zoom 3,5-4/28-85 mm est équipé d'un diaphragme qui peut se fermer à la valeur 1:22. Les trois autres possèdent l'ouverture de deux fois plus petite : 1:32. Les diaphragmes minimaux, qui sont toutes plus petites que les objectifs classiques (1:16 pour les focales de 35 à 500 mm), sont de plus en plus intéressants. Dans ce cas, un effet, une profondeur de champ photographique (la zone nette photographiée en profondeur) ne peut être obtenue qu'en fermant le plus possible le diaphragme.

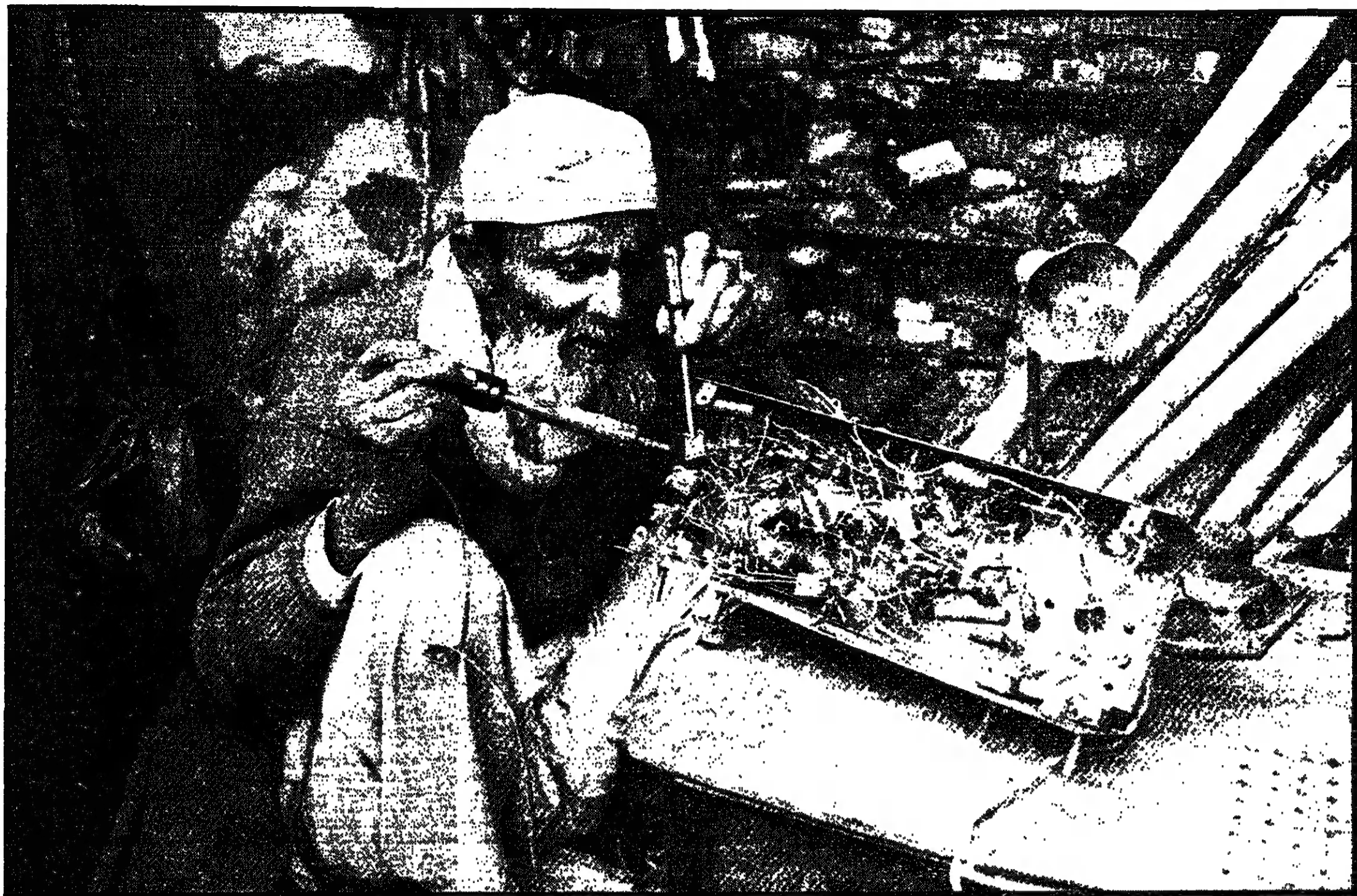
ROGER BELLONE.

La gestion des commandes est assurée par un puissant microprocesseur et est annoncée sur un afficheur alphanumérique, ce qui autorise un « dialogue » entre l'utilisateur et le téléviseur. La recherche des stations se fait par synthèse des fréquences et autorise la mise en mémoire de 16 à 38 programmes. En plus du numéro du canal appelé, l'afficheur annonce la valeur relative des réglages du son, de la lumière et du niveau de couleur. Pour être complet, on notera la présence d'une prise pour magnétophone, d'une autre pour un casque, de deux sorties pour un système acoustique indépendant. La fonction péritelvision est commutée par un bouton sur le panneau audiovisuel. PHILIPPE PELAPRAT.

HI-FI

Enceinte danoise

Lydig of Scandinavia A/S est une entreprise spécialisée dans la fabrication des meubles pour chaîne hi-fi ou vidéo, et des enceintes acoustiques de qualité. Distribuée à partir de cette année par la société DAM, elle attaque un marché déjà très fourni avec un produit de haut de gamme, spécialement conçu pour la restitution des enregistrements digitaux, compact-disc ou enregistrement magnétique P.C.M. L'enceinte Scandyn P.C.M. est un système à deux voies à hauts-parleurs avec haut-parleurs graves et un tweeter à chambre de compression. Sous une faible volume, la Scandyn P.C.M. délivre une puissance nominale de 300 W sous 8 ohms. Distribué par la société DAM, 95, rue de France, B.P. 13, 77300 Fontainebleau.



ALAIN MCKENZIE

ENTRETIEN

Isaiah Berlin un intellectuel contre le progrès

Philosophe et spécialiste de la théorie politique, Sir Isaiah Berlin a une conviction : la réalité est trop complexe pour qu'aucune science ni aucune théorie puisse apporter une réponse universelle aux interrogations des hommes.

HISTORIEN des idées, Sir Isaiah Berlin enseigne à All Souls à Oxford. Il a été longtemps titulaire de la chaire de théorie politique à Oxford. Sa biographie de Karl Marx est un classique dans les pays anglo-saxons. Il a écrit de nombreux essais dont :

Concepts et catégories, les Penseurs russes, Contre le courant, l'Age des lumières et Vico et Herder (Hogarth Press). Il a également traduit *Premier amour* de Tourgueniev (Penguin) et a écrit une copieuse introduction aux *Mémoires* d'Alexandre Herzen.

Chez lui, une idée centrale : nous devons renoncer à l'idée de progrès, d'accumulation des connaissances, car les visions du monde ou les valeurs éthiques ne s'ajoutent pas.

Cet intellectuel qui vit en Angleterre depuis son enfance a croisé Russell, Wittgenstein ; il fut l'un de ceux qui rencontrèrent Freud lors de son exil au Royaume-Uni. Son livre sur Vico et Herder fit grand bruit en Angleterre, car il ramenait à la surface deux penseurs trop peu connus. Berlin aime citer Pascal, qui disait : « Il est deux folles, celle d'exclure la raison, celle de n'admettre qu'elle. »

« Méfiant à l'égard de la notion de totalité vous avez travaillé sur l'histoire des idées en mettant en avant la pluralité. Vous contestez qu'un système puisse jamais apporter l'harmonie. »

— On a longtemps dit : « Si nous posons de vraies questions nous devons trouver de vraies réponses ». Les penseurs avaient la conviction que même si nous sommes trop stupides, trop ignorants, un jour nous trouverons. Cela, Platon l'avait déjà, même dans ses faux dialogues où l'interlocuteur se contente de dire toujours oui. On croyait également qu'il devait y avoir certaines techniques pour accéder au vrai. Ce fut tout à tour la raison, le cœur, le savoir-faire. Une troisième idée généralement partagée impliquait que toutes les propositions devraient être compatibles les unes avec les autres.

— Contre ces propositions de base qui font du savoir un gigantesque puzzle, vous avancez des exemples d'incompatibilité irréductible.

— En effet, vous ne pouvez avancer ensemble — et avec la même force — les idées de liberté et d'égalité ; vous ne pou-

vez considérer comme allant de soi la compatibilité de la vérité et du bonheur. Si vous êtes atteint d'un cancer vous serez, peut-être, plus heureux de ne pas le savoir ! En fait, jamais un système ne répondra à tous les cas de figures. C'est pourquoi j'aime beaucoup l'empirisme anglais. Je ne crois pas aux recherches d'un Tout harmonieux, quelles qu'en soient les formes. Il n'y a pas de solution dernière. C'est pourquoi j'ai la plus grande réserve envers les réponses, qu'elles soient de type marxiste ou de type religieux.

Nous ne pouvons pas comprendre les arbres

— Parmi vos nombreux essais, vous en avez consacré un aux penseurs russes du dix-neuvième siècle.

— Ils sont trop peu connus en Occident. Ces gens s'étaient donné pour tâche de lutter contre l'ignorance, la brutalité. Certes, il y a de grandes différences entre Tolstoï, Herzen, Bakounine ou les populistes. Mais souvent ces recherches de vérité ont dégénéré en idéologies messianiques. Pourtant, Herzen nous avait mis en garde contre notre tendance à construire des idoles à partir d'idées abstraites. Sur ces tribunaux, on sacrifie volontiers des vies humaines ! Il est important, car c'est sans doute l'un de ceux qui saisis le mieux les démons de notre temps. Les populistes ont, eux, construit un credo messianique. Dans leur diversité, on pourrait montrer que ces gens, qui ont tant influencé l'Occident, doivent beaucoup à des penseurs comme Saint-Simon. Ils ont vécu des passions abstraites, de façon tout à fait concrète.

— Vous avez écrit sur Vico, ce Napolitain solitaire du dix-septième siècle qui proposait de comprendre l'histoire de l'intérieur.

— Vico, qui est anticartésien, propose, à travers le langage comme à travers les mythes, de comprendre pourquoi nous faisons les choses. Nous ne pouvons pas comprendre les arbres ou les tables, puisque nous ne sommes ni arbre ni table ; mais, avec difficulté, nous pouvons saisir l'histoire des cultures. Il affirme que les cartésiens se sont profondément trompés quand ils ont fait de la mathématique la science des sciences. Pour lui, c'est une méthode qui ne cor-

respond pas forcément à la structure de la réalité. Les mathématiques sont une invention humaine et elles ne sont absolument vraies que pour autant qu'elles ne décrivent rien. En fait, on ne peut bien connaître que ce que l'on comprend de l'intérieur ; il y aura toujours un gouffre entre ce que l'homme fait et la nature.

— Par exemple, pour saisir un vers qui parle de Jupiter nous devons reconstituer le monde dans lequel cette phrase avait un sens.

— L'art n'est pas simplement une décoration ou un amusement. Il a une fonction de base tout comme la religion ou le fait de manger. Cette pensée — qui emprunte aux sophistes — est complètement originale pour son temps. Boileau ou Fontenelle pensaient, eux, que l'art relevait d'une forme de la raison appliquée à la production de la beauté.

— La beauté est aussi historique. C'est parce que l'homme est dans l'histoire qu'il peut la goûter.

— Les institutions spartiates ou romaines ne sont pas des objets de la nature. Devant ces inventions, nous devons nous demander quel type de réaction elles induisaient chez les Romains ou les Spartiates. C'est cela comprendre une langue, un mythe ou un rite. Pour nos ancêtres, les chênes avaient un cœur, les minéraux des veines, la terre des entrailles. Ces formes de discours, ces visions, ordonnent une réalité. Si nous n'avons pas cette faculté d'imagination — de *fantasia* — nous n'entrerons pas dans ces visions, nous ne comprendrons rien. Nous risons sottement des animistes qui attribuent des caractères humains aux objets ; pourtant nous faisons la même chose en attribuant nos catégories à d'autres cultures.

— La pensée de Vico est très loin de celle d'Höflich ou d'Alembert, ces chantres du progrès.

— Je ne crois pas au progrès, à l'accumulation de perfection. Il existe seulement des changements intelligibles, à condition de les replacer dans leur contexte. A l'âge classique, les Français s'étaient autoproclamés les juges du goût. Ils savaient, eux, que Racine, Corneille ou Voltaire — étaient supérieurs à Shakespeare, à l'illisible Milton ou à l'incompréhensible Dante.

— Pourtant des gens comme Bodin, Bacon ou Montesquieu s'étaient intéressés aux mœurs, aux façons de vivre.

— Oui, mais ils choisissaient toujours dans les autres sociétés des exemples historiques qui devaient éclairer leur temps. La radicalité de Vico, c'est de prendre les choses à leur racine, de ne les considérer ni comme des essences ni comme des modèles. Il marque un tournant dans la compréhension de l'histoire et de la société. Il faudra attendre Max Weber pour que l'on comprenne toute la profondeur de sa découverte.

La science ne révèle que des squelettes

— Vous avez aussi redécouvert Hamann, ce philosophe piétiste de Königsberg en révolte contre les Lumières.

— Au dix-huitième siècle, Frédéric le Grand tente d'introduire en Prusse la culture française, il veut rationaliser l'économie, la société. Il provoque une profonde réaction de cette société pieuse, semi-féodale. Hamann fut d'abord un disciple des Lumières. Il eut ensuite une crise qui l'a amené à se révolter contre le « bon goût français ». Il défend alors la thèse que toutes les vérités sont particulières, que la raison est incapable de démontrer l'existence d'une chose.

— Certes, elle est un bon instrument pour classer, mais sa puissance est limitée. En se resourçant aux anciennes traditions des mystiques allemands, il va défendre que seul l'amour pour une personne — ou un objet — peut révéler leur vraie nature. Il n'est pas possible d'aimer des formules, des propositions générales, les abstractions de la science. Il n'y a pas de vérité *a priori* de la réalité ; pour lui, la poésie vaut autant que la mathématique. La science ne nous révèle que des squelettes ; plus tard, tout cela sera repris par un penseur comme Schelling.

— Herder, lui aussi, sera beaucoup influencé par Hamann, sur un mode moins fanatique.

— Oui, il concède plus aux connaissances des Lumières. Mais il avance que comprendre, c'est se placer à l'intérieur. Interpréter l'acte d'un individu, c'est se resituer dans la structure organique d'une société. Comme Vico, il croit que chaque culture a son centre de gravité.

CHRISTIAN DESCAMPS.

(Lire la suite page XIV.)

ENTRETIEN

DERIVES

Quand on rencontre un savant, un écrivain, un banquier... on lui parle de science, de littérature, de finance. Il arrive pourtant qu'au hasard de la conversation on découvre que sa passion est ailleurs. On aimerait alors changer complètement le fil du propos,

abandonner la physique pour l'amour, le cours du dollar pour le football ou la théologie... Ce sont ces ouvertures imprévues, ces brèves dérives de la conversation, qui font la matière de cette série d'entretiens.

Françoise Giroud (journaliste) Le foot c'est la fête

« Bien qu'il soit une manifestation de culture et une occasion de convivialité, le spectacle sportif n'attire guère les intellectuels. Comment se fait-il que vous soyez une passionnée ?

« Je ne suis peut-être pas une intellectuelle ! Et j'ai une prédilection pour le football. A son spectacle, on éprouve en effet ce que vous appelez la convivialité. Au Parc des Princes, pendant un grand match, vos voisins inconnus deviennent des amis d'enfance, on échange ses impressions, on se passionne ensemble, on crie ensemble, bref, c'est une fête.

« La fête, qui a disparu de la scène sociale, ne se retrouverait plus que dans les grands stades sportifs ?

« Là, en tout cas, on la trouve ! Et quelquefois - mais plus rarement - à l'Opéra. Là aussi, il arrive que l'on soit arraché de son fauteuil ; que l'on se

mette à hurler parce qu'on est le témoin transporté d'un exploit concret qui vous émeut par sa beauté. Dans ces cas-là, on ne se pose plus de questions idéologiques - à quoi sert le chant ? - on est heureux et puis voilà... Comme au football !

« C'est-à-dire que, dans notre monde du verbe, il est enchanteur d'observer des actes qui tirent enfin à conséquence ?

« Exactement. Des actes déterminants, et dont chacun de ceux qui les ont accomplis porte la responsabilité. Quel repos aujourd'hui où les mots sont malades. Un match de football, c'est le contraire d'une campagne électorale.

« De quelle façon les différentes façons de jouer reflètent-elles des caractéristiques nationales ?

« Le jeu est très révélateur de ce qu'on appelle peut-être abusivement « tempérament national ». Les équipes nationales françaises ont une vivacité, une subtilité, un style brillant, léger, sans brutalité délibérée... Une certaine fragilité aussi. Psychologique et physique. Les Français sont sensiblement moins athlétiques que les joueurs anglais ou allemands, qui sont excellents, mais pratiquent un jeu dur, violent.

« Les Germaniques face aux Latins ?

« La France est aussi germanique que latine ! C'est pour cela, peut-être, qu'elle est toujours imprévisible...

« Mais au-delà des connaissances techniques, l'enjeu suppose aussi une stratégie ; s'agirait-il de la même intelligence qu'au jeu d'échecs ?

« Ce n'est pas sans rapport, mais avec le temps on moins - ça va vite ! - et un peu de hasard en plus. De réussite, comme on dit au football, pour passer la chance. La passe la mieux combinée, il suffit d'un cheveu pour qu'elle échoue.

« Comment avez-vous été « converti » au football, jeu masculin par excellence ?

« Au moment du Mondial de 1974... J'étais entourée d'hommes cloués devant la télévision. J'ai eu envie de comprendre pourquoi. Ils m'ont patiemment expliqué. Il y avait alors une équipe hollandaise superbe, dont le capitaine était Crujeff, ce petit génie... J'ai eu la révélation en les regardant.

« Vous arrive-t-il de regarder - même seule - un match à la télévision ?

« Oui, bien sûr ; l'autre semaine, je me suis retrouvée regardant, seule, Paris-Saint-Germain contre les Belges de Waterschei à Paris. Et, entre parenthèses, le public du Parc acclamait le joueur algérien Dahleb après un coup de talon somptueux... Quand un Algérien donne un but à un club français, on l'adore, n'est-ce pas. Peut-être que s'il était éboueur...

« Que pensez-vous des jeunes femmes « footballeuses » ?

« Si ça leur fait plaisir, je ne vois pas pourquoi elles s'en priveraient. La dernière fois que j'ai eu l'occasion d'assister à un match féminin, c'était, curieusement, au Gabon. C'est un autre jeu. La dimension du terrain doit être forcément réduite, sinon une femme ne pourrait jamais tirer un corner.

« N'y aurait-il pas un handicap supplémentaire du fait que la femme est moins « joveuse » que l'homme ?

« C'est vrai que, en règle générale, le spectacle du jeu et ce qu'on appelle les activités ludiques les emmènent, qu'elles en voient surtout la gratuité, la vanité... Jouer pour quoi faire ? C'est bon pour les enfants... dans lesquels elles inclinent volontiers les hommes !

« Vous déplacerez-vous spécialement pour un match ?

« Un grand match, certainement. L'été dernier, je suis allée spécialement en Espagne pour le Mondial.

« Le football joue donc vraiment un rôle dans votre vie ?

« Un rôle, c'est beaucoup dire. Disons que c'est un divertissement dont je tire un vrai plaisir, surtout quand je peux aller au Parc, naturellement... La télévision, ce n'est qu'un ersatz. Il faut être sur place pour que ce soit la fête, la

communauté avec une foule qui est venue là pour être heureuse. Je prends violemment parti pour nos équipes...

« Naturellement... pour l'équipe française ?

« Dans les matchs internationaux, toujours. C'est la seule occasion où je fais du nationalisme à outrance ! De toute façon, il faut prendre parti pour une équipe pour avoir des émotions fortes, et pour l'aider à gagner. Ce n'est pas par hasard que les points marqués à l'étranger comptent davantage que les points marqués à domicile. En tout cas, c'est une réalisation concrète. Celui qui l'a accompli, je peux l'admirer sans craindre d'être trompé, applaudir un geste qui exige maîtrise physique et maîtrise intellectuelle, même si elle est d'un type un peu particulier.

« Avez-vous pu dénicher d'autres intellectuels parmi les spectateurs du football ?

« Il y en a beaucoup plus qu'on ne croit. Et il y en a eu un célèbre, Albert Camus. La légende veut que le football soit aimé par les intellectuels de gauche et le rugby préféré par les intellectuels de droite, mais je ne vous garantis rien !

« Le football devrait donc devenir aujourd'hui le jeu officiel de l'Etat ?

« Pas de jeu officiel, de grâce ! Sur-tout pas... »

QUITTA PESERS PASTERNAK.

Isaiah Berlin

(Suite de la page XIII.)

« Pour saisir les épopées nordiques, nous devons savoir ce que sont les empires du nord ; comprendre la Bible c'est pénétrer l'expérience des bergers des collines de Judée. Il y a là un enjeu décisif : il s'agit de préserver toutes les cultures qui sont, à chaque fois, uniques. Cet homme d'Eglise luthérien condamne Charlemagne d'avoir baptisé les Saxons, tout comme il condamne les missionnaires anglais de baptiser les Indiens.

« On a souvent fait de Herder l'un des ancêtres du nationalisme.

« A ce moment, bien des peuples étaient opprimés par les empires austro-hongrois, turcs ou russes. Herder défend une forme d'autonomie culturelle. Ni les Perses, ni les Romains, ni les

bouddhistes n'ont, malgré leurs défaites, inventé de sentiments nationaux. Pour que naisse ce sentiment, il ne suffit pas d'une blessure ; mais il faut sans doute que divers facteurs, comme la langue, l'origine ethnique et une histoire - réelle ou imaginaire - « prennent » dans la population. La résistance à l'hégémonie française, qui s'était d'abord articulée dans le champ esthétique, est devenue force politique dans l'univers allemand. Pour Herder, l'Etat-nation devait être une unité indépendante capable de s'autogouverner. Contre les empires multinationaux - qu'il décrivait comme des monstruosités - il rêvait d'unités protégeant des cultures communes.

« Les jeunes nationalistes italiens, allemands, polonais ou russes s'inspirent de ce patriotisme qu'il ne faut pas confondre avec un nationalisme régressif ou pathologique. Des gens comme Vico - dont on parle seulement à propos de sa théorie des cycles - ou comme Herder ont inventé une nouvelle forme de connaissance. Avant, on avait la connaissance logique, la connaissance empirique et la révélation, la connaissance chrétienne. Ils nous ont appris ce qu'impliquait le fait d'appartenir à un ensemble.

« Les sciences humaines contemporaines, l'antipsychiatrie, retiennent cette leçon. Il ne s'agit plus simplement de se demander ce qu'est l'« être fou », mais ce qu'implique le fait d'être homme, névrosé, français, paysan, ben-jamin, etc.

« On a trop tendance à oublier ces évidences aveuglantes. Cela implique un effort immense d'essayer d'imaginer vraiment ce qu'est le fait d'être un homme ou une femme. Un cheval, on ne peut pas, c'est vraiment trop loin...

Une grande croisade anticonomique

« Situer la connaissance, c'est être très loin de quelqu'un comme Voltaire, que vous ne goûtez guère.

« Pour Voltaire, appartenir à la Renaissance ou au Grand Siècle, c'est fondamentalement la même chose. Pour lui, on est pris dans la loi naturelle ; l'humaine nature est partout et toujours la même, les variations locales et historiques ne sont renvoyées qu'à de grandes définitions en terme d'être humain, d'espèces, etc. Il s'agit toujours de remplacer le chaos, cet amalgame d'ignorance, de paresse et de superstition, par des buts universels qui vont mettre de

l'ordre dans tout cela. En fait, partout et toujours, des hommes sages inventent par-delà une populace ignorante. Avec des idées comme cela, on ne sauve que deux ou trois cultures dans l'histoire du monde. Ces idées ne sont pas vraiment mortes...

« Contre ces propositions, on a vu surgir deux types d'opposition. D'un côté les tenants des prescriptions traditionnelles, furieux de voir mis en question leurs dogmes. Mais vous soulignez plus la persistance d'un courant sophiste qui, empruntant à Protagoras ou à Montaigne, soutient que les jugements de valeur ne sont jamais universalisables, qu'ils relèvent de conventions humaines.

« Hume a magnifiquement montré qu'il n'y avait pas de lien logique entre la vérité des faits et les vérités a priori de la logique ou de la mathématique. Le lire, c'est ne plus faire confiance à un système qui embrasserait tout le savoir.

« Vous travaillez à Oxford. Comment expliquez-vous le divorce entre la philosophie anglo-saxonne et la philosophie « continentale » ?

« Tout commence au début du siècle. A ce moment, Bertrand Russell entreprend une grande croisade antiméthaphysique. Il avait écrit plusieurs centaines de pages sur le sens du pronom *any*. Il s'agissait alors de construire une prose qui puisse être comprise. Ce retour à une tradition de clarté voulait remonter à Descartes. Avant de lire les obscurités de Hegel - dont on ne savait pas si elles étaient vraies ou fausses - il fallait - en tout cas c'était le but - tester chacune des phrases. Ce type de philosophie se voulait démonstrative. Si je regarde ce courant, j'y vois des phases d'inflation et des phases de déflation.

« Wittgenstein a, lui aussi, produit une révolution en Angleterre ; il a aidé à lutter contre les grandes constructions métaphysiques. Le cercle de Vienne, le positivisme logique, ont agi dans le même sens. Et puis, cette tradition s'est un peu restreinte, elle a manqué d'imagination, elle est devenue systématique, a connu une période de déflation. Mais le dernier Wittgenstein a voulu ouvrir le langage vers la vie. Il excellait dans des exemples.

« Le dernier Husserl était, lui aussi, tourné vers le monde de la vie. Et comme je n'aime pas du tout les réponses universelles, je ne puis que me réjouir de voir des philosophes se tourner vers le concret. »

CHRISTIAN DESCAMPS.

POESIE

JOSÉ GALDO

José Galdo est né en 1951. Il a notamment publié le *Maribond* dynamique (Saint-Germain-des-Près), *Glas d'ère* (H. C. Paris), *Lettre vivra* (Banker). Il anime les éditions Banker et a participé aux revues *Dérive*, *Jungle*, *Révolution intérieure*, *Sphinx*, etc. Fasciné par le signe, le sens et le sang, José Galdo vit avec Victor Segalen. Cette poésie anatomique scrute les plus du corps. Ici la langue est un organe musculaire, les papilles émergent les tendons.

C. D.

Algue de glace de l'internité...

A Ghamna

Langue
logue de glace du crâne où dégorge le sang brulé du cadavre
et la bêtise de l'encreux des signes, cristaux d'ombre
sablée comme l'hémorragie interne où le noir de la nuit
avale les dernières lumières éteignant l'espace jusqu'à
la convulsion de la matière...
Et l'émulsion où vient se ranger cette matière
octogone comme anneau de la vacuité initiale du solaire
entre deux nuits à l'en plus du sourire ouvert du manque
qui repose l'être à l'écroulement de la lumière...
Amorçage carnage où cristallise le corps-croix
l'hôpital du miroir
le raclement du double
l'air de cendre dans l'eau profonde...
Les dernières miroireries suspendent une bulle de glaucos
qui est l'astre au circuit fermé de la matière comme une
grappe éolienne où s'entrelace le néant, l'émoussant sur
l'axeux grabataire...
Les formes coulissantes, les navets coulant de l'indécible,
l'état de langue avec cette fulmination intérieure comme
un cadavre dedans secoué par la danse néantique du vivant
néant
qui est l'empreinte
le dégoûtant suffocatoire
l'étreinte de la glissière comme la glissière de terre...
Là blanc de la moussance, le mariage des désastres dans l'éclairage de la tête d'où
saigne l'entêtement, cette ténacité de l'agrippage des nerfs jusqu'à l'incandescence
carbonisatrice de la langue dans son trou...
Arche d'ombre aux vociférations de l'engloutissement et ventoussage des engluements
dans le tourbillon hallucinatoire des cibles où le dédoublement fait force et
ouverture de fosse comme défosse à son vertige, comme une ancre sur le vide
d'un corps de nerf qui palpe au bout l'anneau dévorateur qui est la vacuité irrémédiable
englue dans le noir de l'immense...
Là où se convulsent les respirations du dedans, là où vaive-vulpe le dernier cabrement
de l'atroce ultimité du secouement avallé de la conscience dans sa renouée
forcée qui torche et tombe dans le tencille des nerfs, dans le barbelé des gestes
béants, dans l'éventrement visionnaire, dans la voracité de la plaie et de cadavre
en cadavre qui s'enchevêtre jusqu'au corps qui n'est que le moulage de cette douleur
là, de cette douleur sans confins et qui a pour elle l'éternité couplée dans ce
moule ou ventriloque le poignard interne qui remonte dans la langue par le glapissement
calciné des signes de cette main sans issue aux glaciers de l'empreinte.
Ainsi le cadavre s'accroche à la paroi
saisit la gorge
s'agrippe au corps...
Et la partition horizontale de toute part,
le boilage de la mort renarde chaque forme d'ombre dans les coulisses nuptiales
de sans-nom
par la carbonisation enlanguée de tous les signes...

CHEZ
Meyrowitz
LES LUNETTES
must
de
Cartier
Paris
MEYROWITZ OPTICIEN
L'AUTRE FAÇON DE VOIR
5 RUE DE CASTIGLIONE
75001 PARIS. TEL. 261.40.67

هكوان الوطن

HISTOIRE

Rouen ville close

« On ne comprend pas
Rouen, monsieur,
on y vit... »

Malgré cette injonction
d'André Maurois,
deux historiens
ont tenté de percer
les mystères
de cette ville secrète.

ROUEN est « la seconde ville du royaume » sous le règne de François I^{er} et à la fin du dix-septième siècle, la quinzième à la fin du dix-neuvième. Et aujourd'hui ? L'ex-capitale d'une province qui engendra la Grande-Bretagne, le centre d'une moitié de région, un ancien premier port de France, une des métropoles déchues au rang d'agglomération de la grande banlieue de Paris.

Une cité dont on ne parle guère ou que le passant le plus inattentif, tel Jean Lacouture, ne comprend pas totalement. André Maurois, qui y naquit presque à quelques kilomètres près, — lançait jadis cet avertissement : « Comprendre Rouen ?... On ne comprend pas Rouen, monsieur, on y vit... On y vit, de père en fils, depuis trois, quatre, cinq siècles... Non, on ne comprend pas Rouen, quand on a l'honneur d'être Rouennais, monsieur, on n'émigre pas, même en France. »

Bien des auteurs rouennais ont tenté de définir la spécificité de leur ville. La conjonction de leurs humeurs ne nous a jamais que des impressions qui ne sont pas fausses. Mais voici que deux thèses de doctorat posent plus rigoureusement un essai de définition.

L'une fut soutenue en 1979, sous la direction de M. Louis Girard, et vient de paraître sous une forme allégée. C'est celle de M. Jean-Pierre Chaline, professeur à l'université de Rouen, intitulée : *les Bourgeois de Rouen, une élite urbaine au dix-neuvième siècle*. L'autre, dirigée par M. Pierre Chaunu, a été soutenue ce printemps et également éditée. Elle est due à M. Jean-Pierre Bardet, jusqu'alors directeur du laboratoire de démographie historique et maître-assistant à l'Ecole des hautes études en sciences sociales : *Rouen aux dix-septième et dix-huitième siècles, un espace social*.

J.-P. Bardet, le premier dans la chronologie de la ville, a enfoncé dans sa machine 200 000 fiches, soit la reconstitution de 5 889 familles, et de 4 000 autres non achevées, sur deux siècles, en fait 12 % à 13 % des actes d'enregistrement pour une population qui s'établit en moyenne à 80 000 habitants. D'une documentation à la fois pléthorique et lacunaire — il ravaude « un tissu complètement mité », — il n'a pas prétendu extraire une description de l'évolution sociale ni de destins familiaux, mais des données anonymes, traitées selon le logiciel Cascar, qu'il inventa dont les combinaisons traduisent, comme le font des lignes sur un écran d'ordinateur, les interactions de la ville et des hommes. Cette ambition de « décodage de l'urbanisation » revient à montrer comment et pourquoi les hommes vivaient dans la cité, dans dix mille maisons, vieilles cages de bois, sur 170 hectares, en n'en bougeant guère en dépit du progrès. Encore 30 hectares étaient réservés à des constructions religieuses.

Il y avait la légende, excessive dans les deux sens. « Grande, belle et riche », puis marquée par « la barbarie des Goths et des Vandales », avant d'être réhabilitée par le romantisme pour son apparence de ville figée au Moyen Age. Il y avait aussi un espace dont les contraintes — longtemps — ne furent pas surmontées : une petite plate-forme au pied de falaises, entre les rivières et les marais, un climat malsain, pourri d'humidité. Sur la rive droite, bien sûr, où « s'ancrait matériellement la conscience citadine ». Et encore dans les quartiers ouest, privilégiés par l'urbanisation sau-

vage. La rive gauche, c'était une étendue de prés et de marécages ; les quartiers est, l'habitat du peuple, des ouvriers.

Ces coupures, ces fractures, peut-être un peu moins nettes aujourd'hui qu'elles ne l'étaient dans l'immédiat avant-guerre, délimitaient des classes que l'informaticien restitue bien. « Bien avant les discriminations du monde industriel », elles se cantonnaient en six quartiers, toujours existants, de la richesse à la pauvreté, par degrés : les notables, les magistrats, les négociants en toiles, les manufacturiers, les artisans, les ouvriers.

Une ville peinte, mal éclairée, fondée sur la ségrégation, mais une « ville-mouleur » aussi, au taux élevé de mortalité infantile. Une forte émigration : le tiers des Rouennais quittaient leur cité, aussitôt remplacés par les vagues d'immigrants venus de la Généralité, des campagnes du Caux et du Bray, où les tisserands ruraux travaillaient pour les manufacturiers citadins. Rouen sans ses campagnes n'eût pas été riche, ni ses fabrications de tissus de luxe connues dans toute l'Europe.

Une bourgeoisie frileuse

Les campagnes étaient chastes, et la ville plutôt débauchée, fourmillant à la fin du dix-huitième siècle de célibataires des deux sexes. Ses structures favorisaient-elles l'individualisme autant que semble le penser J.-P. Bardet ? Sans doute, par désagrégation des petits clans pris par le mouvement qui brassait chaque génération avec les nouveaux immigrants.

Les historiens et spécialistes de l'histoire démographique sont seuls pertinents pour dire la nouveauté d'un travail qui, riche de « multidisciplinarité », fournit à l'étude des mentalités des bases indiscutables et indépendantes de la subjectivité d'un auteur. Le simple amateur, s'il admire la solidité d'un tel style de monographie urbaine, trouve là mis à nu un très long parcours, celui que les archives permettent de remonter, les racines d'une réalité politique et d'un comportement sociologique qu'aucun coup n'a jamais tranchées. Elles fructifient encore.

Ainsi se trouve mis en place le travail antérieur de J.-P. Chaline, non moins intrépide fourrageur d'archives, non moins

patient. Il y a chez J.-P. Bardet assez de coquetterie, un peu de désinvolture, à faire l'observateur qui apprend tout de la fourmière et en déduit la fourmi. J.-P. Chaline, sans se départir du recul de l'historien, a fait plus que se mimétiser avec ses héros : les bourgeois rouennais. Il a présenté ses lettres de créance, qui lui valaient mille fois l'agrément. N'estime-t-il pas en conclusion que le bourgeois rouennais ne répond pas plus à la définition de Marx qu'à celle qu'en donne Flaubert ? Cela a dû plaire.

Avant d'en arriver à cette conclusion, fort normative en fait — mais J.-P. Chaline n'estime-t-il pas que « l'esprit rouennais (est) la quintessence bourgeoise du caractère normand » ? — l'auteur a commencé par une très minutieuse dissection des documents fiscaux, de ceux de l'enregistrement, l'ordinateur lui servant de scalpel. La collection de son fichier n'est pas moins imposante que celle de J.-P. Bardet ; il en propose des lectures d'un style plus classique.

Car, ici, il s'agit des hommes, de leurs noms, de leurs lignées. Les premiers chapitres font surgir progressivement sur l'écran les délimitations externes et internes de cette classe bourgeoise, représentant globalement à peine 15 % de la population et qualifiée par les trois verbes : « avoir, paraître, réagir ». Reconnue principalement dans la Seine-inférieure et l'Eure, stimulée dans ses affaires par quelques apports étrangers, anglais ou alsaciens, elle se développe sur elle-même. 20 % de bourgeois, à chaque génération, viennent de la classe ouvrière et de la classe moyenne.

L'hégémonie du coton fait sa fortune au début du dix-neuvième siècle, ses revenus s'investissent dans les terres, les domaines du plateau caennais, et les fonds d'Etat. Mais, à partir de 1830, la « démocratie cotonnière » se rétracte lentement, tandis que la transformation de la ville en carrefour portuaire et ferroviaire s'opère difficilement, dans la peur, la défiance, l'obsession de voir Le Havre prendre les bénéfices de la modernisation.

Très close sur soi, cette bourgeoisie, en grande majorité catholique, éprouve un vil « goût de l'ordre », par-delà ses choix politiques. La terreur du « mouvement populaire » est conjurée par un large

mouvement de bienfaisance et de paternalisme. Et, sur la lancée du siècle précédent, la communauté des réflexes de défense se brise sur la lutte des clans, des quartiers, des catégories : les cotonniers, le port, les magistrats. Lutte reflétée par une presse fourmillante : on compte deux cent quatre-vingts titres, dont soixante politiques, au cours du siècle.

Mais l'individualisme n'engendre ni l'esprit d'initiative ni l'élan vers l'extérieur. C'est l'image d'une terrible pesanteur, d'une grande modération dans les goûts, qui ressort des descriptions de J.-P. Chaline. L'hostilité au libre-échange est, pendant les trois quarts du siècle, la clé de tous les choix, politiques ou économiques, ou plutôt de l'appréhension devant tout choix tranché.

Un mot définit la spécificité rouennaise, celui de *horsain*, qui signifie « l'homme du dehors », comme le *forestiero* italien, le *fremdling* allemand, le *foreigner* anglais. Là où la langue française ne connaît que le terme « étranger », les Normands en utilisent un second, tout chargé de refus et de mépris. J.-P. Bardet et J.-P. Chaline sont tous deux des *horsains*, ou plutôt ils l'étaient, avant leurs travaux qui font, dans leur ville d'adoption, oublier cette exotéité originelle.

Si approfondies qu'aient été leurs recherches, dans leurs champs propres, elles laissent une question ouverte : les relations avec Paris, qui ne se bornent pas à y déléguer quelques hommes politiques. Elles mettent en question l'instinct même du repli entre soi, et sont de l'ordre de la tentation, quasiment au sens moral. Du péché qui porte au reniement.

JACQUES NOBÉCOURT.

Jean-Pierre Chaline : *Les Bourgeois de Rouen, une élite urbaine au dix-neuvième siècle*. Presses de la Fondation nationale des sciences politiques. 509 p., 250 F.

Jean-Pierre Bardet : *Rouen aux dix-septième et dix-huitième siècles : un espace social*. Ed. Sodes. 430 p. Trois recueils de photographies et de cartes postales ont une valeur documentaire inestimable et complètent parfaitement les ouvrages précédents.

Guy Fessier : *Histoire de Rouen 1850-1900, en cinq cents photographies*, 240 p. ; *Histoire de Rouen 1900-1939, en huit cents photographies*, 319 p., 250 F. Tous deux aux « Editions du Puits Normand », 4, rue de l'Ecole, 76000 Rouen. Patrie Macqueron-Pierre Nouail : *Vivre à Rouen en 1900*. Editions Horvath, Rouanne. 236 p., 148 F.

MERYL STREEP OSCAR 1983

ENFIN EN VIDEOCASSETTES · VERSION INTEGRALE

HOLOCAUSTE

le film qui a bouleversé le monde



ACTUELLEMENT DISPONIBLE DANS VOTRE VIDEO-CLUB · DISTRIBUTION SCV

NOUVELLE

Les Pingouins de Sainte-Maxime

par FRÉDÉRIC VITOUX

LE Vieil Homme disait : « Je suis né avec la tour Eiffel et je me tiens presque aussi droit qu'elle. » Retraité de l'E.D.F., il avait vécu toute sa vie à Sainte-Maxime. Il disait aussi : « Le domaine de La Nartelle appartenait au Kronprinz, et puis il y a eu la guerre, et le domaine a été confisqué. » Il prononçait « Kronprinz » de façon délicate, en faisant chanter des voyelles qui n'existaient pas, le Kronprinz, et, quand il parlait de la guerre, il faisait allusion à la sienne, bien sûr, à celle de 1914. Il disait encore : « Il n'y avait qu'un chemin de terre pour aller de Saint-Raphaël à ici, la route goudronnée, voyons, elle a été faite en 1924 ou 1925, et puis quelle importance ! » Il hésitait, il confondait les années. Alors il se taisait, il faisait jouer ses mâchoires comme s'il déglutait de vieux souvenirs, et il restait assis bien droit sur son banc, au centre de la nouvelle promenade. Aymeric-Simon-Lorère (Simon-Lorère était un jeune député-maire gaulliste de Sainte-Maxime qui avait renoué la station dans les années 70, et puis s'était suicidé un jour sans raisons apparentes, dégoûté, prétendaient certains, de la politique et des manigances de ses alliés politiques).

Le Vieil Homme est mort en 1979, l'année de ses quatre-vingt-dix ans. C'est lui qui, le premier, eut l'idée de l'association. A vrai dire, tout avait commencé par une boutade, un de ces paris fous que l'on tient un soir de réveillon après avoir déjà englouti pas mal de vin rouge, de muscat pétillant ou d'absinthe. C'était en 1910, à Noël. Il avait neigeé le matin sur le col de Grateloup et jusqu'au Plan-de-la-Tour. Sainte-Maxime luisait sous le givre. La température était tombée à - 5°, - 10°, peut-être. De mémoire de Maximois, on n'avait jamais vu ça. La route de Gassin était barrée par des congères prises en glace, et l'on se demandait comment ravitailler le village. Les palmiers du Golf-Hôtel de Beauvallon et ceux de la Résidence des Girelles ne résisteraient sûrement pas au gel, prédisaient les plus pessimistes. Bref, on avait célébré la messe de minuit en grelottant et en se serrant bien fort dans la nouvelle église près de la chaplainerie, qui sentait le plâtre frais et l'humidité. Et il était là le Vieil Homme, il avait juste atteint sa majorité...

Comment l'imaginer en 1910, sans cette peau flasque sous le menton, ses mains tavelées, son expression de leneur souriante et ce regard flottant que je lui ai connus ? Jeune, il m'échappe, il devient une abstraction, il appartient à la mémoire des autres, et il n'appartient sans doute plus à personne aujourd'hui.

Bref, il y avait eu la messe de minuit et puis le réveillon chez M^{me} Marcelle, près de la poste. Et vers 3 heures du matin, le Vieil Homme avait lancé : « Et si on allait se baigner ? » La plaisanterie était un peu forte en café. Alors, on l'avait pris au mot, et c'est toujours ainsi que cela se passe : on attend que l'autre dise : « Pouce ! » « Terminé ! » « Blague à part ! » « C'était pour rire ! » Et puis, naturellement, personne ne dit rien, et ils s'étaient retrouvés une dizaine en caleçon ou tout nus, grelottant sur la petite plage de Sainte-Maxime, avant de se fourrer dans une eau de 2 ou 3 degrés au grand maximum.



GRÉGOIRE SOBIESKI

M^{me} Marcelle les avait escortés, elle hurlait qu'ils étaient fous à lier, qu'ils allaient attraper la mort ; elle hurlait et elle s'étranglait de rire car elle aussi avait un bon coup dans l'aile. Ah ! la fameuse M^{me} Marcelle, elle devait ressembler à un phare avec ses deux lampes tempêtées qu'elle brandissait à chaque main ! M^{me} Marcelle remontait à la nuit des temps, c'est-à-dire au siècle passé. Le Vieil Homme, qui avait pourtant la mémoire vacillante, en parlait avec une gourmandise truffée de sous-entendus. M^{me} Marcelle avait été la gouvernante du vieux père Maupassant, qui avait fini ses jours à Sainte-Maxime. Elle avait dû voir passer plus d'une fois le *Bel Ami* au fond du golfe, mais l'écrivain ne venait jamais saluer son père.

Puis elle avait ouvert son restaurant. M^{me} Marcelle éveillait l'imaginaire et les sens des jeunes gens de Sainte-Maxime, mais elle ne devait pas en faire un commerce intensif.

Bref, elle était là, cette nuit de Noël, sur la plage avec ses deux lampes tempêtées, au milieu d'une dizaine de fiers-à-bras en train de barboter dans une eau poissée, à quelques mètres du port où clapotaient des pointus, des balançoilles et le beau trois-mâts *Lohengrin* qui appartenait au Kronprinz et qui pourrissait doucement à son mouillage (le trois-mâts, lui aussi, serait confisqué en 1914). « Vous allez attraper la mort », répétait-elle en tournant sur elle-même, ronde et moustachue. Mais personne n'avait attrapé la mort. La mort, elle attendrait encore quatre ans, du côté de l'Yser ou de la Marne. Seul Sénégier, le fils du maire, s'était plaint de la poitrine, le lendemain. Il avait eu une forte fièvre et des coliques effroyables. « Un coup de froid, ce n'est rien, mais vous ne m'avez pas dit que vous étiez une bande de joyeux pingouins ! »

L'expression était d'un humour approximatif, qu'importe ! Elle avait fait fortune au village. Le Vieil Homme et ses copains s'étaient aussitôt surnommés Les Joyeux Pingouins de Sainte-Maxime, et ils avaient fait le serment de se baigner ensemble tous les dimanches de l'année, qu'il vente, qu'il neige, qu'il pleuve. « On ne mourra pas plus vieux mais on vivra plus jeune », disait le Vieil Homme, et c'était devenu le slogan des Joyeux Pin-

gouins. Un échotier du *Petit Varois* avait repris la nouvelle. Les Joyeux Pingouins étaient devenus une association, un club ou une société peu secrète, comme on voudra... Et voilà ce que racontait le Vieil Homme assis bien droit, à la fin de sa vie, sur les nouveaux bancs de béton de la promenade Simon-Lorère de Sainte-Maxime.

Sur l'évolution des Joyeux Pingouins, il demeurait assez vague. Je le questionnais. Il hésitait à me répondre. Il se perdait en détails minuscules. C'était l'été. Devant nous s'élevaient dans leur troncule vulgaire méridionale les joueurs de pétanque. A chaque carreau réussi, les boules claquaient comme de laconiques carillons. Et le Vieil Homme disait : « On a été une demi-douzaine au début, et bientôt vingt, trente. C'était un peu l'attraction, le dimanche à 8 heures du matin, quand nous arrivions, le plombier Ramon et Coradon, le fils du boucher, et le petit Yvonne, et même Francesci, qui tenait la garde-barrière de La Nartelle, qui faisait ses 4 kilomètres à pied par la route de la Vierge-Noire et ne savait même pas nager. Mais c'était un fier-à-bras, Francesci, il se jetait à l'eau, il ressortait, il suffoquait, il était bleu de froid, vert de peur et rouge du vin qu'il ingurgitait plus souvent qu'à son compte. Un perroquet, Francesci, et puis il y a eu la guerre, bon, terminé pour un temps les Pingouins, on a barboté dans d'autres tranchées... »

LES Pingouins étaient revenus de la Grande Guerre, héroïques et sonnés. Ils reprirent leurs bains dominicaux. Le Vieil Homme toujours les entraînait. De nouveaux adhérents s'étaient joints aux survivants du premier groupe, leurs jeunes frères, leurs neveux, le fils de M^{me} Marie, la mercière, et même Dominic Cervoni, le pêcheur corse qui ne disait pas trois mots de la semaine et se trempait avec un esprit de sérieux qu'aucune moquerie ne parvenait à ébranler.

L'été, on ne les remarquait guère, les Pingouins. Ils se confondaient avec les quelques estivants qui préféraient Sainte-Maxime la paisible à Saint-Tropez l'inquiétante où bon nombre d'écrivains, de peintres, de musiciens commençaient à débarquer. L'été, les Pingouins n'étaient même pas toujours fidèles au rendez-vous. Se baigner ne prouvait rien. C'est à l'automne que

tout recommençait, après les vendanges. Et les premiers dimanches d'octobre, quand le mistral avait décapé le littoral une semaine durant, que l'air était d'une luminosité acide, les collines des Maures encore violettes de froid et de sommeil, et la Méditerranée bleue de Prusse et parcourue de frissons, alors il fallait les retrouver, les Joyeux Pingouins pas si joyeux que ça, qui s'assemblaient de grandes claques, s'espéraient puis se jetaient à l'eau comme des dératés, répétant : « le froid conserve » comme une bien dérisoire incantation.

Les années passèrent. Les bains se poursuivirent — immuables. Une guerre remplaça une autre guerre. La 45^e division du 6^e corps d'armée U.S. débarqua à La Nartelle le 15 août 1944. Ce fut la Libération. Les Pingouins barbotèrent toujours dans l'eau. Parfois, des jeunes gens venaient se mêler à eux et ironisaient : « Allez-y, grands-pères ! » Mais ils ne faisaient pas partie du groupe. Les Pingouins ne recrutèrent plus. Ils vieillissaient ensemble. Et l'eau faisait parfois 8 ou 9 degrés quand ils se baignaient l'hiver et que se multipliaient les villas dans les pinèdes qui dominaient la station, tandis qu'autour du Beausite et du Grand Hôtel champignonnaient de nouvelles résidences comme l'Arboret ou le Brutus.

« Il y avait belle turette qu'on ne parlait plus du domaine de chasse du Kronprinz », disait le Vieil Homme. En 1919, un Belge l'avait racheté à l'Etat et l'avait revendu peu après à un gendarme qui l'avait loti. Le mouvement ne faisait que commencer. On ne s'en doutait pas encore. Et moi, je ne tenais toujours aussi droit. Droit comme la tour Eiffel !

Je demandai un après-midi au Vieil Homme s'il avait déjà vu la tour Eiffel. Il hésita un instant, me regarda en haussant les épaules. « Vous croyez qu'il faut avoir vu la tour Eiffel pour savoir qu'elle se tient droite, droite comme moi », dit-il enfin. Il était content de sa réponse, il se mit à rire d'un petit rire égoïste de vieillard, un rire qu'il gardait pour lui seul, qui le secouait, l'agitait d'un minuscule tremblement.

Chaque année, le *Méridional*, le *Provençal* et *Nice-matin* consacraient désormais un écho aux Pingouins. Dans les années 50, ils devinrent ainsi sans le

vouloir une attraction. Le maire se frottait les mains, le syndicat d'initiative approuvait. Une brochure qui avait pour vocation de célébrer le pittoresque de Sainte-Maxime, le confort de ses hôtels, la qualité de sa plage, la douceur du climat et la température de l'eau, mentionnait l'existence de l'association, en même temps que le nouveau club de bridge et les programmes du ciné-club Marcel-Fagnol. « *Trois vieux, vivez heureux à Sainte-Maxime* ». Bref, le petit port devenait l'hiver une résidence pour le troisième âge, et les Pingouins n'y étaient pas tout à fait étrangers.

Je venais récemment l'hiver à Sainte-Maxime. Les exploits des Pingouins, je les entendais raconter, je n'y assistais pas. Ils appartenaient par conséquent au domaine du fabuleux. Mais à Pâques, quand je retrouvais le Vieil Homme sur la promenade, il me prenait par le bras, il me conduisait sur un banc, il déplaçait de son portefeuille qui se tanaît et se ridait au même rythme que son propriétaire, une coupure de *Nice-matin* remontant à deux ou trois mois, et il me la tendait.

« Les journaux racontent n'importe quoi », me disait-il. Il avait souligné au crayon rouge la phrase : « Nos vaillants octogénaires qui bravent une eau glaciale... » C'est de la littérature et de la mauvaise. Cette année, le temps était très doux à Noël, l'eau à 14 degrés au moins. « Il ne faut pas se plaindre », il répétait encore une fois : « Il ne faut pas se plaindre. »

C'ÉTAIT en 1979, quelques mois avant sa mort. Il ne restait plus beaucoup de Pingouins. Trois ou quatre, peut-être : Collob, l'ancien boulanger (ses enfants avaient repris la boutique de la rue Paul-Bert, et ils avaient ouvert une deuxième pâtisserie au nouveau centre commercial Codex), Coradon, et aussi le fils de M^{me} Marie, qui mourut peu après d'un cancer du poulmon. Deux Pingouins, ce n'était plus assez pour constituer une association, pour amuser la presse, pour servir la publicité du syndicat d'initiative. Deux Pingouins, ça devenait triste et morbide. J'oubliais les Pingouins après la mort du Vieil Homme.

Et puis il y a eu cette nouvelle laconique d'octobre dernier : la mort de Collob et de Coradon, un dimanche matin. Ils étaient partis nager. Personne n'avait pris garde à eux, personne ne les surveillait. Le mistral soufflait. Ils avaient dépassé le radeau, s'étaient enfoncés à brasses lentes au fond du golfe comme s'ils voulaient, rêve fou, atteindre Saint-Tropez juste en face. Ils avaient dû s'épuiser, se refroidir, ils n'avaient pas eu la force de regagner le rivage. On découvrit leurs corps dans la soirée, flottant au large de Guerreville. A peine fit-on mention de leur appartenance à l'ancien club des Pingouins de Sainte-Maxime, qui disparaissait donc définitivement avec eux.

Mais les Pingouins, tout le monde les avait déjà oubliés. Les Pingouins étaient morts, et puis il n'est jamais de très bon goût d'insister sur la vieillesse, sur la fatigue, sur le temps qui passe et entraîne et charrie les souvenirs sur ses eaux mortes...

Avaient-ils voulu se défier, les deux vieillards, parier que l'un nagerait plus loin que l'autre ? Révélaient-ils d'un exploit impossible qui aurait émerveillé les chroniqueurs locaux de *Nice-matin* ou du *Provençal* et réveillé, en somme, la gloire perdue des Pingouins de Sainte-Maxime ? On bien avaient-ils décidé une fois pour toutes de finir en beauté ? Après tout, un Pingouin, ça vit dans l'eau, ça doit mourir dans l'eau. Et ils n'avaient plus grand-chose à voir avec la ville de Sainte-Maxime en 1982. Ils appartenaient à un autre temps, ils avaient emprunté des centaines de fois, jusqu'à Pâques 1948, le petit train des Pignes qui allait de Saint-Raphaël à Saint-Tropez, peut-être avaient-ils entendu aussi, tout gamins qu'ils étaient, les coups de feu tirés par des chasseurs prussiens dans la réserve de chasse du Kronprinz à La Nartelle. Et c'était encore un point commun avec le Vieil Homme, avec celui qui avait été l'animateur du groupe. Alors aujourd'hui, en effet, il valait mieux tirer l'échelle, se mettre à l'eau vert l'oubli et une ultime fatigue.

« Parvin et journaliste, Frédéric Vitoux a publié des romans — *Carres postales* (Gallimard), *Les Cercles de l'orage* (Grasset), *Yedda jusqu'à la fin* (Grasset), *Un amour de chat* (Julliard), *Fin de saison au Palazzo del d'oro* — et des essais — *Louis-Ferdinand Céline, maître et parole* (Gallimard), *Robert, le chat de Louis-Ferdinand Céline* (Grasset), *Céline* (Belfond), *Mes îles Saint-Louis* (Le Chêne), *Roussin* (Mazzone).

هكرام النحل